

Site de Martres-Tolosane

RENOUVELLEMENT ET EXTENSION DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE

AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Pièce A1 : Demande et Description du projet

Version consolidée suite aux demandes de compléments
du 14 septembre 2023 et du 16 février 2024

Commune de Martres-Tolosane (31)

Rn21.231-A1
Juillet 2024

Contacts Mica Environnement :
Siège : Route de Saint-Pons – Ecoparc Phoros – 34600 BEDARIEUX - 04 67 23 33 66 – siege.herault@mica-environnement.com
Agence Lyon : 582, allée de la Sauvegarde – 69009 LYON - 04 78 64 84 75 –agence.lyon@mica-environnement.com
Nouvelle-Calédonie : Bâtiment Cap Horn, Bureau 14, 2A rue Lapérouse - 98800 NOUMEA - (+687) 44 18 20 –contact@mica.nc

PIECE A1 : DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET

Référence Dossier : **Rn°21.231-A1**

Pétitionnaire : **LAFARGE CIMENTS**

Coordination : **Jean-Christophe FAUCHADOUR, Responsable géologie et carrières**

Approbations

Rôle	Nom - Fonction	Visa et Date
Rédacteur(s)	J.DOUDEAU	X
Vérificateur(s)	G.BURON	X
Approbateur	G.BURON	X

Versions du document :

Indice	Date	Evolution
ProvA	08/04/2022	Première version de relecture
ProvB	26/04/2023	Deuxième version de relecture
V01	02/08/2023	Version définitive déposée
V02	15/01/2024	Version consolidée suite à la demande de compléments des services de l'état du 14 septembre 2023
V03	12/07/2024	Version consolidée suite à la demande de compléments des services de l'état du 16 février 2024

Toutes les modifications apportées au dossier suite à la demande de compléments du 14 septembre 2023 sont identifiées par une police d'écriture en vert.

Seule l'annexe 06 (attestation de maîtrise foncière) a été complétée à l'occasion du 3e dépôt, par l'ajout de nouvelles attestations de maîtrise foncière.

Un tableau de suivi listant les demandes de compléments et la localisation des réponses apportées dans le dossier est joint au dossier.

ORGANISATION GENERALE DU DOSSIER

Le dossier d'autorisation est composé des pièces suivantes :

Pièce	Contenu
Pièce A Demande d'autorisation	**Pièce A1** - Présentation de la demande et autorisations sollicitées - Présentation du demandeur : ⇨ renseignements administratifs ⇨ capacités techniques et financières - Localisation et description du projet : ⇨ nature et volume de l'activité ⇨ procédés, conditions d'exploitation et produits finis ⇨ description des moyens mis en œuvre ⇨ moyens de suivi, de surveillance, d'intervention ⇨ présentation du plan d'ensemble - Présentation du phasage de l'exploitation et du réaménagement - Plan de gestion des déchets **Pièce A2** - Capacités techniques et financières **Pièce A3** - Garanties financières **Pièce A4** - Justification du respect des prescriptions applicables aux projets ICPE soumis à enregistrement **Pièce A5** - Demande de défrichement
	- Note de présentation non technique
Pièce B Etude d'impact	- Description sommaire du projet - Etat initial - Incidences et incidences cumulées - Justification et raisons du choix du projet - Compatibilité du projet avec les plans et programmes - Remise en état du site - Mesures d'évitement et de réduction et incidences résiduelles - Mesures de compensation, d'accompagnement et de suivi - Méthodes - Noms et qualités des auteurs
	Annexes
	Résumé non technique de l'étude d'impact
Pièce C Etude de dangers	- Description sommaire du projet - Description de l'environnement - Moyens généraux concourant à la maîtrise des dangers - Identification et caractérisation des potentiels de dangers - Accidentologie et retour d'expérience - Analyse des risques
	Résumé non technique de l'étude de dangers

Pièce D Demande de dérogation Espèces Protégées	- Volet faune flore autoportant, comprenant la demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées
Pièce E	- Plans hors format

SOMMAIRE

1 - OBJET DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION 13

1.1 - OBJET DE LA PRESENTE DEMANDE 13
1.2 - ÉLEMENTS HORS PERIMETRE PROJET 15

2 - PROCÉDURE ET CADRE RÉGLEMENTAIRE 18

3 - PRÉSENTATION DE LA DEMANDE 21

3.1 - DENOMINATION DU DEMANDEUR 21
3.1.1 - Dénomination et raison sociale 21
3.1.2 - Qualité du signataire de la demande 21
3.1.3 - Personnes chargées de l'affaire au sein de l'organisme demandeur 21
3.2 - EMPLACEMENT DE L'INSTALLATION ICPE ET SITUATION CADASTRALE 22
3.2.1 - Situation géographique 22
3.2.2 - Situation cadastrale et maîtrise foncière 26
3.2.3 - Occupation du sol et compatibilité avec les documents d'urbanisme 28
3.3 - COMMUNES DANS LE RAYON D'AFFICHAGE (3 KM) 32

4 - NOMENCLATURE ET PORTEE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE 34

4.1 - NOMENCLATURE ET AUTORISATION AU TITRE DES ICPE 34
4.2 - NOMENCLATURE ET AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU 35
4.3 - DEMANDE D'AUTORISATION DE DEFRICHEMENT 36
4.4 - DEMANDE DE DEROGATION AUX MESURES DE PROTECTION DES ESPECES PROTEGEES 36

5 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET DES ACTIVITES 37

5.1 - SITUATION ADMINISTRATIVE ET HISTORIQUE DU SITE 37
5.2 - RAPPEL SUR LA FABRICATION DU CIMENT 38
5.2.1 - Elaboration du cru, en carrière 39
5.2.2 - La cuisson : fabrication du clinker (usine) 39
5.2.3 - Le broyage du clinker : production du ciment (usine) 39
5.3 - FONCTIONNEMENT DE LA CARRIERE 40
5.3.1 - Contexte géologique 40
5.3.2 - Production de la carrière 40
5.3.3 - Conditions d'exploitation de la carrière et de traitement des matériaux 42
5.3.4 - Puissance des équipements fixes carrière 48
5.3.5 - Phasage quinquennal de l'exploitation 49
5.3.6 - Réaménagement 60
5.4 - ACTIVITES CONNEXES DE LA CARRIERE 62
5.4.1 - L'entretien des engins et des installations 62
5.4.2 - L'utilisation des matières d'addition pour la constitution du cru 63
5.4.3 - Le stockage et transit des matières premières 65
5.5 - DECHETS INERTES ISSUS DE L'EXTRACTION DE LA CARRIERE 67
5.6 - DESCRIPTION DES BATIMENTS ET AMENAGEMENTS EXTERIEURS 68

5.6.1 - Les bâtiments *68*
5.6.2 - Les aménagements extérieurs *72*
5.7 - LES CONSOMMABLES 73
5.7.1 - Les explosifs et artifices *73*
5.7.2 - Les combustibles *73*
5.7.3 - Les consommables de maintenance *74*
5.7.4 - Tableau récapitulatif des consommables utilisés sur le site *75*
5.8 - MOYENS MIS EN ŒUVRE 75
5.8.1 - Horaires d'ouverture et de fonctionnement *75*
5.8.2 - Matériels roulants *76*
5.8.3 - Personnel, management et entreprises extérieures *78*
5.9 - GESTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU 79
5.9.1 - Energie électrique *79*
5.9.2 - Consommation et utilisation rationnelle de l'énergie *79*
5.9.3 - Couverture des besoins en hydrocarbures *79*
5.9.4 - Couverture des besoins en huiles et lubrifiants *80*
5.9.5 - Transports *80*
5.9.6 - Gestion de l'eau consommée *80*
5.9.7 - Gestion des eaux pluviales *81*
5.10 - POLITIQUE DE GESTION DES DECHETS 84
5.11 - MOYENS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE 85
5.12 - PLAN D'ENSEMBLE DE L'INSTALLATION 86
5.12.1 - Contexte *86*
5.12.2 - Habitat et établissements sensibles *86*
5.12.3 - Réseaux et fréquentation *86*

6 - ANNEXES 88

LISTE DES DOCUMENTS

Formulaire de demande d'autorisation environnementale (CERFA n°15964*3) et délégation de signature contrats	Document n°21.231-A1/ 0	En annexe
Localisation du projet sur fond IGN à 1 : 200 000	Document n°21.231-A1/ 1	Dans le texte
Localisation du projet sur fond IGN à 1 : 25 000	Document n°21.231-A1/ 2	Dans le texte
Localisation du projet en vue aérienne à 1 : 7 000	Document n°21.231-A1/ 3	Dans le texte
Plan cadastral du projet à 1 : 5 000	Document n°21.231-A1/ 4	Dans le texte
Liste détaillée des parcelles	Document n°21.231-A1/ 5	En annexe
Attestations de maîtrise foncière	Document n°21.231-A1/ 6	En annexe
Localisation du projet sur le zonage du PLU	Document n°21.231-A1/ 7	Dans le texte
Localisation des communes concernées par l'enquête publique	Document n°21.231-A1/ 8	Dans le texte
Arrêté Préfectoral du 16 mai 2003 et du 18 avril 2003	Document n°21.231-A1/ 9	En annexe
Arrêté Préfectoral modificatif du 17 septembre 2015	Document n°21.231-A1/ 10	En annexe
Arrêté Préfectoral du 9 avril 2013 - Cimenterie	Document n°21.231-A1/ 11	En annexe
Arrêté Préfectoral modificatif du 6 février 2017 - Cimenterie	Document n°21.231-A1/ 12	En annexe
Flowsheet (Synoptique des installations)	Document n°21.231-A1/ 13	En annexe
Plan de la phase 0 : Topographie actuelle (janvier 2023)	Document n°21.231-A1/ 14	Dans le texte
Plan de la phase 1 : 0-5 ans	Document n°21.231-A1/ 15	Dans le texte
Plan de la phase 2 : 5-10 ans	Document n°21.231-A1/ 16	Dans le texte
Plan de la phase 3 : 10-15 ans	Document n°21.231-A1/ 17	Dans le texte
Plan de la phase 4 : 15-20 ans	Document n°21.231-A1/ 18	Dans le texte
Plan de la phase 5 : 20-25 ans	Document n°21.231-A1/ 19	Dans le texte
Plan de la phase 6 : 25-30 ans	Document n°21.231-A1/ 20	Dans le texte
Plan des positions actuelles et futures des installations	Document n°21.231-A1/ 21	Dans le texte
Délibération du conseil municipal	Document n°21.231-A1/ 22	En annexe
Plan de remise en état signé	Document n°21.231-A1/ 23	En annexe
Localisation des stocks de matières sur photographie aérienne	Document n°21.231-A1/ 24	Dans le texte
Plan de gestion de déchets inertes – Carrière de Martres-Tolosane	Document n°21.231-A1/ 25	En annexe
Localisation des bâtiments sur photographie aérienne	Document n°21.231-A1/ 26	Dans le texte
Plan d'ensemble des dispositions projetées de l'installation au 1 : 2 000	Document n°21.231-A1/ Hors Format 1	Pièce E - Plans
Plan d'ensemble des dispositions projetées de l'installation (1 version réduite dans le texte au format A3 au 1/5 500)	Document n°21.231-A1/ 27	Dans le texte

Usine de Martres

165, avenue des Pyrénées
31220 Martres-Tolosane
Téléphone : 05 61 97 70 00

Martres-Tolosane, 16 janvier 2024

MONSIEUR LE PREFET DE HAUTE-GARONNE
PREFECTURE DE HAUTE-GARONNE

1 rue Sainte-Anne
31 000 Toulouse

N. Réf. : XB/KM – 2024.01

OBJET : Demande de renouvellement, d'abandon et d'extension de l'autorisation environnementale d'exploiter une carrière de calcaire et marnes et ses installations afférentes, sur la commune de Martres-Tolosane (31)

Monsieur le Préfet,

Je soussigné, Monsieur Xavier BRULE, agissant en qualité de Directeur du site de Martres-Tolosane, ai l'honneur de solliciter, au titre de la procédure d'Autorisation Environnementale :

- le renouvellement de l'autorisation actuelle du 16 mai 2003, complétée par celle du 17 septembre 2015, de la carrière de calcaire et marnes sur une surface parcellaire de 111,1 ha ;
- l'abandon d'une surface parcellaire de 2,4 ha ;
- l'extension sur une surface parcellaire de 15,6 ha ;
- l'approfondissement supplémentaire de 7,5 m ;
- avec ses installations afférentes,
- pour une période de 30 ans et afin de pérenniser le gisement (production moyenne annuelle de 1 400 000 tonnes, et maximale de 2 000 000 tonnes).

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises au régime d'Autorisation étant désormais concernées par la procédure d'Autorisation Environnementale conformément aux articles L.181-1 et suivants du Code de l'environnement, le présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter prend en compte les intérêts visés par les articles L.511-1, L.211-1 et L.181-3 du Code de l'environnement.

Le présent dossier intègre conformément à l'article L.181-2, R.181-15-5 et R.181-15-9 du Code de l'environnement :

- La demande d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, la demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau,
- La demande d'autorisation au titre du Défrichement,
- La demande de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales protégées et de leurs habitats, au titre du 4e de l'article L.411-2.

1- Au titre des ICPE :

Les activités concernées relèvent des rubriques suivantes de la Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en application de l'article R.511-9 du Code de l'environnement :

Nature de l'activité	Critère de classement	Critère propre au site	Rubrique	Régime AM : Arrêté Ministériel	Rayon affichage
Exploitation de carrière	Exploitation de carrières à ciel ouvert	Carrière de 126,7 ha Production moyenne : 1 400 000 t/an Production maximale : 2 000 000 t/an Durée : 30 ans	2510.1	**A (AM 22.09.1994)**	3
Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	P > 200 kW	Équipements fixes dont la puissance cumulée est estimée à 1620 kW	**2515.1.a**	**E (AM 26.11.2012)**	-
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	S > 5 000 m² S < 10 000 m²	9 500 m²	2517.2	**D (AM 30.06.1997)**	-
Stations-service : installations où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules	V annuel de carburant distribué < 500m³	230 m³	**1435**	**NC**	-

Nature de l'activité	Critère de classement	Critère propre au site	Rubrique	Régime AM : Arrêté Ministériel	Rayon affichage
Installation de remplissage de liquides inflammables	Entre 5 et 100 m³/h	7,2 m³/h	**1434.1.b**	**DC** (AM 19.12.2008)	-
Installation de stockage de liquides inflammables	Q < 50 t	40 m³ de GNR soit 34 tonnes 1200 litres huiles et graisse soit 1.2 t total de 35.2 tonnes	**4734.2**	**NC**	-
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	S < 2000 m²	225 m²	**2930.1.b**	**NC**	-

Critère de classement *= P : Puissance – S : Surface – V : Volume – Q : Quantité*

Régime *= A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration – C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement - NC : Non Classé*

2- Au titre de la Loi sur l'Eau

Les activités concernées relèvent des rubriques suivantes au titre de la Loi sur l'eau en application des articles L.214-1 à L.214-3 et R214-1 du Code de l'environnement :

N° Rubrique	Rubrique	Détails du projet	Procédure
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Régularisation des piézomètres existants de suivi des eaux souterraines et remplacement des ouvrages recoupés par le projet d'exploitation	D
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :	Pompage des eaux accumulées en fond de fosse à l'issue du recoupement du talweg Guerre : Débit > 8 m3/h	**A**

N° Rubrique	Rubrique	Détails du projet	Procédure
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m^3/ j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).	Rejet entre 50 et 250 m^3/h (5% débit moyen interannuel du ruisseau Fréchet = 6 m^3/h)	D
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A). 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Autorisé implicitement dans l'arrêté préfectoral de 2003 : le présent projet prévoit le recoupement du Talweg Guerre sur une longueur du lit du talweg de 913,5 m	A
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A). 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	A l'issue du projet de renouvellement et d'extension de la carrière, le réaménagement de la carrière conduira à la création d'un plan d'eau d'une superficie comprise entre 0,1 et 3 ha	D
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Surface = 4,22 ha	A

A : Régime de l'autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration - NC : non classé

3- Au titre du Défrichement

Le présent projet concerne une forêt privée, appartenant à LAFARGE Ciments. Dans le cadre du projet de renouvellement et d'extension de la carrière, les secteurs à exploiter nécessitent une opération de défrichement soumis à autorisation pour 16,51 ha.

4- Au titre de la dérogation aux interdictions édictées pour la conservation d'habitats naturels, d'espèces animales ou végétales protégées et de leurs habitats :

Les activités concernées nécessitent une demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées au titre de l'article L.411-2 du Code de l'Environnement. La demande de dérogation à l'interdiction de destruction de spécimens et/ou d'altération d'habitats d'espèces protégées concerne :

- 78 espèces pour la perte d'habitats dont 46 espèces d'oiseaux, 3 de mammifères (hors chiroptères), 14 de chiroptères, 5 de reptiles, 5 d'amphibiens, 5 d'insectes ;
- 39 espèces de faune et une espèce de flore pour le risque de destruction ;
- 37 espèces pour la demande de capture (chiroptères, mammifères terrestres, reptiles, amphibiens et entomofaune).

La demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées porte sur :

- La destruction / dégradation / altération d'habitats constituant des sites de reproduction et des aires de repos d'espèces animales protégées,
- La capture, la destruction ou la perturbation intentionnelle de spécimens d'espèces animales protégées,
- L'enlèvement ou la destruction de spécimens d'espèces végétales protégées.

Conformément à l'article R.181-15-5 du Code de l'environnement, le présent dossier tient lieu de demande de dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2.

Par ailleurs, en application de l'article R.181-15-2 du Code de l'environnement, est sollicitée l'autorisation de réduction de l'échelle du plan d'ensemble de la carrière au 1/2 000ème (au lieu de 1/200ème), afin de favoriser la lisibilité et la compréhension du plan tout en apportant le degré de précision nécessaire.

Dans l'attente d'une suite favorable, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'expression de ma haute considération.

Xavier BRULÉ
Le Directeur

1 - OBJET DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

*Formulaire de demande d'autorisation environnementale (CERFA n°15964*3) et délégation de signature contrats*	*Document n° 21.231-A1 / 0*	*En annexe*

1.1 - OBJET DE LA PRESENTE DEMANDE

La société LAFARGE CIMENTS exploite une carrière de calcaire et de marnes, située sur la commune de Martres-Tolosane dans le département de la Haute-Garonne (31). Cette carrière est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n°26 du 16 mai 2003 et l'arrêté complémentaire n°110 du 17 septembre 2015 pour une durée de 30 ans, soit jusqu'en 2033.

La cimenterie de LAFARGE CIMENTS, également située sur la commune de Martres-Tolosane, est approvisionnée par cette carrière. La construction d'un four de nouvelle génération , opérationnel depuis janvier 2022, rend indispensable l'anticipation du renouvellement d'autorisation pour les 30 prochaines années, prévoyant un approfondissement et une extension vers l'ouest. Les besoins en quantité et en qualité ont considérablement évolués.

Le présent dossier de demande d'autorisation environnementale est constitué en application des articles L.511-1, L.511-2 et L.512-1, et des articles R.181-13 à D.181-15-10 du Code de l'Environnement. Le projet est soumis à la procédure d'Autorisation Environnementale en application des articles L.181-1 à L.181-4 et suivants, ainsi que R.181-1 à R.181-3 et suivants du Code de l'Environnement.

L'autorisation actuelle porte sur 113,5 hectares, jusqu'à la côte 295 NGF (surface initiale de 115,5 ha modifiée par arrêté préfectoral complémentaire n°110 du 17 septembre 2015). La demande d'autorisation de renouvellement et d'extension du projet porte sur une surface de 126,7 ha en propriété et un approfondissement à la cote 287.5 m NGF. La demande comprend 3 composantes : le renouvellement, l'extension et l'abandon.

La production maximale annuelle autorisée de cette carrière est de 2 000 000 tonnes de matériaux, sa production moyenne est de 1 300 000 tonnes. La production maximale sollicitée reste identique, la production moyenne passant de 1 300 000 tonnes à 1 400 000 tonnes par an.

Cette activité d'exploitation est soumise au régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et en particulier à la rubrique 2510, et nécessite une demande d'autorisation auprès de la préfecture de Haute-Garonne. La carrière dispose déjà d'installations de traitement (concassage-criblage) d'une puissance d'environ 1620 kW, soumises à la rubrique 2515-1.a.

La carrière est également concernée par les activités et rubriques suivantes :

- une installation de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles (rubrique 1434) ;
- une station-service (rubrique 1435) ;
- une installation de stockage de liquide inflammables (rubrique 4734) ;
- un atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur d'une surface inférieure à 800 m² (rubrique 2930.1) ;
- une station de transit de produits minéraux solides inertes (rubrique 2517).

Par ailleurs, la carrière dispose également d'un ensemble de bandes transporteuses acheminant les matériaux à la cimenterie, également appelée l'usine dans le présent dossier.

La société LAFARGE CIMENTS projette le dépôt du présent dossier de demande d'autorisation environnementale d'exploiter la carrière sur la commune de Martres-Tolosane (31), en application de l'article R.181-12 du Titre VIII du Livre 1er du Code de l'environnement.

Conformément aux articles R.181-13 et D.181-15-2 du Code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation environnementale comporte les pièces suivantes :

- Pièces A1 à 15 : Présentation de la demande d'autorisation incluant l'identification du demandeur, une carte au 1/25 000ème sur laquelle est indiqué l'emplacement de l'installation classée, les attestations de propriétés des parcelles concernées par le projet, une description de la nature et du volume de l'activité, la description des capacités techniques et financières du pétitionnaire, les garanties financières et un plan d'ensemble au 1/200ème (une dérogation est ici demandée pour une échelle réduite au 1/2000ème : cf. lettre de demande).

- Pièce B : Etude d'impact en application des articles R.122-2, R.122-3 et R.122-5 du Code de l'environnement (ainsi qu'une évaluation des incidences du projet sur les sites Natura 2000).

- Pièce C : Etude de dangers mentionnée à l'article L.181-25 et définie au III de l'article D.181-15-2 du Code de l'environnement.

- Pièce D : Demande de dérogation relative aux espèces protégées, volet autoportant

- Pièce E : pour les plans Hors Format (supérieur au A3) y compris le Plan d'ensemble.

1.2 - ÉLEMENTS HORS PERIMETRE PROJET

Les matériaux extraits en carrière sont envoyés par bande transporteuse à la cimenterie de Martres-Tolosane pour la fabrication du ciment. **Cette cimenterie n'est pas intégrée dans le périmètre du projet de renouvellement et d'extension de la carrière présenté dans le chapitre précédent.**

La réforme de l'évaluation environnementale a été opérée par l'ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes, par transposition de la directive n°2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive n°2014/52/UE du 16 avril 2014. Cette réforme est venue préciser, aux dispositions de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, la notion de « *projet* », par substitution à la notion de « *programme de travaux* », afin d'évaluer ses incidences sur l'environnement de manière globale.

Le projet est entendu, au sens de ces dispositions, comme « *la réalisation de travaux de construction, d'installations ou d'ouvrages, ou d'autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, y compris celles destinées à l'exploitation des ressources du sol* ». Il est précisé que : « *Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité* ».

Aux termes de l'article 6 de l'ordonnance susvisée, la notion de projet, telle qu'issue de la réforme, est applicable aux **projets soumis à une évaluation environnementale systématique faisant l'objet d'une « première demande d'autorisation » à compter du 16 mai 2017**.

A cet égard, le dispositif d'entrée en vigueur des dispositions du décret n°2016-1110 du 11 août 2016 ne prévoit aucun mécanisme spécifique d'applicabilité immédiate aux projets déjà autorisés ou à ceux faisant l'objet d'une demande d'autorisation en cours d'instruction. Bien au contraire, l'impératif de sécurité juridique attaché à la réforme de l'évaluation environnementale a conduit le pouvoir législatif et réglementaire à prendre soin de différer l'entrée en vigueur de cette réforme. Tel est, du reste, ce que confirme le Guide de lecture de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement sur l'évaluation environnementale, republié par le Ministère de la transition écologique et solidaire en mars 2023 :

« *L'entrée en vigueur de la réforme de 2016 vient modifier les règles relatives à l'évaluation environnementale. Pour autant, de nombreux projets de constructions, travaux ou opérations d'aménagements ont été initiés bien avant la réforme et font aujourd'hui l'objet de modifications ou de développements nouveaux.*

De manière générale, la ***notion de projet n'étant pas rétroactive, il convient donc d'analyser les évolutions d'une construction, travaux ou opération d'aménagement antérieure à la réforme, comme des projets nouveaux****, tout en accordant une attention particulière à la réalisation de l'état initial et de l'analyse des effets cumulés de leur éventuelle étude d'impact* » (page 66 du guide précité).

Au bénéfice de ces précisions, la cimenterie de Martres-Tolosane a été construite entre 1955 et 1956 et les premiers ciments ont été commercialisés début 1957. La cimenterie a été initialement autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1955 et est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 février 2017.

La cimenterie étant déjà autorisée à la date d'entrée en vigueur de la réforme, elle n'a donc pas à être intégrée dans le périmètre du projet de renouvellement et d'extension de la carrière soumis à évaluation environnementale.

Par ailleurs, l'étude de la notion de projet au sens de la réforme suppose de s'interroger sur les liens de nécessité entre les différents travaux, les installations, les ouvrages ou autres interventions envisagées. En effet, aux termes du Guide d'interprétation de la réforme du 3 août 2016 publié en août 2017 par le Commissariat Général du Développement Durable :

« *Il est nécessaire de s'interroger sur l'objectif du projet et, de façon large, sur les opérations ou travaux nécessaires à sa réalisation (ex : défrichement, démolition, construction, desserte ou encore zones d'emprunt significatives pour la construction d'une route, etc.), car l'étude d'impact devra les étudier au regard de leurs effets sur l'environnement. (…)*

Le projet doit donc être appréhendé comme l'ensemble des opérations ou travaux nécessaires pour le réaliser et atteindre l'objectif poursuivi. Il s'agit des travaux, installations, ouvrages ou autres interventions qui, sans le projet, ne seraient pas réalisés ou ne pourraient remplir le rôle pour lequel ils sont réalisés. (…)

Les travaux indissociables du projet car préalables et indispensables à sa réalisation (terrassements, défrichements, etc.) relèvent, sauf cas particulier, de celui-ci et ne peuvent être ni autorisés ni commencés sans que l'étude d'impact du projet n'ait été produite. » (Pages 21 et 22 du guide précité).

Au cas d'espèce, la carrière de Martres-Tolosane et la cimenterie ont des interactions évidentes au regard de la description du projet. Toutefois, compte tenu des précisions susvisées relatives aux contours de l'évaluation environnementale, ces activités demeurent autonomes pour les motifs exposés ci-après.

D'une part, **ces activités sont régies par des autorisations distinctes, dont le régime temporel diffère**. La carrière est autorisée pour une durée de 30 ans, la cimenterie est autorisée, sans limitation de durée.

D'autre part, ces activités sont liées au même titre que toute relation fournisseur-client ; **elles ne sont pas interdépendantes.** En effet, la carrière peut alimenter d'autres sites industriels en calcaire et marnes. Inversement, la cimenterie peut être alimentée, en matières premières, par d'autres carrières ou sites industriels. A ce titre, comme d'autres cimenteries, la cimenterie de Martres-Tolosane est équipée pour réceptionner des ressources minérales, mais aussi des déchets et des produits semi-finis pour produire ses ciments. Ce choix n'est cependant pas optimal d'un point de vue environnemental et économique ; celui-ci a été identifié dans le scénario « sans projet » étudié dans l'étude d'impact et notamment dans les chapitres 4.14 de description de l'évolution probable du site en l'absence de la mise en œuvre du projet » et 7 de justification du projet (Pièce B - Etude d'impact).

Le défaut de renouvellement de l'arrêté d'autorisation de la carrière au-delà de 2033 n'induit donc pas, par lui-même, l'arrêt de l'activité de la cimenterie.

Enfin, le projet **ne porte pas sur l'exploitation de la cimenterie et sa réalisation n'aura aucune incidence sur son fonctionnement actuel**. Corrélativement, le projet n'a pas pour effet d'augmenter les capacités de la cimenterie.

Là encore, à défaut de lien de nécessité entre le renouvellement et l'extension de la carrière et la poursuite de l'activité cimentière voisine, le maintien de l'activité cimentière ne constitue pas une fraction de ce projet et ne relève donc pas de son périmètre.

Cependant, au regard des interactions existantes entre la carrière et la cimenterie, et pour une parfaite information, les principaux effets de la cimenterie seront pris en compte dans le dossier au titre des effets indirects de la carrière.

En revanche, l'ensemble des travaux et activités concourant à la bonne réalisation du projet a été pris en compte par LAFARGE CIMENTS dans le cadre de son dossier : le défrichement au titre du code forestier, l'exploitation de carrière et autres installations classées pour la protection de l'environnement, les activités soumises à la loi sur l'eau, la demande de dérogation au titre de la protection des espèces protégées. Ces travaux et opérations constituent l'ensemble du projet d'exploitation de la carrière, bien qu'ils soient fractionnés dans le temps et dans l'espace. L'évaluation environnementale porte donc sur l'ensemble de ces travaux et opérations.

En tout état de cause, la cimenterie existante a été prise en compte dans l'étude d'impact, tant au titre de l'état initial, que des effets indirects du projet, comme il sera démontré ci-après.

2 - PROCÉDURE ET CADRE RÉGLEMENTAIRE

Cette demande d'autorisation environnementale est fondée sur les dispositions de l'article L. 181-1, 1° et 2° du Code de l'environnement et de l'article L. 181-2, 1°, 7°, 11° et 14° du même code. Celle-ci est encadrée par les articles L. 181-3 et suivants et R. 181-1 et suivants du Code de l'environnement.

L'ensemble des articles cités dans ce chapitre sont issus du Code de l'environnement.

Conformément à l'article R.181-2, le dossier de demande d'autorisation est déposé au préfet de département, autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale.

L'instruction de la demande d'autorisation environnementale se déroule en trois phases :

1. une phase d'examen ;
2. une phase d'enquête publique, du fait qu'il est soumis à évaluation environnementale ;
3. une phase de décision.

Dans le cadre de la phase d'examen, le service coordonnateur sollicite les services de l'Etat concernés.

Suite à la phase d'examen du dossier, une phase d'enquête publique est menée conformément à l'article L.181-10, suivant les modalités du chapitre III du titre II du livre I^{er} Code de l'environnement ainsi que de l'article R.181-36. Les avis recueillis lors de cette phase d'examen sont joints au dossier d'enquête publique.

Les principales étapes de l'enquête publique sont listées ici :

- Au plus tard dans les 15 jours suivant la date d'achèvement de la phase d'examen de la demande d'autorisation, le préfet saisit le président du tribunal administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ;
- Au plus tard 15 jours après la désignation du commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif, le préfet prend l'arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête ;
- Un avis porté à la connaissance du public est publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête et tout au long de sa durée dans chaque commune, dont une partie du territoire est touchée par le périmètre d'affichage et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux, diffusés dans le ou les départements concernés. L'avis d'enquête est également publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête ;
- Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur convoque, dans la huitaine, le demandeur et lui communique les observations écrites et orales, qui sont consignées dans un procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, un mémoire en réponse ;

- Le commissaire enquêteur rédige, d'une part, un rapport dans lequel il relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies, d'autre part, ses conclusions motivées, favorables ou non à la demande d'autorisation.

Simultanément au lancement de l'enquête publique, le préfet demande l'avis du conseil municipal des communes sur les territoires desquelles se situe le projet (articles R.181-38 et R. 123-11), dans un rayon de 3 km, soit 11 communes.

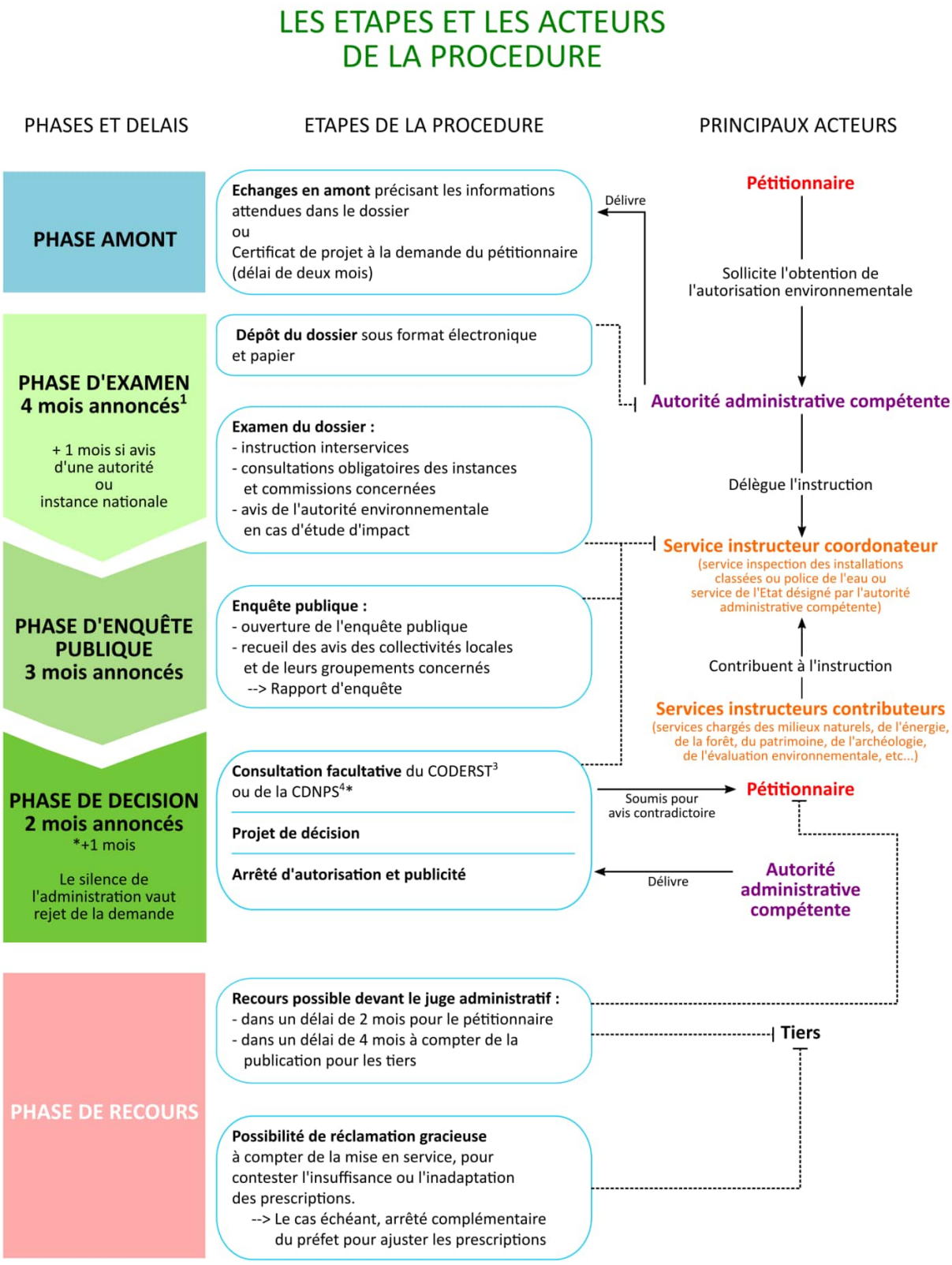
Les articles R.181-39 à R.181-44-1 précisent les modalités de la phase de décision. Dans les quinze jours suivant la réception du rapport d'enquête publique, le préfet transmet la note de présentation non technique de la demande d'autorisation et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS). Il peut soumettre également à cette commission ses propositions concernant soit le refus de la demande, soit les prescriptions envisagées.

Le préfet statue sur la demande d'autorisation environnementale dans les deux mois à compter du jour de réception par le pétitionnaire du rapport d'enquête. Ce délai est prolongé d'un mois lorsque l'avis de la CDNPS est sollicité. Le silence gardé par le préfet à l'issue de ces délais vaut décision implicite de rejet. Conformément à l'article R.181-40, un projet d'arrêté est transmis par le préfet au pétitionnaire qui dispose de 15 jours pour présenter d'éventuelles observations.

La décision prise par le préfet en fin de procédure est déposée en mairie des communes intéressées et affichée dans ces mairies pendant un mois. Il est également consultable sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

Des recours, émis par le pétitionnaire ou par un tiers, sont possibles devant le juge administratif. Le déroulement chronologique de la procédure d'instruction visant à une large concertation est schématisé sur l'organigramme joint.

DÉROULEMENT D'UNE PROCÉDURE NORMALE D'AUTORISATION



1. Ces délais peuvent être suspendus, arrêtés ou prorogés : délai suspendu en cas de demande de compléments ; possibilité de rejet de la demande si dossier irrecevable ou incomplet ; possibilité de proroger le délai par avis motivé du préfet. 2. CNPN : Conseil National de la Protection de la Nature. 3. CODERST : Conseil Départemental de l'Environnemnet et des Risques Sanitaires et Technologiques.
4. CDNPS : Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.

Etapes et procédures de la demande d'autorisation (source : Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer)

3 - PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

3.1 - DENOMINATION DU DEMANDEUR

3.1.1 - Dénomination et raison sociale

Nom de la Société :	LAFARGE CIMENTS
Forme juridique :	Société Anonyme à conseil d'administration
Adresse du siège :	14 BD GARIBALDI 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX
Adresse locale	Carrière LAFARGE CIMENTS Malassang 31220 MARTRES-TOLOSANE
SIRET	30213556100835

3.1.2 - Qualité du signataire de la demande

Nom, Prénom :	Xavier BRULE
Nationalité :	Française
Qualité (et adresse) :	Directeur du site de Martres-Tolosane xavier.brule@lafarge.com

3.1.3 - Personnes chargées de l'affaire au sein de l'organisme demandeur

Responsables du dossier :	Jean-Christophe FAUCHADOUR, responsable géologie et carrière Jean-Philippe PEREZ, Ingénieur exploitation Axel ASSIER, Ingénieur développement
Téléphones :	+33 (0) 6 80 75 02 62 +33 (0) 6 24 07 54 61 +33 (0) 6 59 12 70 10
Courriels :	jean-christophe.fauchadour@lafarge.com jean-philippe.perez@lafarge.com axel.assier@lafarge.com

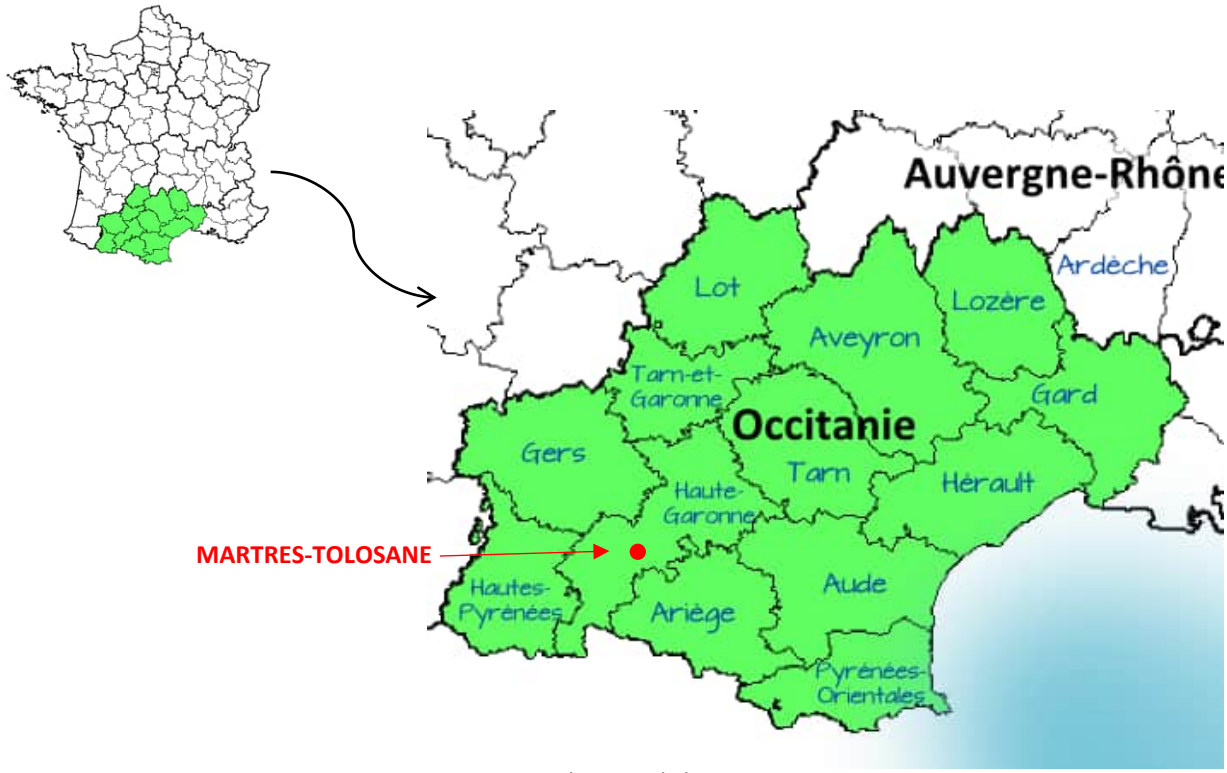
3.2 - EMPLACEMENT DE L'INSTALLATION ICPE ET SITUATION CADASTRALE

3.2.1 - Situation géographique

Localisation du projet sur fond IGN à 1 : 200 000	*Document n°21.231-A1 / 1*	*Dans le texte*
Localisation du projet sur fond IGN à 1 : 25 000	*Document n°21.231-A1 / 2*	*Dans le texte*
Localisation du projet en vue aérienne à 1 : 7 000	*Document n°21.231-A1 / 3*	*Dans le texte*

La carrière LAFARGE CIMENTS est implantée sur la commune de Martres-Tolosane, dans le département de la Haute-Garonne, en région Occitanie. Elle est située dans la pointe ouest du territoire communal. La commune de Martres-Tolosane s'étend à l'orée du piémont pyrénéen, en rive gauche de la Garonne.

La carrière est située à environ 50 km au sud-ouest de Toulouse. Elle est desservie par la route communale de Pentens, accessible depuis la Route Départementale D817 qui relie directement à l'autoroute A64.



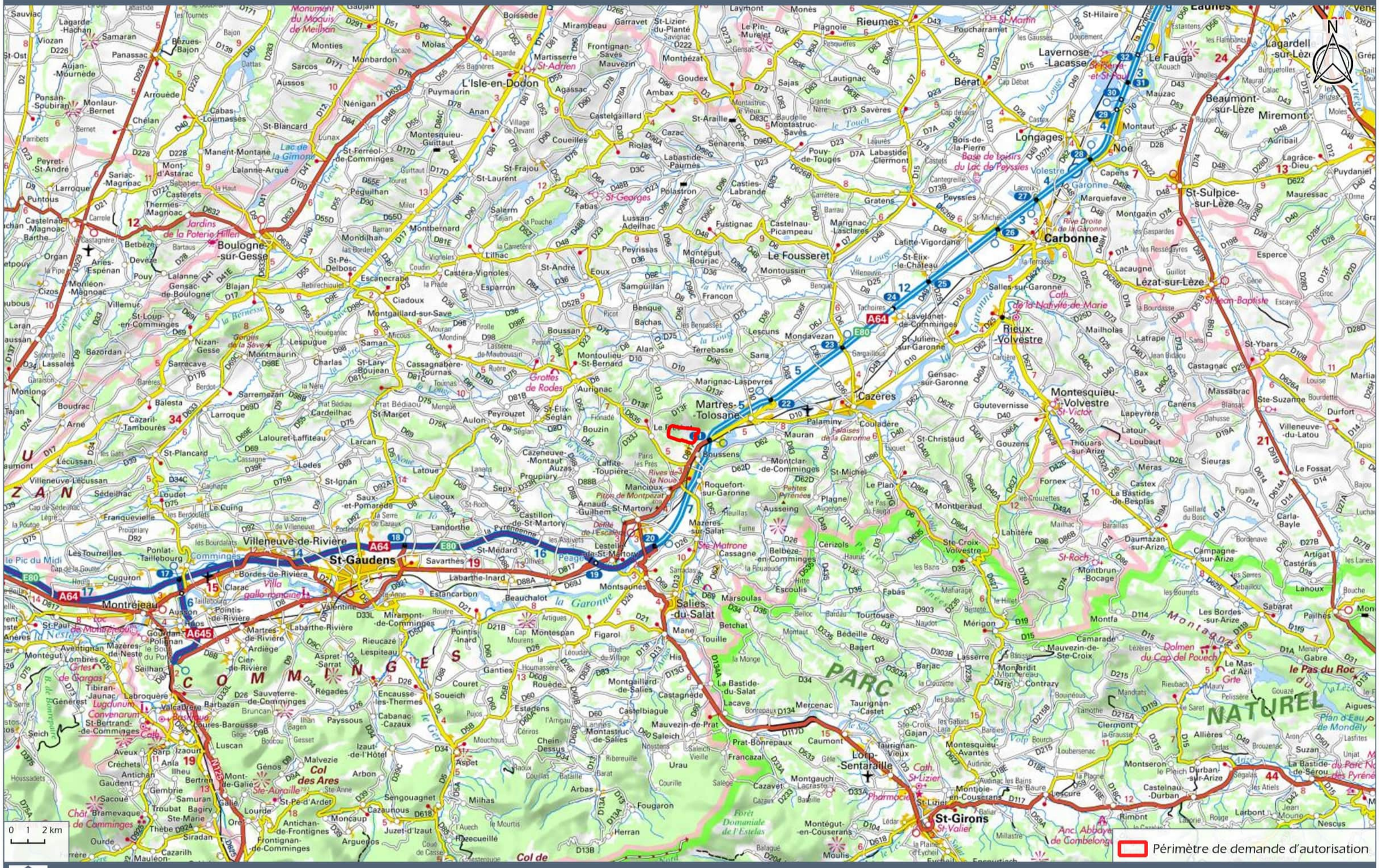
Localisation de la carrière

Les matériaux extraits de la carrière sont transportés jusqu'à l'usine par un ensemble de 2 kilomètres de bandes transporteuses limitant ainsi le transport par camions.

Le site s'étend dans un milieu rural, à dominantes forestière et agricole, et à proximité d'un habitat développé le long de la Garonne (Boussens, Martres-Tolosane) et des voies de communication au sein des vallées (Le Fréchet, Marignac-Laspeyres).

LOCALISATION DU PROJET SUR FOND IGN

Échelle 1:200 000



LAFARGE CIMENTS

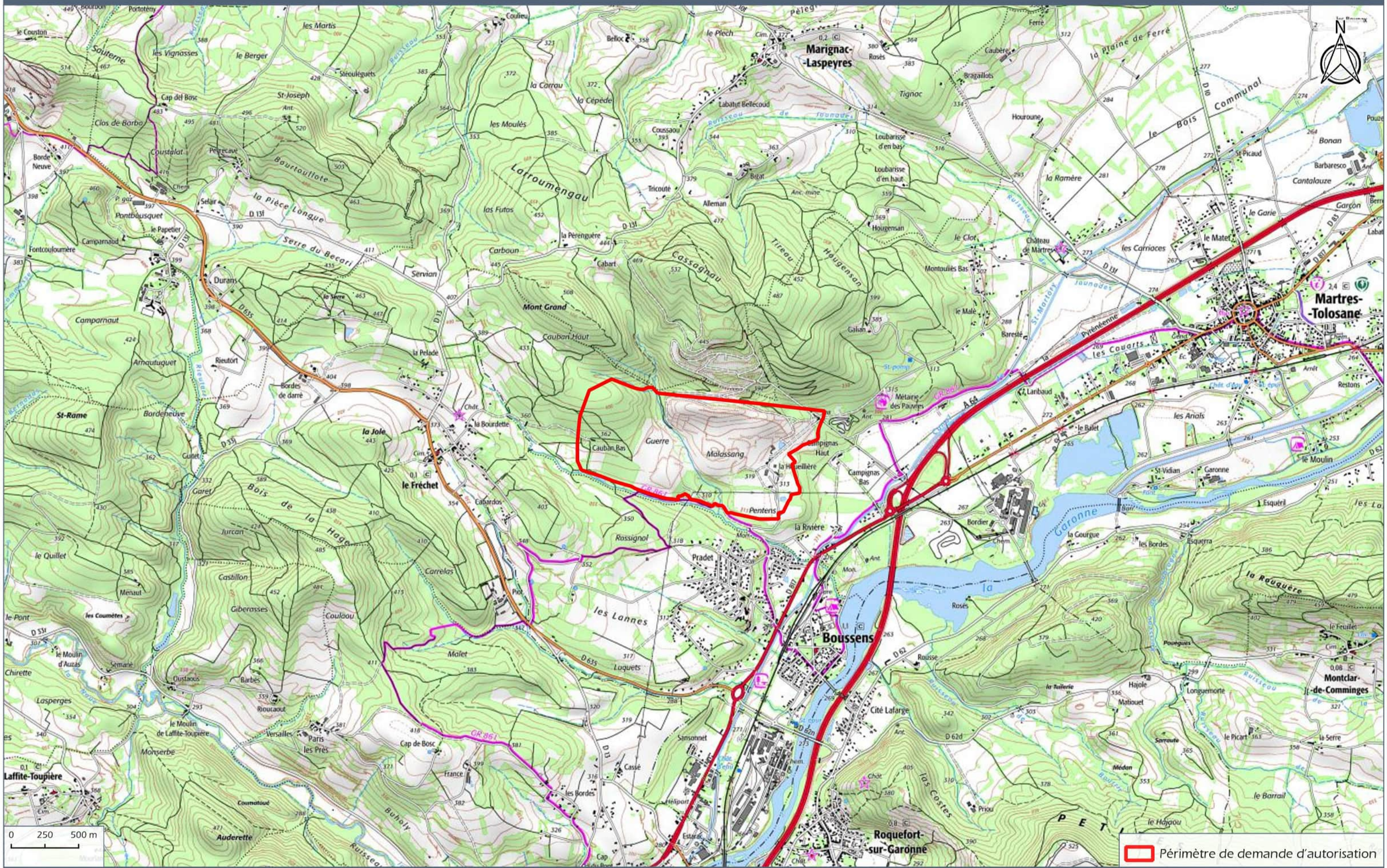
Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 01

Source : SCAN Régional ©IGN

LOCALISATION DU PROJET SUR FOND IGN

Échelle 1:25 000



Source : SCAN25 ©IGN

LOCALISATION DU PROJET SUR PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE

Échelle 1:7 000



LAFARGE CIMENTS

Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 03

Source : BD ORTHO® ©IGN

3.2.2 - Situation cadastrale et maîtrise foncière

Plan cadastral du projet à 1 : 5 000	*Document n° 21.231-A1 / 4*	*Dans le texte*
Liste détaillée des parcelles	*Document n° 21.231-A1 / 5*	*En annexe*
Attestation de maîtrise foncière	*Document n° 21.231-A1 / 6*	*En annexe*

L'autorisation actuelle porte sur une surface cadastrale de 113,5 ha (surface initiale de 115,5 ha modifiée par arrêté préfectoral complémentaire n°110 de 2015).

La demande d'autorisation comprend 3 composantes qui sont illustrées sur un plan cadastral :

- le renouvellement : **111,1 ha**,
- l'extension : **15,6 ha** :
  - 0,7 ha au sud-est à l'entrée de la carrière, sur les parcelles 244 et 243 ;
  - 14,9 ha à l'ouest ;
  - Rectificatifs ponctuels en bordure du site, sur de petites surfaces.
- l'abandon : **2,4 ha** :
  - Exclusion du chemin pédestre longeant l'est de la carrière ;
  - Rectificatifs ponctuels en bordure du site, sur de petites surfaces.

L'ensemble de la surface cadastrale de la présente demande d'autorisation de renouvellement, d'abandon et d'extension couvre 126,7 ha.

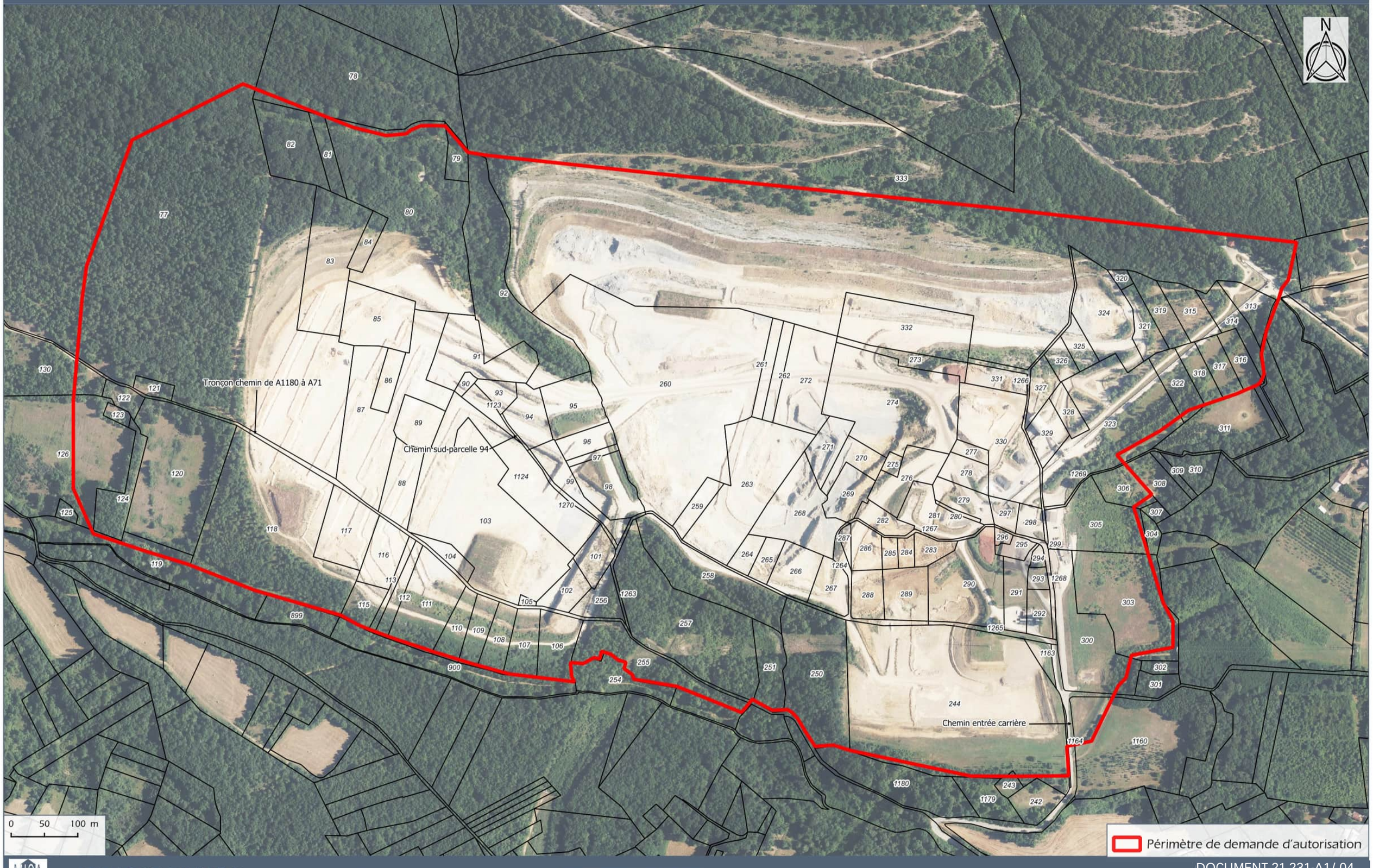
Ce périmètre ICPE intègre **la bande des 10 m**, conformément à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, constituée d'une bande minimale de 10 m maintenue entre la limite d'exploitation et la limite d'autorisation.

La liste détaillée des parcelles concernées par la demande et leur attestation foncière sont présentées en annexe. LAFARGE CIMENTS pétitionnaire est propriétaire de l'ensemble des terrains, excepté la parcelle A 333 pour laquelle un contrat de fortage a été établi avec la commune de Martres-Tolosane. Les attestations de maîtrise foncière se présentent ainsi de la manière suivante (en annexe) :

- Attestations notariales de maîtrise foncière pour la grande majorité des parcelles ;
- Délibérations de deux conseils municipaux de Martres-Tolosane pour la cession de 4 parcelles / chemins non cadastrés à la société Lafarge Ciments ;
- Contrat de fortage pour la parcelle A 333

PLAN CADASTRAL DU PROJET

Échelle 1:5 000



LAFARGE CIMENTS

Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

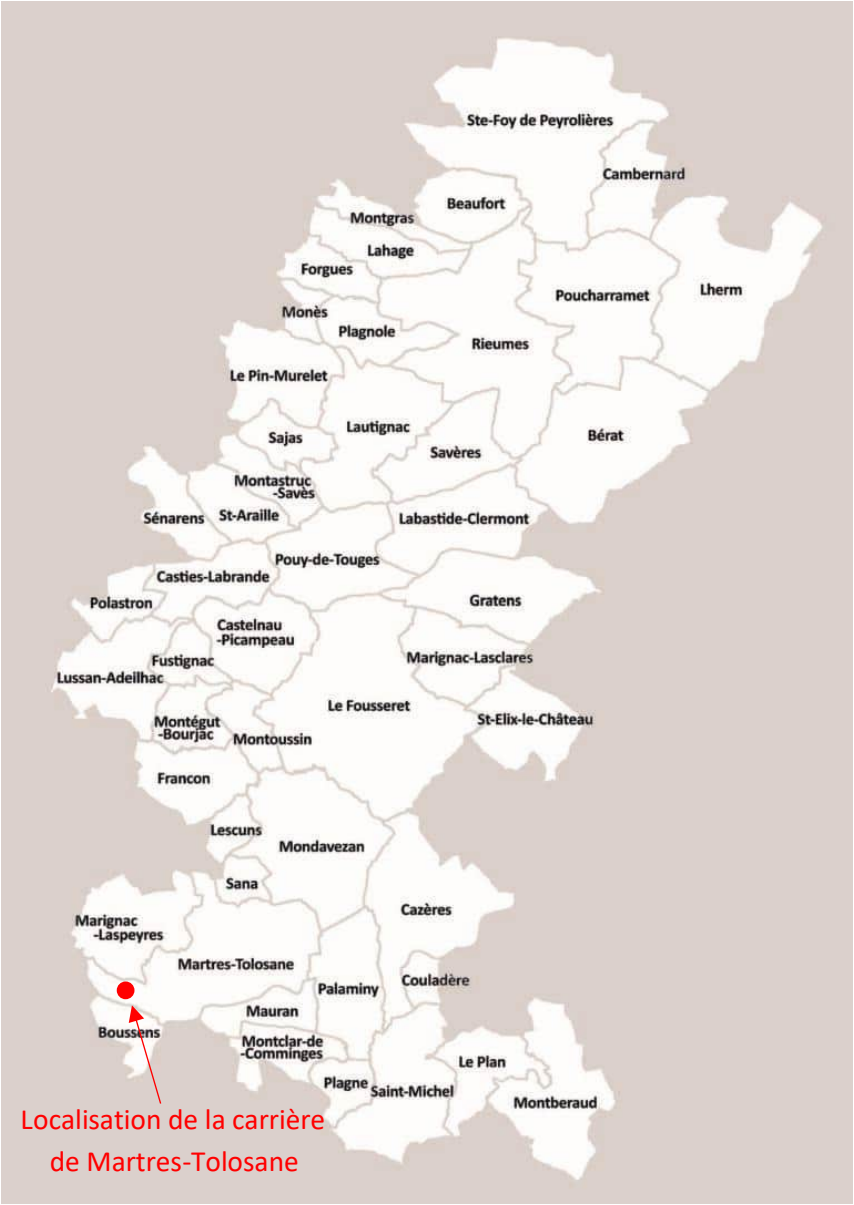
DOCUMENT 21.231-A1/ 04

Source : BD ORTHO® ©IGN

3.2.3 - Occupation du sol et compatibilité avec les documents d'urbanisme

3.2.3.1. La Communauté de Communes Cœur de Garonne

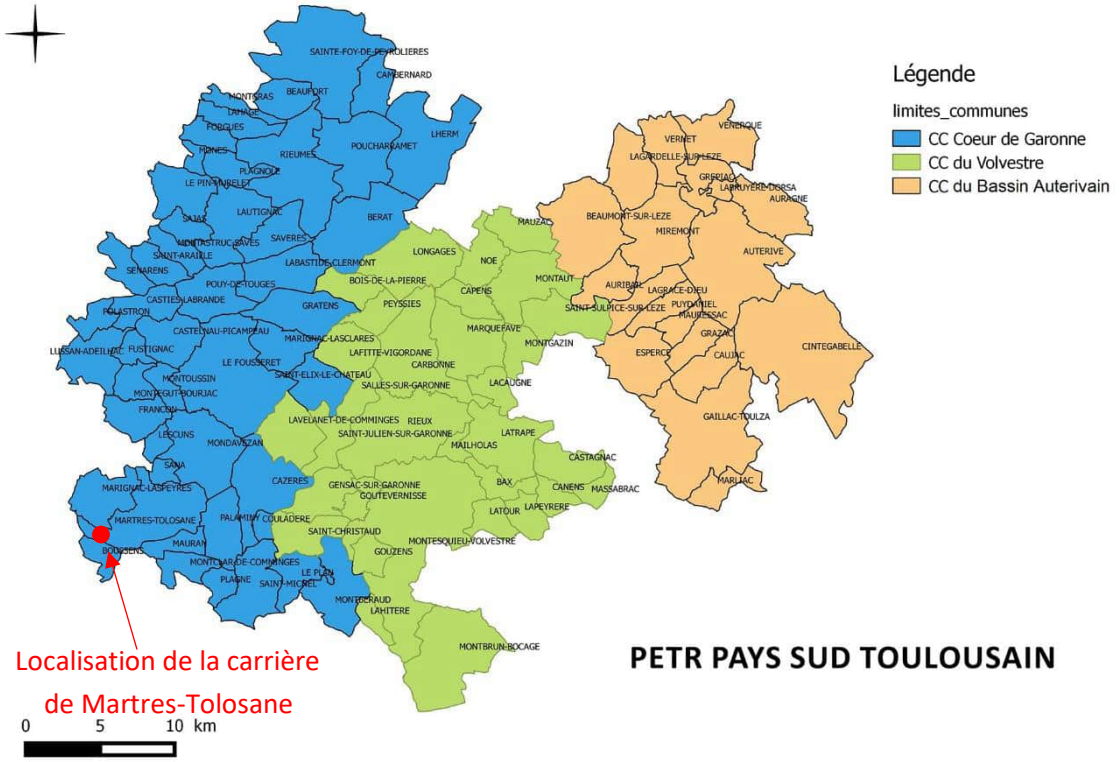
La carrière et ses installations afférentes sont localisées sur la commune de Martres-Tolosane (31) qui appartient à la Communauté de Communes Cœur de Garonne. Cette Communauté de Communes a été créée le 1er janvier 2017. Elle regroupe 48 communes et près de 35 000 habitants sur un territoire d'une superficie de 568 km².



Communauté de Communes Cœur de Garonne

Cette Communauté de Communes se situe, dans sa partie sud-ouest, aux portes du futur Parc Naturel Régional « Comminges Barousse Pyrénées ».

3.2.3.2. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays Sud Toulousain



Territoire du SCoT Pays Sud Toulousain

Le SCoT du Pays Sud Toulousain regroupe 99 communes adhérentes de 3 communautés de communes (CC) : CC du Volvestre, **CC Cœur de Garonne**, CC du Bassin Auterivain. Ce territoire rural et périurbain abrite 97 000 habitants environ. Situé entre Toulouse et les Pyrénées, il allie dynamisme, innovation et qualité de vie grâce à la convergence de tendances qui font sa spécificité : des démarches publiques et privées innovantes et une qualité patrimoniale, architecturale et naturelle préservée.

Il a été approuvé le 28 octobre 2012 et la révision du SCoT a été prescrite le 10 octobre 2018 et l'approbation est prévue en 2024. Ce SCoT repose sur 5 priorités de développement pour le territoire :

- Organiser un développement équilibré à l'horizon 2030 ;
- Préserver et valoriser le territoire pour les générations futures ;
- Conforter l'autonomie économique du territoire ;
- Assurer une urbanisation durable pour tous ;
- Promouvoir une mobilité pour tous, une accessibilité à tous.

Le détail de la compatibilité avec le SCoT est présenté en pièce B au chapitre 8.2.2.

3.2.3.3. Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Martres-Tolosane

Localisation du projet sur le zonage du PLU	*Document n° 21.231-A1 / 7*	*Dans le texte*

La commune de Martres-Tolosane dispose d'un **Plan Local d'Urbanisme** (PLU) approuvé le 06/12/2007, et dont la dernière procédure de modification a été approuvée le 03/09/2020.

La zone du projet se situe en totalité en zone **Ngravières** qui correspond à une zone naturelle où sont autorisées les carrières et gravières.

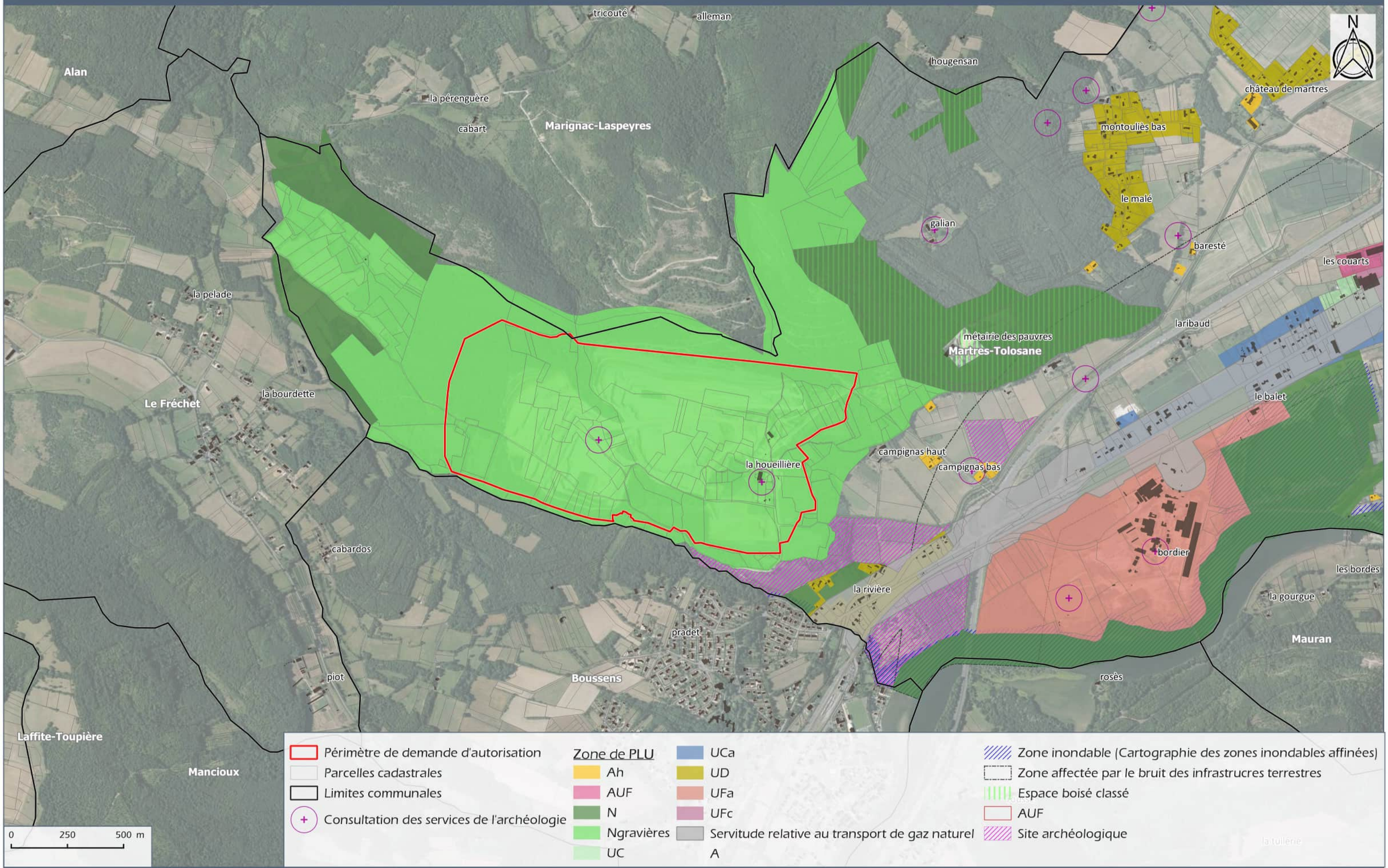
Par ailleurs, le périmètre de demande d'autorisation comprend deux secteurs soumis à consultation préalable du Service Régional de l'Archéologie pour toute demande de permis de construire, de démolir, d'autorisation de lotir ou d'installations et travaux divers. Ces deux secteurs sont situés dans le périmètre de la carrière actuelle et un arrêté préfectoral en date du 23/09/2004 modifié le 2 mars 2022 porte prescription de la réalisation de fouilles archéologiques sur ces deux secteurs.

Le PLU est en cours de révision au moment du dépôt du dossier, les pièces réglementaires n'étant pas encore disponibles.

Le détail de la compatibilité avec le PLU est présenté en pièce B au chapitre 8.2.5.

PLAN CADASTRAL - ZONAGES DU PLU CONCERNÉ PAR LA CARRIERE

Échelle 1:15 000



Périmètre de demande d'autorisation
Parcelles cadastrales
Limites communales
Consultation des services de l'archéologie

Zone de PLU
Ah
AUF
N
Ngravières
UC
UCa
UD
UFa
UFc
Servitude relative au transport de gaz naturel
A

Zone inondable (Cartographie des zones inondables affinées)
Zone affectée par le bruit des infrastrucres terrestres
Espace boisé classé
AUF
Site archéologique

Source : Cadastre ©IGN

3.3 - COMMUNES DANS LE RAYON D'AFFICHAGE (3 KM)

Localisation des communes concernées par l'enquête publique	*Document n°21.231-A1 / 8*	*Dans le texte*

Le projet s'implante entièrement sur la commune de **Martres-Tolosane**. Ce dossier sera soumis à enquête publique dans un rayon de 3 kilomètres autour du site.

Les 11 communes touchées par le rayon d'affichage réglementaire et donc concernées par l'enquête publique dans un rayon de 3 km autour de l'exploitation sont :

- Alan,
- Aurignac,
- Auzas,
- Boussens,
- Laffite-Toupière,
- Le Fréchet,
- Mancioux,
- Marignac-Laspeyres,
- Martres-Tolosane,
- Mauran,
- Roquefort-sur-Garonne.

La liste des communes visées sera officiellement établie par la Préfecture.

LOCALISATION DES COMMUNES CONCERNÉES PAR L'ENQUETE PUBLIQUE

Échelle 1:30 000



LAFARGE CIMENTS

Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 08

Source : ©IGN

4 - NOMENCLATURE ET PORTEE DE L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

4.1 - NOMENCLATURE ET AUTORISATION AU TITRE DES ICPE

Les rubriques ICPE visées par l'installation, en application de l'Art. R.511-9 du Code de l'Environnement, sont les suivantes :

Nature de l'activité	Critère de classement	Critère propre au site	Rubrique	Régime AM : Arrêté Ministériel	Rayon affichage
Exploitation de carrière	Exploitation de carrières à ciel ouvert	Carrière de 126,7 ha Production moyenne : 1 400 000 t/an Production maximale : 2 000 000 t/an Durée : 30 ans	2510.1	**A (AM 22.09.1994)**	3
Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	P > 200 kW	Équipements fixes dont la puissance cumulée est estimée à 1620 kW	**2515.1.a**	**E (AM 26.11.2012)**	-
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	S > 5 000 m² S < 10 000 m²	9 500 m²	**2517.2**	**D (AM 30.06.1997)**	-
Stations-service : installations où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules	V annuel de carburant distribué < 500m³	230 m³	**1435**	**NC**	-
Installation de remplissage de liquides inflammables	Entre 5 et 100 m³/h	7,2 m³/h	**1434.1.b**	**DC** (AM 19.12.2008)	-
Installation de stockage de liquides inflammables	Q < 50 t	40 m³ de GNR soit 34 tonnes 1200 litres huiles et graisse soit 1.2 t total de 35.2 tonnes	**4734.2**	**NC**	-
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	S < 2000 m²	225 m²	**2930.1.b**	**NC**	-

Les matières d'addition ajoutées au cru, appelées VALMATS dans le reste du dossier (Valorisation matières - déchets ou sous-produits industriels : composition présentée au chapitre 5.4.2.) peuvent constituer des déchets dangereux. Incorporées au cru sur le site de la carrière, ils sont néanmoins pris en compte dans l'Arrêté Préfectoral de la Cimenterie (documents 11 et 12).

***Critère de classement** = P : Puissance – S : Surface – V : Volume*

***Régime** = A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration – C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement - NC : Non Classé*

4.2 - NOMENCLATURE ET AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU

Plusieurs rubriques au titre de la Loi sur l'eau, en application des Art. L.214-1 à L.214-3, R214-1 du Code de l'Environnement, sont visées dans le cadre de ce projet. La présente demande d'autorisation de renouvellement et extension de la carrière, au titre du code de l'environnement vaut demande au titre de la loi sur l'eau.

N° Rubrique	Rubrique	Détails du projet	Procédure
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Régularisation des piézomètres existants de suivi des eaux souterraines et remplacement des ouvrages recoupés par le projet d'exploitation	D
1.3.1.0	A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils :	Pompage des eaux accumulées en fond de fosse à l'issue du recoupement du talweg Guerre : Débit > 8 m3/h	**A**
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets mentionnés à la rubrique 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages mentionnés à la rubrique 2.1.1.0, la capacité totale de rejet de l'ouvrage étant supérieure à 2 000 m^3/ j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau (D).	Rejet entre 50 et 250 m^3/h (5% débit moyen interannuel du ruisseau Fréchet = 6 m^3/h)	D
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A). 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Autorisé implicitement dans l'arrêté préfectoral de 2003 : le présent projet prévoit le recoupement du Talweg Guerre sur une longueur du lit du talweg de 913,5 m	A
3.2.3.0	Plans d'eau permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A). 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D).	A l'issue du projet de renouvellement et d'extension de la carrière, le réaménagement de la carrière conduira à la création d'un plan d'eau d'une superficie comprise entre 0,1 et 3 ha	D
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Surface = 4,22 ha	A

A : Régime de l'autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration - NC : non classé

La rubrique 3.2.2.0 (remblais en lit majeur) n'est pas visée au vu de la configuration particulière du site et en l'absence de cartographie des zones inondables connue dans le secteur.

Concernant la rubrique 3.2.3.0, à la demande des services de l'état, à l'issue de la phase d'exploitation de la carrière, un porté à connaissance devrait être déposé décrivant précisément le plan d'eau ainsi que ses conditions de gestion et d'entretien dans la durée.

4.3 - DEMANDE D'AUTORISATION DE DEFRICHEMENT

Une demande d'autorisation de défrichement est déposée pour 16,51 ha de boisement. Les raisons, caractéristiques et modalités du défrichement de ces 16,51 ha sont précisées dans la Pièce A-5 de demande d'autorisation de défrichement.

4.4 - DEMANDE DE DEROGATION AUX MESURES DE PROTECTION DES ESPECES PROTEGEES

Conformément à l'article D.181-15-5 du Code de l'environnement, le présent dossier tient lieu de demande de dérogation au titre du 4° de l'article L.411-2. Les différentes parties réglementaires, techniques et écologiques relatives à la demande de dérogation sont traitées spécifiquement dans la demande de dérogation espèces protégées (volet autoportant en Pièce D et repris dans l'étude d'impact en Pièce B). Dans le cadre du renouvellement et de l'extension de la carrière de Martres-Tolosane, les espèces suivantes sont concernées par la demande de dérogation :

- 78 espèces pour la perte d'habitats remettant en cause le bon déroulement du cycle biologique sur la zone d'étude, dont 46 espèces d'oiseaux, 3 de mammifères (hors chiroptères), 14 de chiroptères, 5 de reptiles, 5 d'amphibiens, 5 d'insectes ;
- 39 espèces de faune et une espèce de flore pour le risque de destruction ;
- 37 espèces pour la demande de capture (chiroptères, mammifères terrestres, reptiles, amphibiens et entomofaune).

5 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET DES ACTIVITES

5.1 - SITUATION ADMINISTRATIVE ET HISTORIQUE DU SITE

Arrêté Préfectoral du 16 mai 2003 et du 18 avril 2003	*Document n° 21.231-A1 / 9*	*En annexe*
Arrêté Préfectoral modificatif du 17 septembre 2015	*Document n° 21.231-A1 / 10*	*En annexe*
Arrêté Préfectoral du 9 avril 2013 - Cimenterie	*Document n° 21.231-A1 / 11*	*En annexe*
Arrêté Préfectoral modificatif du 2 février 2017 - Cimenterie	*Document n° 21.231-A1 / 12*	*En annexe*

La décision prise par LAFARGE CIMENTS de construire une cimenterie à Martres-Tolosane, en lien avec la carrière, dans le Sud Toulousain remonte à l'année 1956, avec la construction d'une première ligne de production. La première carrière exploitée appelée Lestaillat, se situait en rive droite de la Garonne sur les communes de Roquefort sur Garonne et Mauran. Une seconde phase d'investissement a eu lieu en 1966, et permet la construction d'une seconde ligne de production à voie sèche et la transformation de la première. En 1991, l'usine fut totalement rénovée.

La carrière de Lestaillat étant en fin d'exploitation, la société LAFARGE CIMENTS a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur les communes de Martres-Tolosane et Marignac-Laspeyres par l'arrêté préfectoral initial du 18 mai 1973.

Liste des évènements principaux concernant la carrière :

- 1973 : Arrêté Préfectoral (AP) autorisant l'ouverture de la carrière de Martres-Marignac,
- 1986 : AP autorisant à exploiter de nouvelles parcelles sur la commune de Martres-Tolosane,
- 1999 : AP modificatif relatif aux garanties financières,
- 2002 : Déclaration de fin de travaux sur la commune de Marignac-Laspeyres,
- **2003 : AP autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière de Martres-Tolosane (16 mai 2003),**
- **2003 : AP autorisant le défrichement d'environ 33 ha (18 avril 2003),**
- 2004 : AP portant prescription de la réalisation de fouilles archéologiques au droit de deux secteurs au sein du périmètre d'autorisation (23 septembre 2004),
- 2010 : AP relatif à une dérogation pour arrachage et transplantation de spécimens d'Iris Graminea (2 décembre 2010) ,
- 2012 : AP complémentaire à l'arrêté du 2 décembre 2010 relatif à une dérogation pour arrachage et transplantation de spécimens d'*Iris graminea (24 septembre 2012),*
- 2014 : AP relatif à une autorisation de déplacement d'individus d'Iris à feuilles de graminée (10 novembre 2014)
- 2014 : Permission de voirie relative au renouvellement du transporteur aérien RD817 à Martres-Tolosane,(7 février 2014),

- **2015 : AP n°110 portant sur la modification de phasage d'exploitation et de défrichement de la carrière (17 septembre 2015)**
- **2015 : LAFARGE CIMENTS devient LAFARGEHOLCIM Ciment,**
- 2019 : démarrage de la construction de la nouvelle ligne de cuisson avec un four à tour,
- 2022 : démarrage de la nouvelle ligne de cuisson,
- 2022 : LAFARGEHOLCIM CIMENTS devient LAFARGE CIMENTS,
- **2022 : AP définissant les modalités de saisine du Préfet de région pour la mise en œuvre d'archéologie préventive (2 mars 2022).**

*NB : **en gras** = autorisations préfectorales en cours de validité sur la carrière*

La carrière actuelle est autorisée par l'Arrêté Préfectoral du 16 mai 2003 pour 30 ans, modifié par l'Arrêté Préfectoral complémentaire n°110 du 17 septembre 2015. L'objet de la présente demande est le renouvellement et l'extension pour une durée de 30 ans. Actuellement, la production maximale annuelle autorisée de cette carrière est de 2 000 000 tonnes de matériaux, sa production moyenne est de 1 300 000 tonnes. La même production maximale est prévue pour la poursuite de l'exploitation de la carrière, la production moyenne est augmentée en raison du nouveau four démarré en janvier 2022 plus performant.

L'Autorisation Préfectorale de la carrière, objet du présent dossier, comprend les activités suivantes :

- l'extraction, avec des engins roulants : tombereaux, chargeuses, bulldozer, pelle et brise-roche hydraulique. L'extraction fait appel aux tirs de mines pour le calcaire et la marne,
- les installations afférentes au concassage et criblage des matières premières, avant transfert vers l'usine par un ensemble de convoyeurs à bande couverts.

Les arrêtés préfectoraux de la cimenterie de Martres-Tolosane sont également mis en annexe, pour information, conformément au chapitre 1.2.

5.2 - RAPPEL SUR LA FABRICATION DU CIMENT

Le ciment est l'un des principaux matériaux de construction. C'est un liant hydraulique qui, mélangé à l'eau, forme une pâte faisant prise. Le ciment sert principalement à fabriquer du béton. Il est également utilisé pour faire des mortiers, poser et assembler différents matériaux.

La carrière adjacente à l'usine fournit les matières premières entrant dans la fabrication du ciment, à savoir le calcaire, les marnes et aussi les limons. On peut dans certains cas ajouter de la bauxite, du minerai de fer ou d'autres co-produits riches en fer, alumine ou silice pour réaliser un mélange chimiquement constant.

Le procédé de fabrication du ciment se déroule en 3 étapes successives :

5.2.1 - Elaboration du cru, en carrière

Les différents calcaires, les marnes et les limons qui entrent dans la fabrication du ciment sont extraits de la carrière de Martres-Tolosane. Après abattage à l'explosif des marnes et des calcaires et extraction à la pelle hydraulique des limons, les matériaux sont chargés et transportés par des tombereaux vers la zone de concassage-criblage située à l'est de la carrière. Ils alimentent les installations primaires composées d'un alimentateur à tablier métallique, d'un crible à disque et d'un concasseur, l'ensemble étant situé sous un Batibulle (bâtiment composé d'une charpente métallique et d'une toile) équipé d'un filtre de dépoussiérage des installations. Fragmentés à une granulométrie de 0-80 mm, les matériaux ainsi concassés sont acheminés par un ensemble de bandes transporteuses (environ 2 km de long) vers l'usine pour y subir un second concassage avant d'être mis en tas de 14 000 à 16 000 tonnes dans un hall de préhomogénéisation. Selon les besoins chimiques demandés par les services qualités et procédés de l'usine, des correcteurs en silice, alumine ou fer, produits souvent issus de l'industrie mais aussi naturels comme la bauxite peuvent être ajoutés au mélange calcaire-marne-limons. Ces produits correcteurs sont entreposés en carrière tout ou partie sous un hall. Le mélange constitue un mélange dosé chimiquement homogène appelé **« cru ».**

5.2.2 - La cuisson : fabrication du clinker (usine)

Les matériaux concassés sont stockés dans un hall spécifique appelé hall de préhomogénéisation. Ils subissent ensuite un broyage très fin dans un nouveau broyeur vertical qui permet d'obtenir un mélange homogène appelé "farine". Cette farine avec la nouvelle unité mise en service en janvier 2022 est introduite au sommet de la tour équipée de cyclones. Par échange à contre-courant au contact des gaz chauds provenant du four, la matière va monter en température et passer de 150°C à 800°C à l'entrée du four où elle va transiter. Une flamme atteignant 2 000° C dans le four porte la matière à 1.500 °C avant qu'elle ne soit brutalement refroidie dans un refroidisseur par soufflage d'air, passant ainsi de 1500° C à 150° C. Après cette cuisson et refroidissement, on obtient le « clinker », matière de base nécessaire à la fabrication du ciment.

5.2.3 - Le broyage du clinker : production du ciment (usine)

La dernière étape de la fabrication du ciment consiste à broyer le clinker très finement avec un peu de gypse pour obtenir un ciment pur. Des constituants secondaires dont le calcaire d'ajout ciment, le laitier sont également incorporés au mélange en fonction des qualités requises. Les produits broyés sont alors stockés dans des silos avant leur expédition en vrac ou en sacs vers les lieux de consommation.

*Clinker : matériau obtenu après cuisson à haute température des matières premières constituant le mélange cru. Après broyage du clinker avec divers ajouts, est obtenu le ciment.

5.3 - FONCTIONNEMENT DE LA CARRIERE

5.3.1 - Contexte géologique

Située à 1,2 kilomètre de la cimenterie LAFARGE CIMENTS de Martres-Tolosane, la carrière exploite un gisement de calcaires, de limons et de marnes, ressources naturelles indispensables à la fabrication du ciment. La surface en cours d'exploitation est de l'ordre de 56 hectares sur 92 hectares exploitables pour une surface autorisée d'environ 113,5 hectares. A flanc de colline, la carrière est exploitée actuellement en gradins successifs de 7,5m de hauteur, du front 302 m NGF au front 350 m NGF. La carrière est orientée ouest-est.

Le gisement exploité sur la carrière de Martres-Tolosane est constitué par les formations sédimentaires d'âge Eocène (-56 à -34 millions d'années). Ces formations sont essentiellement constituées par des calcaires, des marnes, des limons et des sables.

D'après l'analyse géologique menée à partir des relevés des fronts et des sondages de reconnaissance réalisés, on observe du haut à la base de la série stratigraphique la succession lithologique suivante :

- Une couche de terres arables (0 à 0,3 mètre selon les secteurs, 0 à 0,05 mètre dans les bois et 0,2 à 0,3 mètre dans les champs).

- **Les terrains utilisables** représentés par :
  - **Des limons argileux (Quaternaire) en partie basse de l'exploitation (de 1 à 10 mètres d'épaisseur),**
  - La couche (**SPARNACIEN**) de calcaires récifaux surmontant des marnes grises,
  - La couche (**THANÉTIEN** supérieur) de calcaires lacustres,
  - La couche (**MONTIEN**) se composant de sables (non exploités) surmontés par des marnes grises localement indurées.

5.3.2 - Production de la carrière

La carrière fournit les matières premières nécessaires à la fabrication du clinker et donc du ciment à l'usine associée.

La carrière fournit trois types de matériaux à la cimenterie : le calcaire , les limons argileux et les marnes.

La production maximale annuelle autorisée de cette carrière est de 2 000 000 tonnes de matériaux, sa production moyenne est de 1 300 000 tonnes. La production maximale de la nouvelle autorisation restera identique à celle actuellement autorisée

Ces matières premières sont complétées par des matières d'addition : matériaux nobles (bauxite, minerai de fer,...) et VALMATS (Valorisation matières - déchets ou sous-produits industriels). Les VALMATS sont incorporés au cru (80 000 t/an). Ces Valmats sont acheminés depuis la cimenterie à la carrière par camion.

Les matériaux concassés sur le site de la carrière sont ensuite acheminés par un ensemble de de convoyeurs à bandes (T160 et T140) longues d'environ 2 kilomètres : les convoyeurs sont entièrement capotés et un tunnel antibruit a été mis en place au niveau de l'habitation de Campignas Bas sur une vingtaine de mètres pour réduire les bruits. La bande transporteuse est positionnée au niveau du sol entre le concasseur de la carrière et l'habitation Campignas haut, puis en aérien jusqu'à l'usine. Elle enjambe ainsi le Canal de Saint-Martory, l'A64, la RD817 et la voie ferrée avant d'arriver à l'intérieur des bâtiments industriels de l'usine. Dans l'usine, ces matériaux vont subir un second concassage et un éventuel criblage selon leur destination avant d'être mis en tas. Selon les besoins, des correcteurs en silice, alumine ou fer (produits souvent issus de l'industrie) peuvent être ajoutés au mélange calcaire-marne-limons.

La carrière génère peu de stériles. Les stériles sont des matériaux dont la composition ne correspond pas aux spécifications pour la production de ciment et qui ne peuvent être utilisés dans la chaîne de valorisation actuelle de l'usine. Seuls les sables du Montien et la terre végétale ne sont pas utilisés dans le cru cimentier.

La terre végétale résultant de l'avancement de l'extraction est décapée et mise en stock, elle représente un volume faible. Comme pour les sables, elle sera utilisée pour la remise en état du site.

L'extraction du calcaire et marne est réalisée par gradins de 7,5 mètres de hauteur maximale. Les tirs de mines sont réalisés par campagne (2-4 par an), en fonction des zones à miner, de l'avancement de l'exploitation de la carrière et du plan de production. Les limons argileux sont quant à eux exploités à la pelle hydraulique sans nécessité de les miner.

La capacité totale d'exploitation de la carrière en calcaire, limons argileux et en marnes ne sera pas modifiée. Le mode d'exploitation de la carrière et les installations seront les mêmes qu'actuellement. Toutefois, le concasseur et la bande transporteuse associée seront déplacés en raison de l'avancement de la carrière dans la partie nord de la carrière dans une quinzaine d'années.

Le phasage d'exploitation est conçu afin de minimiser les impacts (écologiques, paysagers…) et de contrôler au mieux la qualité chimique, afin d'économiser le gisement et augmenter la durée de vie du site.

5.3.3 - Conditions d'exploitation de la carrière et de traitement des matériaux

FLowsheet	*Document n°21.231-A1 / 13*	*En annexe*

L'exploitation de la carrière LAFARGE CIMENTS se fait à ciel ouvert en descendant par fronts de taille de 7,5 m au maximum et ce sur actuellement, 8 niveaux (355 m, 347.5 m ,340 m, 332.5 m, 325 m, 317.5 m, 310 m, 302.5 m). Les fronts 362 m, 370 m, 377 m et 384 m ont déjà été réaménagés. Le fond de la fosse actuelle est à la cote 302,5 m NGF, soit à 52,5 m de profondeur par rapport au niveau le plus haut du gisement (cote 355 m NGF). **Le projet prévoit un approfondissement à la cote 287,5 m NGF, soit 15 mètres avec l'ouverture de deux nouveaux fronts de 7,5 m sous la cote actuelle de la carrière.**

Le mode d'exploitation de la carrière prévoit également la remise en état de secteurs exploités en continuité de l'extraction. Les zones réaménagées et leur avancement figurent sur les plans des garanties financières.

Le mode d'extraction de la carrière ne sera pas modifié dans le cadre de la poursuite de l'exploitation.

5.3.3.1. Décapage des terrains stériles et découverte

Selon les secteurs de la carrière, un ou deux niveaux de décapage sont à considérer :

- Sur l'ensemble de l'exploitation, le décapage superficiel qui consiste à retirer la terre végétale (0 à 30 cm selon les secteurs)

Le décapage superficiel se fait au fur et à mesure des besoins liés à l'avancée de l'exploitation. Il se fait avec des engins mécaniques par campagnes ponctuelles. Il permet de dégager la terre végétale des surfaces à exploiter. La terre végétale décapée est disposée temporairement en merlons de faible hauteur (2 à 4 m maximum) et est conservée pour le réaménagement de la carrière. Le gisement contient peu de terre de couverture (10 cm d'épaisseur en moyenne). Ces matériaux constituent les déchets d'extraction sur le site de Martres-Tolosane issus de la découverte.

- Sur la partie basse de l'exploitation

Le décapage des limons argileux qui peuvent représenter 1 à 10 mètres d'épaisseur est réalisé à la pelle hydraulique. Ces matériaux sont utilisés dans la constitution du cru.

5.3.3.2. Extraction du gisement

Les différents fronts de calcaires et de marnes sont exploités par minage à l'explosif. Cette opération est réalisée en partie par les équipes de la carrière (implantation) et en partie sous-traitée (foration). L'opération commence par l'implantation au GPS des trous à forer puis se poursuit par la foration des trous de mines avec une sondeuse équipée d'un marteau fond-de-trou d'une société sous-traitante.

Une fois la foration terminée et vérifiée, et le plan de tir préparé par l'équipe de la carrière, les fronts sont abattus sur une hauteur de 7,5 mètres. Les explosifs et artifices (détonateurs) nécessaires au tir sont approvisionnés sur site le jour même et mis en œuvre aussitôt. La carrière procède à plusieurs campagnes de tirs pour abattre les différentes qualités de calcaire et marnes nécessaires à la fabrication du cru. Le nombre de campagnes de tir annuelles varie de 2 à 4.

Les techniques de tir utilisées sont fonction de la sensibilité des terrains aux vibrations. La technique générale utilisée est celle du tir de mine avec des détonateurs non-électriques.

Le chef de carrière (ou le contremaître qui le remplace en cas d'absence) est chargé de définir l'emplacement des tirs, ainsi que leur implantation :

- Diamètre et angle de foration ;
- Maille (distance entre trous, distance de banquette) ;
- Nombre de trous de mines.

Ils ont la responsabilité du traçage de l'implantation et le sondeur la responsabilité de la foration des trous.

Foration des trous de mine

Les trous de mine forés servent à recevoir les explosifs en vue des tirs d'abattage. Ils sont réalisés à l'aide d'une sondeuse à marteau fond de trou. Les trous à forer sont implantés selon une maille de foration définie par le chef de carrière ou son adjoint. Leur position exacte et leur profondeur sont validées à l'aide d'un GPS. Le sondeur réalise les trous de mines en suivant l'implantation définie par le chef de carrière. Lors de la foration, l'opérateur s'assure de la stabilité du terrain et vérifie que la sondeuse est perpendiculaire par rapport au bord du front de taille. En cours de foration, il relève tous les accidents géologiques rencontrés :

- présence de failles, karsts,…
- changement de dureté de la roche,
- niveau de l'argile, …

L'ensemble de ces informations est noté sur le rapport de foration qui est transmis ensuite au chef de carrière afin d'en tenir compte pour établir le plan de chargement des explosifs.

En fin de foration, l'opérateur vérifie la profondeur de l'ensemble des trous forés. Il couvre éventuellement les trous en cas de risque de pluie. Une fois l'opération terminée, la sondeuse est déplacée en dehors de la zone de tir.

Les tirs de mine

Les techniques de tir sont encadrées par le RGIE (Règlement Général des Industries Extractives) et en particulier le dossier de prescription « explosifs ».

A partir des informations recueillies par le foreur lors de la foration des trous de mine, un plan de tir est établi par le chef de carrière ou son adjoint. Il comprend le chargement théorique de chaque trou de mine (type et quantité d'explosif à utiliser, la hauteur de bourrage intermédiaire et final, le type et schéma d'amorçage). Le chargement réel de chaque trou sera ensuite enregistré sur le plan à l'issue du tir. Des modifications peuvent être réalisées lors du chargement du trou (trou bouché, présence d'eau suite à une pluie dans la nuit,…).

Les explosifs utilisés sont livrés le matin du tir à la carrière par les équipes du fournisseur d'explosifs qui aideront au chargement. Dès l'arrivée des explosifs sur site, l'accès à la zone d'exploitation de la carrière est fermé par une barrière verrouillée par cadenas empêchant ainsi une éventuelle intrusion. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un plan de sûreté mis en place depuis 5 années avec le fournisseur. Cette opération est placée sous la supervision du responsable d'exploitation sous la responsabilité duquel est placé le chef de carrière.

Suivant la sensibilité des terrains aux vibrations, les techniques de tirs sont adaptées (réduction de la charge unitaire, modification de la séquence d'amorçage du tir,...).

L'abattage

Une fois le chargement du tir terminé, le chef de carrière ou son adjoint met en place les éventuels sismographes mobiles, puis procède à l'évacuation de tous les engins et personnels de la carrière. Il positionne des gardes-issues sur les principales voies d'accès au site. Ces personnes sont équipées de radio. Il fait le tour du site pour vérifier l'absence de personnels ou de promeneurs qui pourraient être entrés sur le site sans autorisation.

Le boutefeu (la personne en charge de la mise à feu du tir) sur l'ordre du chef de carrière ou de son adjoint, vérifie une dernière fois son circuit, puis déclenche le tir après les signaux sonores réglementaires. Une fois le tir effectué, il attend 3 minutes que les gaz se dissipent puis il vérifie l'absence d'incident de tir. Il prévient ensuite par radio le chef de carrière ou son adjoint qui lèvera les consignes de sécurité pour que la production puisse reprendre. Cette opération est placée sous la supervision du responsable d'exploitation sous la responsabilité duquel est placé le chef de carrière.

5.3.3.3. Acheminement des matériaux

Le brut d'abattage, calcaires et marnes ainsi que les limons argileux sont chargés dans des tombereaux de 40 tonnes et acheminés par un réseau de pistes vers la trémie primaire de l'installation de concassage, située dans l'emprise d'extraction. Un tri est réalisé en pied de front pour mettre de côté les plus gros blocs qui seront ensuite fractionnés à l'aide d'un brise roche.

Ces opérations sous-traitées sont effectuées par des opérateurs détenant une compétence et autorisation spéciale pour la conduite de tels engins (CACES).

5.3.3.4. Concassage-criblage

L'installation de concassage criblage se compose :

- d'un alimentateur à tablier métallique,
- d'un crible à disque extrayant la proportion de matériaux inférieurs à 80 mm,
- d'un concasseur primaire à percussion réduisant le calcaire approvisionné depuis la carrière d'une granulométrie de 80-1500 mm à une granulométrie de 0-80 mm. Ce concasseur est équipé d'un filtre à manche,
- d'une série de convoyeurs à bandes : tous les matériaux sortant du concasseur et passant au crible à disque sont récupérés en sortie et acheminés par bandes transporteuses vers une installation secondaire située à l'usine pour une seconde réduction à 30 mm.
- d'une tour d'échantillonnage pour la réalisation d'un échantillon représentatif qui sera analysé régulièrement afin de suivre la qualité chimique du mélange produit,
- d'une mise au tas dans un hall de préhomogénéisation. Le cru issu de l'installation de concassage et criblage est transporté par bandes transporteuses jusqu'au hall de pré-homogénéisation. Ce hall fermé permet de stocker deux tas de 14 000 et 16 000 tonnes, l'un étant en constitution pendant que l'autre est repris afin d'être envoyé à la cimenterie. La gestion du tas en constitution est à la charge de la carrière et celui en reprise à la charge de la cimenterie. La reprise par l'usine se fait 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. La constitution du tas est réalisée à l'aide d'un jeteur qui se déplace sur une bande transporteuse au-dessus du tas. Les matériaux sont ainsi déposés sous forme de « mille feuilles ».

Aucun produit chimique n'est utilisé dans le traitement physique des matériaux et aucun lavage n'est réalisé. Il n'y a donc pas de déchets de décantation.



Concasseur avec vue sur trémie primaire

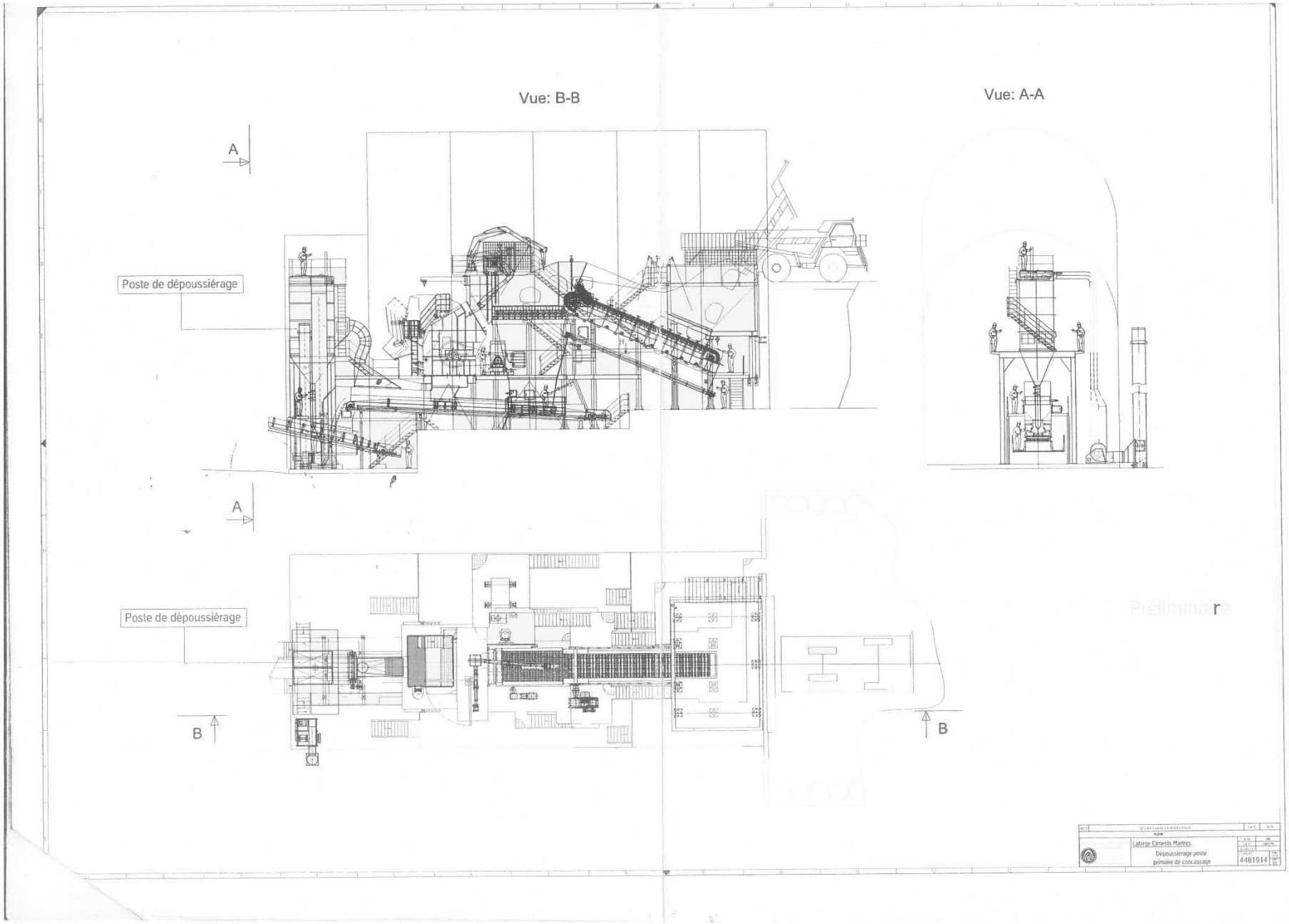


Batibulle abritant le concasseur et bande transporteuse

La capacité du concasseur est de 700 tonnes/h.

Toutes ces opérations de concassage ne génèrent aucun déchet d'extraction. Tous les matériaux introduits dans les installations sont utilisés pour la fabrication du clinker.

Le poste de dépoussiérage du concasseur est présenté dans le schéma ci-dessous.


Vue: B-B
Vue: A-A
A
A
Poste de dépoussiérage
Poste de dépoussiérage
B
B
Préliminaire
Lafarge Ciments Martres
Dépoussiérage poste primaire de concassage
44B1914

5.3.4 - Puissance des équipements fixes carrière

La puissance des différents équipements fixes de la carrière est présentée dans le tableau suivant.

Libellé appareil	Puissance (kw/h)	Libellé appareil	Puissance (kw/h)
concasseur carrière	**850**	crible à disque avant concasseur	**37**
compresseur air pour abattage poussières et filtre concasseur	**18,5**	détecteur métaux overband t123	**10**
ventilateur de tirage filtre f120	**30**	alimentateur concasseur	**75**
ventilateur abattage poussières	**3**	ramasse miettes sous alimentateur	**0,75**
sas double clapet motorisé sous trémie poussières f120	**0,25**	convoyeur à bande sous concasseur	**30**
palan sous trémie de versage r101	**2**	convoyeur à bande de liaison	**75**
rideau métallique n°1 - batibulle	**1**	convoyeur à bande sous trémie de lissage	**37**
rideau métallique n°2 - batibulle	**1**	déferrailleur overband	**3**
rideau métallique n°3 - batibulle	**1**	convoyeur à bande de liaison usine	**140**
rideau métallique n°4 - batibulle	**1**	convoyeur à bande de liaison usine	**140**
rideau métallique n°5 - batibulle	**1**	tapis extracteur	**9,2**
palan rotor concasseur krupp	**2**	convoyeur à bande - sauterelle	**11**
pompe hydraulique concasseur	**3**	sécheur d'air pour décolmatage filtre f120	**10**
pompe station de lavage carrière	**18**	vireur du convoyeur à bande de liaison usine t160	**5,5**
bureaux carrière	**70**	vireur du convoyeur à bande de liaison usine t164	**11**
pompe graissage réducteur t164	**1,1**		

Le total est de **1 620 kWh.**

5.3.5 - Phasage quinquennal de l'exploitation

Plan de la phase 0 : topographique actuelle	*Document n°21.231-A1 / 14*	*Dans le texte*
Plan de la phase 1 0-5 ans	*Document n°21.231-A1 / 15*	*Dans le texte*
Plan de la phase 2 5-10 ans	*Document n°21.231-A1 / 16*	*Dans le texte*
Plan de la phase 3 10-15 ans	*Document n°21.231-A1 / 17*	*Dans le texte*
Plan de la phase 4 15-20 ans	*Document n°21.231-A1 / 18*	*Dans le texte*
Plan de la phase 5 20-25 ans	*Document n°21.231-A1 / 19*	*Dans le texte*
Plan de la phase 6 25-30 ans	*Document n°21.231-A1 / 20*	*Dans le texte*
Plan des positions actuelles et futures des installations	*Document n°21.231-A1 / 21*	*Dans le texte*

L'exploitation est projetée selon 6 phases quinquennales.

Les fronts présenteront une hauteur de 7,5 m, entrecoupés par des banquettes de largeur variable (au minimum 5 m). En fin d'exploitation, il est prévu que la cote la plus basse atteinte sera de 287,5 m NGF.

5.3.5.1. Phase 1 : 0-5 ans

Extraction

Durant la phase 1, les étapes suivantes sont atteintes :

- La majeure partie de la zone d'extension à l'ouest est défrichée et son exploitation commence,
- Les fronts supérieurs de cette zone d'extension deviennent quasiment définitifs (étages à la cote 355 m NGF au sud à 407,5 m NGF au nord),
- Les fronts existants au sud-ouest continuent d'être exploités en direction de l'ouest et du nord (310 à 347,5 m NGF),
- La partie sud est défrichée et l'extraction à la côte 302,5 m NGF est prolongée vers le sud.

Réaménagement

A la fin de phase 1, les fronts supérieurs nord-ouest seront remis en état.

5.3.5.2. Phase 2 : 5-10 ans

Extraction

Durant la phase 2, les étapes suivantes sont atteintes :

- Le défrichement et l'exploitation de la zone d'extension ouest se poursuit,
- Le centre de la carrière est exploité jusqu'à la cote 302,5 m NGF et rejoint la partie sud,
- Les fronts nord inférieurs sont repris, et la partie nord rejoint la partie centrale à la cote 302,5 m NGF,
- L'extrémité sud-est est approfondie jusqu'à la cote de 295 m NGF.

Réaménagement

La remise en état des fronts ouest se poursuit. La remise en état des fronts supérieurs sud débute.

5.3.5.3. Phase 3 : 10-15 ans

Extraction

Durant la phase 3, les étapes suivantes sont atteintes :

- L'exploitation de la zone d'extension ouest se poursuit,
- La partie centrale à la cote 302,5 m NGF s'élargit vers l'est,
- L'extrémité est à la cote 295 m NGF est élargie,
- Le concasseur et les convoyeurs sont déplacés vers le centre nord à l'étage 302 m NGF.

Réaménagement

La remise en état des fronts ouest et sud se poursuit, et se rejoint au sud-ouest de la carrière.

5.3.5.4. Phase 4 : 15-20 ans

Extraction

Durant la phase 4, les étapes suivantes sont atteintes :

- Le talweg de la Guerre est recoupé par l'avancée de l'exploitation au nord,
- L'extrémité nord-ouest de la carrière est reprise,
- Une grande partie de la zone d'extension ouest est définitive, notamment les fronts de l'extrémité nord-ouest et les étages 317,5 m NGF à 332,5 m NGF,
- La partie centrale de la carrière est approfondie à la cote 295 m NGF,
- L'exploitation remonte du sud vers le nord-est, et le concasseur est déplacé au nord de la carrière, sur l'étage 302,5 m NGF.

Réaménagement

La remise en état des fronts ouest et sud se poursuit, et se rejoint au sud-ouest de la carrière.

5.3.5.5. Phase 5 : 20-25 ans

Extraction

Durant la phase 5, les étapes suivantes sont atteintes :

- L'exploitation de la zone d'extension ouest est terminée,
- La zone centrale à la cote 295 est élargie en direction de l'ouest et du nord-est,
- L'extrémité est est approfondie à la cote 287,5.

Réaménagement

La remise en état des fronts ouest et sud se poursuit, celle des fronts supérieurs nord / nord-est débute. A la fin de la phase 5, le tiers Ouest de la carrière sera remis en état.

5.3.5.6. Phase 6 : 25-30 ans

Extraction

Durant la phase 6, les étapes suivantes sont atteintes :

- Le fond de fosse à la cote 287,5 est élargi à un grand secteur sud-est de la carrière.
- A la fin de l'autorisation, les installations de traitement seront démontées et tous les déchets non valorisables seront évacués par des prestataires agréés.

Réaménagement

L'ensemble de la carrière est remis en état.

L'avancement par phase des zones d'extraction et des surfaces réaménagées, est présenté sur les plans de phasage des garanties financières présentes en pièce A-3.

PLAN DE LA PHASE 0

Échelle 1:5 000



LAFARGE CIMENTS

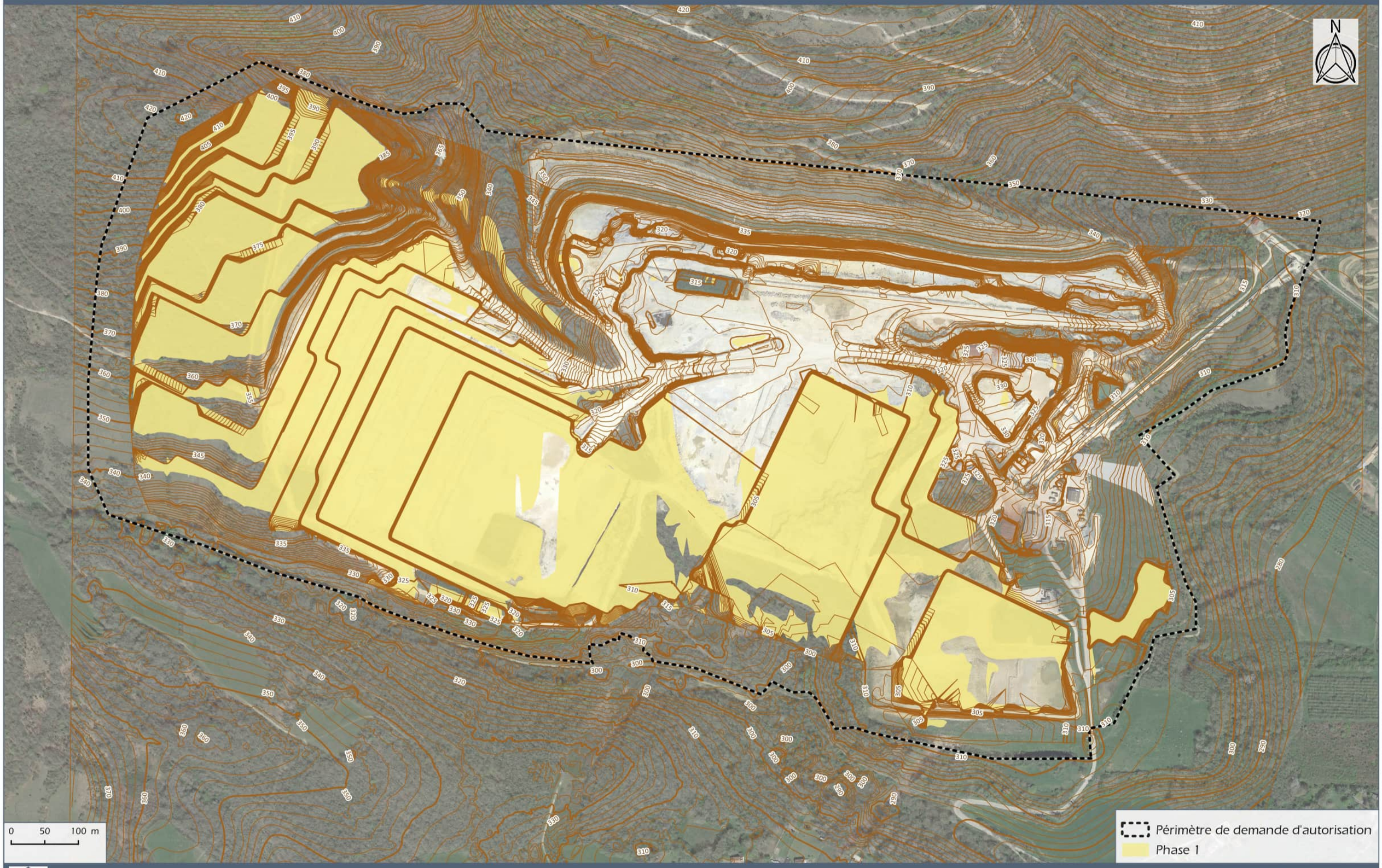
Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 14

Source : BD ORTHO® ©IGN

PLAN DE LA PHASE 1 : 0 à 5 ans

Échelle 1:5 000



LAFARGE CIMENTS

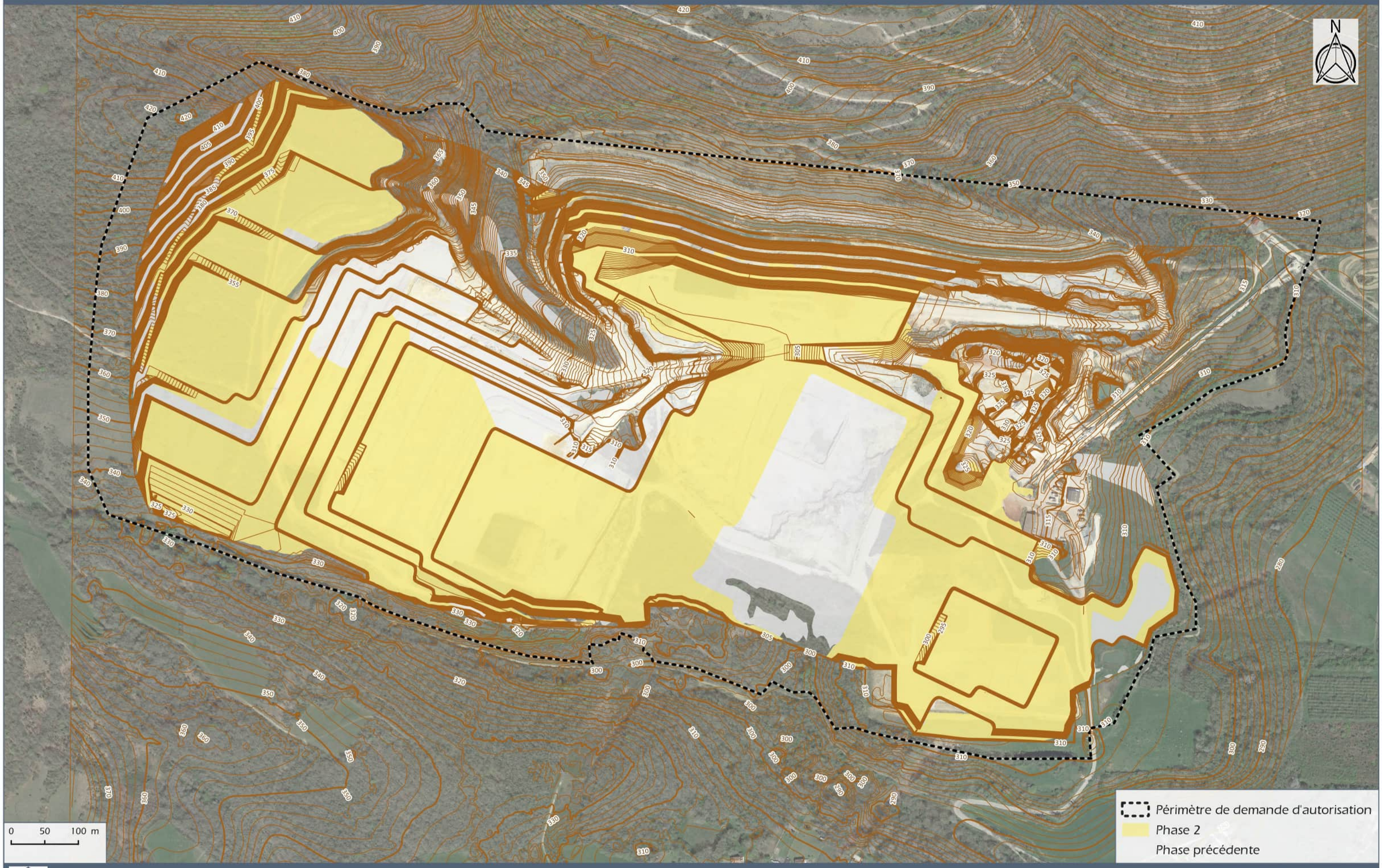
Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 15

Source : BD ORTHO® ©IGN

PLAN DE LA PHASE 2 : 5 à 10 ans

Échelle 1:5 000



LAFARGE CIMENTS

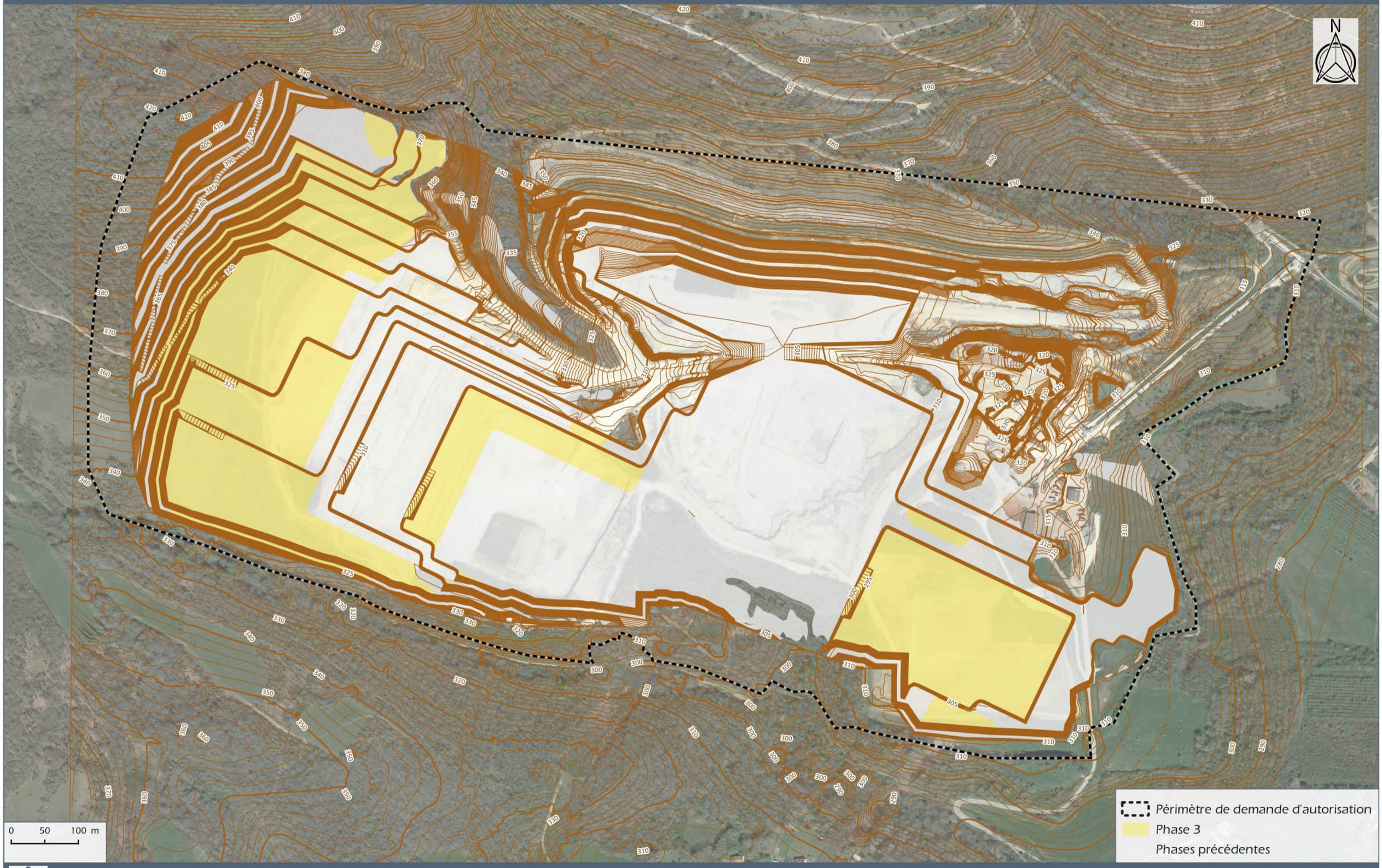
Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 16

Source : BD ORTHO® ©IGN

PLAN DE LA PHASE 3 : 10 à 15 ans

Échelle 1:5 000



LAFARGE CIMENTS

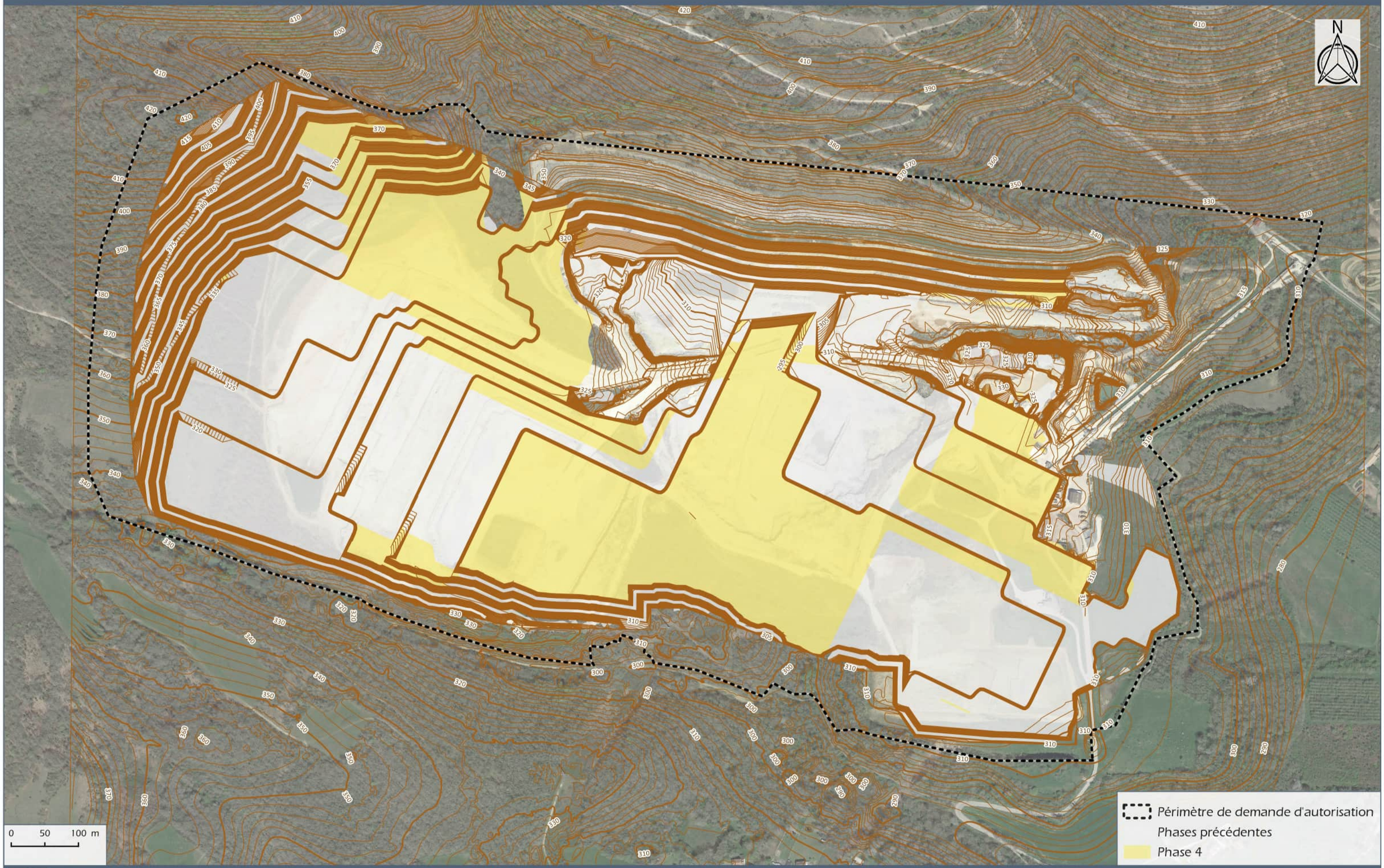
Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 17

Source : BD ORTHO® ©IGN

PLAN DE LA PHASE 4 : 15 à 20 ans

Échelle 1:5 000



LAFARGE CIMENTS

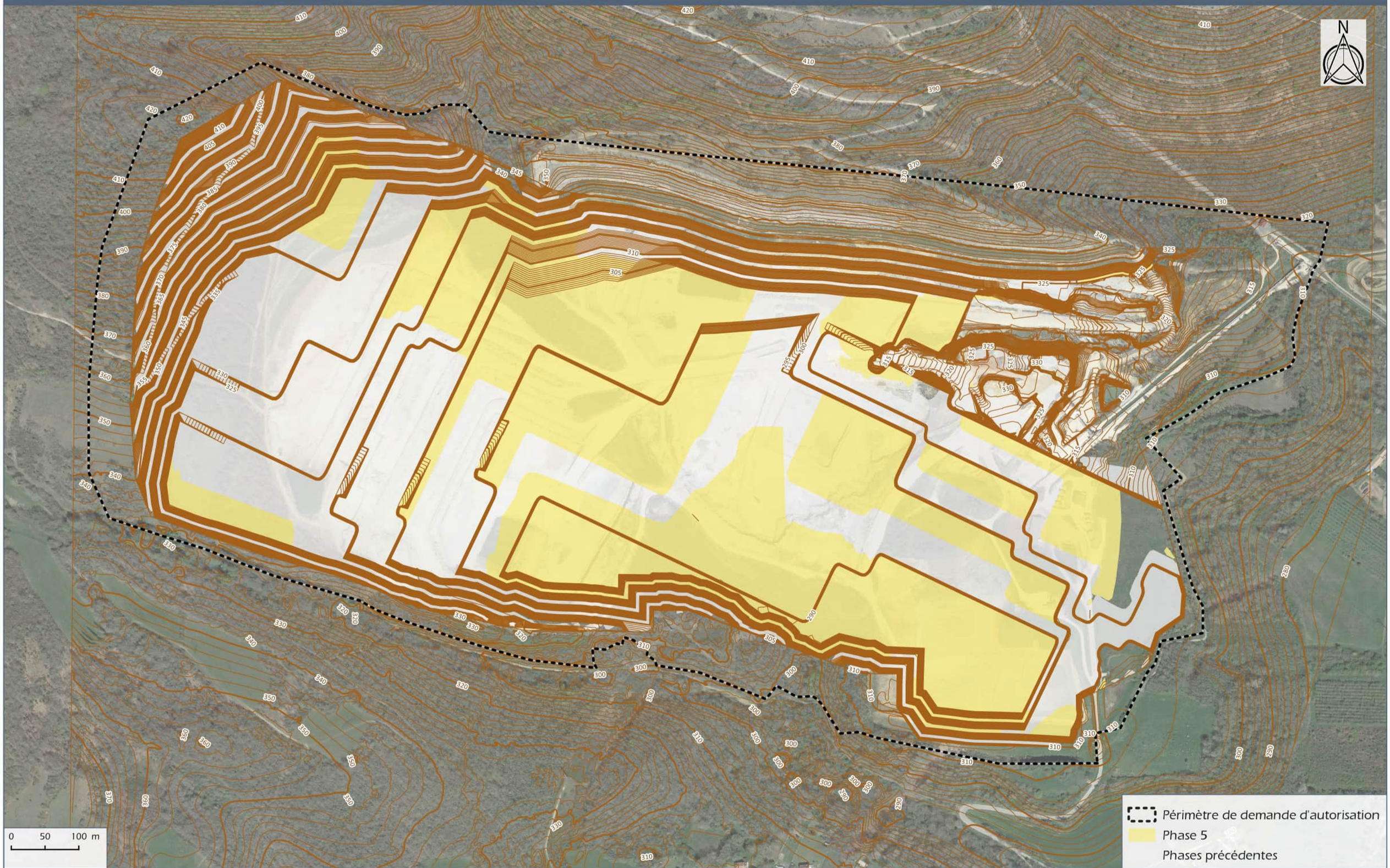
Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 18

Source : BD ORTHO® ©IGN

PLAN DE LA PHASE 5 : 20 à 25 ans

Échelle 1:5 000



LAFARGE CIMENTS

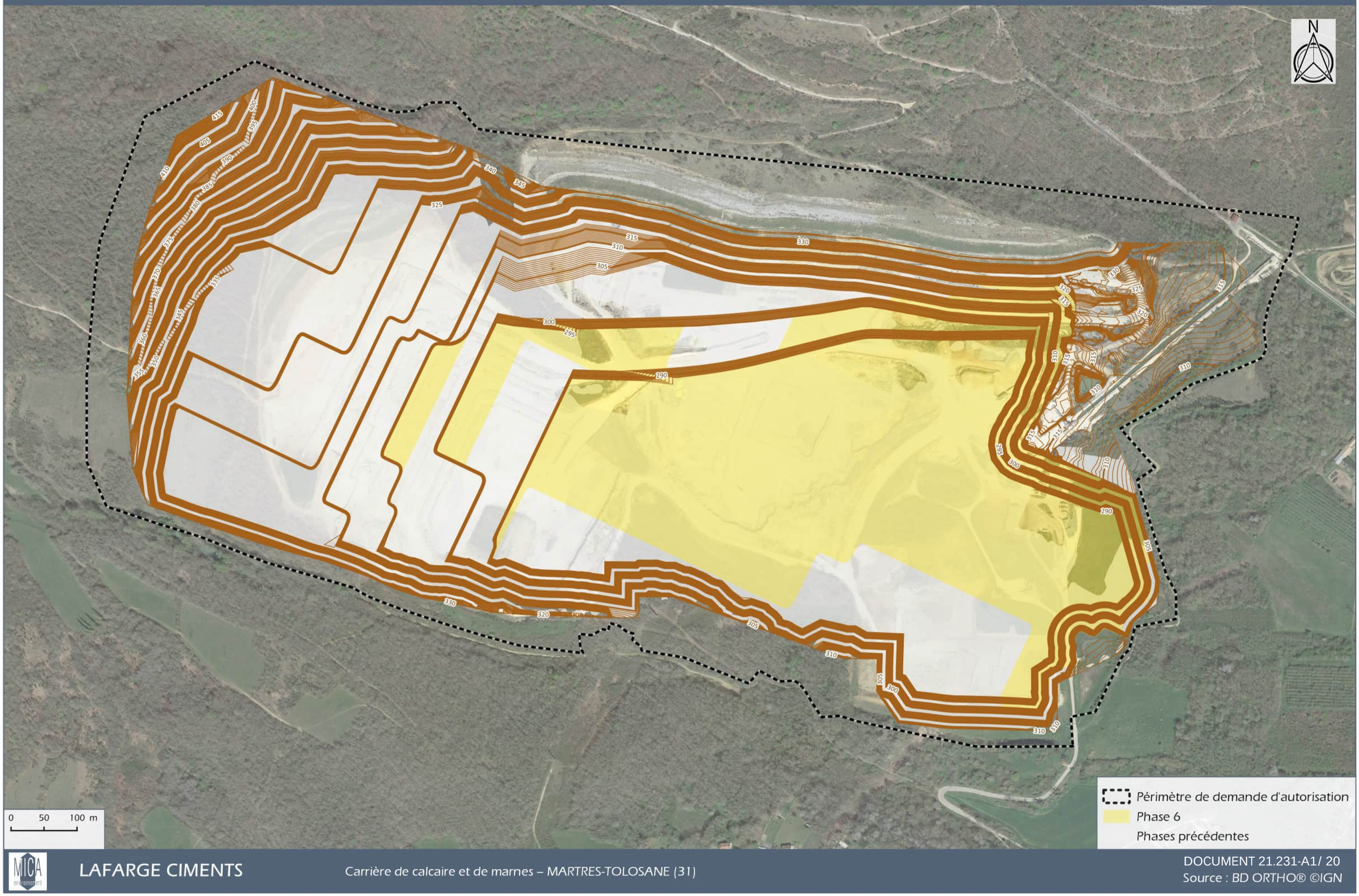
Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 19

Source : BD ORTHO® ©IGN

PLAN DE LA PHASE 6 : 25 à 30 ans

Échelle 1:5 000



LAFARGE CIMENTS

Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 20

Source : BD ORTHO® ©IGN

PLAN DES INSTALLATIONS ACTUELLES ET FUTURES

Échelle 1:5 500



Source : SCAN25® ©IGN

5.3.6 - Réaménagement

Délibération du conseil municipal	*Document n°21.231-A1 / 22*	*En annexe*
Plan de remise en état signé	*Document n°21.231-A1 / 23*	*En annexe*

La définition du parti d'aménagement nécessite la prise en compte des enjeux locaux identifiés ainsi que des caractéristiques du secteur de la carrière. La carrière de Martres-Tolosane se situe à l'interface de boisements, secteurs agricoles et quartiers d'habitations.

Sur le plan paysager, la carrière, malgré la hauteur de ses fronts, est peu perceptible. En effet, le contexte topographique et végétal engendre des barrières visuelles entre la carrière et le reste du territoire. Elle se distingue çà et là, de manière partielle, à la faveur de percées dans la végétation concordant avec un relief suffisant.

Sur le plan écologique, les enjeux sont importants du fait de la mosaïques de milieux locaux : milieux fermés, semi-ouverts et ouverts.

Sur le plan forestier, le projet nécessite le défrichement de 16,51 ha.

En conséquence, le parti d'aménagement retenu est orienté vers un réaménagement écologique, forestier, paysager, mais également didactique.

Les principes généraux de la remise en état sont les suivants :

Intégrer la carrière dans le paysage local

La carrière de Martres-Tolosane s'inscrit dans un milieu boisé et vallonné, au passé riche d'activités minières et extractives qui ont laissé leurs marques dans le paysage. D'anciennes carrières, telles que la carrière de Lestaillat, ont été réaménagées avec succès et offrent des secteurs intéressants tant sur le plan paysager qu'écologique. Ces lieux d'extraction restent discrets, notamment en raison de leur appartenance à des massifs boisés.

La carrière de Martres-Tolosane, de par sa hauteur et son étendue, ne pourra prétendre à une telle discrétion. Elle restera perceptible, bien qu'étonnamment peu pour une exploitation de cette ampleur. Cependant, la richesse et la diversité des milieux qui la composent vont permettre une réelle plus-value paysagère, écologique et touristique.

L'objectif du projet et du réaménagement sera de mettre en scène les contrastes les différents motifs paysagers qui font la richesse du site : éléments rocheux, fronts subverticaux, talweg et point bas, élément végétal (boisements, zones ouvertes…).

Aménager les traces de l'histoire extractive

Les éléments paysagers indissociables d'une activité extractive seront conservés, mais adoucis afin de garder la trace de l'histoire du lieu, tout en favorisant son intégration paysagère. Selon leur nature et leur localisation les fronts seront conservés, retalutés, remblayés pour constituer des pentes douces ou encore éboulés. Une dalle rocheuse sera conservée en fond de fosse. L'ancien talweg Guerre, recoupé dans le cadre de l'exploitation, sera reconstitué jusqu'à une dépression créée en fond de fosse.

Reboiser les terrains

La carrière s'inscrit dans un contexte forestier dense et a nécessité un défrichement dans le cadre de l'extension de sa zone d'extraction. Un reboisement des fronts supérieurs, via la constitution d'un sol et la mise en place d'essences locales, sera réalisé.

Inscrire le réaménagement dans une vocation écologique

Au vu de la diversité des milieux résiduels (dépression humide, terrains boisés, fronts rocheux, dalle rocheuse), de nombreux aménagements seront favorable à la flore et à la faune. Les mêmes aménagements présentant des objectifs en faveur de la biodiversité permettent également une valorisation paysagère, forestière voire une augmentation de la stabilité.

Valoriser le site réaménagé

La carrière est bordée de différents chemins, agricoles, pédestres, route de desserte spécifique. Il est prévu de reconstituer un maillage cohérent autour et dans la carrière réaménagée. La proximité immédiate du GR 861 offre l'opportunité de créer depuis ce dernier une boucle pédestre à vocation pédagogique et didactique. Tout le long de ce circuit, différentes thématiques peuvent être exposées à travers des tables de lecture, panneaux d'information, jeux didactiques interactifs… En complément du parcours de découverte, et de façon indépendante, un belvédère positionné à un endroit stratégique sera aménagé. Il doit offrir une vue sur l'ensemble de la carrière, au niveau d'un secteur dégagé. Il sera équipé d'une table de lecture proposant des thématiques en lien avec le réaménagement, le paysage, la faune, la flore.

La description du projet de réaménagement de la carrière et des modalités techniques est approfondie dans le chapitre 9 de la pièce B (Etude d'impact).

5.4 - ACTIVITES CONNEXES DE LA CARRIERE

5.4.1 - L'entretien des engins et des installations

5.4.1.1. La maintenance des engins et des installations

Les opérations de maintenance suivantes sont effectuées sur la carrière :

- l'entretien et la maintenance des engins de la carrière sont effectués par des entreprises extérieures qui interviennent à la demande du sous-traitant en charge de l'extraction et du roulage de la carrière. Ces opérations font l'objet de plans de prévention et d'analyses de risques,
- l'entretien et la maintenance des installations (crible, convoyeurs et concasseur) sont réalisés par le service maintenance de l'usine selon un programme défini la semaine précédente. Des sociétés sous-traitantes spécialisées peuvent aussi intervenir sur site à la demande.

Leur rôle principal est de maintenir en bon état de fonctionnement les engins et les installations et de s'assurer que tous les contrôles réglementaires relatifs aux engins, installations et utilités sont bien effectués.

5.4.1.2. Le lavage des engins

Les engins de la carrière sont régulièrement lavés à l'eau avant toute maintenance. Il en est de même des bennes de certains camions approvisionnant la carrière en matériaux d'addition au cru. Ce lavage a lieu sur une aire dédiée équipée d'un débourbeur et d'un déshuileur permettant la récupération totale des liquides résiduels.

Cette aire de lavage est située à proximité du bâtiment de stockage de matière d'addition. L'eau utilisée pour la station de lavage provient d'une citerne alimentée par pompage autorisé dans le canal de Saint-Martory.



Aire de lavage

A l'entrée de la carrière, un nettoyeur de roues de camions de marque Wheel Clean est présent pour les véhicules légers ainsi qu'un système de lavage des roues par projection pour les poids lourds. Tout véhicule sortant du site passe par l'un de ces deux systèmes pour éviter de déposer de la boue en sortie sur le domaine public.



Nettoyeur de roues

5.4.2 - L'utilisation des matières d'addition pour la constitution du cru

Afin d'ajuster la composition chimique du cru, des « matières d'addition au cru » venant de l'extérieur du site (VALMATS), sont ajoutées aux matières naturelles de la carrière. Ces matériaux vont apporter de la silice, de l'alumine ou du fer manquant dans le gisement. Ces produits sont souvent issus de l'industrie.

En 2021, les matières d'addition au cru ont représenté :

- Chaux recyclée, refus extincteur et carbonate de papeterie : 480 t,
- Boues aciérie : 135 t,
- Déchets de construction et déconstruction : 320 t,
- Sables fonderie : 115 t,
- Brasques réfractaires : 790 t,
- terres de dépollution : 1930 t,
- Déchets usine (briques, matières crue, croûtage) : 4000 t

soit 7770 tonnes.

Une partie de ces matières d'addition au cru (VALMATS), non inertes, est stockée sur une dalle étanche au droit d'un hangar de 680 m². Ce hangar est situé à proximité des installations de concassage, au niveau du l'aire de lavage et de l'atelier (actuellement utilisé par le sous-traitant). Ces zones de stockage seront déplacées dans 5 ans au nord-est de leur position actuelle avec l'installation d'une trémie d'alimentation dédiée pour une incorporation en continue de ces matières.

Cette zone de stockage doit permettre de contenir le flux de matières pendant les périodes d'arrêt du four de la cimenterie.



Hangar de déchargement et stockage de VALMATS

Les matières d'addition au cru sont actuellement ajoutées aux marnes, limons argileux et calcaires au niveau de la trémie du concasseur. C'est donc mélangées au cru que ces matières sont acheminées à l'usine par bandes transporteuses. D'ici 5 ans, une trémie dédiée devrait être mise en place pour faciliter leur incorporation au fil de l'eau pendant la production du cru.

La gestion des approvisionnements des matières d'addition au cru est assurée par la cimenterie. Ces matières d'addition au cru sont prises en compte dans l'arrêté préfectoral de la cimenterie (documents 11 et 12).

Ainsi, les matières d'addition au cru font l'objet d'une fiche d'homologation, renouvelée chaque année. Cette fiche comporte les données relatives aux matières fournies par le producteur, la description de la matière, les analyses physico-chimiques effectuées par un laboratoire extérieur et les données de sécurité. Cette fiche d'homologation, après validation par LAFARGE CIMENTS, fait l'objet d'un certificat d'acceptation, récapitulant les informations de la fiche d'homologation et permettant la livraison sur site.

Les matières d'addition au cru sont approvisionnées par camions. La procédure de réception des matières d'additions au cru est la suivante : après pesage (contrôle des documents de transport dont le Certificat d'Acceptation Préalable et le Bordereau de Suivi) ; le camion se rend jusqu'au point de déchargement ; une prise d'échantillon est effectuée pour analyse par laboratoire ; le transporteur nettoie les roues de son camion avant de sortir de la carrière, et retourne à l'usine pour pesage à vide. L'approvisionnement des matières d'addition au cru est consigné dans un registre tenu par le laboratoire de l'usine et le système informatique société SAP.

5.4.3 - Le stockage et transit des matières premières

Localisation des stocks de matières sur photographie aérienne	*Document n°21.231-A1 / 24*	*Dans le texte*

Plusieurs zones sont consacrées sur le site au stockage et transit des matières premières. Ces zones sont toutes localisées à proximité des installations et du concasseur :

- Stock de correcteur de Fer, 200 m², à proximité du hangar de stockage de VALMATS ;
- Stock de Bauxite sur dalle béton (Livraison par camions), 1 000 m², derrière le hangar de stocks de VALMATS ;
- Aire de déchargement de Matières en provenance de l'usine pour recyclage dans le cru – 400 m²- au sud du concasseur ;
- Stock calcaire concassé – 200 m²- au sud du concasseur ;
- Stock calcaire (calcaire sale et calcaire propre) – 4200 m² au total - à l'ouest du concasseur ;
- Stock de limons argileux – 430 m² - au nord-ouest du concasseur ;
- Stock calcaire Sparnacien riche – 480 m² - à l'ouest du concasseur ;
- Stock de Marne grise – 1 180 m² - à l'ouest du concasseur ;
- Stock de Bauxite – 970 m² - à l'ouest du concasseur ;
- Stock de calcaire Sparnacien ferme – 200 m² - à l'ouest du concasseur ;
- Stock de VALMATS de 680 m² sur dalle étanche couverte.

Ainsi, au total, environ 9 500 m² sont dédiés actuellement au stockage de matières inertes nécessaire pour la fabrication du cru.

LOCALISATION DES STOCKS DE MATIERES SUR PHOTOGRAPHIES AERIENNES

Échelle 1:5 500



N

Stock Marne grise (1 180 m²)

Stock Bauxite (970 m²)

Stock Sparnatien riche (480 m²)

Stock Sparnatien Ferme (200 m²)

Stock Limons (430 m²)

Stock Calcaire sale (2 500 m²)

Stock Calcaire propre (1 700 m²)

Stock Calcaire concassé (200 m²)

Aire de déchargement matière usine (400 m²)

Stocks Valmats sur dalle étanche et couverte (680 m²)

Stock Bauxite sur dalle béton (1 000 m²)

Stocks Correcteur de Fer (200 m²)

0 50 100 m

Périmètre de demande d'autorisation

LAFARGE CIMENTS

Carrière de calcaire et de marnes – MARTRES-TOLOSANE (31)

DOCUMENT 21.231-A1/ 24

Source : SCAN25® ©IGN

5.5 - DECHETS INERTES ISSUS DE L'EXTRACTION DE LA CARRIERE

Plan de gestion de déchets inertes – Carrière de Martres-Tolosane	*Document n°21.231-A1 / 25*	*En annexe*

Les déchets inertes issus de l'extraction de la carrière lors de la 1ère phase quinquennale, en application de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié le 24 avril 2017, sont les suivants :

- la **terre végétale** issue de la découverture sur l'ensemble des terrains. En 2021, 44 000 m^3 étaient stockés. La terre végétale sera utilisée au fur et à mesure de l'exploitation pour le réaménagement ou entreposée de manière transitoire en merlons avant d'être utilisée.

Les matériaux de découverte sont extraits au fur et à mesure des besoins et utilisés aussitôt en réaménagement de la carrière ou stockés temporairement en cordons périphériques ou en merlons sur le site.

Tous ces déchets générés par l'exploitation se présentent sous une forme uniquement solide.

Selon la liste des déchets inertes dispensés de caractérisation issue de l'instruction du MEDDTL en date du 22 mars 2011 et de la circulaire du 22/08/2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières, l'ensemble de ces déchets présents sur le site sont de caractère inerte.

Site : Martres-Tolosane		***Carrière de calcaire et marnes***		
Activité :		Production de granulats pour le ciment		
Matériaux		Découverte	*Terre végétale*	
		Gisement	*Calcaire et marnes*	
Code déchet	***Nature (solide, liquide, boueux…)***	**Origine (découverte, extraction, traitement…)**	**Quantité totale estimée sur la durée d'exploitation**	**Identification du stockage (merlons, dépôt de surface, bassins…)**
-	***Terre végétale (solide)***	**Découverte**	**Stock actuel : 56 000 m^3**	**Merlons**

5.6 - DESCRIPTION DES BATIMENTS ET AMENAGEMENTS EXTERIEURS

5.6.1 - Les bâtiments

Localisation des bâtiments sur photographie aérienne	*Document n°21.231-A1 / 26*	*Dans le texte*

Le site comporte divers bâtiments qui sont actuellement implantés à proximité de l'accès de l'entrée principale. Ils seront amenés à être déplacés en cours d'exploitation (cf chapitre 5.3.5).

La zone concasseur – "Batibulle"

La zone de concassage est constituée :

- du concasseur et de cribles abrités dans un bâtiment fermé sur 3 côtés de marque "Batibulle" pour limiter les poussières et le bruit,
- du poste électrique et des locaux contenant les armoires électriques.



Batibulle – Concassage-criblage

L'atelier garage du Sous-Traitant

Il s'agit d'un bâtiment en tôles sur dalle béton qui abrite tous les équipements et matériels nécessaires à la maintenance des équipements roulants ainsi que l'huilerie.



Atelier garage Sous-traitant

Le bâtiment de stockage pour les déchets non inertes

Les matières d'addition non naturelles au cru ou VALMATS, déchets non inertes, sont stockés sur dalle étanche sous un hangar métallique comprenant plusieurs cases. Ce hangar présente une surface de 680 m². Les produits sont stockés en transit sous abri, aucune eau météorique n'est en contact avec ces produits. Les eaux de ruissellement de la dalle de manœuvre des camions routiers approvisionnant les produits sont collectées vers un décanteur et déshuileur. Le décanteur est constitué de 3 bassins successif d'une capacité unitaire de 2,7 m3 et d'un bassin final d'une capacité de 4 m3 et le déshuileur présente une capacité de 4,5 m3.



Bâtiment de stockage des VALMATS sur dalle étanche (680 m²)

Le vestiaire, le réfectoire et le bureau du Sous-traitant

Il s'agit de trois bâtiments préfabriqués disposant d'une alimentation en eau potable et de l'électricité. Les vestiaires sont équipés de douches et sanitaires. Ils sont situés à proximité de l'entrée de la carrière.



Préfabriqués du Sous-traitant (vestiaire, réfectoire, bureau)

Les vestiaires, réfectoire et bureaux LAFARGE CIMENTS

Il s'agit de bâtiments préfabriqués disposant d'une alimentation en eau potable et d'électricité. Les vestiaires sont équipés de douches et sanitaires. Ils sont situés à proximité de l'entrée de la carrière. Ces bâtiments ont vocation à être déplacés sous échéance de 5 ans pour se rapprocher de ceux du sous-traitants.



Préfabriqués de LAFARGE CIMENTS (vestiaire, réfectoire, bureau)

LOCALISATION DES BATIMENTS SUR PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE

Échelle 1:1 350



Concasseur Batibulle

Bande transporteuse

Parking Camions sous-traitant

Atelier

Parking Engins sous-traitant

Réfectoire sous-traitant

Vestiaire sous-traitant

Bureaux sous-traitant

Bâtiment stocks Valmats

Aire de lavage

Laveur de roues

Bureaux LAFARGE CIMENTS

Parking couvert Véhicules Légers

Vestiaire Femme

Vestiaire Homme et Réfectoire

0 50 100 m

Périmètre de demande d'autorisation

Source : SCAN25® ©IGN

5.6.2 - Les aménagements extérieurs

La carrière dispose de pistes d'exploitation. Ces pistes sont réalisées par le sous-traitant selon les besoins de l'exploitation. Un plan de circulation est établi et mis à jour sur la carrière.



Plan de circulation à l'entrée de la carrière

Les autres aménagements comprennent :

- Une zone de parking pour les camions du Sous-Traitant et un parking pour les voitures du personnel du sous-traitant,
- Une aire de stockage du fuel et de distribution pour les engins de la carrière, accolée à l'atelier du sous-traitant
- L'aire de lavage des engins de la carrière, à proximité du hangar de stockage des VALMATS, équipée d'un décanteur-déshuileur,



Station-service

- Un système de laveurs de roues équipé d'un décanteur-déshuileur pour tout véhicule sortant de la carrière,
- Un parking couvert pour les véhicules légers, au niveau des bureaux de LAFARGE CIMENTS,
- Des aires de stockage de VALMATS et d'inertes décrites plus haut,
- Une bande transporteuse reliant le concasseur à la carrière. Les matériaux extraits de la carrière de Martres sont en effet acheminés par un réseau de bandes transporteuses d'environ 2 km jusqu'à la cimenterie. Au sortir de la carrière, dans son extrémité nord-est,

le convoyeur longe un chemin communal en direction du sud, s'implante à proximité des habitations du hameau Campignas, puis au-dessus de l'A64 et de la D817 avant d'arriver à la cimenterie. Le convoyeur est au niveau du sol sur les 300 premiers mètres à la sortie de la carrière puis est surélevé jusqu'à la cimenterie. D'importantes portions de ces bandes sont sous tunnel, au droit des secteurs sensibles : convoyeur au sol, à proximité d'habitation et au-dessus des voies de circulation et du canal de Saint-Martory.

5.7 - LES CONSOMMABLES

Les consommables utilisés sur la carrière sont les suivants :

- les explosifs et artifices utilisés pour l'abattage du gisement,
- les combustibles pour les engins de carrière,
- les produits utilisés pour l'entretien des engins et des installations.

5.7.1 - Les explosifs et artifices

Les explosifs et artifices sont utilisés pour l'abattage du gisement. Ils sont constitués :

- de cartouches contenant un explosif industriel composé de nitrate d'ammonium et du nitrate de sodium sous forme d'émulsion, (le site n'utilise pas de dynamite)
- de granulés de type nitrate fioul conditionnés en sac de 25 kg,
- de détonateurs électriques et non électriques,
- de cordeaux détonants.

La prestation de tirs est réalisée en interne par le chef de carrière ou le contremaître avec une aide au chargement par le personnel de la société livrant les explosifs. La livraison est réalisée par camions le jour du tir, il n'y a donc pas de stockage sur le site de la carrière. Le site travaille par campagne (2-4 par an) de plusieurs semaines La fréquence des livraisons est de 1 à 4 expéditions les semaines où des tirs sont programmés, en fonction des zones à miner, de l'avancement de l'exploitation de la carrière et du plan de production de la cimenterie. Les emballages sont repris pour destruction par le fournisseur le jour même du tir.

5.7.2 - Les combustibles

Le Gazole Non Routier (GNR) est utilisé pour le fonctionnement des engins de carrière. Il est stocké dans une cuve de 40 m^3 sur rétention à l'abri dans un container. Le remplissage des engins à pneus est réalisé depuis cette cuve avec un pistolet équipé d' un système anti-goutte. Le remplissage des engins sur chenille est réalisé à l'aide d'une cuve mobile à double paroi équipée d'un système anti-goutte. Le GNR est livré régulièrement sur le site par camion-citerne externe. La consommation moyenne annuelle est d'environ 230 m^3.

5.7.3 - Les consommables de maintenance

Il s'agit de produits destinés à l'entretien des engins, des machines et des bâtiments :

Graisses, huiles moteurs, de transmission, hydrauliques et huiles pour les compresseurs

Toutes les huiles neuves ou usagées sont stockées dans l'atelier, dans des fûts ou des citernes dédiées placés dans une rétention. Les huiles usagées sont collectées régulièrement par un récupérateur agréé.



Stockage huiles usagées au sein de l'atelier

Pour le graissage des éléments du concasseur, un stockage de 1 200 litres d'huiles et graisse est présent dans le bâtiment. La consommation annuelle est de 2 800 litres.

Adblue, lave glace et liquide de refroidissement

La consommation annuelle est de 4 600 litres.
Un fluide d'échappement type Adblue est stocké dans 2 cuves de 1 000 litres chacune.

Tous les stockages (Adblue, lave glace et liquide de refroidissement) sont associés à des bacs de rétention étanches.



Stockage consommables

5.7.4 - Tableau récapitulatif des consommables utilisés sur le site

Nom du produit et Etat (Liquide, Gazeux ou Solide)	Contenant	Quantité max stockable	Consommation annuelle moyenne ou en 2021	Utilisation	Lieu de stockage
Huiles moteur, transmission et hydraulique (L) Huile compresseur. Graisses.	1 cuve de 600 l 2-3 fûts de 220 l	1 200 l	2 800 m³	Engins	Atelier
Lave-Glace (L) Liquide de refroidissement/ Antigel (L) AdBlue	Fûts de 200 l 2 cuves de 1 000 l	8 600 l	4 600 l	Engins	Atelier
GNR	Cuve de 40 m³	GNR = 40 m³	230 m³/an	Engins	Container

5.8 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

5.8.1 - Horaires d'ouverture et de fonctionnement

Actuellement, les travaux d'exploitation de la carrière sont réalisés exclusivement les jours ouvrables (lundi au vendredi) dans le créneau horaire 6h00 – 20h00 (5h00 à 19h00 le mercredi pour l'entretien des installations).

L'activité de la carrière est réduite le matin avant 7h30, entre 12h et 13h30 et après 17h à la seule alimentation du concasseur par la chargeuse à partir des stocks de matières premières. Pendant ces horaires d'activité réduite, les pelles et les tombereaux sont arrêtés. Le concasseur est alors alimenté par une chargeuse à partir des stocks de matières premières présents à proximité du concasseur.

De 7h30 à 12h et de 13h30 à 17h, l'échelon de chargement-transport (pelle et tombereaux) est opérationnel et alimente les stocks proches du concasseur.

Dans le cadre de la présente demande d'autorisation, avec le nouveau four de cimenterie opérationnel depuis janvier 2022, ces horaires d'exploitation seront modifiés vers la plage horaire suivante :

- Extraction-roulage et concassage : 5h à 21h du lundi au samedi avec possibilité de dérogation les jours fériés dans le cas où ce jour férié tomberait sur un jour ouvrable (lundi au samedi). Cette demande de dérogation sera faite préalablement à l'inspecteur des installations classées
- Maintenance des installations : 5h-21h du lundi au samedi.

En cas de panne majeure des installations risquant de mettre à l'arrêt la cimenterie, des travaux de maintenance pourraient avoir lieu de jour comme de nuit, 7 jours sur 7, en accord avec l'inspecteur des installations classées.

5.8.2 - Matériels roulants

La liste des véhicules et engins utilisés sur le site est la suivante : 3 tombereaux, 2 chargeurs (un seul en service), 1 bulldozer, 1 pelle et 1 brise-roche hydraulique.

La puissance actuelle des engins roulant est estimée à :

- 3 tombereaux de 40 tonnes 772G (446 kW) ;
- 2 chargeurs 988K (393 kW) ;
- 1 bulldozer D6TXL (149 kW) ;
- 1 pelle 374FL (362 kW) ;
- 1 brise-roche hydraulique R914B (112 KW).

Le parc actuel sera amené à évoluer dans les années à venir avec des engins moins consommateurs de carburants comme les camions routiers de type QORT (Quarry Off Road Truck) en cours de déploiement chez LAFARGE, voire des engins électriques.



Brise roche



Tracteur et citerne



Foreuse



Chargeurs



Pelle



Dumpers / Tombereaux

5.8.3 - Personnel, management et entreprises extérieures

La carrière LAFARGE CIMENTS fonctionne avec un effectif d'environ 5 personnes sur site :

- 1 chef de carrière et 4 contremaîtres dont 1 de maintenance.

Plusieurs sous-traitants travaillent également sur le site :

- Foration : 1 personne,
- Minage : 2 salariés du fournisseurs d'explosifs (ils aident au chargement des tirs de mines),
- Chargement-roulage sous-traité : 1 chef de chantier et 8 conducteurs d'engins.

Le directeur technique de la carrière est le responsable de carrière. Pour les interventions de maintenance, il s'agit du service maintenance de l'usine et d'entreprises extérieures.

Les principales entreprises extérieures intervenant sur site par campagne sont :

- la société en charge de l'extraction ;
- la société en charge de la foration des trous de mines ;
- les sociétés de livraison de matières d'addition au cru / VALMATS, de GNR ;
- les sociétés en charge de la livraison du GNR des huiles, des explosifs, et de la gestion des déchets.

Ponctuellement, des sous-traitants peuvent intervenir pour une réparation des engins du sous-traitant, des installations, les contrôles réglementaires (eaux, poussières, vibrations, extincteurs, …..) ou une expertise technique.

Toutes les personnes extérieures intervenant sur le site doivent avoir reçu chaque année l'accueil sécurité qui a lieu à l'usine et leur intervention fait systématiquement l'objet d'un plan de prévention avec une analyse des risques.

5.9 - GESTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

5.9.1 - Energie électrique

La carrière est raccordée au réseau électrique externe. Un poste électrique de 20 kV est situé au nord-est de la carrière, à proximité de la bande transporteuse en sortie de concasseur. Le poste de livraison d'électricité d'EDF se situe au niveau de la cimenterie avec un transformateur de 20 KV / 5,5 KV. De ce transformateur part un câble d'alimentation pour la carrière.

La carrière dispose d'un local électrique ; l'accès à ce local est réservé aux personnes titulaires d'une habilitation électrique adéquate.

La consommation d'électricité sur la carrière était de 2 180 MWh en 2022. L'essentiel de la consommation est utilisé pour le fonctionnement des installations (concasseur et bande transporteuse).

5.9.2 - Consommation et utilisation rationnelle de l'énergie

Les engins contribuant au fonctionnement de la carrière, sont alimentés à partir d'énergie fossile (Gasoil Non Routier). Ils sont entretenus très régulièrement et maintenus en bon état de marche assurant en conséquence une consommation de carburants la plus rationnelle possible. Les engins employés sont conformes aux normes d'insonorisation et de pollution en vigueur.

5.9.3 - Couverture des besoins en hydrocarbures

Le remplissage des réservoirs des engins mobiles se fait en « bord à bord ».

Il se fait soit au droit de l'aire étanche devant l'atelier (localisation fixe), soit près des fronts d'exploitation à l'aide d'une remorque équipée d'une citerne double paroi (localisation mobile pour le bulldozer, la pelle hydraulique et la sondeuse).

L'exploitant dispose, à bord des engins, de produits anti-dispersifs et absorbants à utiliser en cas de déversement accidentel. Le système « Pushpull » évitant tout débordement de carburants équipe les engins du site.

5.9.4 - Couverture des besoins en huiles et lubrifiants

Le stockage des huiles est réalisé en cuves et fûts de 600 l (cuve) et 200 l (fûts) sur rétention.

Les entretiens courants sur les engins et les interventions plus lourdes effectuées par des entreprises extérieures spécialisées sont effectuées sur la zone de maintenance : dalle étanche raccordée au décanteur/déshuileur.

5.9.5 - Transports

Le nombre total de camions approvisionnant actuellement la carrière, notamment pour les matières d'addition au cru, est estimé à environ **2000 camions par an, soit 9-10 camions par jour ouvré,** avec un maximum de 15 camions par jour lors de campagnes exceptionnelles. Cette estimation se décompose en :

- Livraison des matières d'addition au cru : 1 800 camions par an en provenance de la cimenterie, soit 9 camions par jour ouvré ;
- Livraison de carburant : 10 camions par an ; livraison d'huiles : 10 camions par an ; sortie des déchets : 10 camions par an ; entretien des engins de la carrière : 20 camions par an : au total 50 camions par an ;
- Livraison des explosifs : 50 camions par an en moyenne. L'organisation pourra passer à plus de tirs par an dans les années à venir avec 100 tirs par an.

5.9.6 - Gestion de l'eau consommée

L'eau utilisée sur le site provient de :

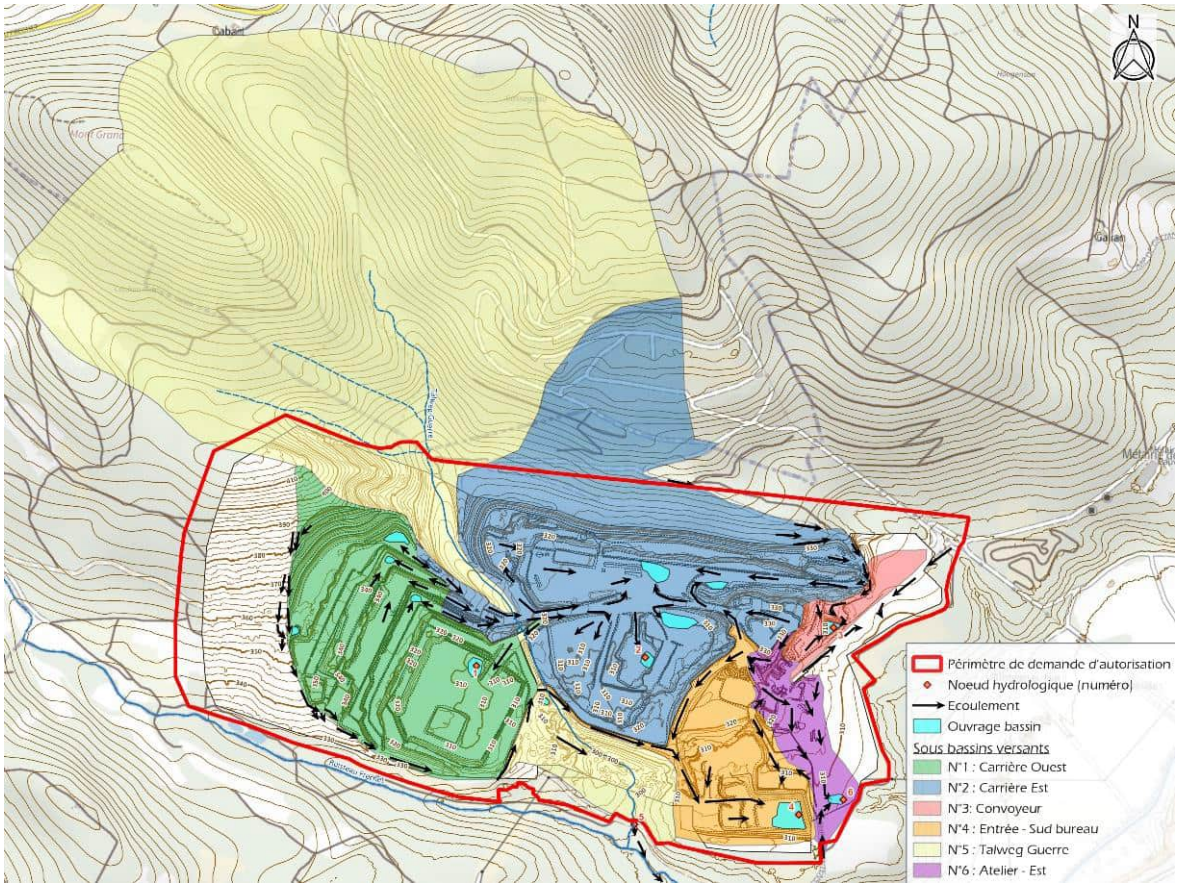
- l'eau pompée dans le canal de Saint-Martory. Elle est utilisée pour l'arrosage des pistes en fixe et en mobile, le lavage des camions en sortie de site et le lavage des engins. La consommation annuelle est estimée à environ 9 000 m^3. Le débit maximal est de 20 m^3/h.
- l'eau de la ville pour les besoins sanitaires du personnel et le réfectoire. La consommation annuelle est estimée à 150 m^3. L'amorçage de la pompe située sur le canal Saint-Martory est réalisée à partir d'eau de ville soit une consommation annuelle d'environ 50 m^3.

La carrière ne possède pas de circuit incendie. En cas de besoin, elle utilise l'eau stockée dans les bassins dont un proche du concasseur primaire.

5.9.7 - Gestion des eaux pluviales

5.9.7.1. A l'état actuel

La carrière comprend deux fosses exploitées en dent creuse avec un fond à l'altitude 305 m NGF à l'est et 310 m NGF à l'ouest. Ces deux fosses sont séparées par une bande de terrain d'environ 50 m de large, accueillant le tronçon canalisé du talweg Guerre (bassin versant de 124 ha), généralement sec et qui est indépendant de la carrière.



Principe de gestion des eaux et Bassins versants de la carrière (situation 2022)

La carrière avec ses fosses Est et Ouest possède cinq sous bassins versants :

- **Fosse Ouest (BV n°1)** : la fosse en dent creuse a une superficie de 25 ha. Les eaux de ruissellement des banquettes sont dirigées vers le carreau à la cote 310 m NGF. Les eaux accumulées s'évaporent et s'y s'infiltrent progressivement.
- **Fosse Est (BVn°2)** : Son bassin versant d'environ 50 ha comprend la fosse Est et le versant nord réaménagé de la carrière. Les eaux de ruissellement du front nord sont dirigées par des banquettes vers le point bas de la fosse à la cote 305 m NGF et tendent à s'y infiltrer progressivement.

- **Secteur du convoyeur (BV n°3)** : il s'agit d'un bassin versant situé en amont du convoyeur de transport des matériaux, dans le secteur est de la carrière. Un bassin à la cote 310 m NGF est présent en amont du convoyeur et reçoit les eaux d'un impluvium d'environ 2,9 ha. Le bassin est infiltrant et se draine vers le sud-est en direction du vallon.
- **Secteur Entrée carrière (BV n°4)** : au sud des bureaux, un bassin a été creusé dans les formations alluviales du Mindel jusqu'à une cote d'environ 302 m NGF. Il est associé à un bassin versant d'environ 11 ha. Les eaux de ruissellement des pistes autour du bureau et vers l'entrée de la carrière sont dirigées vers ce bassin et s'infiltrent progressivement dans les formations alluviales argileuses présentent au fond du bassin.
- **Secteur Atelier (BV n°6)** : Ce secteur correspond à la zone d'accueil de l'atelier, du parking des engins et de quelques stocks. Une installation de lavage des engins y est présente. Les eaux de lavage rejoignent via des fossés un bassin de décantation d'environ 1000 m² situé à l'est de la piste d'entrée de la carrière, à la cote 308 m NGF. Ce bassin de décantation surverse vers l'est via une buse de 300 mm de diamètre.

Les principales caractéristiques des sous bassins versants de la carrière sont les suivantes :

	Sous bassin versant	Superficie (ha)	Exutoire
Sous bassins versants de la carrière	N°1 : Carrière ouest	25,0	Infiltration dans le fond de fosse
	N°2 : Carrière est	50,0	Infiltration dans le fond de fosse
	N°3 : Convoyeur	2,9	Bassin infiltrant : drainage dans le versant
	N°4 : Entrée - sud bureau	11,1	Infiltration dans le bassin cote 302 m NGF
	N°6 : Atelier - est	5,1	Rejet dans un bassin de décantation. Les eaux s'y évaporent ou peuvent surverser via une buse et s'infiltrent dans un vallon vers l'est
Secteur hors carrière	N°5 : Talweg Guerre	123,7	Confluence dans le ruisseau Fréchet

5.9.7.2. Pendant exploitation après recoupement du talweg Guerre

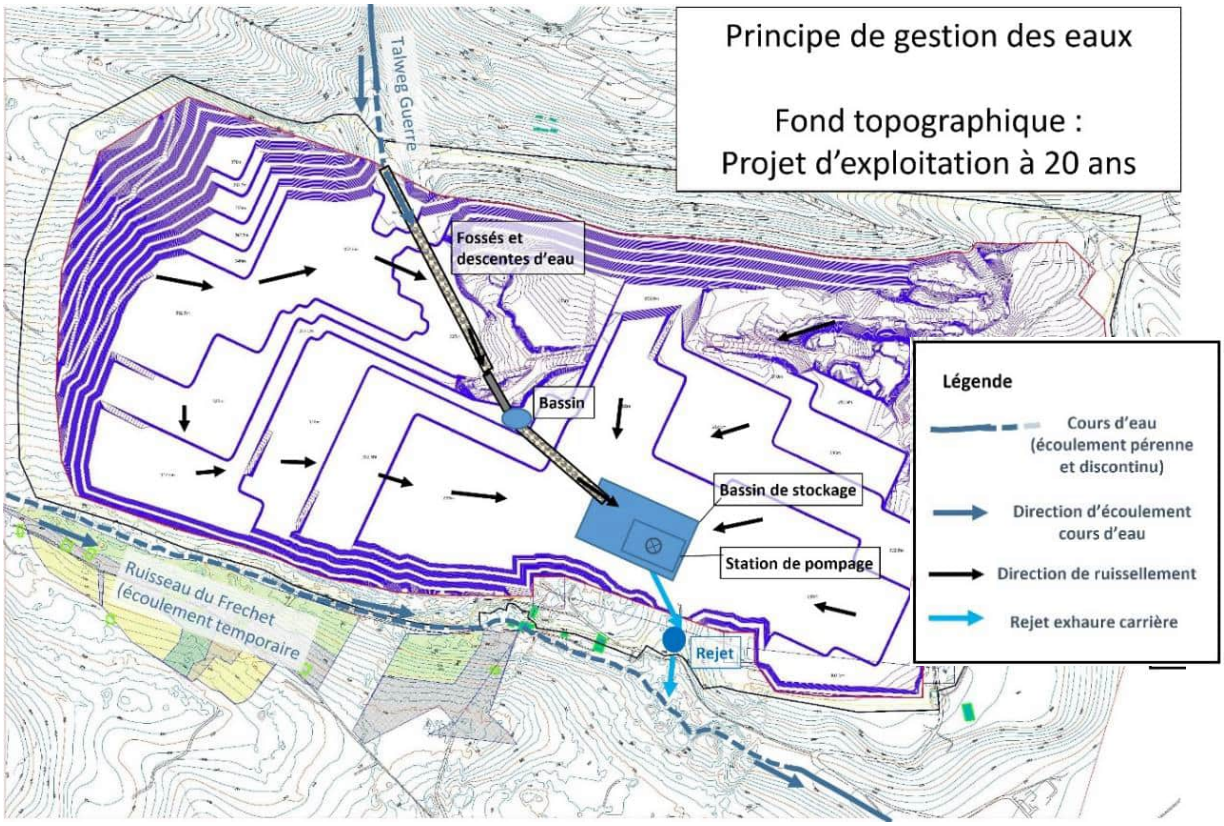
Le projet d'exploitation va recouper le talweg Guerre. Ce recoupement est planifié dans la séquence d'exploitation depuis plus de 20 ans et validé par les deux arrêtés préfectoraux d'exploitation de la carrière(2003 et 2015).

Des ajustements dans les anciens phasages d'exploitation ont conduit à repousser la période du recoupement du talweg par la carrière. Dans le cadre de la présente demande de renouvellement et d'extension de la carrière, le talweg Guerre sera recoupé :

- Au cours de la première phase quinquennale du projet d'exploitation : entre les cotes 320 et 305 m NGF : linéaire de 550 m environ

- A partir de la quatrième phase quinquennale : dans sa partie amont entre les cotes 320 et 340 NGF : linéaire de 363 m environ.

Des aménagements seront réalisés dans la fosse pour créer au préalable un point bas dans le fond de fosse destiné à recevoir les eaux pluviales de la carrière et les écoulements temporaires du talweg Guerre. Lors de son recoupement, des ouvrages de gestion des eaux seront réalisés dans la carrière afin de canaliser le talweg et le diriger vers le bassin en fond de fosse. Une station de pompage sur radeau sera installée dans le bassin en fond de fosse et sera mise en fonctionnement ponctuellement afin de mettre hors d'eau le carreau et limiter l'extension de la zone ennoyée. Les eaux du fond de fosse ayant décantées, seront pompées puis rejetées dans le talweg Guerre au sud du périmètre d'autorisation. Le principe de gestion des eaux est illustré ci-dessous :



Principe de gestion des eaux de la carrière après recoupement du talweg Guerre

La carrière pourra réutiliser les eaux accumulées en fond de fosse pour ses besoins propres (arrosage des pistes, lavage des engins etc..), des usages qui sont actuellement satisfaits par prélèvement d'eau à raison d'environ 9 000 m^3/an dans le canal de St Martory. Ces prélèvements dans le plan d'eau de la carrière permettront de réduire les prélèvements dans le canal de St Martory. Le prélèvement de Saint Martory ne peut en revanche pas être totalement supprimé car il est possible selon la situation climatique, que le plan d'eau en fond de fosse soit insuffisant pour satisfaire les besoins en eau de la carrière. Le débit maximal du prélèvement dans le canal est de 20 m^3/h.

5.10 - POLITIQUE DE GESTION DES DECHETS

La carrière ne produit quasiment pas de déchets (autre que les déchets inertes d'extraction utilisés pour le réaménagement, à savoir la terre végétale). Les déchets produits par le fonctionnement de la carrière sont constitués par des huiles usagées, des filtres souillés, des cartouches de graisses, des déchets ménagers et des cartons d'emballage d'explosifs principalement.



Stockage déchets au sein de l'atelier

Les quantités de déchets produits sont les suivantes :

- Huiles usagées : 2 000 litres par an
- DIB : 60 tonnes par an
- Ferrailles : 40 tonnes par an
- Filtre à huile : 400 kg par an
- Batteries usagées : pas d'évacuation des dernières années.

Les huiles usagées, les filtres à huiles et les déchets souillés sont stockés temporairement (dans l'atelier) dans des bacs dédiés puis évacués régulièrement par une entreprise agréée.

Les emballages des explosifs et des artifices sont repris le jour même du tir par le fournisseur pour être détruits dans leur locaux.

Les déchets métalliques, ainsi que les piles et batteries sont regroupés au niveau de l'usine où des bennes spécifiques sont mises à disposition.

Les déchets ménagers et de recyclage sont collectés toutes les semaines.

LAFARGE CIMENTS met en avant les valeurs suivantes dans la gestion de ses déchets :

- Promouvoir la valorisation des déchets ;
- Réaliser un tri des déchets à la source ;
- Évacuer les déchets dans des centres de stockages autorisés uniquement.

LAFARGE CIMENTS s'engage à assurer le suivi et la mise en place des dispositions nécessaires au respect de la réglementation et des valeurs de l'entreprise pour le suivi et l'évacuation des déchets produits sur le site. Le Chef de carrière s'assure du respect des dispositions prévues par ses équipes et ses sous-traitants.

5.11 - MOYENS DE SUIVI ET DE SURVEILLANCE

En application de l'article 16.2, article non abrogé du titre règles Générales du RGIE, l'amélioration des moyens techniques destinés à la sécurité du personnel s'appuie en partie sur les visites régulières soit d'une structure fonctionnelle interne, soit d'un organisme agréé et sur les comptes-rendus qui s'ensuivent.

La société LAFARGE CIMENTS a recours à un organisme extérieur agréé, chargé d'assister la personne responsable de la direction technique des travaux, dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de sécurité et de salubrité du travail. L'organisme extérieur de prévention (OEP) est PREVENCEM. Il assure 2 visites par an.

La médecine du travail est associée à des actions de prévention et d'hygiène (exposition du personnel au poste de travail du bruit, vibrations, poussières, …).

Les suivis de obligations environnementales sont réalisés par :

- pour les poussières, **ATMO Occitanie**,
- pour les eaux souterraines et superficielles par **EVA** (Laboratoire départemental 31),
- pour le bruit par l'**APAVE**,
- pour les vibrations liées aux tirs de mines par **TITANOBEL**.

5.12 - PLAN D'ENSEMBLE DE L'INSTALLATION

Plan d'ensemble des dispositions projetées de l'installation au 1 : 2 000	*Document n° 21.231-A1 / Hors Format 1*	*Pièce E - Plans*
Plan d'ensemble des dispositions projetées de l'installation (1 version réduite dans le texte au format A3 au 1/5 500)	*Document n° 21.231-A1 / 27*	*Dans le texte*

Il s'agit d'un Plan Réglementaire sur lequel doivent figurer les Dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants, et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. La réglementation prévoit un plan au 1/200 : une échelle réduite peut, à la requête de LAFARGE CIMENTS, être admise par l'administration. Cette dérogation est ici demandée : le plan est présenté en pièce E au 1/2 000 (format A0) et en réduction au 1/5 500 dans le texte. Compte-tenu de l'importante surface de la carrière, l'échelle au 1/200 ne permettrait pas une vue d'ensemble, et n'apporterait aucune précision supplémentaire.

5.12.1 - Contexte

La carrière se trouve à environ 1,2 km à l'ouest de l'usine. La carrière est reliée à cette dernière par un ensemble de convoyeurs à bandes.

5.12.2 - Habitat et établissements sensibles

Le site se situe au plus près à 200 m des habitations du lieu-dit « Campignas Haut » et 225 m des habitations du village de Boussens. Les établissements recevant une population sensible les plus proches sont situés dans le bourg de Boussens, 900 m au sud du site. Il s'agit d'une école maternelle et primaire.

L'ensemble de l'environnement du site est cartographié en détail dans la pièce B.

5.12.3 - Réseaux et fréquentation

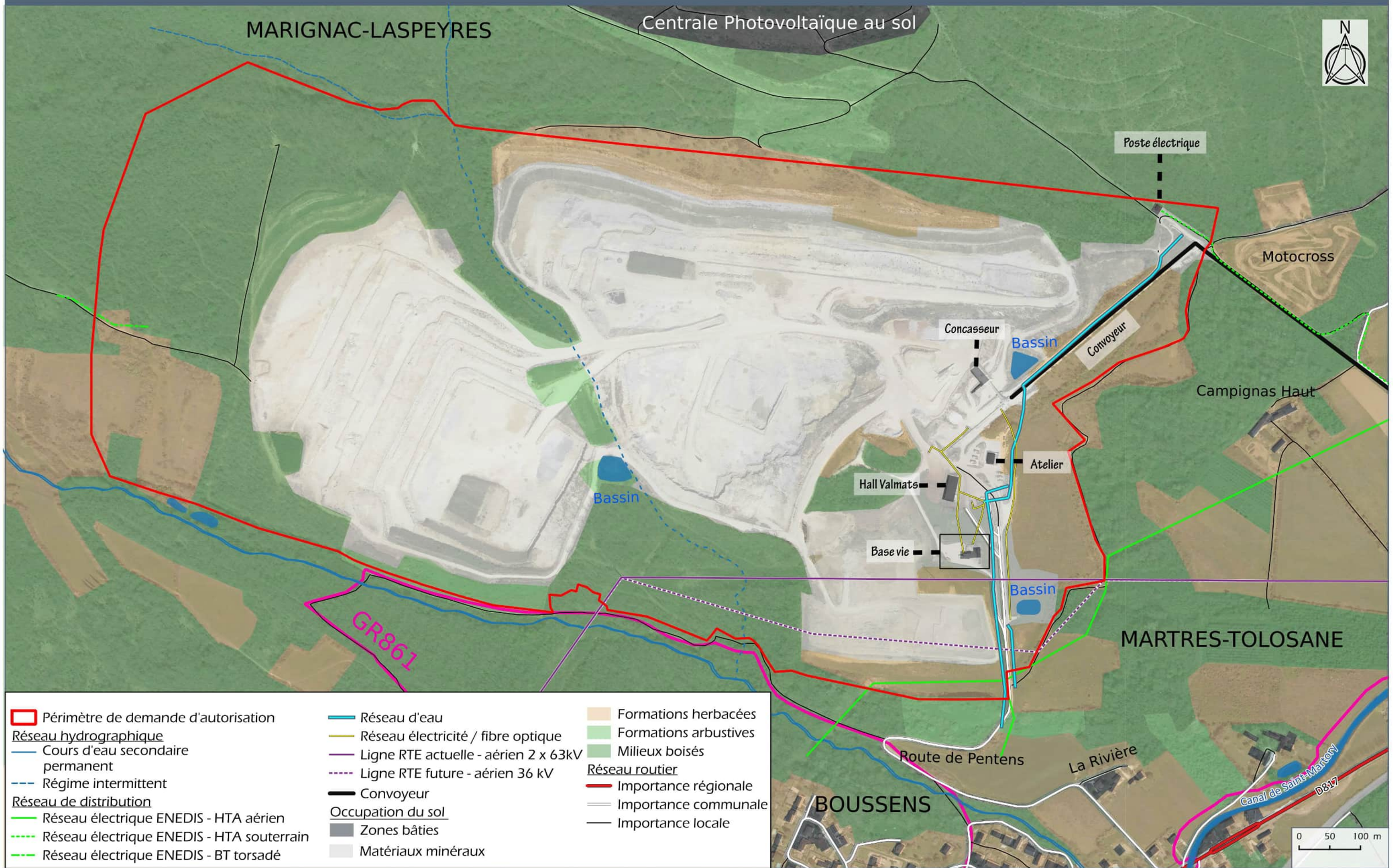
La carrière se situe à l'extrémité de la route communale de Pentens. Cette route est accessible depuis l'A64 en utilisant l'échangeur de Boussens, puis en empruntant la Route départementale RD817 sur environ 600 mètres.

Le site est traversé par divers réseaux de distribution, dont la plupart sont actuellement au niveau de la carrière actuelle. Une ligne RTE de 2x63 KV traverse actuellement le site. 3 pylônes de cette ligne électrique seront déplacés pour la poursuite de l'exploitation de la carrière vers le sud.

Le site est principalement fréquenté par les employés de la carrière. Aucun chemin de randonnée ne traverse le boisement à l'ouest de la carrière actuelle. Il est à noter que le GR831, chemin de grande randonnée, longe une partie du site au sud.

PLAN D'ENSEMBLE DES DISPOSITIONS PROJETEES DE L'INSTALLATION

Échelle 1:5 500



Périmètre de demande d'autorisation

Réseau hydrographique
- Cours d'eau secondaire permanent
- Régime intermittent

Réseau de distribution
- Réseau électrique ENEDIS - HTA aérien
- Réseau électrique ENEDIS - HTA souterrain
- Réseau électrique ENEDIS - BT torsadé
- Réseau d'eau
- Réseau électricité / fibre optique
- Ligne RTE actuelle - aérien 2 x 63kV
- Ligne RTE future - aérien 36 kV
- Convoyeur

Occupation du sol
- Zones bâties
- Matériaux minéraux
- Formations herbacées
- Formations arbustives
- Milieux boisés

Réseau routier
- Importance régionale
- Importance communale
- Importance locale

Source : SCAN25® ©IGN

6 - ANNEXES

Formulaire de demande d'autorisation environnementale (CERFA n°15964*3) et délégation de signature contrats	Document n° 21.231-A1 /0	Page 89
Liste détaillée des parcelles	Document n° 21.231-A1/5	Page 123
Attestation de maîtrise foncière	Document n° 21.231-A1/6	Page 129
Arrêté Préfectoral du 16 mai 2003 et du 18 avril 2003	Document n°21.231-A1/ 9	Page 178
Arrêté Préfectoral modificatif du 17 septembre 2015	Document n°21.231-A1/ 10	Page 212
Arrêté Préfectoral du 9 avril 2013 - Cimenterie	Document n°21.231-A1/ 11	Page 233
Arrêté Préfectoral modificatif du 2 février 2017 - Cimenterie	Document n°21.231-A1/ 12	Page 291
Flowsheet (Synoptique des installations)	Document n°21.231-A1 / 13	Page 314
Délibération du conseil municipal	Document n° 21.231-A1 / 22	Page 316
Plan de remise en état signé	Document n° 21.231-A1 / 23	Page 318
Plan de Gestion des Déchets Inertes – Carrière de Martres-Tolosane	Document n° 21.231-A1 / 25	Page 320

Formulaire de demande d'autorisation environnementale (CERFA n°15964*03) et délégation de signature contrats	Document n° 21.231-A1 / 0

Annexe modifiée suite à la demande de compléments du 14 septembre 2023

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Demande d'autorisation environnementale

Articles R.181-13 et suivants du code de l'environnement

cerfa
N° 15964*03

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire. *Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à traiter votre demande d'autorisation environnementale. Les destinataires des données sont les services de l'État.*

Procédures concernées par l'autorisation environnementale sollicitée

Ne sont pas compris dans le champ d'application du présent Cerfa les projets mentionnés au II de l'article L. 181-2 du code de l'environnement.

Demande d'autorisation environnementale concernant :

☒ **Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation** mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement

☒ **Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation** mentionnées à l'article L. 512-1 du code de l'environnement

☐ **Un ou plusieurs travaux de recherche et d'exploitation des substances de mines, des gîtes géothermiques et des substances de carrières contenues dans les fonds marins du domaine public, sur le plateau continental, et dans la zone économique exclusive, soumis à autorisation** en application des articles L. 133-6, L. 162-1, L. 162-3 et L. 162-6 du code minier, à l'exclusion des travaux relevant de l'article L. 112-2 de ce code et des autorisations d'exploitation mentionnées à l'article L. 611-1 du même code, et travaux mentionnés à l'article L. 211-2 du code minier, lorsque ces derniers ne sont pas des installations classées pour la protection de l'environnement

☐ **Un autre projet soumis à évaluation environnementale** mentionné aux articles L. 181-1 et au II du L. 122-1-1 du code de l'environnement

Autres procédures concernées :

☒ **Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement** mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement

☒ **Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration** mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement

☒ **Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration** mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement, sauf si cette déclaration est réalisée à part

☐ **Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux** requérant une autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre *(au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement)*

☐ **La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'une réserve naturelle** *(au titre des articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement)*

☐ **La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement** *(au titre des articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement)*

☒ **Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux requérant une dérogation « espèces et habitats protégés »** *(au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement)*

☒ **Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux pouvant faire l'objet d'une absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000** *(au titre de l'article L. 414-4 du code de l'environnement)*

☐ **Un dossier agrément OGM** *(au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement)*

☐ **Un dossier agrément déchets** *(au titre de l'article L. 541-22 du code de l'environnement)*

☐ **Une installation de production d'électricité requérant une autorisation d'exploiter** *(au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie)*

☒ **Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation de défrichement** *(au titre des articles L. 214-13 et L. 341-3 du code forestier)*

☐ **Des autorisations spécifiques nécessaire à une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** *(au titre des articles L. 5111-1-6, L. 5112-2, L. 5114-2, L. 5113-1 du code de la défense, L. 54 du code des postes et des communications électroniques, L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, L. 6352-1 du code des transports)*

☐ **Un projet d'infrastructure terrestre linéaire de transport liée à la circulation routière ou ferroviaire réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires** *(au titre des articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine)*

☐ **La modification d'un schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux** *(au titre des points 1° à 4° du IV et au VI de l'article L. 212-1 du code de l'environnement et prévue au VII du même article L. 212-1)*

☐ **Les travaux miniers objets d'une déclaration** *(au titre des articles L. 162-1 et L. 162-10 du code minier)*

☐ **Une autorisation de porter atteinte aux allées d'arbres ou alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique** *(au titre de l'article L. 350-3 du code de l'environnement)*

Informations générales sur le projet

2.1 Nature de l'objet de la demande

Nouveau projet, activité, installation, ouvrage ou travaux) ☐

Extension/Modification substantielle[1] ☒

2.2 Adresse du projet

N° voie		Type de voie	
Nom de la voie			
Lieu-dit ou BP	Carrière Lafarge Ciments Malassang		
Code postal	31220	Localité	Martres-Tolosane

2.3 Pour un projet terrestre, précisez les références cadastrales :

Commune d'implantation	Code postal	N° de section	N° de parcelle	Superficie de la parcelle	Emprise du projet sur la parcelle
Plus de 100 parcelles, liste en annexe				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)
				ha a ca (m²)	ha a ca (m²)

2.4 Pour un projet maritime, fluvial, ferroviaires, de voirie ou routier, précisez les références géographiques :

Situation (commune d'emprise ou limitrophe, levés topographiques, limites de rivage, géoréférencement, cours d'eau concerné, point kilométrique, rive, parcelle limitrophe, références cadastrales, autres critères ou procédés de délimitation de l'emprise, etc.) d'emprise ou limitrophe	Domaine public concerné s'il y a lieu	Consistance du domaine public concerné (nature des biens)	Superficie de l'emprise

[1] Modifications substantielles d'une AIOT existante conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Le présent formulaire portera sur les modifications envisagées ainsi que leurs interactions avec les installations déjà existantes.

Identification du demandeur *(remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)*

S'agissant d'un projet IOTA (relevant du 1° de l'article L. 181-1) ou d'un projet de travaux (relevant du 3° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement), nombre de pétitionnaires : ☐ [2]

3.1.a Personne physique *(vous êtes un particulier) :* Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom		Date de naissance	
Lieu de naissance		Pays	

3.1.b Personne morale *(vous êtes une entreprise)*

Dénomination	LAFARGE CIMENTS	Raison sociale	LAFARGE CIMENTS
N° SIRET	30213556100835	Forme juridique	SA à conseil d'administration

Le nom de la personne, physique ou morale, qui exerce une activité soumise à la réglementation relative aux ICPE est une information regardée comme nécessaire à l'information du public, publiée sans anonymisation en application des dispositions du 3° de l'article D. 312-1-3 du code des relations entre le public et l'administration.
Toutefois, si sa publication fait craindre des représailles ou est susceptible de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sécurité des personnes, l'exploitant personne physique peut demander que la donnée ne soit pas mise en ligne au titre de l'application du d) de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration :

Dans l'hypothèse où ces données seraient mises en ligne, je souhaite, en tant que personne physique, qu'elles soient anonymisées : ☐

3.2 Adresse

N° voie	14	Type de voie	Boulevard	Nom de voie	GARIBALDI
				Lieu-dit ou BP	
Code postal	92130	Localité	ISSY-LES-MOULINEAUX		
Si le demandeur habite à l'étranger		Pays		Province/Région	
N° de téléphone	01 58 00 60 00	Adresse électronique			

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire Madame ☐ Monsieur ☒

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☐

Nom, prénom	Xavier BRULE	Raison sociale	
Service		Fonction	Directeur site de Martres-Tolosane

Adresse

N° voie	165	Type de voie	avenue	Nom de voie	des Pyrénées
				Lieu-dit ou BP	Usine de Martres-Tolosane
Code postal	31220	Localité	Martres-Tolosane		
N° de téléphone	0561977010	Adresse électronique			

[2] Se référer à l'annexe II

Informations obligatoires sur le projet

4.1.1 Description de l'AIOT envisagée, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés de mise en œuvre, notamment sa nature et son volume *[cf. projets tels que définis à l'article L. 181-1 du code de l'environnement].*

Le projet consiste au renouvellement et à l'extension de la carrière de calcaire et de marne LAFARGE CIMENTS de Martres Tolosane, actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n°26 du 16 mai 2003 et l'arrêté complémentaire n°110 du 17 septembre 2015 pour une durée de 30 ans, soit jusqu'en 2033. L'autorisation actuelle porte sur 113,5 hectares, jusqu'à la côte 295 NGF (surface initiale de 115,5 ha modifiée par arrêté préfectoral complémentaire n°110 du 17 septembre 2015). La demande d'autorisation de renouvellement et d'extension du projet porte sur une surface de 126,7 ha en propriété et un approfondissement à la cote 287.5 m NGF.

La production maximale annuelle autorisée de cette carrière est de 2 000 000 tonnes de matériaux, sa production moyenne est de 1 300 000 tonnes. La production maximale sollicitée reste identique, la production moyenne passant de 1 300 000 tonnes à 1 400 000 tonnes par an. L'exploitation se fera en 6 phases quinquennale, avec réaménagement à l'avancement. L'exploitation de la carrière se fait et se fera à ciel ouvert en descendant par fronts de taille de 7,5 m au maximum.

Après décapage, les calcaires et les marnes sont exploités par minage à l'explosif. Les matériaux sont ensuite chargés dans des tombereaux et acheminés vers la trémie primaire de l'installation de concassage. Des matières d'additions (déchets et sous-produits industriels) sont ajouté aux matières premières à l'entrée du concasseur pour former un mélange appelé "cru". Le cru est directement acheminé par un réseau de 2 km de bandes transporteuses jusqu'à la Cimenterie de Martres-Tolosane. La cuisson du cru permet de former le clinker, qui est broyé pour produire du ciment. La cimenterie fait l'objet d'un Arrêté Préfectoral distinct.

4.1.2. Description des moyens de suivi et de surveillance :

En application de l'arrêté ministériel du 26/12/95, l'amélioration des moyens techniques destinés à la sécurité du personnel s'appuie en partie sur les visites régulières soit d'une structure fonctionnelle interne, soit d'un organisme agréé et sur les comptes rendus qui s'ensuivent.

La société LAFARGE CIMENTS a recours à un organisme extérieur agréé, chargé d'assister la personne responsable de la direction technique des travaux, dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures de sécurité et de salubrité du travail. L'organisme extérieur de prévention (OEP) est PREVENCEM. Il assure 2 visites par an.

La médecine du travail est associée à des actions de prévention et d'hygiène (exposition du personnel au poste de travail du bruit, vibrations, poussières, ...).

Les suivis de obligations environnementales sont réalisés par :
- pour les poussières, ATMO Occitanie,
- pour les eaux souterraines et superficielles par EVA (Laboratoire départemental 31),
- pour le bruit par l'APAVE,
- pour les vibrations liées aux tirs de mines par TITANOBEL.

4.1.3. Description des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées :

Sécurité : Moyens de prévention et de secours à la disposition du personnel : moyens d'information, trousses pharmaceutiques et couvertures, extincteurs, équipements de protection individuelle (lunettes de protection, chaussures renforcées de sécurité, gants de sécurité, masque anti-poussières, casque antibruit, gilet de visualisation de classe II, vêtements de pluie, vêtements fluorescents,...). Les personnes exerçant leur fonction en isolé bénéficient d'une surveillance ou restent en liaison par un moyen de télécommunication (des systèmes de Protection du Travailleur Isolé sont à disposition si nécessaire). Les dispositions à prendre en cas de sinistre sont affichées dans les locaux du personnel : premiers secours, numéros d'urgence. Le site est facilement accessible aux véhicules incendie. Il dispose de sa propre réserve d'eau et de points de raccordement réceptionnés par les services de secours.

Conditions de remise en état : Le parti d'aménagement retenu est orienté vers un réaménagement écologique, paysager, mais également didactique. Au vu de la diversité des milieux résiduels (fronts rocheux et carreau, talweg et éventuel plan d'eau), de nombreux aménagements variés en faveur du paysage, de la flore et de la faune ont pu être retenus dans le cadre de la remise en état. Par ailleurs, un belvédère et des sentiers seront mis en place, en lien avec les chemins de randonnées existants aux alentours.

Eau utilisée : L'eau utilisée sur le site provient de :
- l'eau pompée dans le canal de Saint-Martory. Elle est utilisée pour l'arrosage des pistes en fixe et en mobile, le lavage des camions en sortie de site et le lavage des engins. La consommation annuelle est estimée à environ 9 000 m3.
- l'eau de la ville pour les besoins sanitaires du personnel et le réfectoire. La consommation annuelle est estimée à 150 m3.

4.1.4. Description des mesures permettant une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable :

Pour économiser la ressource en eau, la carrière récupère dans son réseau de bassins situés en périphérie de carrière, les eaux de ruissellement liés aux épisodes pluvieux et les utilise pour l'arrosage des pistes durant les périodes sèches. L'eau potable n'est utilisée que pour les sanitaires (douches et WC) des personnels et pour se désaltérer.

4.2.1 Activité IOTA

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature « loi sur l'eau » dans laquelle ou lesquelles l'installation, l'ouvrage, les travaux ou les activités doivent être rangés :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques	Désignation des seuils ou critères dans lesquels s'inscrit l'IOTA	Régime
1110	Sondage prélèvement eau	Régularisation et remplacement des piézomètres existants recoupés	D
1310	Prélèvement eau	Pompage eaux fond de fosse suite recoupement talweg : 8 m3/h	A
2210	Rejet d'eau	Entre 50 et 250 m3/h (5% du débit moyen interannuel du ruisseau)	D
3120	Modification lit mineur	Recoupement du talweg Guerre sur 913,5 m (déjà autorisé)	A
3230	Plan d'eau	Création d'un plan d'eau entre 0,1 et 3 ha	D
3310	Impact zones humides	Impact sur 4,22 ha de zones humides	A

4.2.2 Activité ICPE

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques avec seuil	Désignation des installations avec taille exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2510.1	Exploitation de carrière	Carrière de 126,7 ha, production moyenne : 1 400 00 t/an	A
2515.1.a	Traitement des matériaux	Installations de traitement, puissance cumulée : 1620 kW	E
2517.1	Stockage / transit de matériaux	Surface de 30 700 m²	E
1434.1.b	Liquides inflammables (distributic	Débit : 7,2m3/h	

4.2.3 Travaux miniers

Précisez le ou les items de travaux miniers dont l'installation relève :
Les « items » de travaux miniers sont :

- Les alinéas de l'article 3 (régime autorisation) et de l'article 4 (régime déclaration) du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains,
- « GM - Travaux de recherche et d'exploitation des substances de carrières en mer » : Travaux de recherche et d'exploitation des substances de carrières contenues dans les fonds marins du domaine public, sur le plateau continental, et dans la zone économique exclusive, soumis à autorisation en application des articles L. 133-6, L. 162-1, L. 162-3 et L. 162-6 du code minier, à l'exclusion des travaux relevant des articles L. 112-2 et L. 611-1 du même code (régime autorisation)
- « StS - Stockage souterrain hors ICPE » : Travaux mentionnés à l'article L. 211-2 du code minier, lorsque ces derniers ne relèvent pas du 2° du L. 181-1 du code de l'environnement (régime autorisation)

Libellés des items concernés	Désignation des installations avec caractéristiques exprimées dans les unités des critères de classement lorsqu'ils existent	Régime

4.2.4. Pour les projets, qui ne sont ni des IOTA, ni des ICPE, ni des travaux miniers soumis à autorisation environnementale au sens de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, et pour les projets mentionnés au troisième alinéa de ce II :

Précisez la ou les catégorie(s) de la nomenclature relative à évaluation environnementale (annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement) dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Catégories de projets	PROJETS soumis à évaluation environnementale	PROJETS soumis à examen au cas par cas

4.2.5 Le projet soumis à la présente demande relève-t-il déjà de procédure(s) au titre d'une autre législation[3]? Oui ☐ Non ☒

[3] Article D. 181-15-1 du code de l'environnement

Si oui, préciser les autorisations ou déclarations déposées préalablement à la présente demande :

Intitulé de la demande autre	Date de dépôt	Organisme en charge de l'instruction

Signature de la demande

À Martres-Tolosane

Le 15 janvier 2024

Signature du demandeur



Pièces à joindre à la demande d'autorisation environnementale

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous renseigner auprès de la préfecture de département.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet désigné par l'article R. 181-2 en quatre exemplaires papier ou sous forme électronique. S'il y a lieu, il est également fourni sous les mêmes formes dans une version dont les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4[4] et au II. de l'article L. 124-5[5] sont occultées *[article R. 181-12 du code de l'environnement]*.
Chaque dossier est accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre autorisation, parmi celles énumérées ci-dessous.
Vous devez transmettre tous les documents concernés par votre demande. Le contenu de certaines pièces est détaillé dans l'annexe I.

1) Pièces à joindre pour tous les dossiers :	
P.J.[6] n° 1. - Un plan de situation du projet, à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur lequel sera indiqué l'emplacement du projet *[2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 2. - Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier (notamment du point 4 du Cerfa et des pièces n°3 et n°6) *[7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 3. - Un justificatif de la maîtrise foncière du terrain *[3° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 4. – Lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3-1 du code de l'environnement *[5° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☒
P.J. n° 5. - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, l'étude d'incidence proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement *[article R. 181-14 du code de l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☐
P.J. n° 6 – Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R.122-3-1, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision *[6° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 7. - Une note de présentation non technique du projet *[8° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 8. (Facultatif) Une synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L.181-3, L.181-4 et R.181-43 *[article R.181-13 du code de l'environnement]*	☐

[4] *« Après avoir apprécié l'intérêt d'une communication, l'autorité publique peut rejeter la demande d'une information relative à l'environnement dont la consultation ou la communication porte atteinte :*
1° Aux intérêts mentionnés aux articles L. 311-5 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration, à l'exception de ceux visés au e et au h du 2° de l'article L. 311-5 ;
2° A la protection de l'environnement auquel elle se rapporte ;
3° Aux intérêts de la personne physique ayant fourni, sans y être contrainte par une disposition législative ou réglementaire ou par un acte d'une autorité administrative ou juridictionnelle, l'information demandée sans consentir à sa divulgation ;
4° A la protection des renseignements prévue par l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques. »

[5] *« I.Lorsqu'une autorité publique est saisie d'une demande portant sur des informations relatives aux facteurs mentionnés au 2° de l'article L. 124-2, elle indique à son auteur, s'il le demande, l'adresse où il peut prendre connaissance des procédés et méthodes utilisés pour l'élaboration des données.*
II.L'autorité publique ne peut rejeter la demande d'une information relative à des émissions de substances dans l'environnement que dans le cas où sa consultation ou sa communication porte atteinte :
1° A la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale ;
2° Au déroulement des procédures juridictionnelles ou à la recherche d'infractions pouvant donner lieu à des sanctions pénales ;
3° A des droits de propriété intellectuelle. »

[6] Pièce jointe

Pièces à joindre à la demande en fonction du projet envisagé

Le dossier de demande est complété par les pièces, documents et informations propres aux activités, installations, ouvrages et travaux prévus par le projet pour lequel l'autorisation est sollicitée ainsi qu'aux espaces et espèces faisant l'objet de mesures de protection auxquels il est susceptible de porter atteinte *[article R. 181-15 du code de l'environnement].*

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

VOLET 1/. LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 1° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants *[au titre de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

I. Lorsqu'il s'agit de systèmes d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou d'installations d'assainissement non collectif, la demande comprend *[I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 9. - Une description du système de collecte des eaux usées *[1° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* Se référer à l'annexe I	☐
P.J. n° 10. - Si le système d'assainissement collectif des eaux usées de l'agglomération d'assainissement ou l'installation d'assainissement non collectif comprend des déversoirs d'orage ou d'autres ouvrages de rejet au milieu, l'évaluation des volumes et flux de pollution actuels et prévisibles, une détermination des conditions climatiques, et une estimation des flux de pollution déversés dans le milieu récepteur. Une évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, parvenant au déversoir, ainsi que leurs variations, notamment celles dues aux fortes pluies *[2° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 11. - Une description des modalités de traitement des eaux collectées et des boues produites *[3° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* Se référer à l'annexe I	☐
P.J. n° 12. - Si les eaux usées traitées font l'objet d'une réutilisation aux fins prévues à l'article R. 211-23, la description du projet de réutilisation des eaux usées traitées envisagé comprenant l'usage et le niveau de qualité des eaux visés, les volumes destinés à cet usage et la période durant laquelle aurait lieu cette réutilisation *[4° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 13. - L'estimation du coût global de la mise en œuvre du projet d'assainissement, son impact sur le prix de l'eau, le plan de financement prévisionnel, ainsi que les modalités d'amortissement des ouvrages d'assainissement. *[5° du I de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐

II. Lorsqu'il s'agit d'une demande d'autorisation unique de prélèvement déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact, ou l'étude d'incidence, du projet comporte des éléments spécifiques relatifs à cette demande *[II de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Se référer à l'annexe I

III. Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.5.0 du tableau de l'article R. 214-1 (barrages de retenue et ouvrages assimilés), la demande comprend également *[III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 14. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 *[1° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 4° de l'article R. 181-3 du même code]*	☐
P.J. n° 15. - Une note décrivant la procédure de première mise en eau conformément aux dispositions du I de l'article R. 214-121 *[2° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B *[3° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* Se référer à l'annexe I	☐

P.J. n° 17. - Une note précisant que le porteur de projet disposera des capacités techniques et financières permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site *[4° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 18. - Lorsque l'ouvrage est construit dans le lit mineur d'un cours d'eau *[5° du III de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 7° de l'article R. 181-13]* : - l'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, - le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation, - un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale, - un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons.	☐
IV. Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 (système d'endiguement, aménagement hydraulique), la demande comprend en outre *[IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :	
P.J. n° 19. - L'estimation de la population de la zone protégée lorsqu'il s'agit d'un système d'endiguement et l'indication du niveau de la protection au sens de l'article R. 214-119-1, dont bénéficie cette dernière *[1° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 20. - La liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des ouvrages préexistants qui contribuent à la protection du territoire contre les inondations et les submersions ainsi que, lorsque le pétitionnaire n'est pas le propriétaire de ces ouvrages, les justificatifs démontrant qu'il en a la disposition ou a engagé les démarches à cette fin *[2° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 21. - Dans le cas de travaux complémentaires concernant un système d'endiguement existant, au sens de l'article R. 562-13, la liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des digues existantes *[3° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 22. - Les études d'avant-projet des ouvrages à modifier ou à construire ou une notice décrivant leur fonctionnalité si ces ouvrages modifiés ou construits concernent des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques *[4° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 23. - L'étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 du code de l'environnement *[5° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☐
P.J. n° 24. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 *[6° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
V. Lorsqu'il s'agit d'un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau prévue par l'article L. 215-15 du code de l'environnement, la demande comprend également *[V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :	
P.J. n° 25. - La démonstration de la cohérence hydrographique de l'unité d'intervention *[1° du V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 26. - S'il y a lieu, la liste des obstacles naturels ou artificiels, hors ouvrages permanents, préjudiciables à la sécurité des sports nautiques non motorisés *[2° du V de l'article D. 181-15-1 du code l'environnement]*	☐
P.J. n° 27. - Le programme pluriannuel d'interventions *[3° du V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 28. - S'il y a lieu, les modalités de traitement des sédiments déplacés, retirés ou remis en suspension dans le cours d'eau *[4° du V de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
VI. Lorsqu'il s'agit d'installations utilisant l'énergie hydraulique, la demande comprend également *[VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :	
P.J. n° 29. - Avec les justifications techniques nécessaires, le débit maximal dérivé, la hauteur de chute brute maximale, la puissance maximale brute calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale, et le volume stockable *[1° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 4° de l'article R. 181-13 du même code]*	☐
P.J. n° 30. - Une note justifiant les capacités techniques et financières du pétitionnaire et la durée d'autorisation proposée *[2° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐

P.J. n° 31. - Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements *[3° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ☐

P.J. n° 32. - En complément du 7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement *[4° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* : ☐

- L'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation, ☐
- Un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale, ☐
- Un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons. ☐

P.J. n° 33. - Si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent, l'étude de dangers établie pour ces ouvrages conformément à l'article R. 214-116 *[5° du VI de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ☐

Se référer à l'annexe I

VII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique, le dossier de demande comprend également *[VII de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 34. - Le projet du premier plan annuel de répartition prévu au deuxième alinéa de l'article R. 214-31-1 du code de l'environnement, à savoir le projet du premier plan annuel de répartition entre préleveurs irrigants du volume d'eau susceptible d'être prélevé *[VII de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ☐

VIII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet qui doit être déclaré d'intérêt général dans le cadre de l'article R. 214-88, le dossier de demande est complété par les éléments mentionnés à l'article R. 214-99, à savoir *[VIII de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

1. Dans tous les cas *[I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 35. - Un mémoire justifiant l'intérêt général ou l'urgence de l'opération *[1° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ☐

P.J. n° 36. - Un mémoire explicatif *[2° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ☐

Se référer à l'annexe I

P.J. n° 37. - Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux *[3° du I de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ☐

2. Dans les cas d'opérations pour lesquelles les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt sont appelées à participer aux dépenses *[II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 38. - La liste des catégories de personnes publiques ou privées, physiques ou morales appelées à participer à ces dépenses *[1° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ☐

P.J. n° 39. - La proportion des dépenses dont le pétitionnaire demande la prise en charge par les personnes mentionnées au 1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement (PJ 32), en ce qui concerne, d'une part, les dépenses d'investissement, d'autre part, les frais d'entretien et d'exploitation des ouvrages ou des installations *[2° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ☐

P.J. n° 40. - Les critères retenus pour fixer les bases générales de répartition des dépenses prises en charge par les personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) *[3° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ☐

P.J. n° 41. - Les éléments et les modalités de calcul qui seront utilisés pour déterminer les montants des participations aux dépenses des personnes mentionnées en PJ 32. *(1° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [4° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ☐

P.J. n° 42. - Un plan de situation des biens et des activités concernées par l'opération *[5° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 43. - L'indication de l'organisme qui collectera les participations demandées aux personnes mentionnées en P.J. n° 32 (1° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement), dans le cas où le pétitionnaire ne collecte pas lui-même la totalité de ces participations *[6° du II de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]*	☐

IX. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet relevant de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1, le dossier de demande est complété, par les éléments suivants *[IX de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 44. - Une étude préalable dont le contenu est précisé à l'article R. 211-33 *[IX de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 45. - Un programme prévisionnel d'épandage dans les conditions fixées par l'article R. 211-39 du code de l'environnement et par les éléments mentionnés à l'article R. 211-46 de ce même code *[IX de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*	☐

VOLET 2/. INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 2° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants *[article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* :

Pièces à joindre pour tous les dossiers ICPE :

P.J. n° 46. - Une description des procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation *[2° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* *Le cas échéant, le pétitionnaire pourra adresser, en exemplaire unique et sous pli séparé, les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication.*	☒
P.J. n° 47. - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 181-27 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation *[3° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 48. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration *[9° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 49. - L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III de l'article D. 181-15-2 *[10° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. **Se référer à l'annexe I**	☒

Pièces complémentaires à joindre selon la nature ou la situation du projet :

I. Lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article L. 515-8 pour une installation à implanter sur un site nouveau :

P.J. n° 50.- Préciser le périmètre de ces servitudes et les règles souhaitées *[1° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*

I. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est destinée au traitement de déchets :

P.J. n° 51. - L'origine géographique prévue des déchets *[4° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 52. - La manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement (les plans nationaux de prévention et de gestion des déchets) et L. 4251-1 du code des collectivités territoriales (le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) *[4° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
II. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à quotas d'émission de gaz à effet de serre (installations relevant des articles L. 229-5 et L. 229-6 du code de l'environnement) :	
P.J. n° 53. - Une description des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effets de serre *[a) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 54. - Une description des différents sources d'émissions de gaz à effets de serre de l'installation *[b) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 55. - Une description des mesures prises pour quantifier les émissions à travers un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement prévu à l'article 14 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003 modifiée. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant sans avoir à modifier son autorisation *[c) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 56. - Un résumé non technique des informations mentionnées aux a), b) et c) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement (P.J. n° 48, 49 et 50) *[d) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
III. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation IED (installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V, et visées à l'annexe I de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles) :	
P.J. n° 57. - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles, doit contenir les compléments prévus à l'article R. 515-59 *[I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☐
P.J. n° 58. - Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement *[II de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 59. - Une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale *[II de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]*	☐
IV. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à garanties financières pour les installations mentionnées à l'article R. 516-1:	
P.J. n° 60. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 *[8° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 61. - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement *[1er alinéa du 6° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☐
V. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation à implanter sur un site nouveau :	
P.J. n° 62. - L'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation *[11° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 63. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation *[11° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☒
Ces avis (P.J. n° 62 et 63) sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire.	☐

VI. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :	
P.J. n° 64. - Sauf dans le cas d'une révision en cours (P.J. n° 68), un document établi par le pétitionnaire justifiant que le projet est conforme, selon le cas, au règlement national d'urbanisme, au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu ou à la carte communale en vigueur au moment de l'instruction *[a) du 12° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 65. - La délibération favorable prévue à l'article L. 515-47 *(de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétence en matière de plan local d'urbanisme ou, à défaut, du conseil municipal de la commune concernée)* lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou une commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme avant la date de dépôt de la demande d'autorisation environnementale et que les installations projetées ne respectent pas la distance d'éloignement mentionnée à l'article L. 515-44 vis-à-vis des zones destinées à l'habitation définies dans le projet de plan local d'urbanisme *[b) du 12° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 66. - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine *[c) du 12° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* Se référer à l'annexe I	☐
P.J. n° 67. - Lorsque l'implantation des aérogénérateurs est prévue à l'intérieur de la surface définie par la distance minimale d'éloignement précisée par arrêté du ministre chargé des installations classées, une étude des impacts cumulés sur les risques de perturbations des radars météorologiques par les aérogénérateurs implantés en deçà de cette distance. Les modalités de réalisation de cette étude sont précisées par arrêté du ministre chargé des installations classées *[d) du 12° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
VII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est mentionnée à l'article R. 516-1 ou à l'article R. 515-101	
P.J. n° 68. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement *[8° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☒
VII. Si l'autorisation environnementale ou, le cas échéant, l'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation du projet, apparaît manifestement insusceptible d'être délivrée eu égard à l'affectation des sols définie par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu ou la carte communale en vigueur au moment de l'instruction, à moins qu'une procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du document d'urbanisme ayant pour effet de permettre cette délivrance soit engagée :	
P.J. n° 69. - La délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme, du document en tenant lieu ou de la carte communale *[13° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
VIII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une carrière ou une installation de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales :	
P.J. n° 70. - Le plan de gestion des déchets d'extraction *[14° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☒
IX. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation d'une puissance supérieure à 20 MW :	
P.J. n° 71. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid *[16° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 72. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur *[17° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
X. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation de carrières destinées à l'exploitation souterraine de gypse située dans le périmètre d'une forêt de protection telle définie à l'article L. 141-1 du code forestier :	
P.J. n° 73. - Une description du gisement sur lequel porte la demande ainsi que les pièces justifiant son intérêt national au regard des documents mentionnés au I de l'article R. 141-38-4 *[15° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 74. - L'analyse de la compatibilité de l'opération avec la destination forestière des lieux et des modalités de reconstitution de l'état boisé au terme des travaux *[15° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐

P.J. n° 75. - Un document attestant que les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, seront définis et utilisés de façon à limiter le plus possible l'occupation des parcelles forestières classées *[15° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 76. - Un document décrivant, pour les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, les voies d'accès en surface que le pétitionnaire utilisera. En cas d'impossibilité de les établir dans l'emprise des voies ou autres alignements exclus du périmètre de classement ou, à défaut, dans celle des routes forestières ou chemins d'exploitation forestiers, le document justifie de cette impossibilité *[15° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
XI. SI l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation de tri mécano-biologique mentionnées à l'article R. 543-227-2 du code de l'environnement :	
P.J. n° 77 – Les pièces justifiant de la généralisation du tri à la source des biodéchets prévues au IV de l'article R. 543-227-2 du code de l'environnement *[18° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
XII. Pour les essais d'injection et de soutirage en formation géologique, lorsqu'ils sont réalisés pendant la phase de recherche :	
P.J. n° 78 – Les pièces justificatives prévues au 11° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement **Se référer à l'annexe I**	☐

VOLET 2 bis/. ENREGISTREMENT

Lorsque le projet nécessite l'enregistrement d'installations mentionnées à article L. 512-7 du code de l'environnement, le dossier de demande comporte *[article D. 181-15-2 bis du code de l'environnement]* :

P.J. n° 79. – Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du titre Ier du livre V du présent code, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7 du code de l'environnement, présentant notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions. La demande d'enregistrement indique, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 du code de l'environnement sollicités par l'exploitant	☒

VOLET 3/. AUTORISATION AU TITRE DES TRAVAUX MINIERS

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 3° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants *[article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]*

P.J. n° 80. - La justification que le demandeur a qualité, en application du code minier, pour présenter le dossier *[1° de l'article D.181-15-3 bis du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 80 bis. - En cas de pluralité de demandeurs, la justification par les intéressés de leur engagement à assurer, conjointement et solidairement, l'exploitation de l'installation et la désignation d'un mandataire unique *[1° de l'article D.181-15-3 bis du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 81. - Un exposé relatif aux méthodes de recherches ou d'exploitation envisagées et, le cas échéant, aux tranches de travaux projetées *[2° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]*	☐

P.J. n° 82. - Le document unique d'évaluation des risques prévu à l'article R. 4121-1 du code du travail *[3° de l'article D. 181-15-3 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 83. - Un document indiquant, à titre prévisionnel, en vue de l'application des dispositions des articles L. 162-2 et L. 163-1 et suivants du code minier, les conditions de l'arrêt des travaux ainsi que l'estimation de leur coût. Ce document précise également les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après fermeture du site, en application de l'article 4.1 du décret n° 2010-1389 du 12 novembre 2010 relatif à l'obligation de constituer des garanties financières avant l'ouverture de travaux de recherche ou d'exploitation de mines *[4° de l'article D. 181-151-3 bis du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 84. - Un document indiquant, le cas échéant, la compatibilité du projet avec le document stratégique de façade ou de bassin maritime prévu à l'article L. 219-3 du code de l'environnement et avec les objectifs environnementaux du plan d'action pour le milieu marin prévu à l'article L. 219-9 du même code et, pour les projets portant sur des granulats marins, avec les plans mentionnés à l'article L. 219-5-1 de ce code contenus dans le document stratégique de façade et appelés "documents d'orientation relatifs à la gestion durable des granulats marins" *[5° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 85. – Un document exposant la compatibilité des risques industriels du projet avec la sécurité publique. Cette pièce n'est pas requise lorsque le résumé non technique d'une étude de dangers comprend les éléments correspondants *[6° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 86. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 162-2 du code minier *[7° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 87. - Lorsque le pétitionnaire sollicite l'institution de servitudes d'utilité publique, en application de l'article L. 174-5-1 du code minier, pour des travaux à réaliser sur un site nouveau, le périmètre de ces servitudes et les règles dont l'application est souhaitée *[8° de l'article D. 191-15-3 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 88. - Pour les travaux d'exploitation et de recherches de mines mentionnés aux 1°, 2°, 8° et 9° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, l'étude de dangers définie au III de l'article D. 181-15-2 *[9° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]*	☐
.PJ. n° 89. - Pour les travaux mentionnés au 4° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains *[10° de l'article D.181 --15-3 bis du code l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☐
PJ. n° 90. - Pour les travaux mentionnés au 7° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains *[11° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☐
J. n° 91.- Pour les travaux mentionnés aux 1° et 2° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains projetés dans le département de la Guyane *[12° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☐
.PJ. n° 92. Pour les travaux mentionnés aux 8°, 9° et 10° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, les dispositions mises en œuvre pour la fermeture définitive d'un sondage ou d'un puits ainsi que le schéma de fermeture *[13° de l'article D. 181-15-3 bis du code de l'environnement]*	☐
PJ. n°93. - Pour les travaux mentionnés au 10° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains *[14° de l'article D. 181-15-3 du code de l'environnement]* **Se référer à l'annexe I**	☐
P.J. n°94. - Pour les travaux mentionnés au 3° de l'article 3 du décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains, le mémoire relatif aux méthodes de recherches ou d'exploitation envisagées, tel que prévu à l'article L. 164-1-2 du code minier, précisant les mesures mises en œuvre et celles envisagées pour connaître la géologie du sous-sol impacté par les travaux et comprendre les phénomènes naturels, notamment sismiques, susceptibles d'être activés par les travaux *[15° de l'article D. 181-15-3 du code de l'environnement]*	☐

P.J. n°95. - Pour les demandes portant sur des travaux en mer *[16° de l'article D. 181-15-3 du code de l'environnement]* Se référer à l'annexe I	☐

VOLET 4/. MODIFICATION D'UNE RÉSERVE NATURELLE

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle nationale ou d'une réserve naturelle classée en Corse par l'État, le dossier est complété par les documents suivants *[article D. 181-15-3 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 96. – Des éléments suffisants permettant d'apprécier les conséquences de l'opération sur l'espace protégé et son environnement mentionnés au 4° du I de l'article R. 332-24 du code de l'environnement	☐

VOLET 5/. MODIFICATION D'UN SITE CLASSÉ

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement, le dossier de demande est complété par les informations et pièces complémentaires suivantes *[article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 97. - Une description générale du site classé ou en instance de classement accompagnée d'un plan de l'état existant *[1° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 98. - Le plan de situation du projet, mentionné au 2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement (à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, 1/50 000), précisant le périmètre du site classé ou en instance de classement *[2° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 99. - Un report des travaux projetés sur le plan cadastral à une échelle *appropriée [3° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 100. - Un descriptif des travaux en site classé précisant la nature, la destination et les impacts du projet à réaliser accompagné d'un plan du projet et d'une analyse des impacts paysagers du projet *[4° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 101. - Un plan de masse et des coupes longitudinales adaptées à la nature du projet et à l'échelle du site *[5° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 102. - La nature et la couleur des matériaux envisagés *[6° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 103. - Le traitement des clôtures ou aménagements et les éléments de végétation à conserver ou à créer *[7° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 104. - Des documents photographiques permettant de situer le terrain dans l'environnement proche et si possible dans le paysage lointain (reporter les points et les angles des prises de vue sur le plan de situation) *[8° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 105. - Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site classé *[9° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*	☐

VOLET 6/. DÉROGATION « ESPÈCES ET HABITATS PROTÉGÉS »

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu de dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2, le dossier de demande est complété par la description *[article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 106. - Des espèces concernées, avec leur nom scientifique et nom commun *[1° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]*	☒

P.J. n° 107. - Des spécimens de chacune des espèces faisant l'objet de la demande avec une estimation de leur nombre et de leur sexe *[2° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 108. - De la période ou des dates d'intervention *[3° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 109. - Des lieux d'intervention *[4° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 110. - S'il y a lieu, des mesures de réduction ou de compensation mises en œuvre, ayant des conséquences bénéfiques pour les espèces concernées *[5° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 111. - De la qualification des personnes amenées à intervenir *[6° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 112. - Du protocole des interventions : modalités techniques et modalités d'enregistrement des données obtenues *[7° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 113. - Des modalités de compte-rendu des interventions *[8° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]*	☒

VOLET 7/. DOSSIER AGRÉMENT OGM

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les informations suivantes *[article D. 181-15-6 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 114. - La nature de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés que le demandeur se propose d'exercer *[1° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 115. - Les organismes génétiquement modifiés qui seront utilisés et la classe de confinement dont relève cette utilisation *[2° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 116. - Le cas échéant, les organismes génétiquement modifiés dont l'utilisation est déjà déclarée ou agréée et la classe de confinement dont celle-ci relève *[3° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 117. - Le nom du responsable du l'utilisation et ses qualifications *[4° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 118. - Les capacités financières de la personne privée exploitant une installation relevant d'une classe de confinement 3 ou 4 *[5° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 119. - Les procédures internes permettant de suspendre provisoirement l'utilisation ou de cesser l'activité *[6° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 120. - Un dossier technique, dont le contenu est fixé par l'arrêté du 28 mars 2012 relatif au dossier technique demandé pour les utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés prévu aux articles R. 532-6, R. 532-14 et R. 532-26 du code de l'environnement *[7° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]*	☐

VOLET 8/. DOSSIER AGRÉMENT DÉCHETS

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour la gestion de déchets prévu à l'article L. 541-22 du code de l'environnement:

P.J. n° 121. - Le dossier de demande est complété par les informations requises par les articles R. 543-11, R. 543-13, R. 543-35, R. 543-145, R. 543-162 et D. 543-274 du code de l'environnement *[article D. 181-15-7 du code de l'environnement]*	☐

VOLET 9/. DOSSIER ÉNERGIE

Lorsque le projet nécessite une autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie *[article D. 181-15-8 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 122. - : Le dossier de demande précise ses caractéristiques *[article D. 181-15-8 du code de l'environnement]* Se référer à l'annexe I	☐

VOLET 10/. AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de défrichement, le dossier de demande est complété par les éléments suivants *[article D. 181-15-9 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 123. - Une déclaration indiquant si, à la connaissance du pétitionnaire, les terrains ont été ou non parcourus par un incendie durant les quinze années précédant l'année de la demande. Lorsque le terrain relève du régime forestier, cette déclaration est produite dans les conditions de l'article R. 341-2 du code forestier *[1° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement]*	☒
P.J. n° 124. - Sur le plan de situation mentionné au 2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement, la localisation et la superficie de la zone à défricher par parcelle cadastrale et pour la totalité de ces superficies	☒
P.J. n° 125. - Un extrait du plan cadastral *[3° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement]*	☒

VOLET 11/. AUTORISATION INFRASTRUCTURES TERRESTRES LINÉAIRE DE TRANSPORT

Lorsque que l'autorisation environnementale tient lient lieu d'autorisation préalable d'un projet d'infrastructure terrestre linéaire de transport liée à la circulation routière ou ferroviaire réalisés pour le compte d'États étrangers ou d'organisations internationales, de l'État, de ses établissements publics et concessionnaires au titre des articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, le dossier de demande est complété par les éléments suivants *[article D. 181-15-10 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 126. - Une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux *[1° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 127. - Le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13 du code de l'environnement, précisant le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques *[2° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 128. - Un plan de masse et des coupes longitudinales adaptées à la nature du projet et à l'échelle du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques faisant apparaître les aménagements, les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés *[3° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 129. - Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain *[4° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 130. - Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques *[5° de l'article D. 181-15-10 du code de l'environnement]*	☐

VOLET 12 / AUTORISATION DE PORTER ATTEINTE AUX ALLÉES D'ARBRES ET ALIGNEMENTS D'ARBRES BORDANT LES VOIES OUVERTES A LA CIRCULATION PUBLIQUE

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation préalable de porter atteinte aux allées d'arbres et aux alignements d'arbres bordant les voies ouvertes à la circulation publique au titre de l'article L. 350-3 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les éléments suivants *[article D. 181-15-11 du code de l'environnement]* :

P.J. n° 131. - La localisation et la description de l'allée d'arbres ou de l'alignement d'arbres concerné et de la voie ouverte à la circulation publique le long de laquelle les arbres sont implantés *[2° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 132. - La description des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements en cause et les raisons pour lesquelles les opérations projetées sur les arbres sont nécessaires *[2° de l'article R. 350-28 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n°133. - La description des opérations projetées faisant apparaître leur nature, le ou les arbres concernés ainsi que le motif fondant ces opérations *[3° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 134. - La preuve de l'information du propriétaire de l'allée ou de l'alignement d'arbres sur les opérations projetées lorsque celui-ci est différent du pétitionnaire *[4° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 135. - Le plan de situation à l'échelle de la commune *[5° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 136. - Le plan de masse coté dans les trois dimensions faisant notamment apparaître le ou les arbres concernés par les opérations, leur positionnement au sein de l'allée ou de l'alignement ainsi que la distance de leur implantation par rapport à la voie ouverte à la circulation publique *[6° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 137. - Des documents tels que photographies ou dessins permettant d'évaluer les effets du projet sur le paysage *[7° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]*	☐
P.J. n° 138. - Le descriptif et le calendrier des mesures de compensation envisagées en plus de celles nécessaires en application des dispositions des articles L. 163-1 et suivants du code de l'environnement. Le cas échéant, les raisons pour lesquelles la compensation ne peut pas être faite à proximité de l'allée ou de l'alignement, et la distance prévue, sont expliquées *[8° de l'article R. 350-20 du code de l'environnement]*	☐

Autres renseignements

Informations complémentaires et justificatifs éventuels :

Engagement du demandeur

Fait, le 15/01/2024

Nom et signature du demandeur

Xavier Brulé,



Liste détaillée des parcelles concernées par le périmètre d'autorisation sollicité

Commune	Code postal	Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface de la parcelle complète (m²)	Surface demandée (2023) (m²)
Martres-Tolosane	31220	A	77	LE BOIS DE CAUBAN	317496	144023
			78	PAROUIS	37 600	849
			79	PAROUIS	2 140	1969
			80	PAROUIS	42540	41590
			81	PAROUIS	2 770	2 770
			82	PAROUIS	9 370	9 370
			83	PAROUIS	14 730	14 730
			84	PAROUIS	2 050	2 050
			85	PAROUIS	8 960	8 960
			86	PAROUIS	2 560	2 560
			87	PAROUIS	21 691	21 691
			88	PAROUIS	5 470	5 470
			89	PAROUIS	4 120	4 120
			90	PAROUIS	670	670
			91	PAROUIS	10 302	10 302
			92	PAROUIS	22 970	22 920
			93	PAROUIS	1 494	1 494
			94	PAROUIS	4 441	4 441
			95	PAROUIS	6 905	6 905
			96	PAROUIS	2 870	2 870
			97	PAROUIS	800	800
			98	PAROUIS	6 740	6 740
			99	PAROUIS	3 520	3 520
			101	PAROUIS	3 139	3 139
			102	PAROUIS	3 151	3 151
			103	PAROUIS	34 548	34 548
			104	PAROUIS	1 760	1 760
			105	PAROUIS	230	230
			106	LAS PEYRES	5 580	5497
			107	LAS PEYRES	4 530	4273
			108	LAS PEYRES	3 580	3429
			109	LAS PEYRES	3 400	3271
			110	LAS PEYRES	3 400	3261
			111	LAS PEYRES	9 970	9 870
			112	LAS PEYRES	2 460	2388
			113	LAS PEYRES	1 340	1 330
			115	LAS PEYRES	3 190	3028
			116	LAS PEYRES	5 020	5 020
			117	CAUBAN D'EN BAS	7 583	7 583
			118	CAUBAN D'EN BAS	39 317	39 217
			119	CAUBAN D'EN BAS	12 899	2015
			120	CAUBAN D'EN BAS	25 036	25 036
			121	CAUBAN D'EN BAS	1 374	1 374
			122	CAUBAN D'EN BAS	1 830	1 830
			123	CAUBAN D'EN BAS	883	883
			124	CAUBAN D'EN BAS	5 028	5 028
			126	CAUBAN D'EN BAS	46 803	11650
			130	CAUBAN D'EN BAS	114470	1762
			243	PENTENS	981	65
			244	PENTENS	69 363	64993
			250	LAS PEYRES	19 053	18183
			251	LAS PEYRES	5 250	5195
			254	LAS PEYRES	4 060	6
			255	LAS PEYRES	10 580	9920
			256	LAS PEYRES	3 510	3 510

Commune	Code postal	Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface de la parcelle complète (m²)	Surface demandée (2023) (m²)
Martres-Tolosane	31220	A	257	LAS PEYRES	26 080	26059
			258	LAS PEYRES	13 789	13 789
			259	MALASSANC	2 500	2 500
			260	MALASSANC	69 910	69 910
			261	MALASSANC	2 563	2 563
			262	MALASSANC	2 487	2 487
			263	MALASSANC	19 093	19 093
			264	MALASSANC	1 870	1 870
			265	MALASSANC	2 151	2 151
			266	MALASSANC	4 839	4 839
			267	MALASSANC	3 730	3 730
			268	MALASSANC	10 780	10 780
			269	MALASSANC	4 064	4 064
			270	MALASSANC	3 345	3 345
			271	MALASSANC	4 120	4 120
			272	MALASSANC	10 207	10 207
			273	MALASSANC	3 292	3 292
			274	MALASSANC	24 785	24 785
			275	MALASSANC	776	776
			276	MALASSANC	5 758	5 758
			277	MALASSANC	1 176	1 176
			278	MALASSANC	3 062	3 062
			279	MALASSANC	3 404	3 404
			280	MALASSANC	440	440
			281	MALASSANC	5 750	5 750
			282	MALASSANC	2 530	2 530
			283	MALASSANC	2 170	2 170
			284	MALASSANC	1 187	1 187
			285	MALASSANC	1 105	1 105
			286	MALASSANC	3 048	3 048
			287	MALASSANC	700	700
			288	MALASSANC	3 780	3 780
			289	MALASSANC	5 389	5 389
			290	LA HOUILLERE	13 683	13 683
			291	LA HOUILLERE	4 226	4 226
			292	LA HOUILLERE	2 704	2 704
			293	LA HOUILLERE	1 066	1 066
			294	LA HOUILLERE	563	563
			295	LA HOUILLERE	1 408	1 408
			296	LA HOUILLERE	701	701
			297	LA HOUILLERE	1 830	1 830
			298	LA HOUILLERE	1 907	1 907
			299	LA HOUILLERE	9	9
			300	LA HOUILLERE	15 078	13583
			301	LA HOUILLERE	2 110	0
			302	LA HOUILLERE	1 096	0
			303	LA HOUILLERE	19 279	16666
			304	LA HOUILLERE	1 208	0
			305	LA HOUILLERE	11760	11074
			306	LA HOUILLERE	3 803	3455
			308	LA HOUILLERE	4 017	4
			313	LA HOUILLERE	3 670	3 670
			314	LA HOUILLERE	4 042	4037
			315	LA HOUILLERE	4 228	4 228
			316	LA HOUILLERE	2 891	2823
			317	LA HOUILLERE	3 273	3197
			318	LA HOUILLERE	2 976	2883
			319	LA HOUILLERE	3 937	3 937

Commune	Code postal	Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface de la parcelle complète (m²)	Surface demandée (2023) (m²)
Martres-Tolosane	31220	A	320	LA HOUILLERE	669	669
			321	LA HOUILLERE	3 354	3 354
			322	LA HOUILLERE	4 510	4025
			323	LA HOUILLERE	25 032	22918
			324	LA HOUILLERE	11 172	11 172
			325	LA HOUILLERE	2 298	2 298
			326	LA HOUILLERE	1 889	1 889
			327	LA HOUILLERE	2 781	2 781
			328	LA HOUILLERE	2 250	2 250
			329	LA HOUILLERE	3 670	3 670
			330	LA HOUILLERE	15 087	15 087
			331	LA HOUILLERE	2 974	2 974
			332	LE BOIS COMMUNAL	14 228	14 228
			333	LE BOIS COMMUNAL	566 671	188196
			1123	PAROUIS	1 789	1 789
			1124	PAROUIS	14 650	14 650
			1160	PENTENS	28693	3064
			1163	PENTENS	1 283	1 283
			1164	PENTENS	289	155
			1263	LAS PEYRES	958	958
			1264	MALASSANC	3 625	3 625
			1265	LA HOUILLERE	1531	1531
			1266	LA HOUILLERE	2 688	2 688
			1267	LA HOUILLERE	1 042	1 042
			1268	LA HOUILLERE	1417	1417
			1269	LA HOUILLERE	896	430
			1270	PAROUIS	1 188	1 188
			Chemin entrée carrière		Non cadastré	1951
			Chemin sud parcelle 94		Non cadastré	179
			Tronçon chemin de A1180 à A71		Non cadastré	5087
					TOTAL (ha)	**126,7**

DocuSign Envelope ID: 5BB0A78D-7505-4D61-B6FA-60E2B36FDFB6

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Les soussignés :

François Petry, agissant en qualité de Président-Directeur Général

Et

Christophe Riout, agissant en qualité de Directeur Général Délégué

(ci-après les Délégants)

de la société **LAFARGE CIMENTS** société anonyme au capital de 113 193 511 euros, dont le siège social est à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130), 14-16 boulevard Garibaldi, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 302 135 561 (ci-après la Société)

Donnent pouvoir, à compter du **1er juillet 2023**, à l'une ou l'autre des personnes ci-après désignées, sans faculté de subdéléguer :

- **Alexandre Duca**, Directeur Finance Ciment, Geocycle et Economie Circulaire
- **Sara Rafik**, Coordinatrice achats France
- **Thomas de Charette**, Directeur des Projets CO_2 et Hydrogène
- **Pascal Baudoin**, Directeur de l'usine de la Malle et de la station de broyage de Fos
- **Olivier Raia**, Directeur de l'usine de Saint-Pierre-la-Cour
- **Charles-Hubert Canel**, Directeur de l'usine de Val d'Azergues
- **Patrick Bar**, Directeur de l'usine du Teil
- **Xavier Brulé**, Directeur de l'usine de Martres et station de broyage de la Couronne
- **Alain Peeters**, Directeur de l'usine de Port-la-Nouvelle et de la station de broyage de Sète

(ci-après les Délégataires)

A l'effet de co-signer avec l'un ou l'autre des Délégants ou avec une personne titulaire d'une délégation de pouvoirs, au nom et pour le compte de la Société,

tous contrats et/ou engagements dont la durée est supérieure à 12 mois ou le montant engagé supérieur à 150 000 € HT.

DocuSign Envelope ID: 5BB0A78D-7505-4D61-B6FA-60E2B36FDFB6

Par les présentes, les Délégataires déclarent :

- accepter cette délégation sans restriction ni réserve d'aucune sorte ;

- connaître les procédures internes en vigueur (Groupe et France) pour l'exercice de la présente délégation de signature ;

- respecter et veiller au respect des procédures internes (Groupe et France), et notamment la procédure « RACI » ;

- posséder les compétences et connaissances nécessaires à la mise en œuvre de la présente délégation de signature ;

- accepter les responsabilités et assumer les conséquences découlant de l'exercice de la présente délégation de signature.

La présente délégation est convenue entre les Délégants et les Délégataires sans limitation de durée jusqu'à révocation et/ou modification de l'un ou l'autre des Délégants.

Par ailleurs, il est expressément convenu que la cessation effective des fonctions des Délégataires, pour quelque cause que ce soit, leur fait perdre leur pouvoir de signer conjointement les contrats visés par la présente délégation.

La présente délégation annule et remplace la précédente délégation.

DocuSign Envelope ID: 5BB0A78D-7505-4D61-B6FA-60E2B36FDFB6

Les Délégants	Les Délégataires
François Petry DocuSigned by: François Petry 2519D1533ABA4E7...	Alexandre Duca DocuSigned by: Alexandre Duca 9C809632174E4E4...
	Sara Rafik DocuSigned by: Sara Rafik 5BB59E255082429...
	Thomas de Charette DocuSigned by: DF8F10BD96F449A...
	Pascal Baudoin DocuSigned by: Pascal Baudoin 5037BA8870E548E...
	Olivier Raia DocuSigned by: 7FD973315F2E451...
Christophe Riout DocuSigned by: Christophe Riout D440F0AB2FD9457...	Charles-Hubert Canel DocuSigned by: Charles-Hubert CANEL D7806371B64C48E...
	Patrick Bar DocuSigned by: Patrick Bar 17867AFC3D3846F...
	Xavier Brulé DocuSigned by: Xavier Brulé F331D64C6054421...
	Alain Peeters DocuSigned by: Alain Peeters 33B46CA19B734D1...

Liste détaillée des parcelles concernées par le périmètre d'autorisation sollicité

Commune	Code postal	Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface de la parcelle complète (m²)	Surface demandée (2023) (m²)
Martres-Tolosane	31220	A	77	LE BOIS DE CAUBAN	317496	144023
			78	PAROUIS	37 600	849
			79	PAROUIS	2 140	1969
			80	PAROUIS	42540	41590
			81	PAROUIS	2 770	2 770
			82	PAROUIS	9 370	9 370
			83	PAROUIS	14 730	14 730
			84	PAROUIS	2 050	2 050
			85	PAROUIS	8 960	8 960
			86	PAROUIS	2 560	2 560
			87	PAROUIS	21 691	21 691
			88	PAROUIS	5 470	5 470
			89	PAROUIS	4 120	4 120
			90	PAROUIS	670	670
			91	PAROUIS	10 302	10 302
			92	PAROUIS	22 970	22 920
			93	PAROUIS	1 494	1 494
			94	PAROUIS	4 441	4 441
			95	PAROUIS	6 905	6 905
			96	PAROUIS	2 870	2 870
			97	PAROUIS	800	800
			98	PAROUIS	6 740	6 740
			99	PAROUIS	3 520	3 520
			101	PAROUIS	3 139	3 139
			102	PAROUIS	3 151	3 151
			103	PAROUIS	34 548	34 548
			104	PAROUIS	1 760	1 760
			105	PAROUIS	230	230
			106	LAS PEYRES	5 580	5497
			107	LAS PEYRES	4 530	4273
			108	LAS PEYRES	3 580	3429
			109	LAS PEYRES	3 400	3271
			110	LAS PEYRES	3 400	3261
			111	LAS PEYRES	9 970	9 870
			112	LAS PEYRES	2 460	2388
			113	LAS PEYRES	1 340	1 330
			115	LAS PEYRES	3 190	3028
			116	LAS PEYRES	5 020	5 020
			117	CAUBAN D'EN BAS	7 583	7 583
			118	CAUBAN D'EN BAS	39 317	39 217
			119	CAUBAN D'EN BAS	12 899	2015
			120	CAUBAN D'EN BAS	25 036	25 036
			121	CAUBAN D'EN BAS	1 374	1 374
			122	CAUBAN D'EN BAS	1 830	1 830
			123	CAUBAN D'EN BAS	883	883
			124	CAUBAN D'EN BAS	5 028	5 028
			126	CAUBAN D'EN BAS	46 803	11650
			130	CAUBAN D'EN BAS	114470	1762
			243	PENTENS	981	65
			244	PENTENS	69 363	64993
			250	LAS PEYRES	19 053	18183
			251	LAS PEYRES	5 250	5195
			254	LAS PEYRES	4 060	6
			255	LAS PEYRES	10 580	9920
			256	LAS PEYRES	3 510	3 510

Commune	Code postal	Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface de la parcelle complète (m²)	Surface demandée (2023) (m²)
Martres-Tolosane	31220	A	257	LAS PEYRES	26 080	26059
			258	LAS PEYRES	13 789	13 789
			259	MALASSANC	2 500	2 500
			260	MALASSANC	69 910	69 910
			261	MALASSANC	2 563	2 563
			262	MALASSANC	2 487	2 487
			263	MALASSANC	19 093	19 093
			264	MALASSANC	1 870	1 870
			265	MALASSANC	2 151	2 151
			266	MALASSANC	4 839	4 839
			267	MALASSANC	3 730	3 730
			268	MALASSANC	10 780	10 780
			269	MALASSANC	4 064	4 064
			270	MALASSANC	3 345	3 345
			271	MALASSANC	4 120	4 120
			272	MALASSANC	10 207	10 207
			273	MALASSANC	3 292	3 292
			274	MALASSANC	24 785	24 785
			275	MALASSANC	776	776
			276	MALASSANC	5 758	5 758
			277	MALASSANC	1 176	1 176
			278	MALASSANC	3 062	3 062
			279	MALASSANC	3 404	3 404
			280	MALASSANC	440	440
			281	MALASSANC	5 750	5 750
			282	MALASSANC	2 530	2 530
			283	MALASSANC	2 170	2 170
			284	MALASSANC	1 187	1 187
			285	MALASSANC	1 105	1 105
			286	MALASSANC	3 048	3 048
			287	MALASSANC	700	700
			288	MALASSANC	3 780	3 780
			289	MALASSANC	5 389	5 389
			290	LA HOUILLERE	13 683	13 683
			291	LA HOUILLERE	4 226	4 226
			292	LA HOUILLERE	2 704	2 704
			293	LA HOUILLERE	1 066	1 066
			294	LA HOUILLERE	563	563
			295	LA HOUILLERE	1 408	1 408
			296	LA HOUILLERE	701	701
			297	LA HOUILLERE	1 830	1 830
			298	LA HOUILLERE	1 907	1 907
			299	LA HOUILLERE	9	9
			300	LA HOUILLERE	15 078	13583
			301	LA HOUILLERE	2 110	0
			302	LA HOUILLERE	1 096	0
			303	LA HOUILLERE	19 279	16666
			304	LA HOUILLERE	1 208	0
			305	LA HOUILLERE	11760	11074
			306	LA HOUILLERE	3 803	3455
			308	LA HOUILLERE	4 017	4
			313	LA HOUILLERE	3 670	3 670
			314	LA HOUILLERE	4 042	4037
			315	LA HOUILLERE	4 228	4 228
			316	LA HOUILLERE	2 891	2823
			317	LA HOUILLERE	3 273	3197
			318	LA HOUILLERE	2 976	2883
			319	LA HOUILLERE	3 937	3 937

Commune	Code postal	Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface de la parcelle complète (m²)	Surface demandée (2023) (m²)
Martres-Tolosane	31220	A	320	LA HOUILLERE	669	669
			321	LA HOUILLERE	3 354	3 354
			322	LA HOUILLERE	4 510	4025
			323	LA HOUILLERE	25 032	22918
			324	LA HOUILLERE	11 172	11 172
			325	LA HOUILLERE	2 298	2 298
			326	LA HOUILLERE	1 889	1 889
			327	LA HOUILLERE	2 781	2 781
			328	LA HOUILLERE	2 250	2 250
			329	LA HOUILLERE	3 670	3 670
			330	LA HOUILLERE	15 087	15 087
			331	LA HOUILLERE	2 974	2 974
			332	LE BOIS COMMUNAL	14 228	14 228
			333	LE BOIS COMMUNAL	566 671	188196
			1123	PAROUIS	1 789	1 789
			1124	PAROUIS	14 650	14 650
			1160	PENTENS	28693	3064
			1163	PENTENS	1 283	1 283
			1164	PENTENS	289	155
			1263	LAS PEYRES	958	958
			1264	MALASSANC	3 625	3 625
			1265	LA HOUILLERE	1531	1531
			1266	LA HOUILLERE	2 688	2 688
			1267	LA HOUILLERE	1 042	1 042
			1268	LA HOUILLERE	1417	1417
			1269	LA HOUILLERE	896	430
			1270	PAROUIS	1 188	1 188
			Chemin entrée carrière		Non cadastré	1951
			Chemin sud parcelle 94		Non cadastré	179
			Tronçon chemin de A1180 à A71		Non cadastré	5087
					TOTAL (ha)	**126,7**

DocuSign Envelope ID: 5BB0A78D-7505-4D61-B6FA-60E2B36FDFB6

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Les soussignés :

François Petry, agissant en qualité de Président-Directeur Général

Et

Christophe Riout, agissant en qualité de Directeur Général Délégué

(ci-après les Délégants)

de la société **LAFARGE CIMENTS** société anonyme au capital de 113 193 511 euros, dont le siège social est à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130), 14-16 boulevard Garibaldi, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre, sous le numéro 302 135 561 (ci-après la Société)

Donnent pouvoir, à compter du **1er juillet 2023**, à l'une ou l'autre des personnes ci-après désignées, sans faculté de subdéléguer :

- **Alexandre Duca**, Directeur Finance Ciment, Geocycle et Economie Circulaire
- **Sara Rafik**, Coordinatrice achats France
- **Thomas de Charette**, Directeur des Projets CO_2 et Hydrogène
- **Pascal Baudoin**, Directeur de l'usine de la Malle et de la station de broyage de Fos
- **Olivier Raia**, Directeur de l'usine de Saint-Pierre-la-Cour
- **Charles-Hubert Canel**, Directeur de l'usine de Val d'Azergues
- **Patrick Bar**, Directeur de l'usine du Teil
- **Xavier Brulé**, Directeur de l'usine de Martres et station de broyage de la Couronne
- **Alain Peeters**, Directeur de l'usine de Port-la-Nouvelle et de la station de broyage de Sète

(ci-après les Délégataires)

A l'effet de co-signer avec l'un ou l'autre des Délégants ou avec une personne titulaire d'une délégation de pouvoirs, au nom et pour le compte de la Société,

tous contrats et/ou engagements dont la durée est supérieure à 12 mois ou le montant engagé supérieur à 150 000 € HT.

DocuSign Envelope ID: 5BB0A78D-7505-4D61-B6FA-60E2B36FDFB6

Par les présentes, les Délégataires déclarent :

- accepter cette délégation sans restriction ni réserve d'aucune sorte ;

- connaître les procédures internes en vigueur (Groupe et France) pour l'exercice de la présente délégation de signature ;

- respecter et veiller au respect des procédures internes (Groupe et France), et notamment la procédure « RACI » ;

- posséder les compétences et connaissances nécessaires à la mise en œuvre de la présente délégation de signature ;

- accepter les responsabilités et assumer les conséquences découlant de l'exercice de la présente délégation de signature.

La présente délégation est convenue entre les Délégants et les Délégataires sans limitation de durée jusqu'à révocation et/ou modification de l'un ou l'autre des Délégants.

Par ailleurs, il est expressément convenu que la cessation effective des fonctions des Délégataires, pour quelque cause que ce soit, leur fait perdre leur pouvoir de signer conjointement les contrats visés par la présente délégation.

La présente délégation annule et remplace la précédente délégation.

DocuSign Envelope ID: 5BB0A78D-7505-4D61-B6FA-60E2B36FDFB6

Les Délégants	Les Délégataires
François Petry DocuSigned by: François Petry 2519D1533ABA4E7...	Alexandre Duca DocuSigned by: Alexandre Duca 9C809632174E4E4...
	Sara Rafik DocuSigned by: Sara Rafik 5BB59E255082429...
	Thomas de Charette DocuSigned by: DF8F10BD96F449A...
	Pascal Baudoin DocuSigned by: Pascal Baudoin 5037BA8870E548E...
	Olivier Raia DocuSigned by: 7FD973315F2E451...
Christophe Riout DocuSigned by: Christophe Riout D440F0AB2FD9457...	Charles-Hubert Canel DocuSigned by: Charles-Hubert CANEL D7806371B64C48E...
	Patrick Bar DocuSigned by: Patrick Bar 17867AFC3D3846F...
	Xavier Brulé DocuSigned by: Xavier Brulé F331D64C6054421...
	Alain Peeters DocuSigned by: Alain Peeters 33B46CA19B734D1...

Liste détaillée des parcelles	Document n° 21.231-A1 / 5

Liste détaillée des parcelles concernées par le périmètre d'autorisation sollicité

Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface cadastrale de la parcelle complète (m²)	Surface actuelle autorisée (2015) (m²)	Surface demandée (2023) (m²)	Parcelle partielle	Surface de 'extension / l'abandon (m²)	Nature de la demande
A	77	LE BOIS DE CAUBAN	317496	47221	144023	X	96802	Renouvellement et Extension
	78	PAROUIS	37 600	0	849	X	849	Extension
	79	PAROUIS	2 140	2 140	1969	X	-171	Renouvellement et abandon
	80	PAROUIS	42540	42540	41590	X	-950	Renouvellement et abandon
	81	PAROUIS	2 770	2 770	2 770			Renouvellement
	82	PAROUIS	9 370	9 370	9 370			Renouvellement
	83	PAROUIS	14 730	14 730	14 730			Renouvellement
	84	PAROUIS	2 050	2 050	2 050			Renouvellement
	85	PAROUIS	8 960	8 960	8 960			Renouvellement
	86	PAROUIS	2 560	2 560	2 560			Renouvellement
	87	PAROUIS	21 691	21 691	21 691			Renouvellement
	88	PAROUIS	5 470	5 470	5 470			Renouvellement
	89	PAROUIS	4 120	4 120	4 120			Renouvellement
	90	PAROUIS	670	670	670			Renouvellement
	91	PAROUIS	10 302	10 302	10 302			Renouvellement
	92	PAROUIS	22 970	22 970	22 920	X	-50	Renouvellement et abandon
	93	PAROUIS	1 494	1 494	1 494			Renouvellement
	94	PAROUIS	4 441	4 441	4 441			Renouvellement
	95	PAROUIS	6 905	6 905	6 905			Renouvellement
	96	PAROUIS	2 870	2 870	2 870			Renouvellement
	97	PAROUIS	800	800	800			Renouvellement
	98	PAROUIS	6 740	6 740	6 740			Renouvellement
	99	PAROUIS	3 520	3 520	3 520			Renouvellement
	101	PAROUIS	3 139	3 139	3 139			Renouvellement
	102	PAROUIS	3 151	3 151	3 151			Renouvellement
	103	PAROUIS	34 548	34 548	34 548			Renouvellement
	104	PAROUIS	1 760	1 760	1 760			Renouvellement
	105	PAROUIS	230	230	230			Renouvellement
	106	LAS PEYRES	5 580	5553	5497	X	-56	Renouvellement et abandon
	107	LAS PEYRES	4 530	4 530	4273	X	-257	Renouvellement et abandon
	108	LAS PEYRES	3 580	3 580	3429	X	-151	Renouvellement et abandon
	109	LAS PEYRES	3 400	3 400	3271	X	-129	Renouvellement et abandon

Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface cadastrale de la parcelle complète (m²)	Surface actuelle autorisée (2015) (m²)	Surface demandée (2023) (m²)	Parcelle partielle	Surface de 'extension / l'abandon (m²)	Nature de la demande
A	110	LAS PEYRES	3 400	3 400	3261	X	-139	Renouvellement et abandon
	111	LAS PEYRES	9 970	9 970	9 870	X	-100	Renouvellement et abandon
	112	LAS PEYRES	2 460	2 460	2388	X	-72	Renouvellement et abandon
	113	LAS PEYRES	1 340	1 340	1 330	X	-10	Renouvellement et abandon
	115	LAS PEYRES	3 190	3095	3028	X	-67	Renouvellement et abandon
	116	LAS PEYRES	5 020	5 020	5 020			Renouvellement
	117	CAUBAN D'EN BAS	7 583	7 583	7 583			Renouvellement
	118	CAUBAN D'EN BAS	39 317	39 317	39 217	X	-100	Renouvellement et abandon
	119	CAUBAN D'EN BAS	12 899	0	2015	X	2015	Extension
	120	CAUBAN D'EN BAS	25 036	0	25 036		25036	Extension
	121	CAUBAN D'EN BAS	1 374	0	1 374		1374	Extension
	122	CAUBAN D'EN BAS	1 830	0	1 830		1830	Extension
	123	CAUBAN D'EN BAS	883	0	883		883	Extension
	124	CAUBAN D'EN BAS	5 028	0	5 028		5028	Extension
	126	CAUBAN D'EN BAS	46 803	0	11650	X	11650	Extension
	130	CAUBAN D'EN BAS	114470	0	1762	X	1762	Extension
	243	PENTENS	981	0	65	X	65	Extension
	244	PENTENS	69 363	57291	64993	X	7702	Renouvellement et Extension
	250	LAS PEYRES	19 053	19 053	18183	X	-870	Renouvellement et abandon
	251	LAS PEYRES	5 250	5 250	5195	X	-55	Renouvellement et abandon
	254	LAS PEYRES	4 060	20	6	X	-14	Renouvellement et abandon
	255	LAS PEYRES	10 580	9989	9920	X	-69	Renouvellement et abandon
	256	LAS PEYRES	3 510	3 510	3 510			Renouvellement
	257	LAS PEYRES	26 080	26 080	26059	X	-21	Renouvellement et abandon
	258	LAS PEYRES	13 789	13 789	13 789			Renouvellement
	259	MALASSANC	2 500	2 500	2 500			Renouvellement
	260	MALASSANC	69 910	69 910	69 910			Renouvellement
	261	MALASSANC	2 563	2 563	2 563			Renouvellement
	262	MALASSANC	2 487	2 487	2 487			Renouvellement
	263	MALASSANC	19 093	19 093	19 093			Renouvellement
	264	MALASSANC	1 870	1 870	1 870			Renouvellement
	265	MALASSANC	2 151	2 151	2 151			Renouvellement
	266	MALASSANC	4 839	4 839	4 839			Renouvellement
	267	MALASSANC	3 730	3 730	3 730			Renouvellement
	268	MALASSANC	10 780	10 780	10 780			Renouvellement
	269	MALASSANC	4 064	4 064	4 064			Renouvellement

Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface cadastrale de la parcelle complète (m²)	Surface actuelle autorisée (2015) (m²)	Surface demandée (2023) (m²)	Parcelle partielle	Surface de 'extension / l'abandon (m²)	Nature de la demande
A	270	MALASSANC	3 345	3 345	3 345			Renouvellement
	271	MALASSANC	4 120	4 120	4 120			Renouvellement
	272	MALASSANC	10 207	10 207	10 207			Renouvellement
	273	MALASSANC	3 292	3 292	3 292			Renouvellement
	274	MALASSANC	24 785	24 785	24 785			Renouvellement
	275	MALASSANC	776	776	776			Renouvellement
	276	MALASSANC	5 758	5 758	5 758			Renouvellement
	277	MALASSANC	1 176	1 176	1 176			Renouvellement
	278	MALASSANC	3 062	3 062	3 062			Renouvellement
	279	MALASSANC	3 404	3 404	3 404			Renouvellement
	280	MALASSANC	440	440	440			Renouvellement
	281	MALASSANC	5 750	5 750	5 750			Renouvellement
	282	MALASSANC	2 530	2 530	2 530			Renouvellement
	283	MALASSANC	2 170	2 170	2 170			Renouvellement
	284	MALASSANC	1 187	1 187	1 187			Renouvellement
	285	MALASSANC	1 105	1 105	1 105			Renouvellement
	286	MALASSANC	3 048	3 048	3 048			Renouvellement
	287	MALASSANC	700	700	700			Renouvellement
	288	MALASSANC	3 780	3 780	3 780			Renouvellement
	289	MALASSANC	5 389	5 389	5 389			Renouvellement
	290	LA HOUILLERE	13 683	13 683	13 683			Renouvellement
	291	LA HOUILLERE	4 226	4 226	4 226			Renouvellement
	292	LA HOUILLERE	2 704	2 704	2 704			Renouvellement
	293	LA HOUILLERE	1 066	1 066	1 066			Renouvellement
	294	LA HOUILLERE	563	563	563			Renouvellement
	295	LA HOUILLERE	1 408	1 408	1 408			Renouvellement
	296	LA HOUILLERE	701	701	701			Renouvellement
	297	LA HOUILLERE	1 830	1 830	1 830			Renouvellement
	298	LA HOUILLERE	1 907	1 907	1 907			Renouvellement
	299	LA HOUILLERE	9	9	9			Renouvellement
	300	LA HOUILLERE	15 078	15 078	13583		-1495	Renouvellement et abandon
	301	LA HOUILLERE	2 110	2 110	0		-2110	Abandon
	302	LA HOUILLERE	1 096	1 096	0		-1096	Abandon
	303	LA HOUILLERE	19 279	19 279	16666		-2613	Renouvellement et abandon
	304	LA HOUILLERE	1 208	1 208	0		-1208	Abandon
	305	LA HOUILLERE	11760	11760	11074		-686	Renouvellement et abandon
	306	LA HOUILLERE	3 803	3 803	3455		-348	Renouvellement et abandon

Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface cadastrale de la parcelle complète (m²)	Surface actuelle autorisée (2015) (m²)	Surface demandée (2023) (m²)	Parcelle partielle	Surface de 'extension / l'abandon (m²)	Nature de la demande
A	308	LA HOUILLERE	4 017	6	4		-2	Renouvellement et abandon
	313	LA HOUILLERE	3 670	3393	3 670		277	Renouvellement et extension
	314	LA HOUILLERE	4 042	4 042	4037		-5	Renouvellement et abandon
	315	LA HOUILLERE	4 228	4 228	4 228			Renouvellement
	316	LA HOUILLERE	2 891	2885	2823		-62	Renouvellement et abandon
	317	LA HOUILLERE	3 273	3 273	3197		-76	Renouvellement et abandon
	318	LA HOUILLERE	2 976	2 976	2883		-93	Renouvellement et abandon
	319	LA HOUILLERE	3 937	3 937	3 937			Renouvellement
	320	LA HOUILLERE	669	669	669			Renouvellement
	321	LA HOUILLERE	3 354	3 354	3 354			Renouvellement
	322	LA HOUILLERE	4 510	4181	4025		-156	Renouvellement et abandon
	323	LA HOUILLERE	25 032	25 032	22918		-2114	Renouvellement et abandon
	324	LA HOUILLERE	11 172	11 172	11 172			Renouvellement
	325	LA HOUILLERE	2 298	2 298	2 298			Renouvellement
	326	LA HOUILLERE	1 889	1 889	1 889			Renouvellement
	327	LA HOUILLERE	2 781	2 781	2 781			Renouvellement
	328	LA HOUILLERE	2 250	2 250	2 250			Renouvellement
	329	LA HOUILLERE	3 670	3 670	3 670			Renouvellement
	330	LA HOUILLERE	15 087	15 087	15 087			Renouvellement
	331	LA HOUILLERE	2 974	2 974	2 974			Renouvellement
	332	LE BOIS COMMUNAL	14 228	14 228	14 228			Renouvellement
	333	LE BOIS COMMUNAL	566 671	192930	188196		-4734	Renouvellement et abandon
	1123	PAROUIS	1 789	1 789	1 789			Renouvellement
	1124	PAROUIS	14 650	14 650	14 650			Renouvellement
	1160	PENTENS	28693	7078	3064		-4014	Renouvellement et abandon
	1163	PENTENS	1 283	1 283	1 283			Renouvellement
	1164	PENTENS	289	182	155		-27	Renouvellement et abandon
	1263	LAS PEYRES	958	958	958			Renouvellement
	1264	MALASSANC	3 625	3 625	3 625			Renouvellement
	1265	LA HOUILLERE	1531	1531	1531			Renouvellement
	1266	LA HOUILLERE	2 688	2 688	2 688			Renouvellement
	1267	LA HOUILLERE	1 042	1 042	1 042			Renouvellement
	1268	LA HOUILLERE	1417	1417	1417			Renouvellement
	1269	LA HOUILLERE	896	546	430		-116	Renouvellement et abandon

Section	N° Parcelle	Lieu-dit	Surface cadastrale de la parcelle complète (m²)	Surface actuelle autorisée (2015) (m²)	Surface demandée (2023) (m²)	Parcelle partielle	Surface de 'extension / l'abandon (m²)	Nature de la demande
A	1270	PAROUIS	1 188	1 188	1 188			Renouvellement
	Chemin entrée carrière		Non cadastré	2119	1951		-168	Abandon
	Chemin sud parcelle 94		Non cadastré	179	179			Renouvellement
	Tronçon chemin de A1180 à A71		Non cadastré	4019	5087		1068	Extension
TOTAL (ha)				113,5	126,7		15,6	Extension
							2,4	Abandon
							111,1	Renouvellement

Attestation de maîtrise foncière	Document n° 21.231-A1 / 6

Annexe modifiée à l'occasion du 3e dépôt du dossier, par l'ajout de nouvelles attestations de maîtrise foncière.

Notaire

Jérôme BESSET

Notaire

Rue Saint-Michel
B.P. 2
31420 AURIGNAC
Diplôme Supérieur du Notariat
DESS de droit des affaires
Diplôme de Juriste Conseil en Entreprises

Téléphone : 05 61 98 90 05
Télécopie : 05 61 98 76 08

jerome.besset@notaires.fr

Etude ouverte du lundi au vendredi

Membre d'une association Agréée.
Le règlement des honoraires par chèque est accepté

ATTESTATION

Maître Jérôme BESSET, notaire à AURIGNAC (Haute-Garonne), Rue Saint Michel,

CERTIFIE ET ATTESTE QUE

La Société dénommée **LAFARGEHOLCIM CIMENTS**, Société Anonyme au capital de 113.193.511,00 € ayant son siège social à CLAMART (Hauts-de-Seine) 2 avenue du General de Gaulle identifiée sous le numéro SIREN 302 135 561 RCS Nanterre.

EST PROPRIETAIRE DES BIENS SUIVANTS :

ARTICLE UN

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	313	La Houllière		36	70
A	314	La Houllière		40	42
A	315	La Houllière		42	28
A	316	La Houllière		28	91
A	317	La Houllière		32	73
A	318	La Houllière		29	76
A	319	La Houllière		39	37
A	320	La Houllière		6	69
A	321	La Houllière		33	54
A	324	La Houllière	1	11	72
A	325	La Houllière		22	98
A	326	La Houllière		18	89
A	332	Le Bois commun	1	42	28

Pour lui avoir été attribués aux termes d'un acte reçu par Maître BONNEL, Notaire à PARIS, le 27 mars 1974. Aux termes dudit acte, la société anonyme CIMENTS LAFARGE devenue ensuite SOCIETE LAFARGE a fait apport à titre de scission à la SOCIETE NOUVELLE DE CIMENTS devenue CIMENTS LAFARGE France, ci-après nommée C.L.F. des biens et droits dépendant de son activité de fabrication et de vente de ciments en France, à charge par le C.L.F. d'acquitter le passif correspondant aux lieu et place de la société apporteuse à la date du 1er janvier 1974.

Cet apport partiel d'actif est devenu définitif à la date des 26 et 27 juin 1974, ainsi qu'il résulte :

1°) De l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CIMENTS LAFARGE France tenue le 26 juin 1974, ayant approuvé :

- L'apport partiel d'actif fait par la société anonyme CIMENTS LAFARGE,
- Le changement de dénomination et la modification de l'article 3 des statuts à cet égard (CIMENTS LAFARGE France en remplacement de SOCIETE NOUVELLE DE CIMENTS).

Une copie certifiée conforme du procès-verbal de ladite délibération a été déposée au rang des minutes de Maître BONNEL, Notaire à PARIS, aux termes d'un acte de dépôt reçu par lui le 22 juillet 1974.

2°) De l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CIMENTS LAFARGE, tenue le 27 juin 1974, ayant approuvé :

- L'apport partiel d'actif fait par ladite société à la société CIMENTS LAFARGE,
- Le changement de dénomination et modification de l'article 3 des statuts à cet égard (LAFARGE en remplacement de CIMENTS LAFARGE).

Une copie certifiée conforme du procès-verbal de ladite délibération a été déposée au rang des minutes de Maître BONNEL, Notaire à PARIS, aux termes d'un acte de dépôt reçu par lui le 25 septembre 1974.

Comme conséquence de la réalisation de l'apport scission, la société CIMENTS LAFARGE France est devenue propriétaire d'une partie du patrimoine immobilier de la société LAFARGE.

Ces différents événements ont été relatés dans un acte de dépôt de pièces suivant acte reçu par Maître BONNEL, Notaire à PARIS, le 29 mai 1975.

Une expédition de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de SAINT GAUDENS le 18 juin 1975, volume 3506 numéro 7.

ARTICLE DEUX

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).

Une parcelle de terre

Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	253	Las Peyres		30	90

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit des Consorts Jacques ARBOLA né le 25/08/1932, Alain ARBOLA né le 22/02/1938, Monique ARBOLA née le 22/02/1938 et Chantal ARBOLA née le 20/05/1946 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 6 septembre 1990, publié au bureau des hypothèques de MURET le 19 octobre 1990, volume 1990 P n° 4101.

ARTICLE TROIS

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	109	Las Peyres		34	00

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit des Consorts LOSI et CAZEAUX nés le 21/01/1909 et 15/07/1953 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 5 Février 1991, publié au bureau des hypothèques de MURET le 2 Avril 1991, volume 1991 P n° 1321.

ARTICLE QUATRE

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	259	Mallasanc		25	00
A	262	Mallasanc		24	87
A	264	Mallasanc		18	70
A	265	Mallasanc		21	51
A	268	Mallasanc	1	07	80
A	269	Mallasanc		40	64
A	270	Mallasanc		33	45
A	271	Mallasanc		41	20
A	273	Mallasanc		32	92
A	274	Mallasanc	2	47	85
A	275	Mallasanc		7	76
A	276	Mallasanc		57	58
A	281	Mallasanc		57	50
A	282	Mallasanc		25	30
A	286	Mallasanc		30	48
A	288	Mallasanc		37	80

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur BARBARESCO né le 01/12/1949 et de son épouse Mme BASTIANI née le 08/09/1945 suivant acte reçu par Me MALET, Notaire à SALIES DU SALAT le 13 mai 1982, publié au bureau des hypothèques de MURET le 25 Mai 1982, volume 2663 n° 12.

ARTICLE CINQ

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	301	La Houillère		21	10

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur Jean CAPELLE né le 16 mars 1926 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 25 juin 1993, publié au bureau des hypothèques de MURET le 23 Août 1993, volume 1993 P n° 3373.

ARTICLE SIX

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	1263	Las Peyres		9	58
A	1264	Mallasanc		36	25
A	1265	La Houllière		15	31
A	1270	Parouis		11	88
A	255	Las Peyres	1	05	80
A	256	Las Peyres		35	10
A	257	Las Peyres	2	60	80
A	78	Parouis	3	76	00

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de la commune de MARTRES TOLOSANE suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 11 décembre 1996, publié au bureau des hypothèques de MURET le 17 Janvier 1997, volume 1997 P n° 365.

ARTICLE SEPT

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	105	Parouis		2	30
A	107	Las Peyres		45	30

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit des Consorts LAMOURERE nées le 16/06/1943 et le 10/08/1949 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 26 février 1998, publié au bureau des hypothèques de MURET le 17 avril 1998, volume 1998 P n° 2078.

ARTICLE HUIT

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	309	La Houllière		21	10

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Madame LAFFORGUE née le 2 mars 1922 et de Madame DE AMORIN née le 9 juillet 1941 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 9 Novembre 2002, publié au bureau des hypothèques de MURET le 9 janvier 2003, volume 2003 P n° 159.

ARTICLE NEUF

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	1160	Pentens	2	86	93

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit des Consorts Christian DOL né le 27/04/1937 et Françoise DOL née le 15/09/1950 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 5 avril 2000, publié au bureau des hypothèques de MURET le 23 mai 2000, volume 2000 P n° 3014.

ARTICLE DIX

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	1163	Pentens		12	83
A	1164	Pentens		2	89
A	243	Pentens		9	81
A	244	Pentens	6	93	63

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit des Consorts Christian DOL né le 27/04/1937 et Françoise DOL née le 15/09/1950 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 28 mai 1999, publié au bureau des hypothèques de MURET le 4 juin 1999, volume 1999 P n° 2741.

ARTICLE ONZE

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	260	Mallasane	6	99	10
A	263	Mallasane	1	90	93
A	267	Mallasane		37	30
A	272	Mallasane	1	02	07

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur GOUZE DE SAINT MARTIN né le 03/11/1907 suivant acte reçu par Me MALET, Notaire à SALIES DU SALAT, le 8 décembre 1983, publié au bureau des hypothèques de MURET le 3 février 1984, volume 2972 n° 23.

ARTICLE DOUZE

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	103	Parouis	3	45	48
A	106	Las Peyres		55	80
A	108	Las Peyres		35	80
A	1124	Parouis	1	46	50
A	113	Las Peyres		13	40
A	249	Pentens		10	00
A	250	Las Peyres	1	90	53
A	251	Las Peyres		52	50
A	252	Las Peyres		36	80
A	258	Las Peyres	1	37	89
A	80	Parouis	4	25	40

A	82	Parouis		93	70
A	83	Parouis	1	47	30
A	85	Parouis		89	60
A	86	Parouis		25	60
A	87	Parouis	2	16	91
A	88	Parouis		54	70
A	89	Parouis		41	20
A	900	Las Peyres	1	06	35
A	91	Parouis	1	03	02
A	92	Parouis	2	29	70
A	96	Parouis		28	70
A	97	Parouis		8	00
A	98	Parouis		67	40
A	99	Parouis		35	20

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Madame GOUZE DE SAINT MARTIN née le 3/11/1907 suivant acte reçu par Me DUCROS BOURDENS, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 9 janvier 1988, publié au bureau des hypothèques de MURET le 11 février 1988, volume 3643 n° 14.

ARTICLE TREIZE

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	280	Mallasane		4	40

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur LAFFORGUE né le 25/08/1921 suivant acte reçu par Me MALET, Notaire à SALIES DU SALAT le 11 avril 1985, publié au bureau des hypothèques de MURET le 18 avril 1985, volume 3204 n° 14.

ARTICLE QUATORZE

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	310	La Houllière		32	50

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur LAFFORGUE né le 25/08/1921 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES

SUR GARONNE le 16 février 1993, publié au bureau des hypothèques de MURET le 6 avril 1993, volume 1993 P n° 1564.

ARTICLE QUINZE

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	84	Parouis		20	50

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Mme BRUS née le 29/04/1941 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 11 Octobre 1994, publié au bureau des hypothèques de MURET le 9 décembre 1994, volume 1994 P n° 5697.

ARTICLE SEIZE

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	285	Mallasane		11	05

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit des Consorts BOUCHE LAJOUS GRILLET BRANGE suivant acte reçu par Me DUPRE, Notaire à AURIGNAC le 30 juin 1994, publié au bureau des hypothèques de MURET le 28 novembre 1994, volume 1994 P n° 5475.

ARTICLE DIX-SEPT

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	115	Las Peyres		31	90
A	116	Las Peyres		50	20
A	81	Parouis		27	70

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de l'Etat suivant acte administratif en date du 9 décembre 1999, publié au bureau des hypothèques de MURET le 13 décembre 1999, volume 1999 P n° 6834

ARTICLE DIX-HUIT

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	101	Parouis		31	39
A	102	Parouis		31	51

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur LOZES né le 24/04/1924 et de son épouse Madame DILOY née le 08/08/1925 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 5 août 1993, publié au bureau des hypothèques de MURET le 1er Octobre 1993, volume 1993 P n° 3926

ARTICLE DIX-NEUF

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	104	Parouis		17	60
A	111	Las Peyres		99	70
A	254	Las Peyres		40	60

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Mlle Marie Louise PERISSE née le 12/11/1921 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 31 janvier 1991, publié au bureau des hypothèques de MURET le 22 mars 1991, volume 1991 P n° 1239

ARTICLE VINGT

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	1123	Parouis		17	89
A	90	Parouis		6	70
A	93	Parouis		14	94
A	94	Parouis		44	41
A	95	Parouis		69	05

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur Gabriel PERISSE né le 02/12/1918 et de son épouse Mme Hélène CAUBET née le 03/08/1924 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 15 février 1990, publié au bureau des hypothèques de MURET le 12 avril 1990, volume 1990 P n° 1519.

ARTICLE VINGT ET UN

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	266	Mallasane		48	39
A	278	Mallasane		30	62
A	283	Mallasane		21	70
A	289	Mallasane		53	89
A	290	La Houllièere	1	36	83
A	292	La Houllière		27	04
A	293	La Houllière		10	66
A	294	La Houllière		5	63
A	295	La Houllière		14	08
A	296	La Houllière		7	01
A	297	La Houllière		18	30
A	300	La Houllière	1	50	78
A	302	La Houllière		10	96
A	303	La Houllière	1	92	79
A	304	La Houllière		12	08
A	305	La Houllière	1	17	60
A	306	La Houllière		38	03
A	307	La Houllière		7	95
A	308	La Houllière		40	17
A	311	La Houllière	1	12	30
A	312	La Houllière		7	88
A	322	La Houllière		45	10
A	323	La Houllière	2	50	32
A	328	La Houllière		22	50
A	330	La Houllière	1	50	87
A	331	La Houllière		29	74

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur PLUMEJAUD né le 25/10/1928 et de son épouse madame DAMBRIN née le 11/11/1932 suivant acte reçu par Me HIVONNAIT, Notaire à NOE le 2 août 1983, publié au bureau des hypothèques de MURET le 16 Septembre 1983, volume 2908 n° 11.

ARTICLE VINGT DEUX

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	279	Mallasane		34	04
A	284	Mallasane		11	87
A	291	La Houllière		42	26
A	298	La Houllière		19	07
A	327	La Houllière		27	81
A	329	La Houllière		36	70

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Mme PONS née le 21/05/1899 suivant acte reçu par Me MALET, Notaire à SALIES DU SALAT le 30 novembre 1983, publié au bureau des hypothèques de MURET le 15 décembre 1983, volume 2948 n° 23.

ARTICLE VINGT TROIS
Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	112	Las Peyres		24	60

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de M. Paul ROUGANIOU né le 16/04/1950 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 29 septembre 1993, publié au bureau des hypothèques de MURET le 5 novembre 1993, volume 1993 P n° 4321.

ARTICLE VINGT QUATRE
Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	79	Parouis		21	40

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de M. SARRAUTE né le 05/02/1940 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 25 Janvier 1996, publié au bureau des hypothèques de MURET le 28 mars 1996, volume 1996 P n° 1704.

ARTICLE VINGT CINQ

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	110	Las Peyres		34	00

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de M. Jean SEINGES né le 06/02/1950 et de Mme Suzanne SUSPENE née le 09/04/1922 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 31 Janvier 1991, publié au bureau des hypothèques de MURET le 22 mars 1991, volume 1991 P n° 1232.

ARTICLE VINGT ET SIX

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	117	Cauban d'en bas		75	83
A	118	Cauban d'en bas	3	93	17
A	119	Cauban d'en bas	1	28	99
A	120	Cauban d'en bas	2	50	36
A	121	Cauban d'en bas		13	74
A	122	Cauban d'en bas		18	30
A	123	Cauban d'en bas		8	83
A	124	Cauban d'en bas		50	28
A	125	Cauban d'en bas		7	11
A	126	Cauban d'en bas	4	68	03
A	77	Le Bois de cauban	31	74	96
A	899	Las Peyres		36	45

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur Jean Pierre SOL né le 16/03/1932 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 22 Janvier 1992, publié au bureau des hypothèques de MURET le 23 Mars 1992, volume 1992 P n° 1209.

EN FOI DE QUOI la présente attestation a été délivrée pour servir et valoir ce que de droit,

FAIT EN L'ETUDE
L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN
LE TRENTE ET UN AOUT .

Maître Jérôme BESSET
Notaire
B.P. 2
31420 AURIGNAC

Notaire

Rue Saint-Michel
B.P. 2
31420 AURIGNAC

Diplôme Supérieur du Notariat
DESS de droit des affaires
Diplôme de Juriste Conseil en Entreprises

Téléphone : 05 61 98 90 05
Télécopie : 05 61 98 76 08

jerome.besset@notaires.fr

Etude ouverte du lundi au vendredi
et le samedi sur rendez-vous

Jérôme BESSET

Notaire

Membre d'une association Agréée.
Le règlement des honoraires par chèque est accepté

ATTESTATION

Maître Jérôme BESSET, notaire à AURIGNAC (Haute-Garonne), Rue Saint Michel,

CERTIFIE ET ATTESTE QUE

La Société dénommée **LAFARGE CIMENTS**, Société Anonyme à conseil d'administration, au capital de 113.193.511,00 € ayant son siège social à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130) 14-16 boulevard Garibaldi, identifiée sous le numéro SIREN 302 135 561 RCS Nanterre.

EST NOTAMMENT PROPRIETAIRE DES BIENS SUIVANTS :

ARTICLE UN

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Une parcelle de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	130	Cauban d'en bas	11	44	70

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de Monsieur Jean Pierre SOL né le 16/03/1932 suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 22/01/1992, publié au bureau des hypothèques de MURET le 23 Mars 1992, volume 1992 P n° 1209.

ARTICLE DEUX

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	261	Mallasanc		25	63
A	277	Mallasanc		25	63
A	287	Mallasanc		7	00

Par suite des acquisitions qu'elle en fit, savoir :

- La parcelle 261 de Monsieur LAFFORGUE né le 25/08/1921 suivant acte reçu par Me MALET, Notaire à SALIES DU SALAT le 11 avril 1985, publié au bureau des hypothèques de MURET le 18 avril 1985, volume 3204 n° 14.
- La parcelle 277 de M Monsieur PLUMEJAUD né le 25/10/1928 et de son épouse Madame DAMBRIN née le 11/11/1932 suivant acte reçu par Me HIVONNAIT, Notaire à NOE et Me MALLET, Notaire à SALIES DU SALAT le 2 août 1983, publié au bureau des hypothèques de MURET le 16 Septembre 1983, volume 2908 n° 11.
- La parcelle 261 de M. BARBARESCO suivant acte reçu par Me MALET, Notaire à SALIES DU SALAT le 13 mai 1982, publié au bureau des hypothèques de MURET le 25 Mai 1982, volume 2663 n° 12.

ARTICLE TROIS

Sur la commune de **MARTRES TOLOSANE** (Haute-Garonne).
Diverses parcelles de terre
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	1266	La Houllière		26	88
A	1267	Mallasanc		10	42
A	1268	La Houllière		14	17
A	1269	La Houllière		8	96

Par suite de l'acquisition qu'elle en fit de la commune de MARTRES TOLOSANE suivant acte reçu par Me FOURNIE, Notaire à CAZERES SUR GARONNE le 11/12/1996, publié au bureau des hypothèques de MURET le 17 Janvier 1997, volume 1997 P n° 365.

EN FOI DE QUOI la présente attestation a été délivrée pour servir et valoir ce que de droit,

FAIT EN L'ETUDE
L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS,
LE TREIZE JUILLET.

Maître Jérôme BESSET
Notaire
B.P. 2
31420 AURIGNAC

Envoyé en préfecture le 14/04/2022
Reçu en préfecture le 14/04/2022
Affiché le
ID : 031-213103245-20220411-2022033D-DE

DÉPARTEMENT
HAUTE-GARONNE

ARRONDISSEMENT
MURET

COMMUNE
MARTRES-TOLOSANE

Date convocation
5/4/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 11 AVRIL 2022

L'an deux mille vingt-deux, le onze Avril, à vingt heures,
Le Conseil Municipal de la Commune de Martres-Tolosane s'est réuni, salle Azéma, sur convocation régulière, sous la présidence de Monsieur GOJARD Loïc, Maire.

Étaient présents : Vidian ANGLADE, Bernard ARGAIN, Noémie FOURCADE, Christiane FUCHO, Francine GARONE, Loïc GOJARD, Micheline LEMARCHAND, Marie-Claude MALLET, Gilles MARCHE, Hugo SLADDEN, Gilbert TARRAUBE, Pascal THEVENOT.

Etaient représentés :
Sylvie ALTHER par Gilbert TARRAUBE
Mady DARNAUD par Micheline LEMARCHAND
Carole DELGA par Loïc GOJARD
Céline FOURCADE par Bernard ARGAIN (à compter de 21h20)
Elisabeth MAYLIE par Pascal THEVENOT
Vidian SABOULARD par Vidian ANGLADE

Était absent :
Eric GARCIA

Marie-Claude MALLET a été désignée secrétaire de séance.

Délibération n°2022033D

Acquisition par LAFARGE CIMENTS de la parcelle A299

Dans le cadre de sa nouvelle demande d'autorisation, LAFARGE CIMENTS a fait un relevé précis des parcelles cadastrales concernées.
La parcelle A 299 d'une superficie de 9 m² se situant dans la carrière est la propriété de la commune.
Monsieur le Maire explique que LAFARGE CIMENTS propose une acquisition pour 50.00€, les différents frais restent à la charge de l'acquéreur.
Après discussion et délibération, le Conseil Municipal :

- ✓ Accepte la vente au profit de LAFARGE CIMENTS de la parcelle A 299 d'une contenance de 9 m² pour la somme de 50.00€, les différents frais restant à la charge de l'acquéreur ;
- ✓ Mandate M. Pascal Thévenot, 1er adjoint, pour signer les documents notariés et les différentes pièces afférentes à ce dossier.

Acte rendu exécutoire après dépôt en S/Préfecture le 14/04/2022

Et publication du 14/04/2022

ACCEPTE A L'UNANIMITE

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

MAIRIE DE MARTRES-TOLOSANE 31220

Le Maire, Loïc GOJARD

Envoyé en préfecture le 12/07/2021
Reçu en préfecture le 12/07/2021
Affiché le
ID : 031-213103245-20210708-2021051D-DE

DÉPARTEMENT
HAUTE-GARONNE

ARRONDISSEMENT
MURET

COMMUNE
MARTRES-TOLOSANE

Date convocation
02/07/2021

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 08 JUILLET 2021

L'an deux mille vingt et un, le huit juillet, à vingt heures,
Le Conseil Municipal de la Commune de Martres-Tolosane s'est réuni, salle Azéma, lieu adapté pour répondre aux contraintes sanitaires (Décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020, décret n°2020-1358 du 6 novembre 2020), sur convocation régulière, sous la présidence de Monsieur GOJARD Loïc, Maire.

Étaient présents : Sylvie ALTHER, Vidian ANGLADE, Noémie FOURCADE, Eric GARCIA, Francine GARONE, Loïc GOJARD, Micheline LEMARCHAND, Marie- Claude MALLET, Elisabeth MAYLIE, Vidian SABOULARD, Gilbert TARRAUBE, Pascal THEVENOT.

Etaient représentés :
Bernard ARGAIN par Gilbert TARRAUBE
Mady DARNAUD par Micheline LEMARCHAND
Carole DELGA par Loïc GOJARD
Christiane FUCHO par Marie-Claude MALLET
Gilles MARCHE par Pascal THEVENOT
Hugo SLADDEN par Vidian SABOULARD

Était absente :
Céline FOURCADE

Marie-Claude MALLET a été désignée secrétaire de séance.

Délibération n°2021051D

Cession d'un tronçon du chemin « du Fréchet » de la parcelle A 1180 jusqu'à la parcelle A 71 pour 150.00€ à la Société LAFARGE HOLCIM

Monsieur le Maire rappelle la demande de la Société Lafarge Holcim.
En adéquation avec le développement de l'usine, anticipant le renouvellement de leur autorisation d'exploitation de carrière à l'Ouest et son approfondissement, la Société Lafarge Holcim souhaite acquérir le tronçon de chemin débutant à partir de la parcelle A1180 jusqu'à la parcelle A71. De part et d'autre de ce tronçon Lafarge Holcim est déjà propriétaire.
Les frais de géomètre et de notaire seront supportés par l'acheteur.
Un prix de vente est proposé pour 150.00€.

Ouï l'exposé de m. le Maire et après délibération, l'assemblée municipale décide :

- ✓ D'approuver la vente du tronçon de chemin pour 150.00€ ;
- ✓ L'autorisation donnée à M. le 1er adjoint de signer toutes pièces afférentes à ce dossier.

Acte rendu exécutoire après dépôt en S/Préfecture le 13/07/2021

Et publication du 13/07/2021

Approuvé à l'unanimité

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

MAIRIE DE MARTRES-TOLOSANE 31220

Le Maire, Loïc GOJARD

Envoyé en préfecture le 17/04/2023
Reçu en préfecture le 17/04/2023
Publié le
ID : 031-213103245-20230411-2023031D-DE

DÉPARTEMENT
HAUTE-GARONNE

ARRONDISSEMENT
MURET

COMMUNE
MARTRES-TOLOSANE

Date convocation
05/04/2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 11 AVRIL 2023

L'an deux mille vingt-trois, le onze Avril, à vingt heures,
Le Conseil Municipal de la Commune de Martres-Tolosane s'est réuni, salle Azéma, sur convocation régulière, sous la présidence de Monsieur Loïc GOJARD, Maire.

Etaient présents : Vidian ANGLADE, Bernard ARGAIN, Noémie FOURCADE, Christiane FUCHO, Eric GARCIA, Francine GARONE, Loïc GOJARD, Micheline LEMARCHAND, Marie-Claude MALLET, Gilles MARCHE, Elisabeth MAYLIE, Hugo SLADDEN, Gilbert TARRAUBE, Pascal THEVENOT.

Etaient représentées :
Sylvie ALTHER par Pascal THEVENOT
Mady DARNAUD par Micheline LEMARCHAND
Carole DELGA par Loïc GOJARD
Céline FOURCADE par Vidian ANGLADE

Etait absent : Vidian SABOULARD

Marie-Claude MALLET a été désignée secrétaire de séance.

Délibération n°2023031D

Cession de parcelles de terrains à LAFARGE

M. le Maire porte à la connaissance de l'Assemblée, une demande de LAFARGE pour régulariser la propriété de menues parcelles dans le cadre du renouvellement de l'autorisation de carrière.

Les frais notariaux et de bornage seront pris en charge par LAFARGE.
Les parcelles concernées sont les suivantes :

1. Une partie de la parcelle A 1159 ;
2. Une parcelle en carrière située entre les parcelles A N° 94-1123-1270-1123
3. Afin d'assurer la continuité de passage du chemin des randonneurs, la cession concerne un ensemble situé entre les parcelles 1160-300 et 301

Sur proposition de Monsieur le Maire et après délibération, le Conseil municipal décide **à l'unanimité** :

1. De céder à LAFARGE les parcelles décrites ci-dessus ;
2. D'autoriser M. le Maire à signer toutes pièces afférentes à ce dossier.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Le Maire, Loïc GOJARD

MAIRIE DE MARTRES-TOLOSANE 31220

Sous Préfecture
de
M U R E T

COMMUNE DE MARTRES-TOLOSANE

Bail de location de carrières

L'an mil neuf cent soixante trois, le 10 JUIN 1963

Entre Monsieur le Maire de la Commune de MARTRES TOLOSANE (Haute Garonne), agissant au nom et pour le compte de ladite commune,

d'une part,

et Monsieur Paul SCHMITZ, Secrétaire Général des CIMENTS LAFARGE en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Marcel DEMONQUE, Président Directeur Général de ladite Société suivant acte reçu par Me BONNEL, notaire à PARIS, le vingt six janvier mil neuf cent quinquante neuf et comme ayant en vertu de cette délégation les pouvoirs nécessaires aux fins des présentes,

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1.-

Monsieur le Maire de la commune de MARTRES-TOLOSANE (Haute Garonne) consent à la Société des CIMENTS LAFARGE, ce qui est accepté par M. SCHMITZ au nom de cette dernière, le droit d'extraire pour son compte ou au profit de toute personne physique ou morale que ladite Société pourrait désigner, dans les terrains appartenant à la commune de MARTRES-TOLOSANE et désignés ci-après, les matériaux qui lui sont nécessaires pour sa fabrication.

ARTICLE 2.-

Ce droit d'extraction s'exercera sur la forêt communale de MARTRES-TOLOSANE soumise au régime forestier, lieudit " Le Sarrat le Tucaou" figurant au plan cadastral de la commune sous le n° 141p, 141p, section A, d'une contenance totale de 57 ha environ.

L'extraction commencera par la partie Sud-Est de ladite forêt confrontant le lieudit "La Houillère".

L'exploitation se fera à ciel ouvert.

A tout instant la Société des CIMENTS LAFARGE laissera à la disposition de la Commune, en vue de la gestion forestière normale, les parties de forêt non encore atteintes par l'exploitation de la carrière.

La Société des CIMENTS LAFARGE fera parvenir sans délai à l'Ingénieur des Eaux et Forêts à TOULOUSE dès qu'il sera établi, le plan d'exploitation à court terme de la carrière ; elle indiquera au moins deux ans à l'avance lorsque la composition chimique de tout le gisement aura été reconnue, quelles seront les surfaces appelées à être ouvertes en

...../..

Enregistré à MURET - le 19 JUIN 1963
Folio 76 V° N° 2 Reçu 10 F

carrières au cours des années suivantes, afin que le Service Forestier et la commune propriétaire puissent prendre les dispositions nécessaires pour assurer la vente et l'exploitation des coupes de bois en temps voulu. La société locataire supportera toute exploitation forestière et vidanges des produits par les voies normales sans y porter d'entraves. Elle devra prendre toutes mesures utiles de signalisation pour éviter les accidents du fait de ses installations et dont au demeurant la responsabilité resterait entièrement à sa charge.

La Société des CIMENTS LAFARGE remettra à la disposition de la commune les surfaces abandonnées après l'exploitation en carrière afin que la commune puisse, si elle le juge utile, en entreprendre le reboisement.

ARTICLE 3.-

La durée de la location est fixée pour une période de 60 ans, prenant cours le 1er janvier 1963 pour finir le 31 décembre 2022, renouvelable par tacite reconduction pour une nouvelle période de 30 années.

Le preneur aura la faculté de résilier le présent bail à la fin de chaque période décennale en prévenant la commune de MARTRES-TOLOSANE et le service des Eaux et Forêts UN AN à l'avance par lettre recommandée.

Au cas de non renouvellement par la commune de MARTRES-TOLOSANE à la fin de la première période en cours, celle-ci sera tenue de notifier par lettre recommandée, à la Société CIMENTS LAFARGE, cinq années avant la fin de la période en cours, son intention de ne pas renouveler le bail.

ARTICLE 4.-

La location est accordée moyennant le paiement par la Société des CIMENTS LAFARGE d'une redevance fixée à [redacted] par tonne de matériaux extraits.

Il est précisé que le montant de cette redevance sera calculé en tenant compte des variations du prix moyen à la tonne de ciment qui sera vendu par l'usine des CIMENTS LAFARGE située sur le territoire de la commune de MARTRES TOLOSANE. Toutefois, cette clause ne jouera qu'en cas de variations de plus de DIX pour cent en augmentation ou en diminution.

La Société des CIMENTS LAFARGE sera tenue de communiquer à chaque fin d'année à la commune de MARTRES-TOLOSANE le tarif officiel publié par le Syndicat des Fabricants des Chaux et Ciments avec l'accord de la Direction des Prix ou en cours d'exercice au moment des changements de tarif s'il y a lieu.

...../..

Le tarif de vente du ciment servant de base de détermination de la présente indexation ainsi fixée est à ce jour de 64 frs,55 les 1.000 K° pour marchandise non logée hors toutes taxes départ MARTRES-TOLOSANE.

En aucun cas quels que soient les tonnages extraits, la redevance pour exercice de douze mois ne pourra être inférieure à [redacted], cette somme étant elle-même indexée comme il est stipulé ci-dessus. Cette redevance minima indexée de [redacted] s'appliquerait bien entendu également dans le cas où aucun tonnage ne serait extrait des terrains, objets de la présente convention, au cours d'un exercice considéré.

ARTICLE 5.-

Pour faciliter le contrôle des quantités de pierres extraites la société locataire devra tenir à jour, sur les lieux d'extraction, un registre spécial sur lequel seront consignées les quantités de pierres extraites journellement. Ce registre pourra être vérifié par l'Agent local du Service des Eaux et Forêts.

Au début de chaque trimestre, la société locataire adressera à la Mairie de MARTRES-TOLOSANE un relevé des extractions faites pendant le trimestre précédent. Une copie de ce relevé sera adressée en même temps à l'Ingénieur des Eaux et Forêts de TOULOUSE. Après un délai de 15 jours à compter de la réception, et sauf contestation, ce relevé sera considéré comme exact et définitif.

La redevance due par la Société des CIMENTS LAFARGE sera payée au début de chaque année, à la Caisse du Receveur Municipal de la commune de MARTRES-TOLOSANE (Percepteur de MARTRES-TOLOSANE) par chèque bancaire, au vu d'un procès verbal de dénombrement contradictoire établi par l'Ingénieur des Eaux et Forêts et totalisant les quantités de pierres extraites pendant l'année précédente. Les frais de timbre et d'Enregistrement de ce procès verbal seront à la charge de la société locataire.

ARTICLE 6. -

Sous réserve d'avis préalable adressé au moins un mois à l'avance, à l'Administration des Eaux et Forêts, la Société des CIMENTS LAFARGE pourra construire à l'intérieur de la parcelle louée soumise au régime forestier, tous baraquements, places de dépôts, chemins plans inclinés, voies Decanville, lignes de transport de force électrique, etc ... indispensables à l'exécution des travaux ou à l'exploitation industrielle.

ARTICLE 7.-

La Société locataire s'engage à souffrir à toute heure de jour et de nuit les visites et perquisitons prévues à l'article 103 du Code Forestier, même faites par un seul officier ou préposé.

...../..

ARTICLE 8.-

Si une redevance n'est pas payée dans les trois mois suivant l'échéance, la Société des CIMENTS LAFARGE sera, si la commune de MARTRES-TOLOSANE l'exige, déchue de plein droit sans indemnité de part ni d'autre, un mois après sommation.

ARTICLE 9.-

Pour la conduite des travaux, la Société des CIMENTS LAFARGE devra se conformer aux dispositions du décret du 27 Avril 1892 sur les carrières de la Haute Garonne, les arrêtés préfectoraux des 8 Août 1895, 10 Décembre 1930 et 31 Juillet 1959 sur l'emploi des explosifs dans les minières et carrières ainsi qu'au décret du 15 Mars 1954 relatif à l'exploitation des carrières à ciel ouvert, enfin aux instructions qui pourront lui être données par le Service des Mines.

Au cas où la Sécurité ou celle des ouvriers serait compromise, de même qu'en cas d'infraction à une quelconque des dispositions précitées, la concession pourra être retirée à la Société des CIMENTS LAFARGE sans préjudice des sanctions qui pourraient être exercées contre elle.

ARTICLE 10.-

La Société des CIMENTS LAFARGE sera responsable de tous délits forestiers, dégâts ou dommages causés par ses ouvriers et employés et le Service des Eaux et Forêts se réserve le droit de demander, avec l'accord de l'Inspecteur du Travail, le renvoi des ouvriers qui auraient commis les délits forestiers, de pêche et de chasse, dûment constatés par procès verbal sur le fonds loué.

ARTICLE 11.-

Les droits des tiers sont réservés. La Société des CIMENTS LAFARGE profitera des servitudes actives qui seront attachées au terrain loué et souffrira celles passives notamment du droit de passage ou de desserte qui pourraient être dues aux propriétaires riverains voisins et usagers. La commune propriétaire n'encourra du fait des constructions et de l'exploitation de la carrière, aucune responsabilité. En conséquence, le locataire devra faire son affaire personnelle et se charger de toute indemnité à payer à tout usager ou à toute personne, à quelque titre que ce soit, pour le préjudice ou dommage causé par les travaux pratiqués.

ARTICLE 12.-

Au cas où le service Forestier ou la commune propriétaire ne pourrait procéder en temps utile à l'exploitation forestière et vidange des produits (article 2) la Société des CIMENTS LAFARGE est autorisée, après accord écrit des services compétents à procéder par ses propres moyens aux coupes de bois nécessaires aux emplacements de son exploitation, moyennant une indemnité de déboisement versée à la commune propriétaire (de 1.000 frs par ha) le bois coupé restant alors la propriété des CIMENTS LAFARGE.

...../..

ARTICLE 13.-

Dans les trois mois qui suivront la cessation du bail, quelles qu'en soient les raisons, la Société des CIMENTS LAFARGE devra, autant que cela sera raisonnablement utile et possible, mettre les fronts de carrière en bon état, abattre les pentes à 45°, niveler le terrain des parties exploitées, réparer les chemins, enlever les ouvrages dont la commune exigerait la démolition. Faute par elle d'avoir exécuté ces divers travaux dans les délais impartis et d'avoir réparé tout dommage ou dégradation imputable à son entreprise, il y sera pourvu à ses frais conformément à l'article 41 du Code Forestier.

A l'expiration de ce même délai, toute la pierre extraite restant sur le sol communal, ainsi que tout le matériel oubâtiments qui n'auraient pas été enlevés et dont la commune n'exigerait pas l'enlèvement, deviendront sa propriété sans indemnité.

ARTICLE 14.-

En garantie de l'exécution des présentes conventions et de leurs suites, la Société des CIMENTS LAFARGE verse ce jour, par chèque bancaire à la commune de MARTRES TOLOSANE, la somme de [redacted] à valoir sur le montant des redevances annuelles prévues ci-dessus.

ARTICLE 15.-

Les frais de timbre et d'enregistrement du présent acte sont à la charge de la Société des CIMENTS LAFARGE, ainsi que ceux des six expéditions dont une sera timbrée, destinée au Receveur Municipal pour servir de titre de recouvrement.

ARTICLE 16.-

Le présent bail ne prendra effet qu'après approbation par le Conservateur des Eaux et Forêts à TOULOUSE et le Préfet de la Haute-Garonne (ou leur délégué).

ARTICLE 17.-

Les parties élisent domicile à la Mairie de MARTRES-TOLOSANE et requièrent l'enregistrement par période décennale.

Pour les CIMENTS LAFARGE :

Le Maire,

Approuvé, en ce qui concerne les clauses et conditions techniques relevant du Service Forestier

Toulouse, le 20 JUIN 1963

Le Conservateur des Eaux et Forêts

Vu et approuvé

Le Préfet

Vu et Approuvé

Martres
Tolosane

Faïence de renom
Bastide d'exception

12 Bd de la Magdeleine
31220 MARTRES TOLOSANE

Téléphone : *05 61 98 80 02*
Télécopie : *05 61 98 86 89*
e-mail : *contact@mairie-martres-tolosane.fr*
e-mail : *isabelle.laybax@mairie-martres-tolosane.fr*

NOTE

De la Directrice Générale
09.02.2018

NOTE à l'attention de M. le Maire
Bail de location des carrières - LAFARGE

Les relations avec LAFARGE sont régies par un bail : « exploitation carrières »
Signé le 10 juin 1963 pour 60 ans : fin le 31/12/2022 renouvelable par tacite reconduction pour une nouvelle période de 30 ans
57 ha de Terrains appartenant à la commune (domaine privé) forêt soumis à régime forestier

Possibilité de mettre fin à la convention :

- Lafarge : fin de chaque période décennale : prévenance 1 an avant par LRAR (+ONF)
- Martres-Tolosane : si refus de renouvellement après 2022, notification à Lafarge par LRAR 5 ans avant (2017)

Pour mémoire, les sommes perçues depuis 2011

Exploitation carriere 2017
Exploitation carriere 2016
Exploitation carriere 2015
Exploitation carriere 2013
Exploitation carriere 2012
Explotation carriere 2011
Exploitation carriere 2010

[redacted]

→ Voir les bonnes + prix de vente

Le 09.02.2018
LAYBAX Isabelle

AVENANT N° 1 AU BAIL DE LOCATION DE CARRIERE

Entre la Commune de MARTRES-TOLOSANE,

Représentée par Madame le Maire agissant au nom et pour le compte de ladite Commune selon la délibération du Conseil Municipal du 20 décembre 2007

ET

La Société LAFARGE CIMENTS
Société Anonyme au capital de 113 193 511 euros, ayant son Siège Social à SAINT-CLOUD 92210 – 5 bd Louis Loucheur, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro B 302 135 561

Représentée par Monsieur Philippe BURNAGE, Directeur de l'usine de Martres Tolosane, dûment habilité aux fins des présentes

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Sur la parcelle cadastrée Section A n° 333 (141p ancien numéro), objet du présent bail, conformément à l'article 2 du bail initial, la Commune de Martres-Tolosane autorise la Société LAFARGE CIMENTS à implanter un poste électrique, lui consent une servitude pour le passage des lignes électriques existantes et, plus largement, lui confère, en qualité de propriétaire, la faculté de solliciter toutes autorisations qui pourraient s'avérer nécessaires à l'implantation de constructions ou d'infrastructures ayant un lien direct avec l'exploitation.

La présente autorisation est consentie, dans les limites posées, en ce qui concerne les dispositions d'urbanisme applicables, par le Code de l'Urbanisme et le Plan Local d' Urbanisme de la commune.

ARTICLE 2

Les autres articles formant ledit bail signé 10 juin 1963 restent inchangés.

Fait à Martres-Tolosane le 3/03/08

REÇU LE
7 MARS 2008
A LA SOUS-PRÉFECTURE DE MURET

LAFARGE CIMENTS

COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE
Le Maire,

Brigitte REDINGER

MAIRIE DE MARTRES-TOLOSANE

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE
LE SIX MAI
A AURIGNAC (31420), 45, rue Saint Michel, au siège de l'Office Notarial,

Maître Jérôme BESSET soussigné, notaire, titulaire d'un office notarial immatriculé à la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires (CRPCEN) sous le numéro 31050 et domicilié à AURIGNAC (31420), 45, rue Saint Michel,

A REÇU à la requête des parties ci-après identifiées, le présent acte authentique sur support électronique, contenant :

ECHANGE D'IMMEUBLES

PREMIER ECHANGISTE

La société dénommée **LAFARGE CIMENTS**, SA nationale à conseil d'administration au capital de 113193511,00 EUROS, ayant son siège social à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130), 14, boulevard Garibaldi, identifiée au SIREN sous le numéro 302135561 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NANTERRE.

SECOND ECHANGISTE

La **COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE**, (Autre) Collectivité territoriale département de la Haute Garonne, MARTRES TOLOSANE (31220), , Identifié sous le numéro INSEE 213103245.

Agissant solidairement entre eux.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

En ce qui concerne la personne morale :

Les échangistes attestent par leur représentant, qu'il n'existe aucun empêchement ou obstacle ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la réalisation de l'échange objet du présent acte.

Ils déclarent également par leur représentant :

- qu'ils ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la

confiscation de leurs biens ;

- qu'ils ne font pas et n'ont jamais été frappés d'une procédure de sauvegarde judiciaire, règlement judiciaire, liquidation de biens, redressement judiciaire, cessation de paiement ou autres ;

- qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une action en nullité et ne se trouvent pas en état de dissolution anticipée.

En ce qui concerne le représentant de la personne morale :

Les représentants respectifs des parties attestent pour leur propre compte qu'il n'existe de leur chef aucun empêchement ou obstacle ni aucune restriction d'ordre légal, contractuel ou judiciaire, à la réalisation de l'échange objet du présent acte.

Ils déclarent notamment :

- qu'ils ne sont ni placés sous un régime de protection légale des majeurs, ni frappés d'une interdiction légale, et qu'aucune procédure susceptible de restreindre leur capacité civile n'est en cours, sauf, le cas échéant, ce qui a été spécifié aux présentes ;

- qu'ils n'ont pas été associés dans une société mise en liquidation judiciaire ou redressement suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle ils étaient tenu indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement ;

- qu'ils ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de ses biens ;

- qu'ils ne font pas et n'ont jamais été frappés d'une procédure de sauvegarde judiciaire, règlement judiciaire, liquidation de biens, redressement judiciaire, cessation de paiement ou autres ;

- qu'ils ne font pas et ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers prévu au Code de la consommation et qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de faillite personnelle.

- que préalablement à la conclusion des présentes, elles avaient échangé toutes les informations qu'elles connaissaient et qui pouvaient avoir une importance déterminante sur leur décision respective de contracter, et ce, qu'il existe ou non entre elles un lien particulier de confiance, conformément à l'article 1112-1 du Code civil ;

- qu'elles étaient également tenues de se renseigner elles-mêmes sur toutes les informations aisément accessibles ;

- qu'elles ont une parfaite connaissance que tout manquement à cette obligation est susceptible d'engager la responsabilité de la partie contrevenante.

PRESENCE - REPRESENTATION

- La société **LAFARGE CIMENTS** est ici représentée par Monsieur Pierre MAUGEAIS, collaborateur en l'Office domicilié à AURIGNAC, 45, rue Saint Michel ;

Spécialement habilité aux fins des présentes en vertu d'une délégation de pouvoirs consentie par Monsieur Christophe RIOUT, agissant en qualité de directeur général délégué de LAFARGE CIMENTS, en date du 21 février 2024 dont un extrait certifié conforme est ci-annexé.

- La COMMUNE DE **MARTRES TOLOSANE** est représentée par Monsieur **PASCAL THEVENOT**, premier adjoint au maire de ladite commune, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, suivant délégation de pouvoirs à lui consentie par Monsieur Loïc GOJARD, maire de ladite commune, suivant délibération du conseil municipal en date du 10 avril 2024 demeurée ci-annexée.

Le représentant ci-dessus nommé déclare que la délibération n'a fait l'objet d'aucun recours auprès du Tribunal Administratif.

DESIGNATION DES BIENS IMMOBILIERS ECHANGES

La société « LAFARGE CIMENTS » cède à titre d'échange, en s'obligeant à toutes les obligations et garanties habituelles, les biens dont la désignation est établie ci-dessous :

Sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), LAS PEYRES,
Plusieurs parcelles de différentes natures.
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
A	252	LAS PEYRES	0	36	80
A	253	LAS PEYRES	0	30	90
A	254	LAS PEYRES	0	40	60
A	301	LA HOUILLERE	0	21	10
A	302	LA HOUILLERE	0	10	96
A	304	LA HOUILLERE	0	12	08
A	307	LA HOUILLERE	0	07	95
A	308	LA HOUILLERE	0	40	17
A	309	LA HOUILLERE	0	10	75
A	311	LA HOUILLERE	1	12	30
A	312	LA HOUILLERE	0	07	88
A	900	LAS PEYRES	1	06	35
A	1425	LA HOUILLERE	0	07	98
A	1427	LA HOUILLERE	0	20	24
A	1429	LA HOUILLERE	0	04	19
A	1431	LA HOUILLERE	0	05	02
Contenance Totale :			**4ha 75a 27ca**		

La copie du plan cadastral matérialisant, **sous teinte VERTE**, l'assiette foncière, desdits biens est ci-annexée.

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

DIVISION CADASTRALE

1°) Il est ici précisé que la parcelle cadastrée A 1425 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée A 300.

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha	a	ca	Section	Numéro	Contenance ha	a	ca
A	300	1	50	78	A	1425	00	07	98
					A	1426	1	42	80

La parcelle cadastrée A 1426 restant appartenir au PREMIER ECHANGISTE.

Le document d'arpentage a été établi par Monsieur Florent DESSENS géomètre-expert à SALIES DU SALAT, le 9 janvier 2024, sous le numéro 998 J.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le coéchangiste dispense expressément l'échangiste de faire établir par un géomètre-expert un plan du BIEN et déclare faire son affaire personnelle de cette situation relativement aux limites et aux servitudes dudit BIEN.

2°) Il est ici précisé que la parcelle cadastrée A 1427 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée A 303.

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance			Section	Numéro	Contenance		
		ha	a	ca			ha	a	ca
A	303	1	92	79	A	1427	00	20	24
					A	1428	1	72	55

La parcelle cadastrée A 1428 restant appartenir au PREMIER ECHANGISTE.

Le document d'arpentage a été établi par Monsieur Florent DESSENS géomètre-expert à SALIES DU SALAT, le 9 janvier 2024, sous le numéro 998 J.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le coéchangiste dispense expressément l'échangiste de faire établir par un géomètre-expert un plan du BIEN et déclare faire son affaire personnelle de cette situation relativement aux limites et aux servitudes dudit BIEN.

3°) Il est ici précisé que la parcelle cadastrée A 1429 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée A 305.

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance			Section	Numéro	Contenance		
		ha	a	ca			ha	a	ca
A	305	1	17	60	A	1429	00	04	19
					A	1430	1	13	41

La parcelle cadastrée A 1430 restant appartenir au PREMIER ECHANGISTE.

Le document d'arpentage a été établi par Monsieur Florent DESSENS géomètre-expert à SALIES DU SALAT, le 9 janvier 2024, sous le numéro 998 J.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le coéchangiste dispense expressément l'échangiste de faire établir par un

géomètre-expert un plan du BIEN et déclare faire son affaire personnelle de cette situation relativement aux limites et aux servitudes dudit BIEN.

4°) Il est ici précisé que la parcelle cadastrée A 1431 provient de la division de la parcelle antérieurement cadastrée A 306.

Anciennes références cadastrales					**Références cadastrales actuelles**				
Section	**Numéro**	**Contenance**			**Section**	**Numéro**	**Contenance**		
		ha	**a**	**ca**			**ha**	**a**	**ca**
A	306	00	38	03	A	1431	00	05	02
					A	1432	00	33	01

La parcelle cadastrée A 1432 restant appartenir au PREMIER ECHANGISTE.

Le document d'arpentage a été établi par Monsieur Florent DESSENS géomètre-expert à SALIES DU SALAT, le 9 janvier 2024, sous le numéro 998 J.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le coéchangiste dispense expressément l'échangiste de faire établir par un géomètre-expert un plan du BIEN et déclare faire son affaire personnelle de cette situation relativement aux limites et aux servitudes dudit BIEN.

A la « COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE » qui accepte et cède en échange les Biens immobiliers suivants :

Sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Las Peyres,
Plusieurs parcelles de différentes natures.
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Section	**Numéro**	**Lieudit**	**ha**	**a**	**ca**
A	299	LA HOUILLERE	0	00	09
A	1412	Las Peyres	0	71	30
A	1433	LA HOUILLERE	0	22	40
A	1434	CAUBAN D'EN BAS	0	02	40
AN	153	FONTAINE	0	24	60
AN	154	FONTAINE	0	16	37
AN	155	BORDIE	0	10	34
AN	158	BORDIE	0	50	40
Contenance Totale :	**1ha 97a 90ca**				

La copie du plan cadastral matérialisant, **sous teinte BLEUE**, l'assiette foncière, desdits biens est ci-annexée.

Tel que cet immeuble existe, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et

facultés quelconques, sans exception ni réserve.

DIVISION CADASTRALE

1°) Il est ici précisé que la parcelle cadastrée A 1433 provient du domaine non cadastré de la commune de MARTRES TOLOSANE .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha	a	ca	Section	Numéro	Contenance ha	a	ca
Domaine non cadastré					A	1433	00	22	40

Le document d'arpentage a été établi par Monsieur Florent DESSENS géomètre-expert à SALIES DU SALAT, le 9 janvier 2024, sous le numéro 998 J.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le coéchangiste dispense expressément l'échangiste de faire établir par un géomètre-expert un plan du BIEN et déclare faire son affaire personnelle de cette situation relativement aux limites et aux servitudes dudit BIEN.

2°) Il est ici précisé que la parcelle cadastrée A 1412 provient du domaine non cadastré de la commune de MARTRES TOLOSANE .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha	a	ca	Section	Numéro	Contenance ha	a	ca
Domaine non cadastré					A	1412	00	71	30

Le document d'arpentage a été établi par Monsieur Florent DESSENS géomètre-expert à SALIES DU SALAT, le 9 novembre 2022, sous le numéro 991 P.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le coéchangiste dispense expressément l'échangiste de faire établir par un géomètre-expert un plan du BIEN et déclare faire son affaire personnelle de cette situation relativement aux limites et aux servitudes dudit BIEN.

3°) Il est ici précisé que la parcelle cadastrée A 1434 provient de la division du domaine non cadastré de la commune de MARTRES TOLOSANE .

Anciennes références cadastrales					Références cadastrales actuelles				
Section	Numéro	Contenance ha	a	ca	Section	Numéro	Contenance ha	a	ca
Domaine non cadastré					A	1434	00	02	40

Le document d'arpentage a été établi par Monsieur Florent DESSENS

géomètre-expert à SALIES DU SALAT, le 9 janvier 2024, sous le numéro 999 E.

Les parties requièrent le notaire soussigné de le déposer au service de la publicité foncière compétent avec un extrait cadastral modèle 1, délivré par le service du cadastre et dont une copie est ci-annexée, ainsi qu'avec la copie authentique des présentes destinée à être publiée.

Le coéchangiste dispense expressément l'échangiste de faire établir par un géomètre-expert un plan du BIEN et déclare faire son affaire personnelle de cette situation relativement aux limites et aux servitudes dudit BIEN.

Chaque échangiste déclare bien connaître les biens qui lui sont cédés pour les avoir visités en vue du présent acte et s'être entouré personnellement de tous éléments d'informations nécessaires à sa décision.

Les comparants dispensent le notaire soussigné de faire plus ample désignation.

REFERENCES DE PUBLICITE FONCIERE

EFFET RELATIF

La société « LAFARGE CIMENTS » est propriétaire des Biens immobiliers sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : LAS PEYRES, suivant :

La parcelle cadastrée A 302, la parcelle cadastrée A 304, la parcelle cadastrée A 307, la parcelle cadastrée A 308, la parcelle cadastrée A 311, la parcelle cadastrée A 312, la parcelle cadastrée A 1425, la parcelle cadastrée A 1427, la parcelle cadastrée A 1429 et la parcelle cadastrée A 1431

- Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître MALET, notaire à SALIES-DU-SALAT (31260), le 2 août 1983 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 16 septembre 1983, volume 2908 numéro 11.

La parcelle cadastrée A 252 et la parcelle cadastrée A 900

- Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître DUCROS BOURDENS, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 9 janvier 1988 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 1er février 1988, volume 3643 numéro 14.

La parcelle cadastrée A 253

- Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître FOURNIE, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 6 septembre 1990 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 19 octobre 1990, volume 1990 P numéro 4104.

La parcelle cadastrée A 254

- Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître FOURNIE, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 31 janvier 1991 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 22 mars 1991, volume 1991 P numéro 1239.

La parcelle cadastrée A 301

- Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître FOURNIE, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 25 juin 1993 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 23 août 1993, volume 1993 P numéro 3373.

La parcelle cadastrée A 309

- Acquisition aux termes d'un acte reçu par Maître FOURNIE, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 9 novembre 2002 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 9 janvier 2003, volume 2003 P numéro 159.

La « COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE » est propriétaire des Biens immobiliers sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : Las Peyres, suivant :

La parcelle cadastrée AN 153, la parcelle cadastrée AN 154, la parcelle cadastrée AN 155 et la parcelle cadastrée AN 158

- Transfert de propriété aux termes d'un acte administratif reçu le 30 septembre 2004 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 11 octobre 2004, volume 2004 P numéro 6065.

La parcelle cadastrée A 299, la parcelle cadastrée A 1412, la parcelle cadastrée A 1433 et la parcelle cadastrée A 1434

- Faits et actes antérieurs au 1er janvier 1956 .

Ces biens appartiennent à la commune de MARTRES TOLOSANE depuis des temps immémoriaux et plus que suffisants pour prescrire et en tout état de cause antérieurement au 1er janvier 1956.

DESTINATION ET USAGE

DESTINATION ET USAGE ACTUEL DU BIEN CEDE PAR LAFARGE CIMENTS

L'ECHANGISTE déclare que le BIEN par lui cédé est actuellement destiné à usage agricole.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN REÇU PAR COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE

LE CONTRE ECHANGISTE déclare vouloir destiner le BIEN par lui reçu à usage d'exploitation agricole.

DESTINATION ET USAGE ACTUEL DU BIEN CEDE PAR COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE

L'ECHANGISTE déclare que le BIEN par lui cédé est actuellement destiné à usage agricole.

DESTINATION ET USAGE DU BIEN REÇU PAR LAFARGE CIMENTS

LE CONTRE ECHANGISTE déclare vouloir destiner le BIEN par lui reçu à

usage d'exploitation agricole.

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS CEDES PAR LAFARGE CIMENTS

Le BIEN sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : LAS PEYRES, est cédé par LAFARGE CIMENTS à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS REÇUS PAR COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE

Le BIEN sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : LAS PEYRES, est acquis par COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS CEDES PAR COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE

Le BIEN sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : Las Peyres, est cédé par COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS REÇUS PAR LAFARGE CIMENTS

Le BIEN sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : Las Peyres, est acquis par LAFARGE CIMENTS à concurrence de la totalité en pleine propriété.

RENONCIATION A L'ACTION EN REPETITION

Comme condition expresse du présent échange, les parties déclarent respectivement se désister de l'action en répétition pouvant résulter à leur profit de l'article 1705 du Code civil pour le cas où l'un d'eux viendrait à être évincé de l'immeuble reçu par lui en échange.

En conséquence, ils renoncent à l'exercice de toute action réelle sur les immeubles échangés, se réservant seulement pour le cas d'éviction une action personnelle en dommages-intérêts.

CHARGES ET CONDITIONS

Le présent échange a lieu sous diverses charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, qui pour celles ne donnant lieu ni à publicité ni à taxation, seront développées à la suite de la partie normalisée du présent acte.

PROPRIETE - JOUISSANCE

PROPRIETE

Les échangistes seront respectivement propriétaires des biens immobiliers qu'ils reçoivent en vertu de l'échange, au moyen et par le seul fait du présent acte et à compter de ce jour.

JOUISSANCE

la société « LAFARGE CIMENTS » aura la jouissance également à compter de ce jour, des biens sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : Las Peyres, par la prise de possession réelle et effective, le bien étant libre de toute location ou

occupation.

Et « COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE » aura la jouissance également à compter de ce jour, des biens sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : LAS PEYRES, par la prise de possession réelle et effective, le bien étant libre de toute location ou occupation.

ÉVALUATION DES BIENS IMMOBILIERS ECHANGES

Les échangistes évaluent l'ensemble des immeubles échangés à la même somme de **QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (450,00 €).**

En conséquence, le présent échange est fait sans soulte ni retour de part ni d'autre.

DECLARATIONS FISCALES

DECLARATION SUR LES PLUS-VALUES

Le notaire soussigné a spécialement averti les coéchangistes des dispositions légales relatives aux plus-values immobilières des particuliers.

1) LAFARGE CIMENTS déclare :

- que son domicile est bien celui indiqué en tête du présent acte ;
- que les présentes n'entrent pas dans le champ d'application du régime d'imposition des plus-values immobilières des particuliers prévu par les articles 150 U et suivants du Code général des impôts, étant assujetti au régime de l'impôt sur les sociétés.
- que la présente cession relève du régime des plus-values professionnelles prévu aux articles 38 et suivants du Code général des impôts.

En conséquence, aucune déclaration ne sera déposée par le notaire soussigné à l'appui de la réquisition pour publier.

2) COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE déclare :

- que son domicile est bien celui indiqué en tête du présent acte ;
- que la présentation mutation étant consentie par une personne morale de droit public, elle n'entre pas dans le champ d'application des dispositions du Code général des impôts relatives aux plus-values immobilières des particuliers.

En conséquence, aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement du présent acte.

DROITS D'ECHANGE

Les parties déclarent :

- que les immeubles échangés sont chacun d'une égale valeur de QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (450,00 €) ;
- que le présent échange intervient avec une collectivité publique et en conséquence, le présent acte ne donnera lieu à aucune perception au profit au Trésor en vertu de l'article 1042 du Code général des impôts.

LIQUIDATION DES DROITS

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE**

(31220), Lieudit LAS PEYRES,

Le service de la publicité foncière percevra le montant minimum de la contribution de sécurité immobilière, représentant la taxe au profit de l'Etat telle que fixée par l'article 879 du Code Général des Impôts, soit la somme de QUINZE EUROS (15,00 €).

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit Las Peyres,**

Le service de la publicité foncière percevra le montant minimum de la contribution de sécurité immobilière, représentant la taxe au profit de l'Etat telle que fixée par l'article 879 du Code Général des Impôts, soit la somme de QUINZE EUROS (15,00 €).

En conséquence, il sera perçu au titre de la contribution de sécurité immobilière au profit de l'Etat, un montant total de TRENTE EUROS (30,00 €).

TAXE DE PUBLICITE FONCIERE - MONTANT MINIMUM PERÇU PAR MURET

Conformément à l'article 674 du Code général des impôts, les présentes sont soumises au minimum de perception de 25 euros.

PUBLICITE FONCIERE

Une copie authentique des présentes sera soumise par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière auprès du Service de la publicité foncière de MURET

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DÉVELOPPÉE

OBSERVATIONS PREALABLES

DECLARATIONS

CONCERNANT LES IMMEUBLES

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit LAS PEYRES,**

LAFARGE CIMENTS déclare :

- qu'il n'est pas actuellement l'objet d'expropriation ;
- qu'il est libre de toute inscription, transcription, publication ou mention pouvant porter atteinte aux droits de son coéchangiste.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire du chef de LAFARGE CIMENTS en date du 21 février 2024.

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit Las Peyres,**

COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE déclare :

- qu'il n'est pas actuellement l'objet d'expropriation ;
- qu'il est libre de toute inscription, transcription, publication ou mention pouvant porter atteinte aux droits de son coéchangiste.

Ainsi qu'il résulte d'un état hypothécaire du chef de la commune de MARTRES TOLOSANE en date du 21 février 2024.

CONSULTATION DU B.O.D.A.C.C.

Le notaire soussigné déclare avoir consulté le Bulletin Officiel Des Annonces Civiles et Commerciales pour toutes les parties à l'acte.

URBANISME

Les parties déclarent se référer aux divers certificats relatifs à l'urbanisme et à la voirie dont les copies sont ci-annexées.

Elles ont pris connaissance desdites pièces, tant par elles-mêmes que par la lecture que leur en a donnée le notaire soussigné.

Lesquelles pièces consistant en :

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit LAS PEYRES,**

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 27 février 2024 pour la parcelle A 900 ;

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 27 février 2024 pour la parcelle A 300 (dont est issue la parcelle A 1425), A 301, A 302, A 303 (dont est issue la parcelle A 1427), A 304, A 305 (dont est issue la parcelle A 1429), A 306 (dont est issue la parcelle A 1431), A 307 et A 309 ;

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 27 février 2024 pour la parcelle A 299 ;

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 27 février 2024 pour les parcelles A 252, 253 et 254 ;

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 27 février 2024 pour les

parcelles A 311 et 312 ;

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 6 Mars 2024 pour la parcelle A 308 ;

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit Las Peyres,**

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 27 février 2024 pour la parcelle AN 153 duquel il résulte notamment que ladite parcelle est grevée d'une servitude relative au transport de gaz naturel ;

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 27 février 2024 pour la parcelle AN 154 duquel il résulte notamment que ladite parcelle est grevée d'une servitude relative au transport de gaz naturel ;

* un certificat d'urbanisme d'information délivré le 6 mars 2024 pour les parcelles AN 155 et 158.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit LAS PEYRES,**

Les biens sont situés dans une portion de territoire qui n'est pas soumise au droit de préemption urbain ainsi qu'il résulte des renseignements d'urbanisme.

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit Las Peyres,**

Les biens sont situés dans une portion de territoire qui n'est pas soumise au droit de préemption urbain ainsi qu'il résulte des renseignements d'urbanisme.

DROIT DE PREEMPTION SAFER

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit LAS PEYRES,**

Conformément aux dispositions du 1° de l'article L. 143-4 du Code rural et de la pêche maritime, le présent échange n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 dudit code.

Le notaire soussigné a porté à la connaissance de la SAFER de OCCITANIE, territorialement compétente, l'ensemble des informations prescrites par les articles R. 141-2-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime et notamment l'existence d'un obstacle à la préemption, sous forme électronique dans les conditions prévues aux articles 1366 et 1367 du Code civil.

Une copie de cette notification ainsi que de l'avis de réception sont ci-annexées.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;

- et que ces dispositions ont bien été observées.

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit Las Peyres,**

Conformément aux dispositions du 1° de l'article L. 143-4 du Code rural et de

la pêche maritime, le présent échange n'est pas soumise au droit de préemption de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER), institué par l'article L. 143-1 dudit code.

Le notaire soussigné a porté à la connaissance de la SAFER de OCCITANIE, territorialement compétente, l'ensemble des informations prescrites par les articles R. 141-2-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime et notamment l'existence d'un obstacle à la préemption, sous forme électronique dans les conditions prévues aux articles 1366 et 1367 du Code civil.

Une copie de cette notification ainsi que de l'avis de réception sont ci-annexées.

Conformément à l'article R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, les parties reconnaissent que le notaire soussigné :

- leur a rappelé les dispositions des articles R. 141-2-1 à R. 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime, relative aux conditions de transmission des informations nécessaires à l'exercice des missions de la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural ;
- et que ces dispositions ont bien été observées.

CHARGES ET CONDITIONS

Outre celles énoncées précédemment, le présent acte a lieu sous les charges et conditions ordinaires et de droit et notamment sous celles suivantes que les parties s'obligent respectivement à exécuter, savoir :

ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN SIS A MARTRES TOLOSANE (31220), LIEUDIT : LAS PEYRES

Le coéchangiste prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre l'échangiste pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même l'échangiste ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasitaires dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, l'échangiste garantit le coéchangiste contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- l'échangiste a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que le coéchangiste ait également cette qualité,

- ou si le coéchangiste prouve, dans les délais légaux, que l'échangiste a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

A ce titre l'échangiste déclare sous sa responsabilité, concernant le BIEN objet des présentes :

- qu'il ne fait pas actuellement l'objet de procédure d'expropriation ;
- qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure en délimitation de propriété ou de

bornage ;

- qu'aucun élément bâti ne se trouve sur le BIEN objet des présentes.

ETAT ET CONSISTANCE DU BIEN SIS A MARTRES TOLOSANE (31220), LIEUDIT : LAS PEYRES

Le coéchangiste prendra le BIEN objet des présentes dans son état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il l'a vu et visité, sans pouvoir exercer aucun recours ni répétition contre l'échangiste pour quelque cause que ce soit et notamment en raison des fouilles ou excavations qui auraient pu être pratiquées sous le BIEN et de tous éboulements qui pourraient en résulter par la suite, la nature du sol et du sous-sol n'étant pas garantie.

De même l'échangiste ne sera tenu à aucune garantie en ce qui concerne, soit le défaut d'alignement, soit l'état des biens et les vices de toute nature, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasitaires dont ils peuvent être affectés.

Toutefois, afin de respecter les dispositions de l'article 1626 du Code civil, l'échangiste garantit le coéchangiste contre tous risques d'évictions, à l'exception des éventuelles charges déclarées aux présentes.

Par ailleurs, l'exonération de garantie des vices cachés, telle que stipulée ci-dessus, ne s'appliquera pas dans les cas suivants :

- l'échangiste a acquis, volontairement ou involontairement, la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, à moins que le coéchangiste ait également cette qualité,

- ou si le coéchangiste prouve, dans les délais légaux, que l'échangiste a dissimulé sciemment un ou plusieurs vices cachés qu'il connaissait.

A ce titre l'échangiste déclare sous sa responsabilité, concernant le BIEN objet des présentes :

- qu'il ne fait pas actuellement l'objet de procédure d'expropriation ;
- qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure en délimitation de propriété ou de bornage ;
- qu'aucun élément bâti ne se trouve sur le BIEN objet des présentes.

GARANTIES

Prendre les immeubles objets des présentes dans l'état où ils se trouvent actuellement, sans aucune garantie de la part de son coéchangiste pour quelque cause que ce soit, et notamment pour mauvais état du sol ou du sous-sol, vétusté, vices de construction ou autres, apparents ou cachés, insectes, parasites ou végétaux parasitaires, carrières, affaissements ou éboulements, fouilles, défaut d'alignement, mitoyenneté ou non mitoyenneté, ou encore erreur dans la désignation ou la consistance, ou dans la contenance indiquée, toute différence qui pourrait exister entre la contenance réelle et celle sus indiquée, en plus ou en moins, excéda-t-elle un vingtième devant faire son profit ou sa perte.

SERVITUDES

Supporter les servitudes passives, conventionnelles ou légales, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever les biens objet des présentes, sauf à s'en défendre, et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et sans recours contre son coéchangiste et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droit qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits

ou de la loi.

Chacune des parties déclare faire son affaire personnelle des servitudes grevant les biens ci-après :

En ce qui concerne les parcelles cadastrées section A 1425 (issue de A 300), 301, 302 et A 1427 (issue de A 303)

Ces parcelles sont grevées d'une servitude de passage de lignes électriques constituée suivant acte reçu par Me Anaïs VAYLAC, Notaire à TOULOUSE, le 22 février 2023, publié au service de publicité foncière de SAINT GAUDENS le 1er mars 2023, volume 2023 P n° 2795.

En ce qui concerne les parcelles cadastrées section AN n° 153 et 154

Ces parcelles sont grevées d'une servitude relative au transport de gaz naturel.

IMPOTS ET CHARGES

Acquitter à compter du jour de l'entrée en jouissance tous les impôts, contributions, taxes et charges de toute nature auxquels les biens peuvent et pourront être assujettis, étant précisé à ce sujet que la taxe foncière se répartira prorata temporis entre les parties, et dès à présent, chaque partie s'engage à rembourser à première demande la fraction lui incombant.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

DOSSIER COMPLET DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES RELATIFS A L'ETAT DU BIEN

Conformément aux dispositions de l'article L. 271-4 du Code de la construction et de l'habitation, un dossier de diagnostics techniques, en date du 5 mars 2024, fourni par l'échangiste est ci-annexé sous forme de copie.

Afin de respecter les dispositions de l'article R. 271-3 du Code de la construction et de l'habitation, le diagnostiqueur DFS EXPERTISES Cabinet AGENDA, situé à MONTREJEAU (31210) 16 rue du Barry, a remis à l'échangiste l'attestation sur l'honneur ci-annexée sous forme de copie certifiant qu'il répond aux conditions de compétence, de garantie et d'assurance prévues à l'article L. 271-6 du code susvisé et qu'il dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à sa prestation.

Du fait de la délivrance des différents diagnostics ci-après relatés, et en complément de ce qui est indiqué au paragraphe « Charges et conditions générales », l'échangiste est exonéré de la garantie des vices cachés correspondante conformément aux dispositions du II de l'article L. 271-4 du Code de la construction et de l'habitation.

ETAT DES RISQUES

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit LAS PEYRES,**

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans une zone délimitée en application des 1° ou 2° du II de l'article L. 562-1 du Code de l'environnement par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé et rendu public dans les conditions prévues par l'article R. 562-9 du Code de l'environnement, ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de

l'environnement ;

- dans une des zones de sismicité 2,3,4 ou 5 mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R 125-25 II du Code de l'environnement, le coéchangiste reconnaît que le ÉCHANGISTE lui a bien remis à l'occasion de la première visite du BIEN l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

CONCERNANT LES RISQUES NATURELS :

- que le BIEN est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels approuvé mis en place le 19 janvier 2011, concernant les risques **mouvement de terrain, sécheresse et réhydratation**, ;

- qu'il ne fait pas l'objet de prescription de travaux.

CONCERNANT LES RISQUES MINIERS :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

CONCERNANT LES RISQUES TECHNOLOGIQUES :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

CONCERNANT LES RISQUES SISMIQUES :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

CONCERNANT LE RADON :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français, comme à potentiel radon classée en Zone 1 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

*** Concernant le bien sis sur la commune de MARTRES TOLOSANE (31220), Lieudit Las Peyres,**

La commune du BIEN objet des présentes est située :

- dans une zone délimitée en application des 1° ou 2° du II de l'article L. 562-1 du Code de l'environnement par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé et rendu public dans les conditions prévues par l'article R. 562-9 du Code de l'environnement, ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones de sismicité 2,3,4 ou 5 mentionnées au I de l'article R. 563-4 et énumérées par l'article D. 563-8-1 du Code de l'environnement ;

- dans une des zones à potentiel radon définies à l'article R. 1333-29 du code de la santé publique, énumérées par l'arrêté mentionné à l'article L. 1333-22 du même code ;

Conformément à l'article R 125-25 II du Code de l'environnement, le coéchangiste reconnaît que le ÉCHANGISTE lui a bien remis à l'occasion de la première visite du BIEN l'état des risques.

Cet état des risques datant de moins de six mois, a été établi à partir des informations mises à disposition par le préfet du département de situation du BIEN.

Une copie de cet état accompagnée des copies des extraits de documents et de dossiers, permettant la localisation du BIEN objet des présentes au regard des risques encourus, est ci-annexée.

Il en résulte :

CONCERNANT LES RISQUES NATURELS :

- que le BIEN est situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques naturels approuvé mis en place le 19 janvier 2011, concernant les risques mouvement de terrain sécheresse et réhydratation, ;

- qu'il ne fait pas l'objet de prescription de travaux.

CONCERNANT LES RISQUES MINIERS :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques miniers.

CONCERNANT LES RISQUES TECHNOLOGIQUES :

- que le BIEN n'est pas situé dans le périmètre d'un plan de prévention des risques technologiques.

CONCERNANT LES RISQUES SISMIQUES :

- que le BIEN est situé dans une commune soumise à risque sismique, classée en zone 2 (aléa faible) conformément aux dispositions de l'article R. 563-4 du Code de l'environnement.

CONCERNANT LE RADON :

Le BIEN est situé dans une commune définie par l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français, comme à potentiel radon classée en Zone 1 conformément aux dispositions de l'article R. 1333-29 du Code de la santé publique.

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- la base des anciens sites industriels et activités de services CASIAS (ex-BASIAS) ;

- la base de données sur les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif GEORISQUES (ex-BASOL) ;

- la base des installations classées soumises à déclaration, à autorisation ou à enregistrement du ministère de la transition écologique et solidaire.

Une copie des résultats de ces consultations est ci-annexée.

ORIGINE DE PROPRIETE

- Le BIEN sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : LAS PEYRES, appartient à :

Le terrain objet des présentes est détenu par LAFARGE CIMENTS, savoir :

En ce qui concerne les parcelles cadastrées section A n° **302**, **304**, **307**, **308**, **311, 312**, **1425** (issue de A 300), **1427** (issue de A 303), **1429** (issue de 305) et A **1431** (issue de A 306) :

pour les avoir acquis de Monsieur PLUMEJEAU né le 25 octobre 1928 et de son épouse Madame DAMBRUN née le 11 novembre 1932

aux termes d'un acte reçu par Maître MALET, notaire à SALIES-DU-SALAT (31260), le 2 août 1983.

Cette acquisition a été consentie moyennant le prix de HUIT CENT DIX MILLE FRANCS (810 000 francs), soit une contre-valeur à CENT VINGT-TROIS MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-TROIS EUROS ET SOIXANTE-DIX CENTIMES (123 483,70 €) payé comptant et quittancé dans l'acte, sans recours à un prêt ayant fait l'objet d'une garantie hypothécaire.

Audit acte il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 16 septembre 1983, volume 2908 numéro 11.

L'état sur formalités requis suite à cette publication n'a fait apparaître aucune inscription quelconque.

En ce qui concerne les parcelles cadastrées section **A n° 252** et **900**

pour les avoir acquis de Madame DE GOUZE DE SAINT-MARTIN née le 3 novembre 1907,

aux termes d'un acte reçu par Maître DUCROS BOURDENS, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 9 janvier 1988.

Cette acquisition a été consentie moyennant le prix de CINQ CENT QUARANTE-NEUF MILLE SOIXANTE-DEUX FRANCS (549 062 francs), soit une contre-valeur à QUATRE-VINGT-TROIS MILLE SEPT CENT TROIS EUROS ET QUATRE-VINGT-SEIZE CENTIMES (83 703,96 €) payé comptant et quittancé dans l'acte, sans recours à un prêt ayant fait l'objet d'une garantie hypothécaire.

Audit acte il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 1er février 1988, volume 3643 numéro 14.

L'état sur formalités requis suite à cette publication n'a fait apparaître aucune inscription quelconque.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section **A n° 253**

pour l'avoir acquis des ConsORTS ARBOLA nés le 25/0/1932, 22/02/1938, 22/02/1938 et 20/05/1944, aux termes d'un acte reçu par Maître FOURNIE, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 6 septembre 1990.

Cette acquisition a été consentie moyennant le prix de DIX MILLE FRANCS

(10 000 francs), soit une contre-valeur à MILLE CINQ CENT VINGT-QUATRE EUROS ET QUARANTE-NEUF CENTIMES (1 524,49 €) payé comptant et quittancé dans l'acte, sans recours à un prêt ayant fait l'objet d'une garantie hypothécaire.

Audit acte il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 19 octobre 1990, volume 1990 P numéro 4104.

L'état sur formalités requis suite à cette publication n'a fait apparaître aucune inscription quelconque.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section **A n° 254**

pour l'avoir acquis de Madame PERISSE née le 12 novembre 1921, aux termes d'un acte reçu par Maître FOURNIE, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 31 janvier 1991.

Cette acquisition a été consentie moyennant le prix de QUARANTE-CINQ MILLE FRANCS (45 000 francs), soit une contre-valeur à SIX MILLE HUIT CENT SOIXANTE EUROS ET VINGT ET UN CENTIMES (6 860,21 €) payé comptant et quittancé dans l'acte, sans recours à un prêt ayant fait l'objet d'une garantie hypothécaire.

Audit acte il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 22 mars 1991, volume 1991 P numéro 1239.

L'état sur formalités requis suite à cette publication n'a fait apparaître aucune inscription quelconque.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section **A n° 301**

pour les avoir acquis de Monsieur CAPELLE né le 16 mars 1926, aux termes d'un acte reçu par Maître FOURNIE, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 25 juin 1993.

Cette acquisition a été consentie moyennant le prix de QUATRE-VINGT MILLE FRANCS (80 000 francs), soit une contre-valeur à DOUZE MILLE CENT QUATRE-VINGT-QUINZE EUROS ET QUATRE-VINGT-DOUZE CENTIMES (12 195,92 €) payé comptant et quittancé dans l'acte, sans recours à un prêt ayant fait l'objet d'une garantie hypothécaire.

Audit acte il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 23 août 1993, volume 1993 P numéro 3373.

L'état sur formalités requis suite à cette publication n'a fait apparaître aucune inscription quelconque.

En ce qui concerne la parcelle cadastrée section **A n° 309**

pour les avoir acquis de Madame LAFFORGUE née le 2 mars 1922 et de Madame DE AMORIM née le 9 juillet 1941, aux termes d'un acte reçu par Maître FOURNIE, notaire à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 9 novembre 2002.

Cette acquisition a été consentie moyennant le prix de MILLE CINQ CENT VINGT-QUATRE EUROS ET CINQUANTE CENTIMES (1 524,50 €) payé comptant et quittancé dans l'acte, sans recours à un prêt ayant fait l'objet d'une garantie

hypothécaire.

Audit acte il a été fait les déclarations d'usage concernant l'état civil et la capacité des parties.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 9 janvier 2003, volume 2003 P numéro 159.

L'état sur formalités requis suite à cette publication n'a fait apparaître aucune inscription quelconque.

- Le BIEN sis à MARTRES TOLOSANE (31220), lieudit : Las Peyres, appartient à :

Le terrain objet des présentes est détenu par COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE savoir :

Les parcelles cadastrées section **AN n° 153, 154, 155 et 158** pour lui avoir été attribuées de l'Etat français aux termes d'un acte reçu administratif en date du 30 septembre 2004.

Une copie authentique de cet acte a été publiée au service de la publicité foncière de MURET, le 11 octobre 2004, volume 2004 P numéro 6065.

L'état sur formalités requis suite à cette publication n'a fait apparaître aucune inscription quelconque.

En ce qui concerne les parcelles cadastrées section **A n° 299, 1412, 1344 et 1434** (issues du domaine public)

Ces biens appartiennent à la commune de MARTRES TOLOSANE depuis des temps immémoriaux et plus que suffisants pour prescrire et en tout état de cause antérieurement au 1er janvier 1956.

MEDIATION

Les parties sont informées qu'en cas de litige pouvant résulter soit du contenu du présent acte soit même de sa validité, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre à un médiateur.

En conséquence, elles s'engagent d'ores et déjà, à rechercher une solution amiable en cas de différend et à soumettre celui-ci à un médiateur qui sera désigné et missionné par le Centre de médiation notariale dont elles trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site : https://mediation.notaires.fr.

Cette médiation suspend le délai de prescription.

Une action en justice avant la mise en œuvre de cette clause sera sanctionnée par une fin de non-recevoir.

FRAIS

La société LAFARGE CIMENTS paiera en totalité tous les frais, droits et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite ou la conséquence.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent acte et de ses suites, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives.

REMISE DE TITRES

Les parties ne seront pas tenues de délivrer les anciens titres de propriété mais chacune d'elles sera subrogée dans tous les droits de son coéchangiste pour se faire délivrer à ses frais ceux dont elle pourrait avoir besoin concernant le bien.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état civil.

CONNAISSANCE DES ANNEXES

La totalité des annexes relatées aux présentes a été portée à la connaissance des parties.

La signature électronique du notaire soussigné en fin d'acte, vaut également pour les annexes, comme faisant partie intégrante de la minute.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les parties pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, ...),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur

des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les parties peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les parties peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les parties estiment, après avoir contacté l'office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte a lieu sans soulte. Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre, le Notaire soussigné, affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant stipulation d'une soulte.

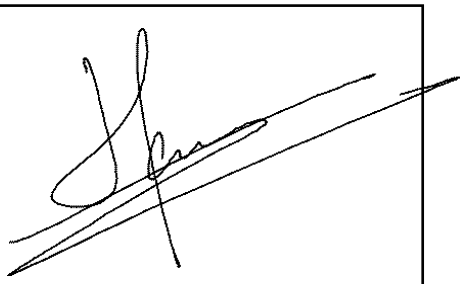
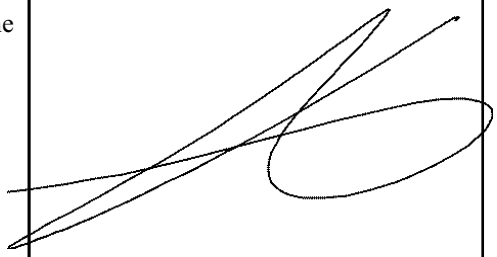
DONT ACTE

Sans renvoi.

Généré et visualisé sur support électronique en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an indiqués aux présentes.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli l'image de leur signature manuscrite et a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

Recueil de signatures par Maître Jérôme BESSET

M. Pascal THEVENOT, représentant de COMMUNE DE MARTRES TOLOSANE A signé A l'office Le 6 mai 2024	
M. Pierre MAUGEAIS, représentant de LAFARGE CIMENTS A signé A l'office Le 6 mai 2024	
et le notaire Me BESSET Jérôme A signé A l'office L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE LE SIX MAI	

Arrêté Préfectoral du 16 mai 2003 et du 18 avril 2003	Document n° 21.231-A1 / 9

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

16 MAI 2003

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
Bureau de l'Environnement

N° 26

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Le Préfet de la région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'Honneur

DOSSIER n° 752

VU le code de l'Environnement ;
VU le code minier ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU le code rural ;
VU le code forestier ;
VU le code de la santé publique ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code du travail ;
VU le code pénal ;
VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur la protection des monuments historiques ;
VU la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques ;
VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive, modifiée par la loi de finances rectificative pour 2001 n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 ;
VU le décret n° 2002-89 du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;
VU la loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
VU l'ordonnance n° 59-115 du 3 janvier 1959 relative aux voiries des collectivités locales et notamment ses articles 5 et 55 et la loi n° 89-413 du 22 juin 1989 relative au code de la voirie routière ;
VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par le décret n° 96-18 du 5 janvier 1996 ;
VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;
VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
VU l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
VU l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001 ;
VU la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU l'arrêté interministériel du 1er février 1996 fixant le modèle d'attestation des garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral n° 35 du 18 mai 1973 autorisant la société LAFARGE CIMENTS à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire des communes de MARTRES-TOLOSANE, lieux-dits "La Houillère", "Tucaou", "Le Bois Communal", parcelles n° 160, 313 à 321, 324, 325, 326, 332, et 333, section A du plan cadastral et de MARIGNAC-LASPEYRES, lieu-dit "Cassagneau", parcelles n° 210, 211 et 212, section C du plan cadastral ;

VU les arrêtés préfectoraux n° 35-3 du 2 juillet 1974 et n° 96 du 15 avril 1999 modifiant l'arrêté du 18 mai 1973 précité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 598 du 30 juin 1986 autorisant la société CIMENTS LAFARGE à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et marno-calcaire sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE, lieux-dits "La houillère" et "Malassang" (parcelles n° 259 à 283, 286 à 288, 290 partie, 296 à 298, 311, 312, 322, 323 et 237 à 330 ;

VU l'arrêté n° 097 du 15 avril 1999 relatif aux garanties financières ;

VU la demande présentée par la société LAFARGE CIMENTS, en vue d'obtenir le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et d'une installation de traitement des matériaux sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE, lieux-dits "Le Bois de Cauban", parcelle n° 77 (p), "Parouis", parcelles n° 79 à 99, 101 à 105, 1123, 1124, 1270, "Las Peyres" parcelles n° 106 à 113, 115, 116, 250, 251, 255 à 258, 1263, "Cauban d'En Bas", parcelles n° 117, 118, "Pentens", parcelles n° 244 (p), 1160 (p), 1163, 1164 (p), "Malassang", parcelles n° 259 à 289, 1264, 1267, "La Houillère" parcelles n° 290 à 306, 313 à 331, 1265, 1266, 1268, 1269, "Le Bois Communal", n° 332, 333 (p), lieu-dit Chemin rural dit du Fréchet à Boussens, lieu-dit Chemin rural de la Houillère à Campignas et lieu-dit VC n° 29 de la Houillère à Malassang ;

VU les plans et renseignements joints à la demande ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 16 décembre 2002 au 6 février 2003 par la Commission d'Enquête composée de Monsieur Jean-Louis BAGHIONI, Mme Marie-Christine FAURE et Monsieur Jean-Louis DELIGNY, désignée à cet effet par le président du tribunal administratif de TOULOUSE ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal de MARTRES-TOLOSANE, en date du 28 janvier 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal de ALAN en date du 6 février 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal d'AURIGNAC, en date du 19 décembre 2002 ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal de BOUSSENS, en date du 20 janvier 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal de LAFITTE TOUPIÈRE, en date du 28 décembre 2002 ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal du FRÉCHET, en date du 17 janvier 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal de MANCIOUX, en date du 29 novembre 2002 ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal de MAURAN, en date du 7 janvier 2003 ;

VU l'avis émis par le Conseil Municipal de ROQUEFORT sur GARONNE, en date du 6 janvier 2003 ;

VU l'avis émis par le Directeur Régional Départemental de l'Équipement, en date du 25 février 2003 ;

VU l'avis émis par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 31 décembre 2002 ;

VU l'avis émis par le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 2 décembre 2002 ;

VU l'avis émis par le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours, en date du 13 janvier 2003 ;

VU l'avis émis par le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et de la Formation Professionnelle, en date du 5 décembre 2002

VU l'avis émis par le Directeur Régional de l'Environnement, en date du 24 janvier 2003 ;

VU l'avis émis par le Directeur Régional des Affaires Culturelles, en date du 14 août 2002 ;

- VU l'avis émis par le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, en date du 17 janvier 2003 ;
VU l'avis émis par le Président de la Chambre d'Agriculture de la HAUTE-GARONNE, en date du 17 décembre 2002 ;
VU l'avis du Président du Conseil Général de la HAUTE-GARONNE, en date du 10 janvier 2003 ;
LES Conseils Municipaux d'AUZAS et de MARIGNAC-LASPEYRES, consultés ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2003, autorisant le défrichement de 33 ha 10 a et 08 ca de bois situés sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE, section A, parcelles n° 3, 77, 80, 83 à 99, 101 à 113, 115 à118, 244, 250, 251, 255 à 260, 263 à268, 283 à 291, 301 302, 333, 1123, 1124, 1160, 1263 à 1265 et 1270 ;
VU les rapport et avis du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées, en date du 24 avril 2003 ;
CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation, pour les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;
CONSIDERANT que la vitesse particulaire maximale suivant les trois axes fixée par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 précité est de 10 mm/s en pondéré afin de garantir l'intégrité des édifices construits dans les règles de l'art et qu'il convient de ramener cette valeur à 5 mm/s afin de prendre en compte le contexte local.
VU l'avis émis par la commission départementale des carrières en date du 13 mai 2003 ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la HAUTE-GARONNE ;

ARRÊTE :

Article 1. L'arrêté préfectoral n° 35 du 18 mai 1973, l'arrêté préfectoral modificatif n° 96 du 15 avril 1999 relatif aux garanties financières, l'arrêté préfectoral n° 598 du 30 juin 1986 et l'arrêté modificatif n° 97 du 15 avril 1999 relatif aux garanties financières sont abrogés.

Article 2. La société LAFARGE CIMENTS, dont le siège social est situé 5 Boulevard Louis Loucheur – BP 302 - à SAINT-CLOUD (Hauts de Seine) est autorisée à étendre et exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de traitement des matériaux, sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE, lieux-dits :

- "Le Bois de Cauban" : parcelles n° 77 (p) ;
- "Parouis", parcelles n° 79 à 99, 101 à 105, 1123, 1124, 1270 ;
- "Las Peyres" parcelles n° 106 à 113, 115, 116, 250, 251, 255 à 258, 1263 ;
- "Cauban d'En Bas", parcelles n° 117, 118 ;
- "Pentens", parcelles n° 244 (p), 1160 (p), 1163, 1164 (p) ;
- "Malassang", parcelles n° 259 à 289, 1264, 1267 ;
- "La Houillère" parcelles n° 290 à 306, 313 à 331, 1265, 1266, 1268, 1269, ;
- "Le Bois Communal", n° 332, 333 (p) ;
- Chemin rural dit du Fréchet à Boussens ;
- Chemin rural de la Houillère à Campignas ;
- VC n° 29 de la Houillère à Malassang ;

La superficie totale autorisée de ces parcelles est de 115 ha, 46 a et 20 ca, pour une superficie exploitable d'environ 92,3 ha.

Article 3. Ces activités sont reprises sous les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Numéro de Rubrique	Désignation de l'activité	Régime
2510.1	Exploitation de carrières.	Autorisation
2515.1	Installation de broyage, concassage de cailloux et autres produits naturels : Puissance installée : 1066 kW	Autorisation

Article 4. La production moyenne annuelle de la carrière est limitée à 1 300 000 tonnes, et le rythme de production n'excède pas l'équivalent d'une production annuelle de 2 000 000 tonnes.

La quantité totale de matériaux autorisée à extraire est de 39 000 000 tonnes.

Article 5. L'autorisation d'exploitation de la carrière est valable pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété ou de fortage du bénéficiaire.

L'autorisation relative à l'installation de concassage est illimitée dans le temps.

Article 6. Cette autorisation cesse d'avoir effet dans le cas où elle n'aurait pas été utilisée dans les trois ans suivant sa notification ou dans le cas ou l'exploitation de la carrière ou des installations aurait été interrompue pendant plus de deux ans.

Article 7. Tous les documents, plans ou registres visés au présent arrêté sont tenus à la disposition de Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Article 8. Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation où à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 9. L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, les accidents ou incidents du fait de l'exploitation de cette carrière et de ses installations annexes qui sont de nature à porter atteinte soit à la commodité du voisinage, soit à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit à l'agriculture, soit à la protection de la nature et de l'environnement, soit à la conservation des sites et des monuments.

Article 10. L'exploitant doit se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les meilleurs délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

Article 11. Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions édictées par le présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement.

Article 12. L'exploitant doit respecter les engagements pris dans sa demande et notamment dans l'étude d'impact.

TITRE I
Dispositions particulières

Section 1 : Aménagements préliminaires

Article 13. Avant le début de l'exploitation, l'exploitant doit mettre en place à ses frais et sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 14. Avant toute extraction, un bornage doit être effectué aux frais de l'exploitant. A cet effet, des bornes sont mises en place en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, en accord avec l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

L'exploitant doit veiller à ce que ces bornes restent en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Article 15. Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation de la carrière doit être mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 16. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Un système de nettoyage efficace des roues des véhicules sortant de la carrière doit être mis en place.

Section 2 : Conduite de l'exploitation

Article 17. Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables et des mesures particulières de police prescrites, l'exploitation de la carrière est conduite conformément aux dispositions suivantes :

17.1 Généralités

Les travaux doivent être conduits conformément aux dispositions des décrets n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier et n° 80-331 du 7 mai 1980 portant Règlement Général des Industries Extractives.

Les travaux d'exploitation de la carrière sont réalisés exclusivement les jours ouvrables dans le créneau horaire 5 h 00 - 20 h 00.

L'activité de la carrière est réduite au concassage et à l'évacuation des matériaux, le matin avant 7 h 30, entre 12 h et 13 h 30 et après 17 h.

Hormis les travaux d'entretien sur le matériel d'exploitation fixe, toute activité liée l'exploitation proprement dite de la carrière est interdite les samedis, dimanches et jours fériés.

Exceptionnellement, et pour de courtes durées les jours d'activité et les horaires pourront être aménagés, en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

17.2 Décapage

1. Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

   Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

   L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux ou utilisés immédiatement pour remblayer les emplacements remis en état de manière coordonnée.

2. Les travaux de décapage sont réalisés, dans la mesure du possible, en dehors de la période sèche d'été (juillet à septembre).

17.3 Extraction

1. L'exploitation s'effectue à ciel ouvert avec abattage des matériaux à l'explosif par mines verticales et/ou mécaniquement.

2. Préalablement à l'exploitation, certains secteurs boisés sont défrichés. La terre végétale est décapée et stockée en vue d'une utilisation ultérieure ;

3. Les opérations de défrichement nécessaires à l'exploitation de la carrière sont réalisées en dehors des périodes de reproduction de la faune (mars à août).

4. Lorsque le dernier front existant de 15 mètres sera terminée, l'exploitation est réalisée, par création de fronts de taille d'une hauteur maximale de 7,5 mètres et étagés entre la cote 295 NGF et 360 NGF environ selon le plan de phasage annexé au présent arrêté (ANNEXES 1 à 6).

5. Plusieurs fronts peuvent être exploités simultanément, de manière à assurer la qualité et la régularité de la composition chimique du mélange final ;
6. L'abattage à l'explosif se fait aux jours et heures régulières, selon un plan de tir type établi par l'exploitant et communiqué à l'Inspection des Installations Classées pour l'Environnement. En cas de modification de jour ou d'horaire, une information sera transmise au moins 24 heures avant le tir, aux mairies de MARTRES-TOLOSANE et de BOUSSENS.

7. Tout tir de mines est interdit à moins de 300 mètres des habitations existantes à la date de notification du présent arrêté et des immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté précité.

8. Dans la zone dite de "Pentens" (parcelle n° 244) constituée essentiellement de roche marno-calcaire, l'exploitation est réalisée mécaniquement et sans tirs de mines. Exceptionnellement, et uniquement pour l'abattage de bancs indurés de calcaires, des tirs de fragmentation pourront être réalisés. A l'occasion de ces tirs, une information sera effectuée, au moins 8 jours à l'avance auprès de la Mairie et de l'Inspection des Installations Classées.

9. En dehors de la zone de "Pentens" et sur un secteur compris entre 300 mètres et 364 mètres de toute habitation existante à la date de notification du présent arrêté et des immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté précité, la charge unitaire de chaque tir de mines ne pourra pas excéder 35 kg.

   Cette charge unitaire pourra être reconsidérée en accord avec l'Inspection des Installations Classées, en fonction des progrès techniques permettant d'obtenir un meilleur niveau de vibrations ou équivalent à l'existant.

10. Au-delà de 364 mètres de toute habitation existante à la date de notification du présent arrêté et des immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté précité, les tirs de mines sont réalisés conformément au plan de tir prévu dans le dossier de demande ou dans des conditions équivalentes prenant en compte tout progrès technique tendant à améliorer les vibrations produites par les tirs de mines

11. Les fronts créés sont déroctés et purgés au fur et à mesure de leur achèvement.

12. Des bassins de rétention en nombre suffisant, destinés à recueillir et à stocker les eaux de ruissellement de la carrière sont créés dans les points bas de la carrière.

    L'ensemble de ces bassins est dimensionné de telle sorte qu'ils puissent stocker au minimum une pluie journalière décennale, soit environ 70 mm. En période sèche, les bassins sont vidés du volume correspondant au stockage d'une pluie décennale.

    En cas de débordement des bassins, les eaux de surverse sont dirigées sur la plate forme d'exploitation.

13. Le suivi des aquifères est réalisé de la manière suivante :

    - Calcaires du Thanétien : Mise en place de deux piézomètres, situés respectivement à l'extrême ouest et à l'extrême est de l'exploitation.

    - Sables du Montien : Mise en place de deux piézomètres situés respectivement à l'ouest et à l'est de la zone aquifère.

14. L'exploitant procède à la transplantation des Iris à feuilles de graminées vers un site similaire de l'ancienne carrière et de même exposition.

15. Les gradins dont l'exploitation est terminée sont réaménagés de manière coordonnée avec les travaux d'extraction.

16. Les bords de l'exploitation, y compris lors des travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée et de la voirie.

17. Tout déversement dans la carrière est interdit.

18. Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.

19. L'exploitant doit se tenir informé sur la réglementation en vigueur relative aux fouilles archéologiques (loi du 27 septembre 1941, titre III, découvertes fortuites).

17.4 Évacuation des matériaux

1. Les matériaux abattus sont repris en pied de front au chargeur et transportés par dumpers jusqu'au concasseur ;

2. Les matériaux semi-concassés sont transportés vers la cimenterie par bande transporteuse ;

Article 19. Sous les mêmes réserves que celles fixées au premier alinéa de l'article précédent, la remise en état de la carrière en fin d'exploitation est effectuée conformément aux engagements initiaux pris dans la demande d'autorisation en particulier dans l'étude d'impact, à savoir principalement :

1. La remise en état du site est réalisée conformément aux ANNEXES 7 et 8 et doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

2. La remise en état de la carrière est coordonnée avec les travaux d'exploitation.

3. Le réaménagement a pour objectif la reconstitution d'un talweg défini :

   - en terrasse et reboisement, à l'ouest du site,
   - en remise en culture et espace de recolonisation naturelle, à l'est du site,
   - en zone humide et de recueil des eaux de ruissellement, au centre du site.

4. En fin d'exploitation, le carreau de la carrière doit se situer à la cote 294 NGF environ.

5. La surface du carreau créé sera fracturée par scrapeur et une couche de 20 à 40 cm de terres végétales y est régalée.

6. Sur les autres parties de la carrière, est régalée une couche de 0 à 15 cm de terres végétales.

7. La superficie totale des parties reboisées est au minimum de 28 ha.

8. Dans la mesure du possible, les merlons en rebords de fouille sont supprimés. Ces bords sont chanfreinés de manière à créer des surfaces rocailleuses en pente douce.
9. En pied de fronts et de talus, des éboulis et amas de pierres sont créés.

10. Sur les banquettes, les surfaces rocailleuses sont maintenues.

11. Dans l'axe du vallon de Parouis, une zone humide est aménagée avec un axe d'écoulement des eaux et un petit plan d'eau pour collecter et décanter les eaux de ruissellement. Ce dispositif est complété par la création de mares plus ou moins profondes ainsi que par des fossés.

12. Les zones terreuses et de remblai sont ensemencées ou plantées.

Section 3 - Sécurité du public

Article 20. Durant les heures d'activité, l'accès de la carrière doit être contrôlé.

Article 21. L'accès au site d'exploitation à partir des voies publiques doit être équipé de barrières fermées en dehors des heures d'activité.

Article 22. L'interdiction d'accès au public doit être affichée en limite de l'exploitation, à proximité de chaque accès et en tout autre point défini par l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Article 23. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, et en particulier les sommets des fronts de taille, doit être interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif jugé équivalent par l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Article 24. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès, aux abords des travaux et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Section 4 - Registres et plans

Article 25. L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière à l'échelle 1/1000 ème ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :

- ⇨ Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- ⇨ Les bords de l'exploitation et les dates des relevés correspondants successifs ;
- ⇨ Les cotes NGF des différents points significatifs ;
- ⇨ Les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé ;
- ⇨ La position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 24 ci-dessus.

Section 5 - Prévention des pollutions ou nuisances

Article 26. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

Article 27. La prévention des pollutions ou nuisances est réalisée de la manière suivante :

27.1 Pollution des sols

1. Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

2. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

   - ⇨ 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
   - ⇨ 50 % de la capacité des réservoirs associés.

   Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

3. Les produits récupérés en cas d'accident ne doivent pas être rejetés dans le milieu naturel. Ils sont soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

27.2 Eaux rejetées canalisées

1. Avant rejet dans le milieu naturel, les eaux pluviales sont dirigées vers un bassin de rétention dimensionné pour la pluie décennale.

2. Les eaux canalisées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes :

   - pH compris entre 5,5 et 8,5
   - Température inférieure à 30° c
   - Concentration en matières en suspension totales (MEST) inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872)
   - Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90.101)
   - Concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90.114).

3. Les valeurs limites portées ci-dessus, doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.
4. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/litre.

5. Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

6. Un prélèvement est effectué une fois par an et les paramètres dont la limite est fixée au point 1 du présent article, sont analysés.

27.3 Pollution de l'air

1. L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

2. Un réseau de mesures de retombées de poussières est mis en place et géré par l'ORAMIP ou par tout autre organisme compétent reconnu par l'Inspection des Installations Classées.

   Le nombre et les conditions d'installation et/ou d'exploitation des capteurs (jauges OWEN) sont fixés en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

   Les mesures des retombées atmosphériques sont réalisées conformément à la norme NF X 43-007.

3. En période sèche, les pistes de roulage sont régulièrement arrosées.

4. Les stocks de matériaux sont stabilisés.

27.4 Déchets

1. Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

2. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

27.5 Transports

1. Les véhicules affectés au transport des matériaux doivent être entretenus de manière à limiter au maximum les nuisances ou dangers.

2. La vitesse de circulation des engins sur les pistes est limitée à 30 km/h.

3. De manière générale, les règles de circulation mises en place par l'exploitant à l'intérieur de la carrière ou imposées par le code de la route doivent être scrupuleusement respectées.

4. Le poids total autorisé en charge des véhicules doit être respecté.

5. Toutes précautions sont prises par l'exploitant pour éviter les dépôts de boues ou de matériaux sur les voies publiques. En particulier, il est procédé au nettoyage systématique des roues des véhicules sortant du site.

27.6 Bruits et vibrations

1. L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

2. En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière ou les installations annexes ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, fenêtres ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tout point des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A) ou au maximum à 200 m des limites d'exploitation d'une émergence supérieure à :

Niveau de bruit ambiant existant dans la zone à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) ou égal à 45dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le respect des valeurs maximales d'émergence doit être assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date d'autorisation.

3. Les niveaux limites de bruits LA_{eq} à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée sont fixés par le tableau suivant :

Emplacement	***Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)***	
	Jour	**Nuit**
En limite de propriété	70	60

- Jour : 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés
- Nuit : 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

4. L'émergence et les niveaux sonores sont mesurés conformément à la méthodologie définie dans l'instruction technique annexée à l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

5. Les véhicules de transports, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

   En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation moins de cinq ans avant la date de publication du présent arrêté devront, dans un délai de trois ans après cette date, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 69-380 du 18 avril 1969.

6. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

7. Un contrôle des niveaux sonores sera effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent dès l'ouverture de la carrière, et ensuite périodiquement tous les deux ans ou dans les mêmes conditions, sur demande de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

8. En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

9. L'exploitant fait procéder à un contrôle des vitesses particulaires pondérées, dés le début de l'exploitation de la carrière et ensuite à chaque tir de mines.

   Le contrôle et l'enregistrement des vitesses particulaires est réalisé à l'aide d'un appareil installé dans un des lotissements les plus proches de l'exploitation, en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

   Les enregistrements sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées qui pourra demander une analyse spectrale détaillée et un calcul de la vitesse particulaire pondérée point par point.

   L'appareil est contrôlé et étalonné par un organisme compétent au moins une fois par an et aux frais de l'exploitant.

10. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulaires supérieures à 5 mm/s pondérées suivant les trois axes de construction.

    On entend par constructions avoisinantes, les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

11. La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FREQUENCE EN HZ	PONDÉRATION DU SIGNAL
1	5
5	1
30	1
80	3/8

12. Le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Section 5 - Dispositions particulières aux installations annexes

Article 28. En complément des dispositions du présent arrêté, les prescriptions suivantes s'appliquent plus spécialement aux installations de traitement des matériaux.

28.1 Généralités

28.1.1. *Volume des activités - Implantations*

Les installations doivent être implantées conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

28.1.2. *Accident ou incident*

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement doit être signalé immédiatement à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et faire l'objet d'un rapport.

Ce rapport, qui sera adressé à l'Inspection des Installations Classées, s'efforcera de dégager les causes de l'incident ou de l'accident et indiquera les dispositions prises pour éviter son renouvellement.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'Inspection des Installations Classées n'en a pas donné son accord et s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

28.1.3. *Contrôles et analyses*

L'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut demander que des prélèvements, des contrôles et des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté. Les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

28.1.4. *Consignes*

Les consignes prévues par le présent arrêté sont tenues à jour et datées. L'exploitant s'assure qu'elles ont bien été portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

28.2 Bruits et vibrations

28.2.1. *Bruits*

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.
Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

Les mesures de réduction des bruits portées au dossier de demande sont mises en place ou conservées et en particulier :

- Le concasseur est équipé d'un bardage de type complexe (tôle pleine à l'extérieur + laine minérale + tôle perforée à l'intérieur).
- Le bardage est entièrement dissocié de la structure du concasseur.

28.2.2. *Vibrations*

Les prescriptions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques dans l'environnement par les installations classées leur sont applicables.

28.3 Pollution atmosphérique

28.3.1. *Émissions de poussières*

Toutes mesures sont prises pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation de poussières à leur point d'émission doivent être aussi complets et efficaces que possible. Quand ils sont source d'émissions de poussières, les postes suivants sont impérativement pourvus de dispositifs de captage ou de moyens de rétention des émissions de poussières :

- Crible de l'étage primaire ;
- Ensemble des postes des étages secondaires et tertiaires ;
- Points de jetée des organes fixes des transports de matériaux.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées.

La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm^3.

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à 48 heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à 200 heures.

En aucun cas, la teneur en poussières des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm^3. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

28.3.2. *Dispositifs de captation*

Les émissions de poussières captées et aspirées doivent être canalisées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage permettant, sans dilution, le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 50 mg/Nm^3 (maximum instantané) et 30 mg/Nm^3 (en moyenne sur un poste sauf impossibilité technique).

28.3.3. *Convoyeurs*

Tous les convoyeurs sont dans la mesure du possible, complètement capotés.

Les installations doivent être conçues et entretenues de manière à éviter les accumulations des poussières sur les structures et dans les alentours.

Un tunnel antibruit est mis en place sur la bande transporteuse et sur une distance d'au moins 20 mètres, au niveau de l'habitation de Campignas Bas dans le délai de un an à compter de la notification du présent arrêté..

28.4 Sécurité

28.4.1. *Lutte contre l'incendie*

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et respecter les prescriptions suivantes :

1. Maintenir les voies d'accès dans un état tel qu'elles permettent à la fois la circulation, le stationnement et la mise en œuvre des véhicules de secours. Ces voies sont nettement délimitées, maintenus en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, etc.) susceptible de gêner la circulation.

2. Pour toute demande d'intervention, les sapeurs-pompiers doivent être accueillis afin d'améliorer l'efficacité des services de secours.

3. Toutes les installations techniques sont réalisées conformément à la réglementation et aux normes en vigueur.

4. Les installations électriques doivent être réalisées conformément à la réglementation actuellement en vigueur, et en particulier, au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, aux normes NFC 15.100, NFC 13.100, NFC 13.200 et à l'arrêté du 31 mars 1980 relatif aux risques d'incendie et d'explosion.

5. Faire procéder périodiquement, par des organismes ou personnes agréés, à l'entretien et à la vérification des installations techniques.

6. Signaler les organes de coupure des différentes sources d'énergie (électricité, gaz) par des plaques indicatrices de manœuvre.

7. Disposer en permanence de sources d'énergie permettant l'évacuation du personnel et l'action des secours.

8. Implanter des extincteurs portatifs de nature et de capacité appropriées aux risques présentés.

9. Entretenir et vérifier périodiquement tous les moyens de secours. Le personnel devra être entraîné à leur mise en œuvre et également instruit sur les risques encourus.

10. Constituer une réserve de produits absorbants, pour confiner des fuites limitées de produits.

11. Tenir en permanence, à la disposition des services de secours, les fiches de sécurité des produits dangereux entreposés.

12. Délivrer un permis de feu pour les travaux de réparation et d'aménagement par points chauds.

13. Les sapeurs-pompiers devront trouver sur place, en tout temps, 120 m3 d'eau utilisable en 2 heures.
Ces besoins en eau pourront être satisfaits indifféremment :

⇨ A partir d'un réseau alimentant des poteaux d'incendie de 100 mm normalisés NFS 61.213 (débit de 17 litres/seconde sous une pression minimale de 1 bar), situés à moins de 200 m des risques à défendre ;

⇨ Par des points d'eau naturels (cours d'eau, étangs, mares, etc.) remplissant les conditions suivantes :
- Fournir 120 m^3 d'eau en 2 heures ;
- Situés à moins de 200 mètres des risques à défendre ;
- Posséder une hauteur d'aspiration maximale inférieure à 6 mètres ;
- Toujours accessibles aux engins - pompe (plate-forme de manœuvre aménagée conformément à la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951).

28.5 Consignes

Des consignes écrites sont établies et affichées pour la mise en œuvre des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie.

28.6 Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés doivent être appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

L'alimentation électrique des matériels ne concourant pas à la sécurité est coupée en dehors des heures d'exploitation.

L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie fait l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.

28.7 Formation du personnel

Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

28.8 Zones présentant des risques d'incendie

Les prescriptions ci-dessous ne s'appliquent que dans les zones présentant des risques d'incendie et, le cas échéant, dans les zones présentant des risques d'explosion.

28.1.1. Définition

Les zones présentant des risques d'incendie sont constituées des volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement et la sécurité.

28.1.2. Délimitation

L'exploitant établit et tient à jour, sous sa responsabilité, un plan des zones susceptibles de présenter des risques d'incendie.

28.1.3. Désenfumage

Le désenfumage des locaux doit pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvertures ne devra pas être inférieure au 1/200ème de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements envisagés doit se faire manuellement depuis le niveau du sol (y compris dans le cas où il existerait une ouverture à commande automatique).

Ces dispositifs d'ouverture doivent toujours demeurer accessibles.

28.1.4. Flammes et étincelles

Dans ces zones, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

L'interdiction de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans ces zones.

Section 6 - Dispositions relatives aux garanties financières

Article 29. Compte tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement défini, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à la dite période. Ce montant est fixé à :

- 1ère période d'exploitation et réaménagement (de la date de publication de la déclaration de début de travaux à 5 ans après cette même date) : 1 015 000 €.
- 2ème période d'exploitation et réaménagement (de 5 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à 10 ans après cette même date) : 1 053 000 €.
- 3ème période d'exploitation et réaménagement (de 10 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à 15 ans après cette même date) : 1 059 000 €.
- 4ème période d'exploitation et réaménagement (de 15 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à 20 ans après cette même date) : 1 275 000 €.
- 5ème période d'exploitation et réaménagement (de 20 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à 25 ans après cette même date) : 1 323 000 €.
- 6ème période d'exploitation et réaménagement (de 25 ans après la date de publication de la déclaration de début de travaux à 30 ans après cette même date) : 1 376 000 €.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut en demander communication lors de toute visite.

Article 30. Compte tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure au document transmis en début d'exploitation en application de l'article 38 ci-dessous ou de la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties, et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au Préfet un nouveau document, conforme à l'arrêté interministériel du 1er février 1996 susvisé attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période.

Article 31. Le montant des garanties financières fixé à l'article 29 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 de référence est l'indice correspondant à la date de signature de la présente autorisation. L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- Début d'une nouvelle période quinquennale telle que définie à l'article 29 ci-dessus ;
- Augmentation de cet indice supérieure à 15 % pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières sera faite sur l'initiative de l'exploitant, sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée ou est prise en compte de façon insuffisante, ce document ne remplit pas les conditions visées à l'article 29 ci-dessus. Dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives et pénales prévus à l'article 36 ci-dessous.

Article 32. Lorsque la quantité des matériaux extraits est sensiblement inférieure aux prévisions utilisées pour le calcul des garanties financières figurant à l'article 29 ci-dessus, et lorsqu'un nouveau calcul de ces garanties financières aboutit à un résultat au moins inférieur de 25 % au chiffre figurant à l'article 29, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision de ces chiffres. Dans ce cas, l'exploitant adresse au Préfet une demande accompagnée d'un dossier technique justificatif, au moins 10 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article 33. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à l'augmentation du montant des garanties financières doit être portée sans délai à la connaissance du Préfet et ne peut intervenir avant la fixation du montant de celles-ci par arrêté complémentaire et la fourniture de l'attestation correspondante par l'exploitant.

Article 34. L'exploitant adresse, au moins 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant :

- La date prévue pour la fin du réaménagement ;
- Les plans réels ou prévisionnels, des installations et des terrains remis en état ;
- Un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblaiement partiel ou total ;
- Dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.

Article 35. Le Préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- Soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté préfectoral en ce qui concerne la remise en état, après que la mesure de consignation prévue à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement a été rendue exécutoire ;
- Soit en cas de disparition physique (personnes physiques) ou juridique (sociétés) de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 36. L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée à l'article 38 ci-dessous ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 30 ci-dessus, entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 514.1 du Code de l'Environnement.

Article 37. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relatif à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514.11 du Code de l'Environnement.

--

Dès que l'exploitant aura transmis la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 38 ci-dessous, le Préfet fait publier aux frais de l'exploitant, dans les quinze jours qui suivent la réception de la déclaration visée à l'article 38, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, un avis annonçant le dépôt de la déclaration de début de l'exploitation.

TITRE II
Modalités d'application

Article 38. Conformément à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, le bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter la carrière adressera au Préfet une déclaration de début d'exploitation en trois exemplaires, dès qu'auront été réalisées les prescriptions mentionnées aux articles 13 à 16 du présent arrêté, et le document établissant la constitution des garanties financières.

Article 39. Le présent arrêté sera publié par les soins du Préfet, et aux frais du demandeur dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du Maire de MARTRES-TOLOSANE, dans les lieux habituels d'affichage municipal.

Article 40. Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, la présente autorisation peut être déférée à la juridiction administrative (au Tribunal Administratif de TOULOUSE) par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente autorisation lui a été notifiée (article L 511-1-1°) ;
- les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet et dans un délai de quatre ans en ce qui concerne l'installation de premier traitement de matériaux (article L 512-1-2°) du code précité.

Article 41. Le Secrétaire Général de la préfecture de la HAUTE-GARONNE,
le Sous-Préfet de MURET,
le Maire de MARTRES-TOLOSANE,
le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
le Directeur Régional et Départemental de l'Équipement,
le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ,
le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,
le Directeur Régional de l'Environnement,
le Directeur Régional des Affaires Culturelles,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAFARGE CIMENTS.

Toulouse, le 16 MAI 2003

Pour ampliation :
Le Chef de Bureau délégué,

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Michèle ESPIG

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Haute-Garonne

Christophe MIRMAND

u pour être annexé à l'AP

en date de ce jour

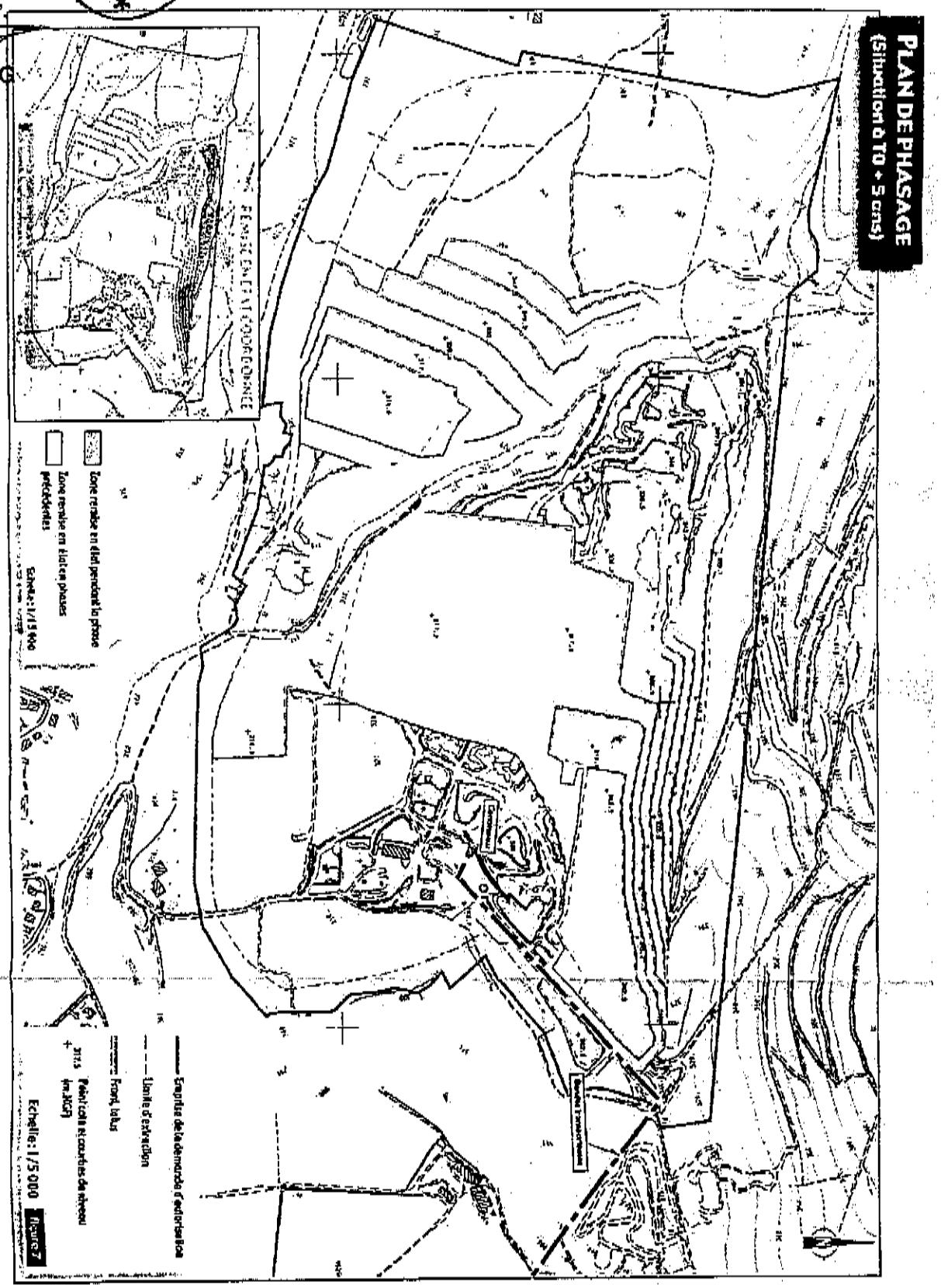
OULOUSE, le 16 MAI 2003

Le Préfet :

Pour le Préfet,
e Chef de Bureau délégué,

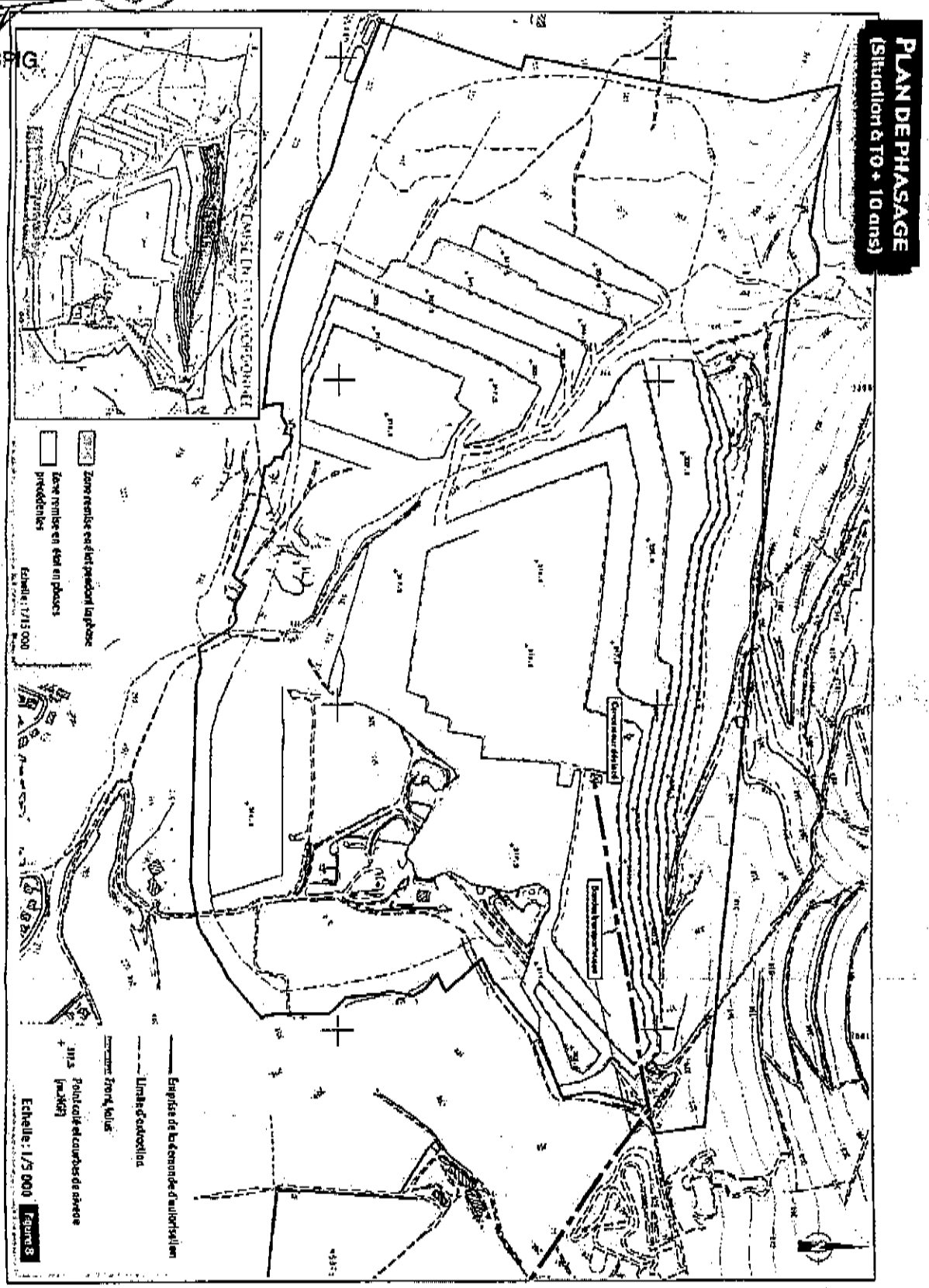
Michèle ESPIG

ANNEXE 1 : Plan de phasage à 5 ans



u pour être annexé à l'AE
en date de ce jour
TOULOUSE, le 16 MAI 2003
Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué
Michèle ESPIG

ANNEXE 2 : Plan de phasage à 10 ans



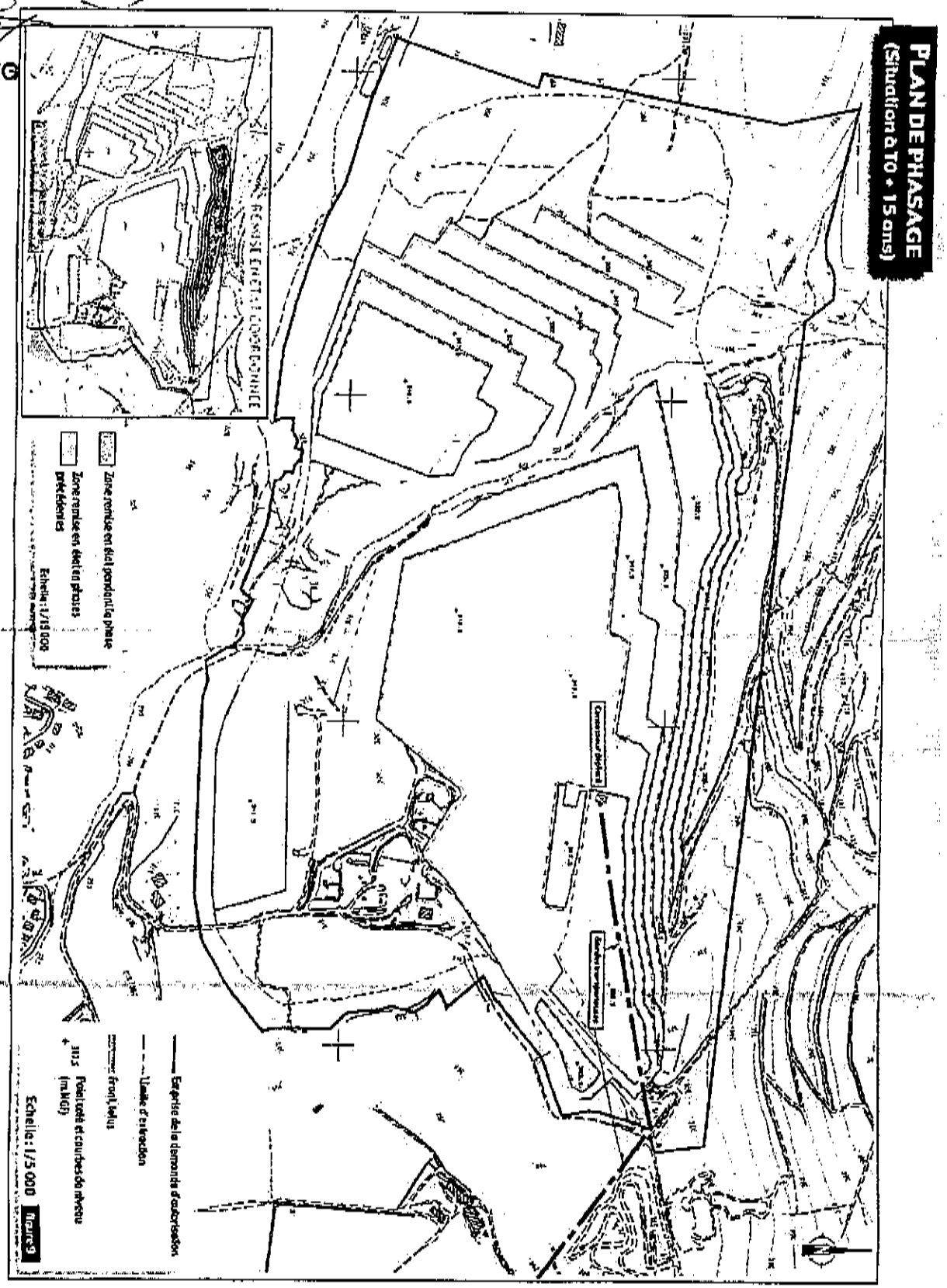
pour être annexé à l'AP
en date de ce jour 16 MAI 2003
TOULOUSE, le

Le Préfet :

Pour le Préfet,
le Chef de Bureau délégué,

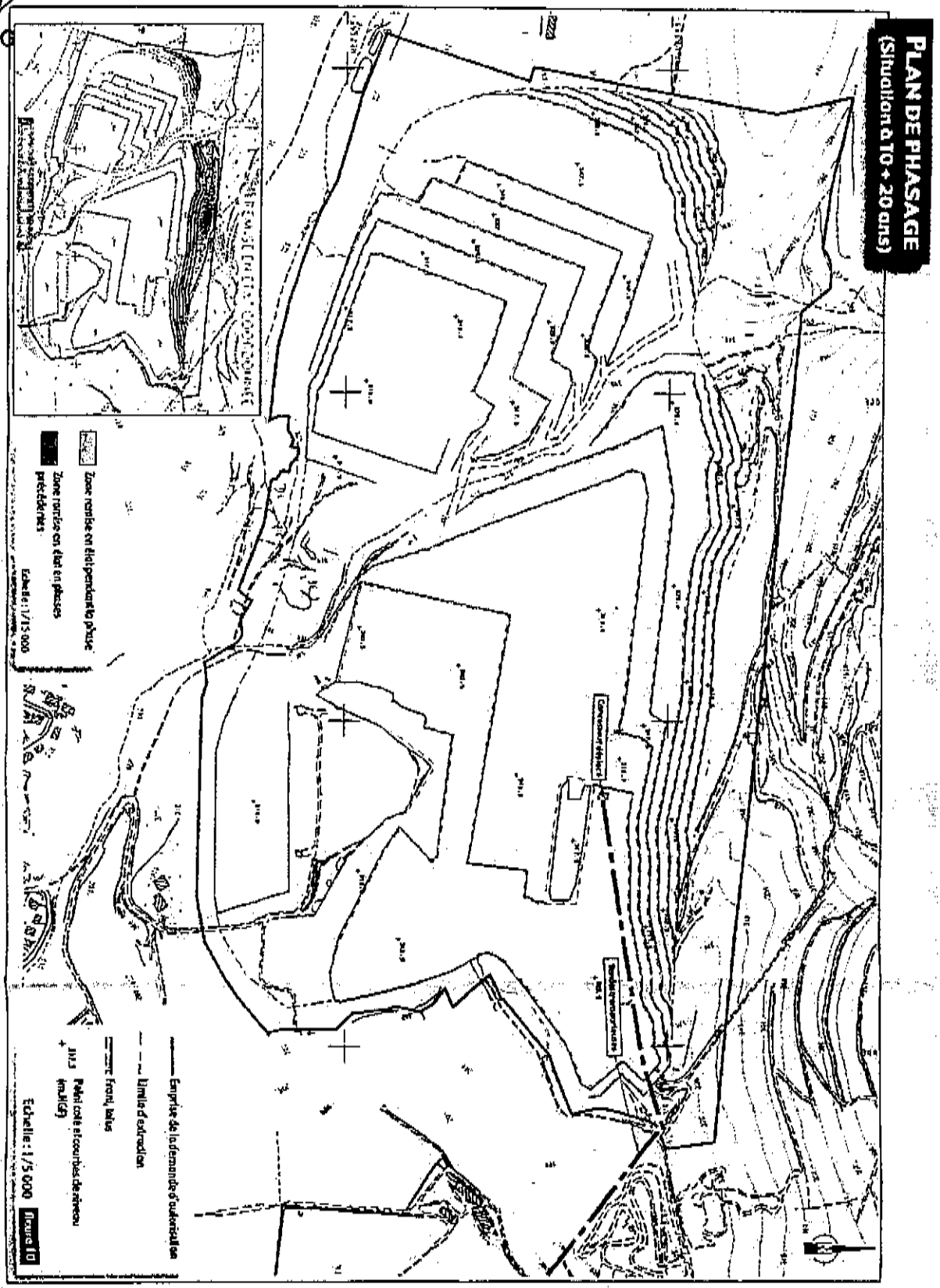
Michèle ESPIG

ANNEXE 3 : Plan de phasage à 15 ans



ARRÊTÉ
en date de ce jour
TOULOUSE 16 MAI 2003
Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,
Michèle ESPIC
PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE 4 : Plan de phasage à 20 ans



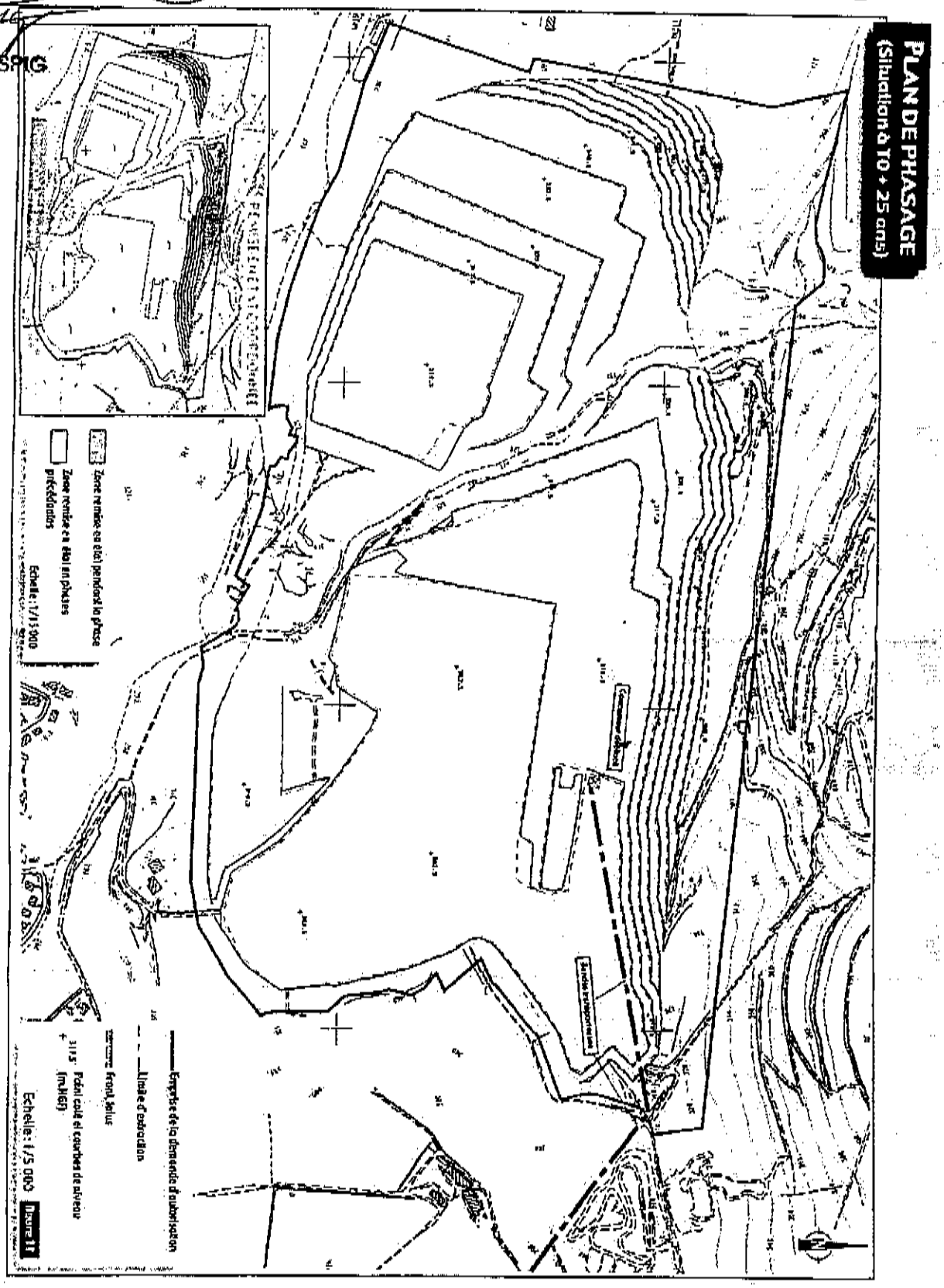
Vu pour être annexé à l'AP
en date de ce jour.
TOULOUSE, le 16 MAI 2003

Le Préfet :

Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

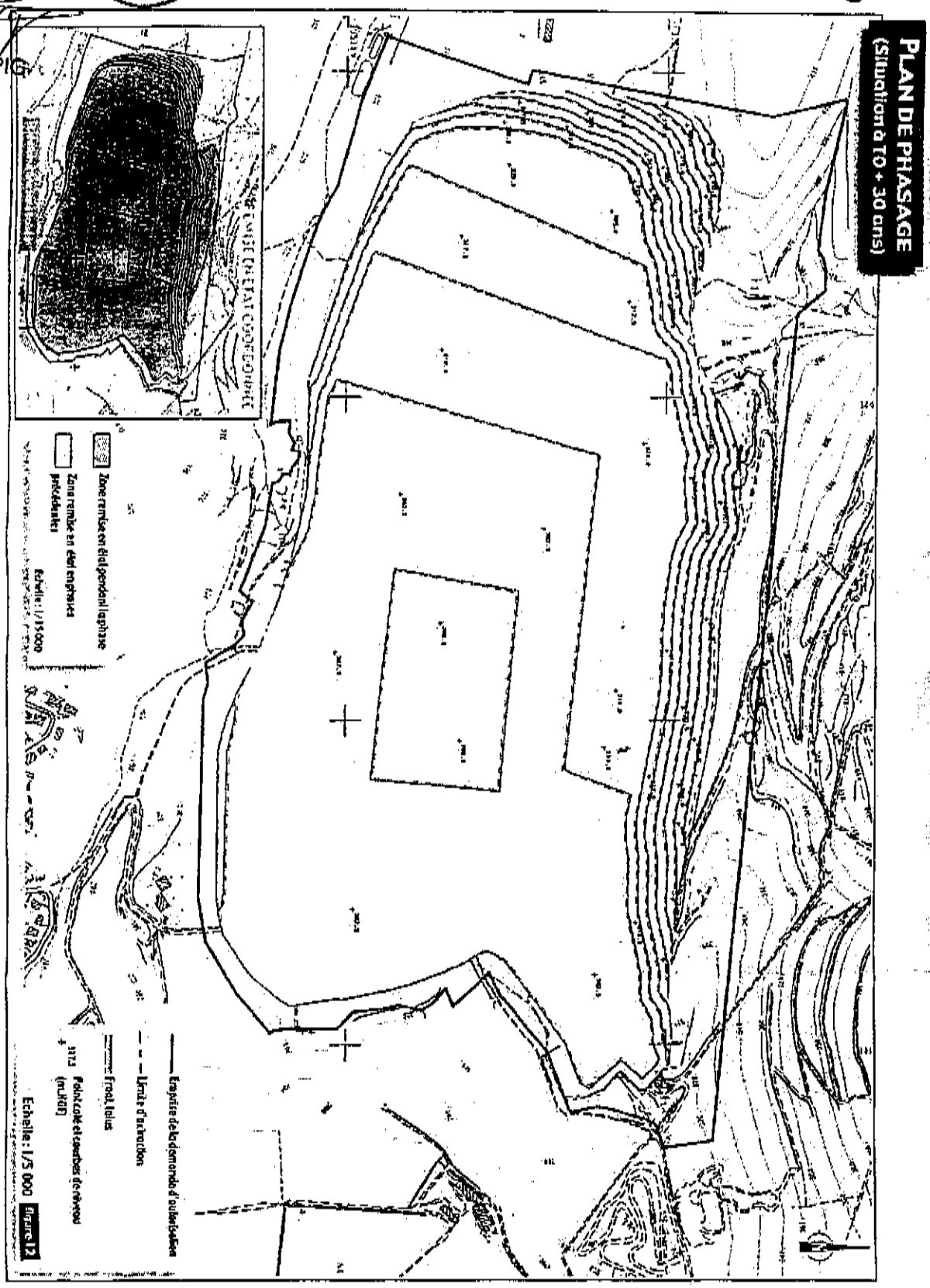
Michèle ESPIG

ANNEXE 5 : Plan de phasage à 25 ans



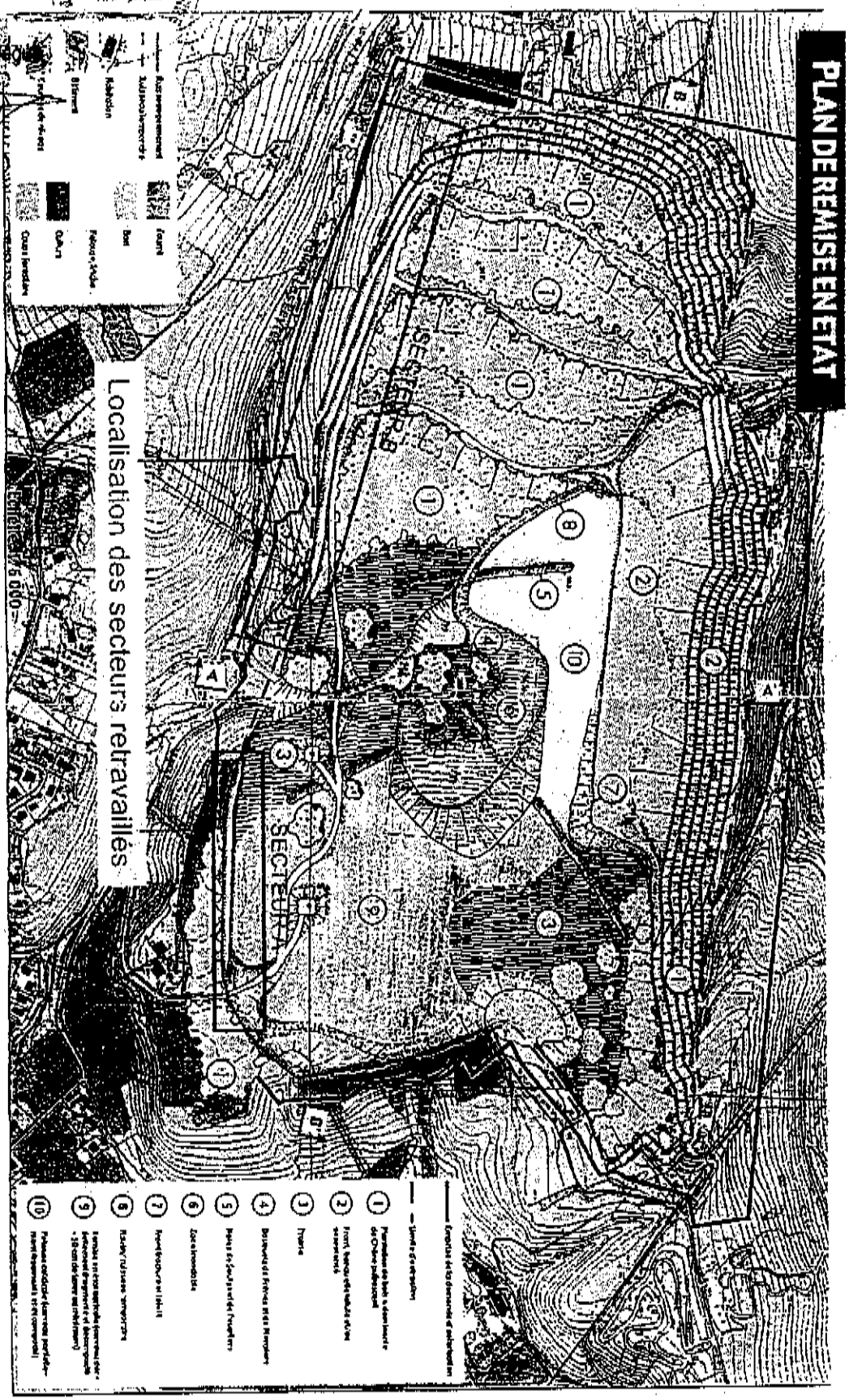
Vu pour
en date
TOULOUSE, le 16 MAI 2003
Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,
Michèle ESPIG

ANNEXE 6 : Plan de phasage à 30 ans



...u pour être annexé à l'A.P.
...en date du
TOULOUSE 16 MAI 2003
Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué
Michèle ESPIG

ANNEXE 7 : Plan de réaménagement



pour en [illegible] - DAP

en date

TOULOUSE 16 MAI 2003

Le Préfet
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau délégué,

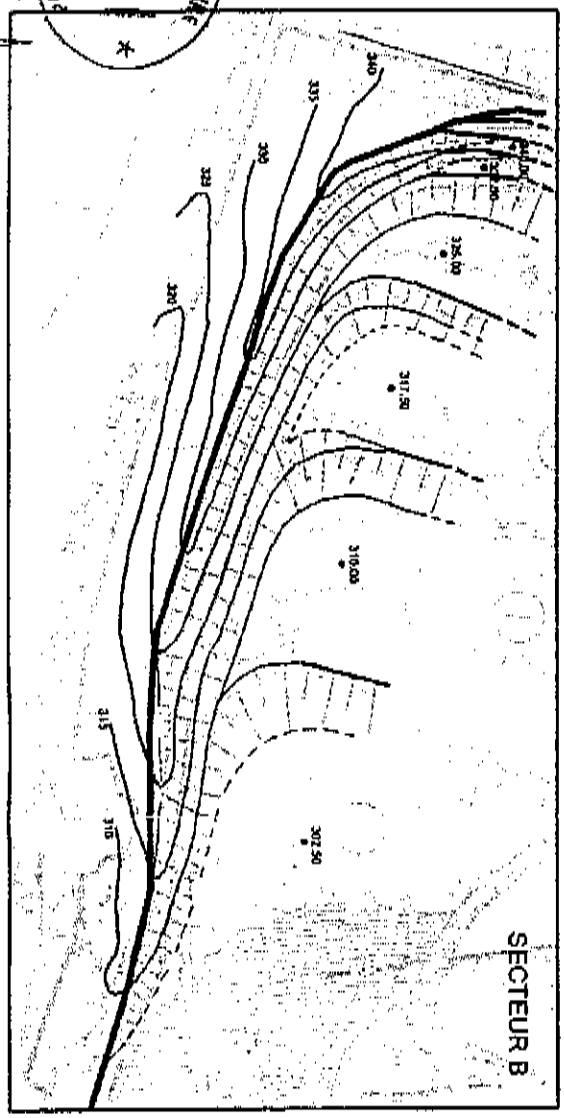
Michèle ESPIG

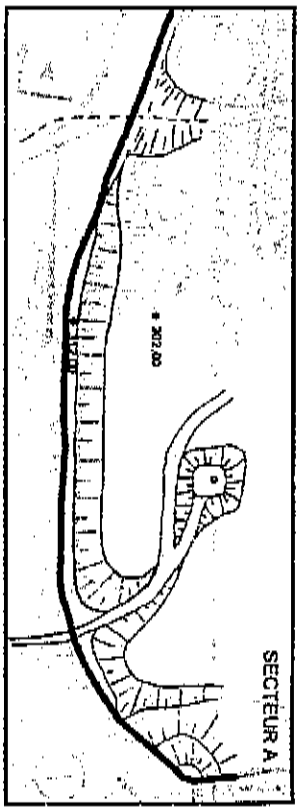
PRÉFECTURE HAUTE-GARONNE RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE 8 : Réaménagement des fronts sud

REPROFILAGE DES FRONTS SUD (selon les principes définis en collaboration avec la DIREN Midi-Pyrénées le 25 / 02 / 03)

Détails d'aménagement des secteurs A et B





Limite d'extraction

Talutage des fronts

Limite d'extraction

Courbes de niveaux terrain naturel

330

Courbes de niveaux et talutage projet

Fronts de taille apparents

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
Service: Environnement, Eau, Forêt
Réf: 2003/S1/02
Objet: Défrichement

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur

Vu le Code Forestier, notamment ses articles L 311-1 et R 311-1 et suivants ;

Vu la délégation de signature en date du 20 février 2003 ;

Vu la demande d'autorisation de défrichement enregistrée à la Préfecture de Toulouse le 03 juin 2002, présentée par la société LAFARGE CIMENTS représentéé par son directeur M.Laurent Cartier usine de Martres 77, avenue des Pyrénées 31220 Martres-Tolosane et tendant à obtenir l'autorisation de défricher 33 ha 10 a 08 ca de bois situés sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane (Haute-Garonne) ;

Vu l'étude d'impact jointe à la demande ;

Vu le procès-verbal de reconnaissance de l'état et de la situation des bois dressé le 3 octobre 2002 et notifié le 7 octobre 2002 ;

Vu l'avis du commissaire-enquêteur ;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L 311-3 du Code Forestier ;

ARRETE

Article 1er: le défrichement de 33 ha 10 a 08 ca de parcelles de bois situées à Martres-Tolosane et dont les références cadastrales sont les suivantes :

Commune	Section	N°	Surface cadastrale	Surface autorisée
Martres-Tolosane	A	3	0,4356	0,3026
		77	31,7496	3,7658
		80	4,2540	1,4875
		83	1,4730	1,1535
		84	0,2050	0,1659
		85	0,8960	0,8960
		86	0,2560	0,2560
		87	2,1691	2,1303
		88	0,5470	0,4889
		89	0,4120	0,4120
		90	0,0670	0,0670
		91	1,0302	1,0302
		92	2,2970	1,6490
		93	0,1494	0,0883
		94	0,4441	0,1455
		95	0,6905	0,4087
		96	0,2870	0,1103
		97	0,0800	0,0318
		98	0,6740	0,1313
		99	0,3520	0,4080

		101	0,3139	0,1245
		102	0,3151	0,3151
		103	3,4548	3,4244
		104	0,1760	0,1588
		105	0,0230	0,0230
		106	0,5580	0,2932
		107	0,4530	0,2072
		108	0,3580	0,1542
		109	0,3400	0,1641
		110	0,3400	0,1277
		111	0,9970	0,4465
		112	0,2460	0,0144
		113	0,1340	0,0144
		115	0,3190	0,0123
		116	0,5020	0,1371
		117	0,7583	0,5993
		118	3,3917	1,4845
		244	6,9363	0,4817
		250	1,9053	0,8196
		251	0,5250	0,2477
		255	1,0580	0,2945
		256	0,3510	0,1890
		257	2,6080	2,1262
		258	1,3789	1,2800
		259	0,2500	0,1153
		260	6,9910	1,4946
		263	1,9093	0,3221
		264	0,1870	0,0958
		265	0,2151	0,0116
		266	0,4839	0,0810
		267	0,3730	0,0809
		268	1,0780	0,0099
		283	0,2170	0,2044
		284	0,1187	0,0951
		285	0,1105	0,0736
		286	0,3048	0,1226
		287	0,0700	0,0114
		288	0,3780	0,1847
		289	0,5389	0,1205
		290	1,3683	0,2613
		291	0,4226	0,0053
		301	0,2110	0,0352
		302	0,1096	0,0181
		333	20,3980	0,2610
		1123	0,1789	0,0926
		1124	1,4650	0,7098
		1160	2,8693	0,0092
		1263	0,0958	0,0460
		1264	0,2802	0,2802
		1265	0,1531	0,0840
		1270	0,1188	0,0066

est **autorisé** .

La durée de validité de cette autorisation est de **trente ans** selon l'échéancier joint à l'autorisation.

Article 2 : Mesures compensatoires

- l'autorisation de défricher est conditionnée à la réalisation du chemin rural remplaçant le chemin détruit ;

- pour permettre la circulation des eaux du ruisseau de Paronis, le talweg sera maintenu en l'état durant les vingt premières années de l'autorisation ;
des bassins de rétention des eaux pluviales, surdimensionnés pour une crue centennale, seront mis en place durant les dix dernières années de la phase d'exploitation ;

- un nouveau lit de ruisseau sera créé avec aménagement d'une chute enrochée au point de départ dans la zone du front de taille, suivant l'écoulement naturel des eaux et rejoignant le lit naturel du ruisseau en aval, avec aménagement d'une zone inondable ;

- mise en place d'un écran visuel boisé au sud de la carrière dès 2004 ;

au fur et à mesure de l'exploitation, un boisement en terrasse sera réalisé afin d'arriver en fin d'exploitation à un total de 28 ha ;
les projets de boisement seront soumis à l'approbation de l'administration dans le cadre de l'avenant au P.S.G. n° 31077 B ;

- les travaux de défrichement se feront en dehors des périodes de reproduction de la faune (mars à août) ;

- au titre de conservation de la flore, tout sera mis en oeuvre pour pérenniser la présence de l'iris à feuilles de graminées ;

- la réalisation du défrichement est subordonnée à la fourniture d'un plan de bornage ;

- l'écran naturel constitué par le relief et la végétation en limite de la zone d'autorisation au droit du "clos des Mailloles" sera conservé et son efficacité renforcée.

Article 3 : la présente autorisation ou copie de celle-ci, portant mention de l'étude d'impact devra être affichée sur le terrain, au moins quinze jours avant le début du défrichement et pendant toute la durée de l'opération.

Article 4 :

- Le Secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

- Le Sous-Préfet de Muret,

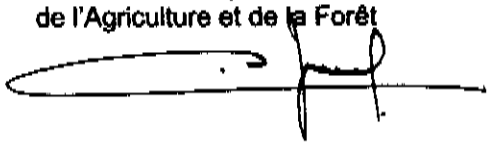
- Le Directeur départemental de l'Agriculture et de la forêt de la Haute-Garonne,

- Le maire de la commune de situation du défrichement,

- Le bénéficiaire de l'autorisation,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation leur est adressée.

Fait à TOULOUSE, le 18 avril 2003
Pour le Préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Le Directeur Départemental
de l'Agriculture et de la Forêt



Guy BEISSON

COMMUNE DE MARTRES-TOLOSANE

OUVERTURE DE CARRIERE

ECHEANCIER DE DEFRICHEMENT

Tranche	Période	Surface (ha)
1ère tranche	2003 – 2007	11,7558
2ème tranche	2008 – 2012	2,3474
3ème tranche	2013 – 2017	2,5658
4ème tranche	2018 – 2022	8,3959
5ème tranche	2023 – 2027	2,2321
6ème tranche	2028 – 2032	5,8038
T O T A L		**33,1008**

Arrêté Préfectoral modificatif du 17 septembre 2015	Document n° 21.231-A1 / 10

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68/422

Arrêté portant sur modification de phasage d'exploitation et de défrichement d'une carrière de calcaire, au profit de la société LAFARGE CIMENTS, sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane

Dossier n° 753 bis

№ 1 1 0

Le préfet de la Région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V - titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;le livre II – titre I et II , parties législative et réglementaire, relatifs aux milieux physiques ;
Vu le code forestier ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code minier ;
Vu le code du patrimoine et notamment le livre V – titre III, découvertes fortuites ;
Vu le code pénal ;
Vu le code de la route ;
Vu le code rural ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu le code du travail et notamment la 4ème partie du code du travail relative à la santé et la sécurité au travail ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le code de la voirie routière ;
Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;
Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier ;
Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
Vu le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 relatif à la modification de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
Vu l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

1, place Saint-Étienne – 31038 TOULOUSE Cedex 9 – Tél. : 05 34 45 34 45
http://www.haute-garonne.gouv.fr

Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
Vu la demande, avec pièces à l'appui, adressée le 18 février 2015, par laquelle la société LAFARGE CIMENTS, dont le siège social est situé 2, avenue du Général de Gaulle - 92 148 Clamart, sollicite les modifications du phasage d'exploitation, de défrichement et de réaménagement d'une carrière de calcaire et de marnes, sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane ;
Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 09 juin 2015 ;
Vu l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CODENAPS) - formation spécialisée dite des « carrières », en sa séance du 9 juillet 2015 ;

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impact ;
Considérant que la poursuite de l'activité de l'installation est subordonnée à l'existence de garanties financières ;
Considérant que l'exploitant possède les capacités techniques et financières requises ;
Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures compensatoires suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;
Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, sont compatibles avec les orientations B et C du SDAGE Adour-Garonne ;
Considérant que le demandeur a été informé des propositions de l'inspection des installations classées et a été invité à se faire entendre par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CODENAPS) - formation spécialisée dite des carrières, en sa séance du 9 juillet 2015 ;
Considérant que le demandeur a pris connaissance du projet d'arrêté préfectoral adressé par un courrier du 15 juillet 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête:

Art. 1er- La société LAFARGE CIMENTS, dont le siège social est situé 2, avenue du Général de Gaulle - 92 148 Clamart, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation et de réaménagement d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane prévues dans l'arrêté préfectoral du 16 mai 2003.

Art. 2 - Plan de phasage

Les annexes 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2003 portant sur le phasage sont remplacées par les annexes 2, 3, 4 et 5.
Un recul de l'ordre de 60 mètres par rapport aux limites du périmètre recalé, sur la partie occidentale, est à prendre en compte conformément au plan de l'annexe 7.
L'annexe 1 vient préciser le nouveau plan des parcelles concernées.

1, place Saint-Étienne – 31038 TOULOUSE Cedex 9 – Tél. : 05 34 45 34 45
http://www.haute-garonne.gouv.fr

Art. 3 - Réaménagement

L'article 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2003 portant sur les modalités de remise en état est modifié comme suit :
« le front sommital à l'Ouest du site n'existera pas, car l'extraction sera moins élevée que prévu sur les plans de phasage. »
L'annexe 7, concernant la remise en état, est remplacée par l'annexe 6.

Art. 4 - Garanties financières

L'article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2003 portant sur les garanties financières est modifié comme suit :
« Le nouveau phasage se décompose en 4 phases de 5 ans. » Le montant est fixé à :

Phases	Période quinquennale	Montant des garanties financières
3	2014-2019	1 930 382 €
4	2019-2024	1 936 759 €
5	2024-2029	2 127 389 €
6	2029-2033	2 127 389 €

Calculé avec l'indice TP01 de mai 2014 : 699,8
Ces montants sont susceptibles d'être modifiés en fonction de l'évolution de l'indice TP 01.

Art. 5 - Antériorité

L'activité relevant de la rubrique 2517 (station de transit de produits minéraux solides) bénéficie des droits acquis au regard du décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012.

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et volume autorisé	Classement
2517-1	Station de transit de produits minéraux solides dont la superficie est supérieure à 30 000 m²	30 700 m²	A

L'installation de transit de produits minéraux visée sous la rubrique 2517 demeure assujettie aux prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 mai 2003.

Art. 6 - Notification de fin d'exploitation

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une installation classée, il accomplit les formalités administratives prévues aux articles R512-39-1 à 6 du code de l'environnement.
L'extraction de matériaux prend fin six mois avant la date d'expiration de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
L'exploitant adresse, au moins six mois avant l'échéance de l'autorisation, une notification de fin d'exploitation et un dossier comprenant a minima:

1, place Saint-Étienne – 31038 TOULOUSE Cedex 9 – Tél. : 05 34 45 34 45
http://www.haute-garonne.gouv.fr

– la date prévue pour la fin de l'extraction et la date prévue pour la fin du réaménagement,
– les plans réels ou prévisionnels des installations et des terrains remis en état,
– un mémoire sur l'état du site, notamment si celui-ci a fait l'objet d'un remblayage partiel ou total décrivant les mesures prises pour
* l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux,
* Les interdictions ou limitations d'accès au site,
* La suppression des risques d'incendie et d'explosion,
* La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
– dans la mesure du possible, des photos significatives de l'état du site après réaménagement.
A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Art. 7. - Information des tiers

Les droits des tiers sont expressément réservés.
Un avis et une copie du présent arrêté sont affichés, pendant une durée minimale d'un mois, à la mairie de Martres-Tolosane ainsi que les mairies d'Alan, Aurignac, Auzas, Boussens, Lafitte-Toupiere, Le Frechet, Mancioux, Marignac-Laspeyres, Mauran et Roquefort-sur-Garonne, pour y être consultés par tout intéressé.
Une copie du présent arrêté d'autorisation est affiché par l'exploitant de manière visible et permanente à l'entrée de son établissement.
Un avis relatif à cette autorisation est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

Art. 8. - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse.
1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

1, place Saint-Étienne – 31038 TOULOUSE Cedex 9 – Tél. : 05 34 45 34 45
http://www.haute-garonne.gouv.fr

Art. 9 - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le maire de la commune de Martres-Tolosane, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LAFARGE CIMENTS.

Fait à Toulouse le, 17 SEP. 2015

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Thierry Bonnier

ANNEXES :

ANNEXE 1 : PLAN DES PARCELLES CONCERNEES

ANNEXE 2 : PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION (I)

ANNEXE 3 : PLAN DE PHASAGE(II)

ANNEXE 4 : PLAN DE PHASAGE(III)

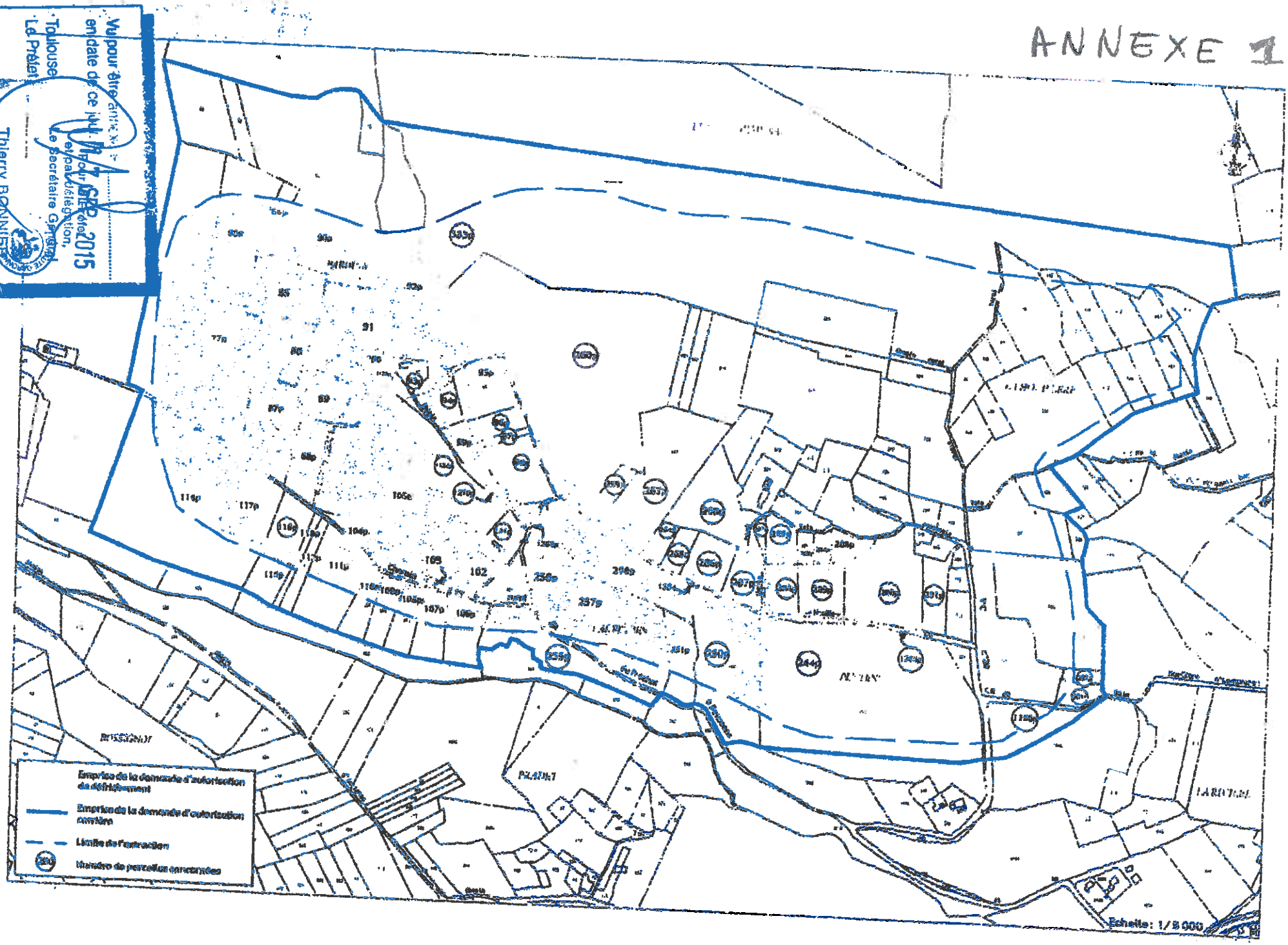
ANNEXE 5 : PLAN DE PHASAGE(IV)

ANNEXE 6 : PLAN DE REMISE EN ETAT APRES EXPLOITATION

ANNEXE 7 : PLAN DE CALAGE DE LA TOPOGRAPHIE ET DU CADASTRE

ANNEXE 1

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour 17 DEC 2015
Toulouse, le 14 DEC 2015
Le Préfet
Pour délégation,
Le Secrétaire Général
Thierry BONNIST

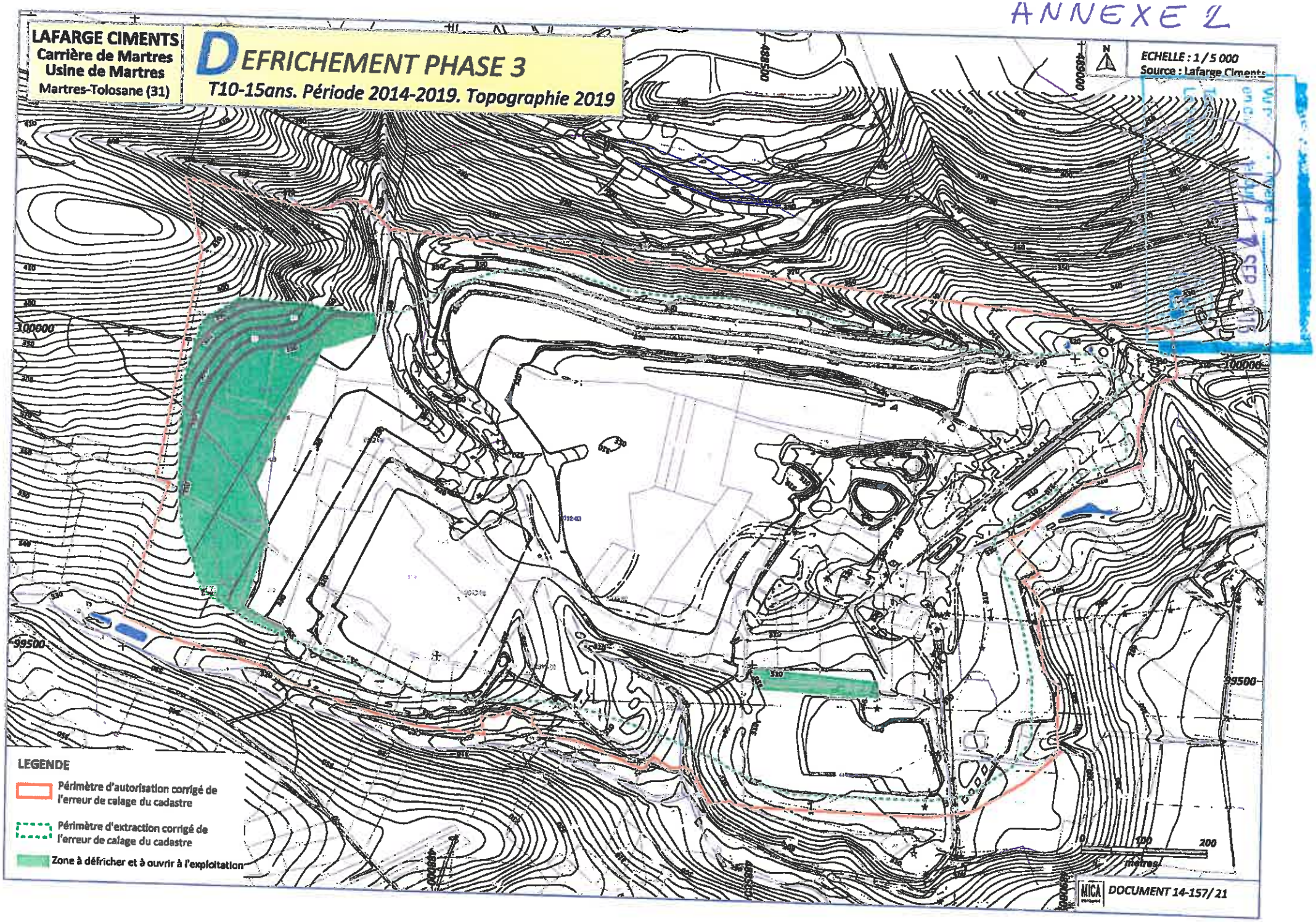


ANNEXE 2

LAFARGE CIMENTS
Carrière de Martres
Usine de Martres
Martres-Tolosane (31)

DEFRICHEMENT PHASE 3

T10-15ans. Période 2014-2019. Topographie 2019



LEGENDE

- Périmètre d'autorisation corrigé de l'erreur de calage du cadastre
- Périmètre d'extraction corrigé de l'erreur de calage du cadastre
- Zone à défricher et à ouvrir à l'exploitation

MICA DOCUMENT 14-157/21

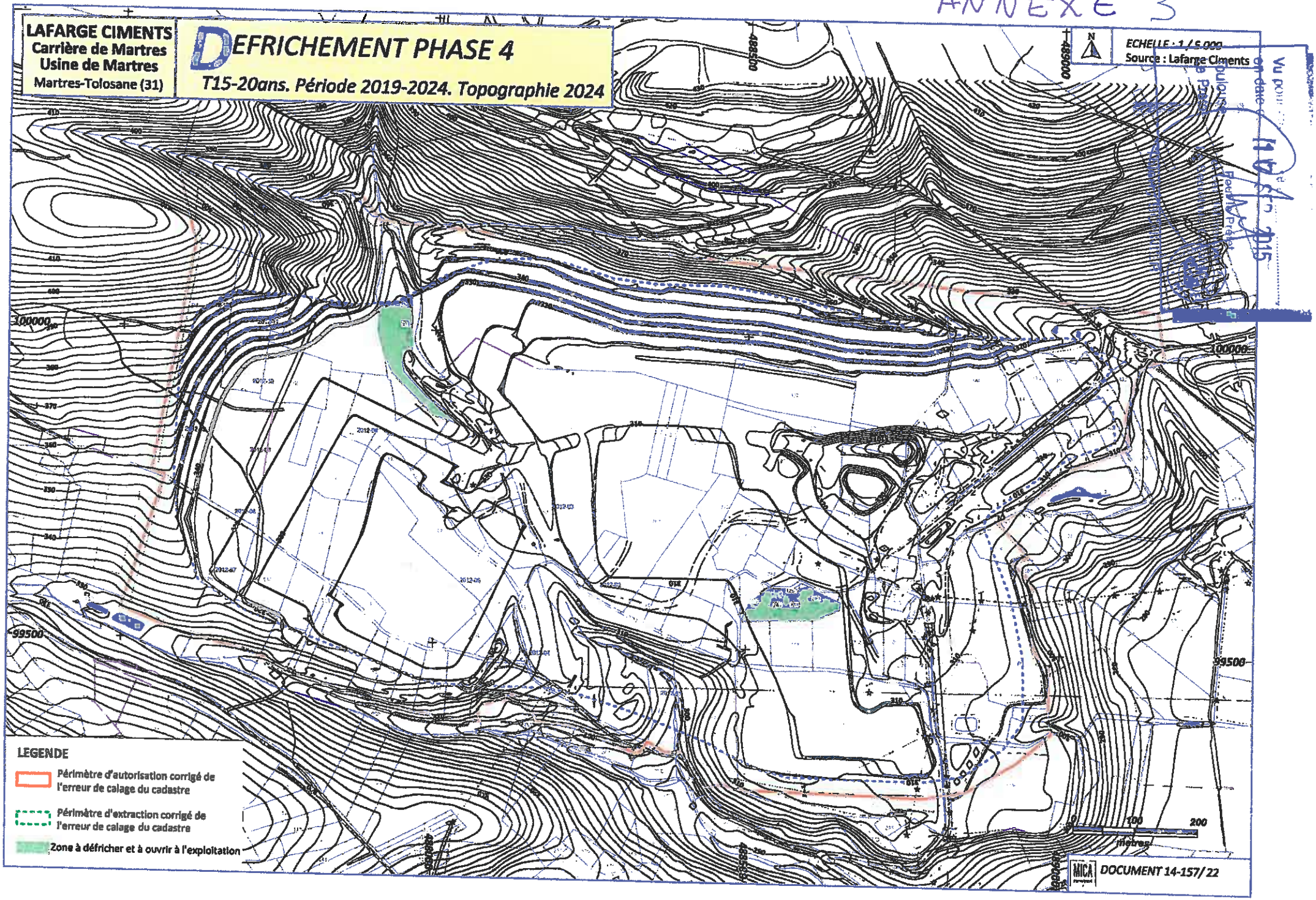
ANNEXE 3

LAFARGE CIMENTS
Carrière de Martres
Usine de Martres
Martres-Tolosane (31)

DEFRICHEMENT PHASE 4

T15-20ans. Période 2019-2024. Topographie 2024

ECHELLE : 1 / 5 000
Source : Lafarge Ciments



LEGENDE

- Périmètre d'autorisation corrigé de l'erreur de calage du cadastre
- Périmètre d'extraction corrigé de l'erreur de calage du cadastre
- Zone à défricher et à ouvrir à l'exploitation

MICA

DOCUMENT 14-157/22

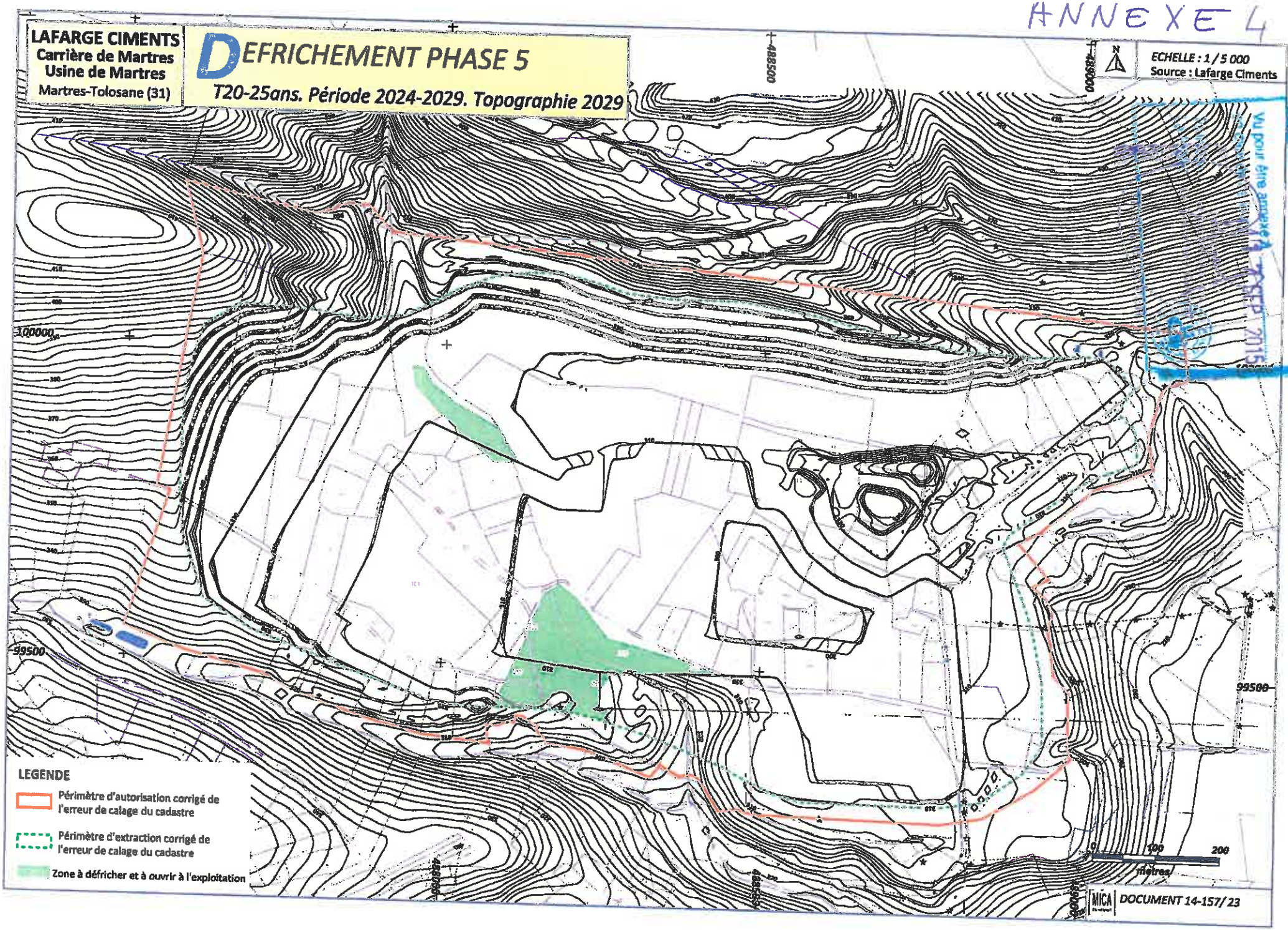
ANNEXE 4

LAFARGE CIMENTS
Carrière de Martres
Usine de Martres
Martres-Tolosane (31)

DEFRICHEMENT PHASE 5

T20-25ans. Période 2024-2029. Topographie 2029

ECHELLE : 1 / 5 000
Source : Lafarge Ciments



Vu pour être annexé à notre arrêté du 7 SEPT 2015

LEGENDE

- Périmètre d'autorisation corrigé de l'erreur de calage du cadastre
- Périmètre d'extraction corrigé de l'erreur de calage du cadastre
- Zone à défricher et à ouvrir à l'exploitation

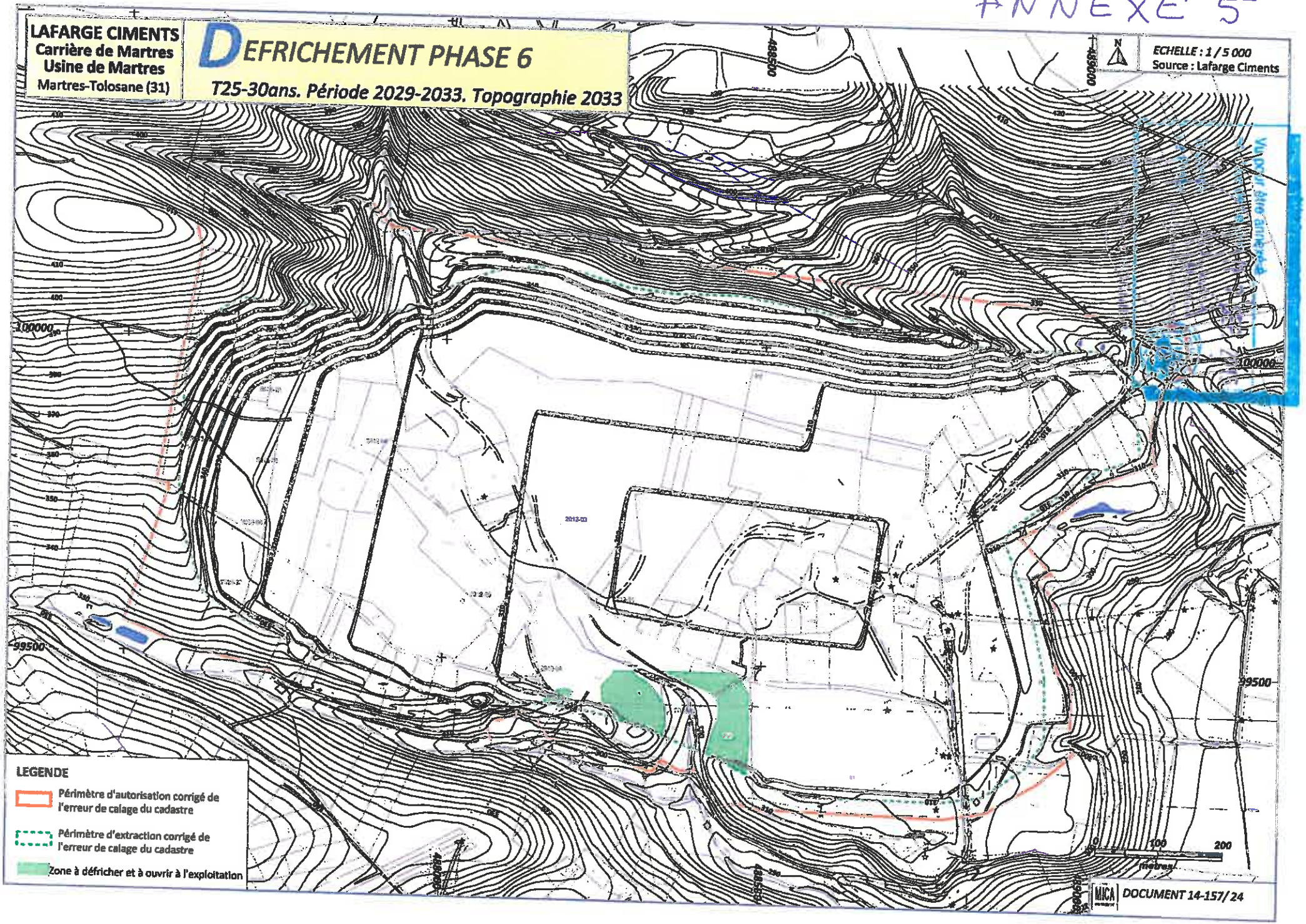
MICA DOCUMENT 14-157/ 23

ANNEXE 5

LAFARGE CIMENTS
Carrière de Martres
Usine de Martres
Martres-Tolosane (31)

DEFRICHEMENT PHASE 6

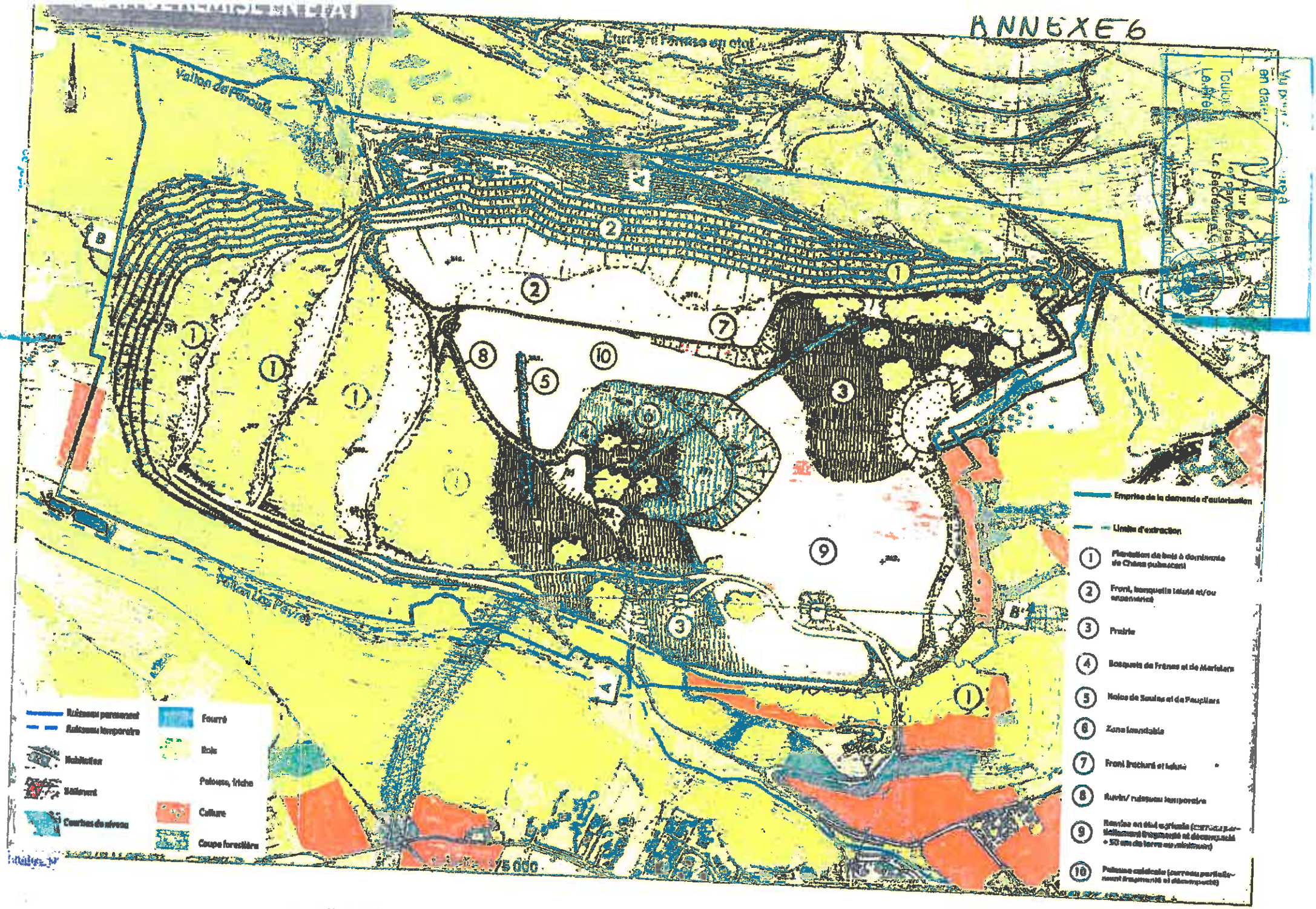
T25-30ans. Période 2029-2033. Topographie 2033



LEGENDE

- Périmètre d'autorisation corrigé de l'erreur de calage du cadastre
- Périmètre d'extraction corrigé de l'erreur de calage du cadastre
- Zone à défricher et à ouvrir à l'exploitation

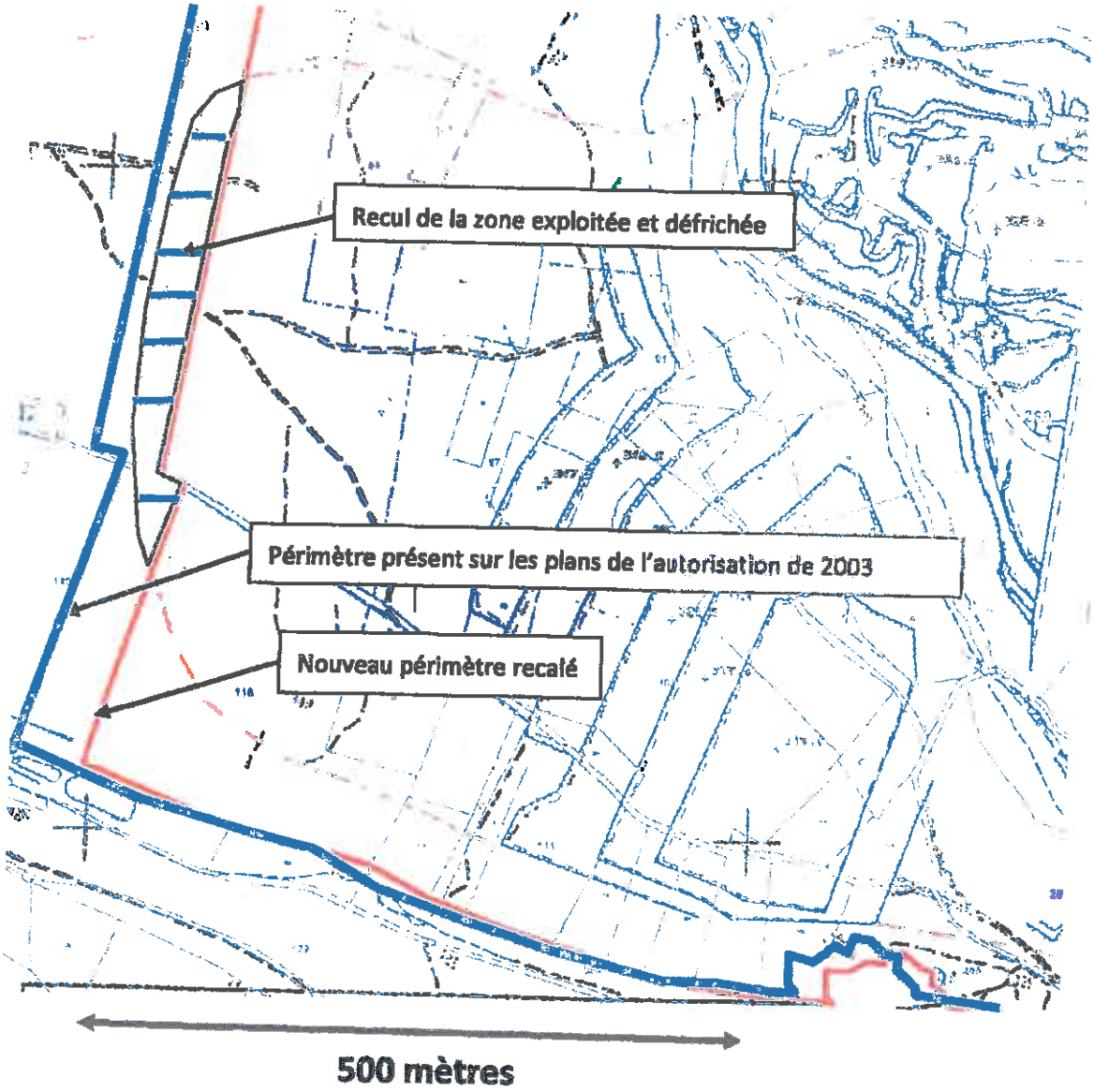
ANNEXE 6


Vallon de Pérouti
Vallon Les Pavés
Emprise de la demande d'autorisation
Limite d'extraction
1 Plantation de bois à dominante de Chêne pubescent
2 Front, banquette talutés et/ou ensemencés
3 Prairie
4 Bosquets de Frênes et de Merisiers
5 Haies de Saules et de Peupliers
6 Zone inondable
7 Front fracturé et taluté
8 Ruvin/ ruisseau temporaire
9 Remise en état agricole (carrières partiellement fragmentée et décompactée + 50 cm de terre végétale)
10 Pelouse calcicole (carrières partiellement fragmentée et décompactée)
Réseau permanent
Réseau temporaire
Habitation
Bâtiment
Courbes de niveau
Fourré
Bois
Pelouse, friche
Culture
Coupe forestière
75 000

ANNEXE 7

1.5.1 - Calage de la topographie et du cadastre

L'erreur de calage de la topographie et du cadastre concerne la partie occidentale de la carrière.



Vu pour être annexé à
en date de ce jour. 17 SEP. 2015
Pour le Préfet
et par délégation,
Toulouse, Le Secrétaire Général
Le Préfet
Thierry BONNIE

Arrêté Préfectoral du 9 avril 2013 - Cimenterie	Document n° 21.231-A1 / 11

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires

Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la Coordination et des Procédures

Affaire suivie par Béatrice RODRIGUEZ
Téléphone :05.61.10.60.97
Télécopie : 05.61.10.60.95
Courriel : beatrice.rodriguez@haute-garonne.gouv.fr

Toulouse, le - 9 AVR. 2013

REÇU le
15 AVR. 2013
LAFARGE - MARTRES

RECOMMANDE AVEC A.R.

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse, sous ce pli, copie de l'arrêté préfectoral complémentaire vous autorisant à exploiter une cimenterie à MARTRES-TOLOSANE.

Conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise devra être affiché, par vos soins, de façon visible dans l'établissement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER

Monsieur le Directeur
Société LAFARGE CIMENTS
Usine de MARTRES
77 avenue des Pyrénées
31220 MARTRES-TOLOSANE

P. J. : 1 arrêté

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

9 AVRIL 2013

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Direction Départementale des Territoires
Bureau de la Coordination et des Procédures

N° 48

ARRETE
préfectoral complémentaire autorisant la société LAFARGE CIMENTS à exploiter une cimenterie à MARTRES-TOLOSANE

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le titre I^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le titre 1er du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R. 511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 mai 1993 relatif aux cimenteries ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux ;

Vu le bilan de fonctionnement présenté par l'exploitant,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 janvier 2013 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 05 février 2013 ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant visant à supprimer ou à réduire au maximum les incidences environnementales résultant du fonctionnement de ses installations sont pertinentes et cohérentes compte tenu des enjeux environnementaux ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, fixées pat l'arrêté préfectoral d'autorisation tiennent compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que les conditions fixées par l'arrêté préfectoral tiennent compte de l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant que la cimenterie de Martres-Tolosane de la Société LAFARGE CIMENTS relève de la directive susvisée et qu'il convient de ce fait d'intégrer dans l'arrêté préfectoral d'autorisation pris au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement les niveaux d'émissions associés aux meilleures technologies disponibles (MTD) ;

Considérant que le classement administratif des installations classées exploitées par la société LAFARGE CIMENTS à MARTRES TOLOSANE nécessite d'être mis à jour au vu des évolutions réglementaires de la nomenclature ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société LAFARGE CIMENTS le 12 mars 2013 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRETE

TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société LAFARGE CIMENTS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. ABROGATION DES ACTES ANTERIEURS

L'arrêté préfectoral du 7 juin 2001 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 12 janvier 2004, 1er juin 2004, 12 juillet 2004, 3 septembre 2004, 19 avril 2006, 16 mai 2006, et 6 juillet 2006 réglementant l'exploitation des installations de la société LAFARGE CIMENTS à Martres-Tolosane est abrogé.
Le récépissé de déclaration du 16 septembre 2008 est abrogé.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	A,E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2520	A	Fabrication de ciments, plâtres et chaux	-Fabrication de ciment : 2 fours de cimenterie, puissance des brûleurs 113MW (46+67 MW), -combustibles : gaz naturel, coke de pétrole, charbon, fiouls, fiouls lourds, brais pétrolier et combustibles de substitution.	1050000t/an ou 3800 t/j
2770.1b	A	Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du Code de l'environnement. Les déchets destinés à être traités contenant des substances ou préparations dangereuses : la quantité de substances dangereuses susceptibles d'être présente étant inférieure au seuil AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.	Valorisation énergétique au niveau des fours - Résidus liquides à haute valeur énergétique (huiles usagées), - Résidus liquides à faible valeur énergétique (G2000), - Résidus solides énergétiques pulvérulents, - Résidus solides énergétiques broyables, Résidus solides énergétiques non pulvérulents	34 000 t/an de déchets dangereux Stockages : Huiles usagées (2ième catégorie) : 1420 m3 G2000 : 250 m3 Résidus solides pulvérulents : 200 m3 Résidus solides broyables : 1000 m3 Résidus solides non pulvérulent : 1000m3

2771	A	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Voir rubrique 2770 Rubrique 2770 Farines animales Semences	76 000t /an de déchets non dangereux Stockages : Voir rubrique 2770 Silo « Farines animales » : 438 m3 Semences 3000
2790.1b	A	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances ou préparations dangereuses, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770. Les déchets destinés à être traités contenant des substances ou préparations dangereuses : la quantité de substances dangereuses susceptibles d'être présente étant inférieure au seuil AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.	Valorisation matière : -pour incorporation au cru -pour incorporation aux broyeurs ciments	40 000 t/an, Stockages : - Résidus admis en valorisation matière contenant principalement de l'alumine, du fer, de la chaux, de la silice et de la magnésie : 3500 t sous hangar couvert en carrière et silo pulvérulent de 80m3 -Résidus admis en valorisation matière contenant principalement des sulfates de calcium, des carbonates de calcium, et des Metakaolins : 2000 t sous le hall clinker
2791.1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	Valorisation matière : - pour incorporation au cru -pour incorporation aux broyeurs ciments	1000t/j (60 000 t/an) Stockages : Voir rubrique 2790 - Résidus admis en valorisation matière contenant principalement de l'alumine, du fer, de la chaux, de la silice et de la magnésie : 5000 t de déchets inertes sur le carreau de la carrière -Résidus admis en valorisation matière contenant principalement des sulfates de calcium, des carbonates de calcium, et des Metakaolins : 15000 t sous le hall clinker sur dalle étanche
1432.2a	D	Dépôt de liquides inflammables	fioul lourd, FOD (non soumis) GNR (non soumis)	650 m3 32 m3 5 m3
1434.2	A	Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Débit : 50 m3/h	
1520.1	A	Dépôt de houille, charbon, coke.	Dépôt de houille et de coke de pétrole	5 000t
1450.2	A	Emploi ou stockage de solides facilement inflammables	Stockage de coke de pétrole moulu	25t
2516.1	A	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents.	Silos ciments : Station de mélange (laitier, sel, trémies) : Cru : Pour mémoire : Stockage de clinker (matériaux grenus) : Hall+silo	18300 t 4885t 5000 t 36000t+15000t

2515	A	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Broyage de coke de pétrole Concasseur « Vif » 2 broyeurs cru 4 broyeurs ciments Crible carrière Crible cru Crible DSB	450+180 kW 600 kW 1400+1100 kW 3*810+1850kW 7*7.5+22 kW 3kW 11kW
1418.3	D	Stockage et emploi de l'acétylène		400 kg
2921-2	D	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation est de type circuit primaire fermé	1 tour aéroréfrigérante	1895 kW
1715.2	D	Préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de matières radioactives.	Source utilisant le radioélément Ni63 d'une activité de 370mBq	Q=3,7
2920.2c	NC	Installations de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar	Compresseurs Surpresseurs	3500 kW 600 kW

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
Martres-Tolosane	AN 67, 68, 75, 77, 78, 79, 80, 85, 132, 134

CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 1.3.1. DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si les installations ne sont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.4 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.4.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.4.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.4.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.4.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.4.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.4.6. CESSATION D'ACTIVITE

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à un nouvel usage sont libérés, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-I et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.5 TEXTES APLLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous

Dates	Textes
31/10/2012	Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
13/12/04	Arrêté relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées
29/06/04	Arrêté relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié
20/09/02	Arrêté relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux
30/06/97	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2515.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
03/05/93	Arrêté relatif aux cimenteries
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

CHAPITRE 1.6 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.6.1. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants…

CHAPITRE 2.3 INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PREVENU

ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PREVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

ARTICLE 2.7.1. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	**Documents à transmettre** (se référer à l'article correspondant)
1.4.5	Déclaration de changement d'exploitant
1.4.6	Notification de la date de mise à l'arrêt définitif d'une installation classée
2.5.1	Déclaration des accidents et incidents et rapport d'accident et d'incident
8.2.8	Information immédiate de l'inspection lorsque la concentration mesurée en légionelle specie est supérieure ou égale à 100 000UFC/
8.3.8	bilan périodique lié à l'exercice de l'activité nucléaire
9.2.1	Surveillance des rejets atmosphériques
9.2.2	Impact sur l'environnement
9.2.3	Contrôles dans l'environnement
9.2.4	Résultats des analyses réalisées dans le cadre de la surveillance des rejets d'eaux pluviales
9.2.6	Résultats des analyses réalisées dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines
9.4.1	Déclaration des émissions polluantes
9.4.3	Rapport d'activité
9.4.4	Bilan de fonctionnement

TITRE 3 PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, au regard des meilleures techniques disponibles.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.
Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites journalières, ou du nombre de dépassements semi-horaires autorisés, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.
Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.
Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient êtres tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobie dans le bassin d'orage et de stockage des eaux pluviales.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

ARTICLE 3.1.5. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIERES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage ou d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion le cas échéant (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

L'exploitant met en œuvre des actions afin de limiter les émissions diffuses et envols de poussières, notamment au niveau du hall clinker, en lien avec les résultats de la surveillance environnemental des retombées de poussières prescrite à l'article 9.2.3 du présent arrêté,

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ces dispositions est interdit. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. Les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-I sont respectées. En particulier, lorsque les prescriptions relatives au plan d'échantillonnage ne peuvent être satisfaites, il peut-être possible d'optimiser la représentativité de l'échantillonnage en augmentant le nombre de points de prélèvement au-delà de ceux spécifiés.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N° de conduit	Installations raccordées	Combustible	Traitement
Conduit n°1	Four 1 et broyeur à cru associé	gaz naturel, coke de pétrole, charbon, fiouls, fiouls lourds, brais pétrolier et combustibles de substitution	Filtre à manches et SNCR
Conduit n°2	Four 2 et broyeur à cru associé	gaz naturel, coke de pétrole, charbon, fiouls, fiouls lourds, brais pétrolier et combustibles de substitution	Filtre à manches et SNCR
Conduit n°3	Refroidisseur à clinker 1	/	Filtre à graviers
Conduit n°4	Refroidisseur à clinker 2	/	Filtre à graviers
Conduits n°5-1	Broyeurs ciment 1, 2		Filtre à manches
Conduits n°5-2	Broyeurs ciment 3		Filtre à manches
Conduits n°5-3	Broyeurs ciment 4		Filtre à manches
Conduit n°6	Broyeur coke	/	Filtre à manches
Autres conduits	Silos de stockage		Filtre à manches

SNCR : réduction non catalytique sélective

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit maxi en Nm3/h	Vitesse d'éjection en m/s en marche continue maximale
Conduit n°1	70	3,03	125000	6,5
Conduit n°2	70	3	145000	7,5
Conduit n°3	25	1,4	90000	>12
Conduit n°4	25	1,68	135000	>12
Conduit n°5-1	14,7	1,1	35000	
Conduit n°5-2	14,7	1,1	40000	
Conduit n°5-3	31,87	1,6	50000	
Conduit n°6	26,5	1,1	17000	

La hauteur des cheminées des fours est conforme aux articles 52 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES D'EMISSION DANS L'AIR

Article 3.2.4.1. Valeurs limites

3.2.4.1.1. En concentration

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température et de pression, soit 273 K pour une pression de 101,3 kPa avec :

- une teneur en O^2 de 10 % sur gaz secs pour les rejets des conduits n°1 et n°2,
- une teneur en O2 égale à la teneur en O2 mesurée dans les rejets pour les autres installations

Concentrations en mg/Nm^3	Conduits 1 et 2		Conduits 3 et 4	Conduit 5 & 6 Autres rejets canalisés
	Moyenne sur 1/2h	Moyenne journalière	Sur la durée du contrôle	
Poussières Jusqu'à mars 2017	90	30	100	30
Poussières A partir de avril 2017	90	20	20	20
SO_2	1760	440		
NO_X en équivalent NO_2	1600	800 * 500 à compter du 01/01/2016		
COT en eq C	120	60		
NH_3	600	100		
HCl	60	10		
Sur la durée du contrôle				
HF	1			
Cd +Tl	0,05			
Hg	0,05			
Sb+As+Pb+Cr+ Co+Cu+Mn+Ni +Sn+V	0,5			
Dioxines et furannes	0,1 ng			

Pour les métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Conformément à la directive 2010/75/UE, du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, la valeur limite d'émission pour les effluents gazeux non recyclés en provenance des refroidisseurs est fixée à 20 mg/Nm^3 à partir de mars 2017. Si ces performances ne sont pas atteignables compte tenu des conditions technico-économiques du moment, l'exploitant devra apporter toutes les justifications à l'inspection des installations classées, en suivant en particulier la procédure de demande de dérogation prévue par la directive susnommée, et ses textes d'application.

Conformément à l'arrêté du 18 décembre 2012 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002, la valeur limite des émissions de NOx est fixée à 500 mg/Nm3 à partir du 1ier janvier 2016. Le cas échéant, une demande de dérogation sera formulée dans les conditions fixées par le ministère chargé des installations classées pour la protection de l'environnement. "

3.2.4.1.2. En flux

Les installations sont équipées et exploitées de manière à ce que les valeurs limites suivantes, en moyennes journalières, ne soient pas dépassées :

Flux en kg/jour	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4
Poussières	90	105	216,8	324
SO_2	1800	2088		
NO_X en équivalent NO_2	2400	2800		
COT	180	210		
HCl	30	34,8		
HF	3	3,5		
Cd +Tl	0,15	0,174		
Hg	0,15	0,174		
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+Sn+V	1,5	1,74		
Dioxines et furannes	0,3mg	0,348mg		

« A défaut, ces flux seront établis sur la base d'un calcul prenant en compte les concentrations mesurées à l'émission, minorées des intervalles de confiance et le débit maximal mesuré lors des essais de qualification des installations ».

Concernant les conduits n°3 et 4, une mesure en continu est réalisée si le débit massique en poussières des émissions gazeuses non recyclées en provenance des refroidisseurs dépasse 5 kg/h.

Article 3.2.4.2. Conditions de respect des valeurs limites

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission définies à l'article 3.2.4.1., ci-dessus pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote
- il n'y a pas plus de 120 moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote qui ne dépasse les limites d'émission définies à l'article 3.2.4.1. ci-dessus ;

- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le fluorure d'hydrogène, le cadmium et ses composés ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+Sn+V), les dioxines et furannes ne dépasse les limites d'émission définies à l'article 3.2.4.1. ci-dessus ;
- aucune des moyennes mesurées sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 3.2.4.1.

Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 3.2.5. ci-dessous ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites.

Les moyennes sur une demi-heure sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95% sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 3.2.4.1. ci-dessus :

- dioxyde de soufre : 20 % ;
- Ammoniac : 40 % ;
- Dioxyde d'azote : 20 % ;
- Poussières totales : 30 % ;
- Carbone organique total : 30 % ;
- Chlorure d'hydrogène : 40 % ;

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées. Pour qu'une moyenne journalière soit prise en compte, il faut qu'il y ait au moins 5 demi-heures de fonctionnement.
Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient pu être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.
La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

Article 3.2.4.3. Limitations des émissions dans l'air

Les installations respectent également les dispositions propres aux arrêtés pris en application des plans de protection de l'atmosphère élaborés en application de l'article L.222-4 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émission à l'atmosphère sont compatibles avec les limites de concentration du même polluant dans l'air ambiant fixées par l'article R221-1 du code de l'environnement.

Les dispositions imposées par le présent arrêté relatives à la limitation des émissions peuvent être complétées par des mesures d'interdiction d'usage de certains combustibles, de ralentissement ou d'arrêt de fonctionnement de certains appareils ou équipements prévues par les arrêtés instaurant des procédures d'alerte pris en application de l'article L.223-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3.2.5. INDISPONIBLITES

Article 3.2.5.1. Indisponibilité des dispositifs de traitement

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations de co-incinération, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées à l'article 3.2.4 (concentrations en moyenne sur ½ heures) ne peut excéder quatre heures sans interruption de l'utilisation de déchets comme combustible de substitution lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1.1 du présent arrêté montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures pour chaque four et par polluant.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m3, exprimée en moyenne sur une demi-heure.

Article 3.2.5.2. Indisponibilités des dispositifs de mesure

1. Dispositifs de mesure en semi-continu

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article 9.2.1.2 du présent arrêté, le temps cumulé d'indisponibilité (arrêts, dérèglements ou défaillances techniques) des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation sur une année.

Les dispositions relatives à l'indisponibilité des dispositifs de mesure semi-continue des effluents atmosphériques ne sont applicables qu'à partir du 1er juillet 2014.

2. Dispositifs de mesure en continu

Le temps cumulé d'indisponibilité (arrêts, dérèglements ou défaillances techniques) des dispositifs de mesure en continu des effluents atmosphériques ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année pour chaque four et par polluant. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption de l'introduction de déchets comme combustible de substitution.

Les phases de maintenance préventive, de calibrage et d'étalonnage ne sont pas prises en compte pour juger du respect de cet article.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU NON POTABLE

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans la nappe phréatique par l'intermédiaire de 2 puits situés dans l'enceinte de l'établissement est limitée à 630 m3 et ce pour un débit instantané maximal de 200 m3/h. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées mensuellement, le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un débitmètre électronique est placé à l'alimentation du réseau d'eau industrielle.
L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans le milieu de prélèvement.

En cas de raccordement à une installation alimentée par un réseau public, un disconnecteur sera installé.

Article 4.1.2.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

4.1.2.2.1 Réalisation et équipement d'un nouveau forage

La cimentation annulaire est obligatoire, elle se fera sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Elle se fera par injection par le fond, sur au moins 5 cm d'épaisseur, sur une hauteur de 10 m minimum, voire plus, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. La cimentation devra être réalisée entre le tube et les terrains forés pour colmater les fissures du sol sans que le prétubage ne gêne cette action et devra être réalisée de façon homogène sur toute la hauteur.
Les tubages seront en PVC ou tous autres matériaux équivalents, le cas échéant de type alimentaire, d'au moins 125 mm de diamètre extérieur et de 5 mm d'épaisseur au minimum. Ils seront crépinés en usine.
La protection de la tête du forage assurera la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire. Elle comprendra une dalle de propreté en béton de 3 m^2 minimum centrée sur l'ouvrage, de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel, en pente vers l'extérieur du forage. La tête de forage sera fermée par un regard scellé sur la dalle de propreté muni d'un couvercle amovible fermé à clef et s'élèvera d'au moins 0,50 m au-dessus du terrain naturel.
L'ensemble limitera le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêchera les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.
La pompe ne devra pas être fixée sur le tubage mais sur un chevalement spécifique, les tranchées de raccordement ne devront pas jouer le rôle de drain. La pompe utilisée sera munie d'un clapet de pied interdisant tout retour de fluide vers le forage.
Les installations seront munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile seront indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.
Le forage sera équipé d'un tube de mesure crépiné permettant l'utilisation d'une sonde de mesure des niveaux.

4.1.2.2.2 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

- Abandon provisoire :

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage sera déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée seront assurés.

- Abandon définitif :

Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'au plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à – 5 m et le reste sera cimenté (de –5 m jusqu'au sol).

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'Article 4.3.1. ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE DES RESEAUX DE LIQUIDES POTENTIELLEMENT DANGEREUX

Les réseaux de collecte de ces effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, en caniveau, ou enterrées en canalisation double paroi

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION CARACTERISTIQUES DES REJETS AU MILIEU, VALEURS LIMITES

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents.

Aucun rejet d'eaux usées industrielles n'est effectué puisque le procédé de fabrication ne génère pas d'effluent.

Seules les eaux de lavage provenant des stations de lavage des véhicules sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales.

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les caractéristiques du point de rejet des eaux pluviales sont les suivantes :

Point de rejet	Localisation	Type de rejet collecté	Type de traitement
Point n°1 (sortie du bassin de récupération et de décantation)	X=000°59'34'' Y=43°11'08''N	Eaux pluviales	Décantation Débourbeur/déshuileur

Les eaux pluviales transitent par un bassin d'orage de 2000 m^3.

ARTICLE 4.3.4. CARACTERISTIQUES GENERALES DES REJETS DES EAUX PLUVIALES ET VALEURS LIMITES

Avant tout rejet les eaux pluviales doivent être exemptes :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Elles doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 6 et 9
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
- MES : 30 mg/l,
- DCO : 125 mg/l,
- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l,
- Métaux lourds totaux : 15 mg/l,
- Dont $Cr^{6}+$: < 0,1 mg/l,
- Cd : < 0,2 mg/l,
- Pb : < 0,5 mg/l,
- Hg : < 0,05 mg/l,
- Arsenic : 0,1 mg/l,
- Fluorures : 15 mg/l,
- CN libres : 0,1 mg/l,
- AOX : 5 mg/l.

Les métaux lourds totaux sont la somme de la concentration en masse par litres des éléments suivants : Sb, Co, V, Ti, Pb, Cu, Cr, Ni, Mn, Sn, Cd, Hg, Se et Te.

ARTICLE 4.3.5. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES

Les eaux pluviales polluées collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Le recyclage en interne sera privilégié.

Les rejets des eaux pluviales vers le milieu récepteur se fait après passage dans le bassin de décantation et dans le séparateur d'hydrocarbures.

CHAPITRE 4.4 SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 4.4.1. EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant entretien autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'activité de l'installation. Ce réseau est constitué d'au moins 3 piézomètres qui couvrent l'ensemble du site. Ces puits sont réalisés conformément aux bonnes pratiques et aux normes en vigueur.

Au moins un de ces puits de contrôle doit être situé en amont hydraulique de l'installation, et en particulier de ses capacités d'entreposage de déchets destinés à être incinérés, pour servir de point de repère de la qualité des eaux souterraines.

Lors de la création d'un nouveau puit de contrôle, il doit être procédé à une analyse de référence au moins sur les paramètres suivants :

- analyses physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, NO_2-, NO_3-, NH_3+Cl-, $SO4^{2}$-, $PO4^{3}$-, K+, Na+, Ca^{2}+, Mg^{2}+, Mn^{2}+, Sb, Co, V, Tl, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, DCO, COT, AOX, PCB, BTX et HAP ;
- analyse biologique : DBO_5 ;
- analyses bactériologiques : coliformes fécaux, coliformes totaux, streptocoques fécaux, présence de salmonelles.

ARTICLE 4.4.2. AUTRES CONTROLES

Des mesures et des contrôles supplémentaires pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspection des installations classées, tant sur les rejets que dans l'environnement de l'installation. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

TITRE 5 - DECHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

a) la préparation en vue de la réutilisation ;

b) le recyclage interne

c) le recyclage externe

d) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;

e) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont recyclées en interne ou gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage ou de leur recyclage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS GERES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.
Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS .GERES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

Le recyclage interne est privilégié, en utilisant les installations autorisées dans le présent arrêté.

En particulier, les poussières de calcaire provenant des installations de dépoussiérage, les poussières de cru, de clinker et de ciment sont réutilisées dans le procédé.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation et l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

.

TITRE 6 PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

L'établissement fonctionne en continu 24h/24 et 365 jours par an.

ARTICLE 6.2.2. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	**Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés**	**Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés**
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.3. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	**PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)**	**PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)**
Niveau sonore limite admissible	65 dB(A)	55 dB(A)

CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

ARTICLE 6.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 GENERALITES

ARTICLE 7.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Ces zones de sécurité comprennent pour le moins les zones de risques incendie, ou explosion.
Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.
La nature exacte du risque (incendie, atmosphère explosive, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

ARTICLE 7.1.2. ETAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un plan indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus,. Ce plan est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 7.1.3. PROPRETE DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 7.1.4. CONTROLE DES ACCES

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.
Une surveillance est assurée en permanence.

ARTICLE 7.1.5. CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 7.1.6. ETUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 7.2.1. CONCEPTION DES BATIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

ARTICLE 7.2.2. SYSTEMES D'ALARME ET DE MISE EN SECURITE

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.

Ces installations doivent pouvoir être arrêtées en urgence et mise en sécurité par des dispositifs indépendants de son système de conduite

ARTICLE 7.2.3. DISPOSITIF DE CONDUITE

Le dispositif de conduite des unités visées au 7.2.2 est centralisé en salle de contrôle.

Ce dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres significatifs de la sécurité des installations.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation

ARTICLE 7.2.4. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'évènements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'Union Européenne. En particulier les composants de protection contre la foudre doivent être conformes à la série des normes NF EN 50164 : «composants de protection contre la foudre (CPF) ».

Une analyse du risque foudre (ARF) est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications notables des installations nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude des dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrée de l'ARF.

ARTICLE 7.2.5. PROTECTION CONTRE L'ELECTRICITE STATIQUE ET LES COURANTS DE CIRCULATION.

Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation.

Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées :

- Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques;
- Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages, ...).
- Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs et des poussières inflammables.
- Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques

ARTICLE 7.2.6. DETECTEURS D'ATMOSPHERE

Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dépendant de la nature, de la prévention des risques à assurer (détecteurs d'atmosphère d'incendie, explosive).

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement de seuil(s) préréglé(s), une alarme sonore et visuelle reportée en salle de contrôle, et si nécessaire localement, avec localisation des détecteurs ayant déclenché, individuellement ou par zone surveillée.

Tout incident ou accident de nature à avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement d'installations donnera lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée, après examen détaillé des installations, que par une personne déléguée à cet effet.

CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...) font l'objet de consignes écrites et contrôlées : procédures, modes opératoires, instructions.

Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction, en fonctionnement normal, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones d'entreposage des déchets ;
- les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte ;
- les procédures d'arrêt d'urgence.

ARTICLE 7.3.2. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

CHAPITRE 7.4 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.4.1. SYSTEME D'ALERTE INTERNE A L'USINE

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.
Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

ARTICLE 7.4.2. PLAN DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

ARTICLE 7.4.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1.

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m2 de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt...),
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques,
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables,

Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.
- de poteaux d'incendie normalisés répartis dans l'usine.

Les zones de risques incendie comportent les moyens supplémentaires suivants :

- Un réseau fixe d'incendie alimenté par des moyens de pompage propres à l'établissement, assurant en toute circonstances un débit d'eau de 60 m3/h sous 1 bar de pression à chacun des poteaux d'incendie prévu ci-dessous et permettant de délivrer 240 m3 d'eau en 2 h dans les zones de risque incendie.
- 1 poteau d'incendie normalisé disposé à moins de 200 mètres du stockage de résidus solides pulvérulents.
- 1 poteau d'incendie normalisé disposé à moins de 200 mètres du stockage de résidus solides non pulvérulents.
- 1 poteau d'incendie normalisé disposé à moins de 200 mètres du stockage de résidus huileux.
- une réserve de 200 litres de liquides émulseurs adaptés aux produits présents sur le site, disposée à proximité du stockage de résidus liquides.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.4. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.4.4.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Cet accès doit présenter les caractéristiques suivantes :
- largeur minimale 3 mètres
- force portante : 130 kilo newton
- hauteur libre 3,50 mètres
- pente inférieure à 15%.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation extemes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.4.4.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

CHAPITRE 7.5 DISPOSITIF DE PREVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.5.1. MATERIELS UTILISABLES EN ATMOSPHERES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

ARTICLE 7.5.2. INSTALLATIONS ELECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

ARTICLE 7.5.3. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux le nécessitant sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

ARTICLE 7.5.4. ZONES DE RISQUES INCENDIE

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risques incendie en complément aux dispositions générales de sécurité.

ARTICLE 7.5.5. DEGAGEMENTS :

Dans les locaux comportant des zones de risque incendie, les portes s'ouvrent facilement dans le sens de l'évacuation, elles sont pare flammes une demi-heure et à fermeture automatique.

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

ARTICLE 7.5.6. DESENFUMAGE :

Le désenfumage des locaux, doit pouvoir s'effectuer par des ouvertures situées dans le quart supérieur de leur volume. La surface totale des ouvrages ne doit pas être inférieure au 1/200 de la superficie de ces locaux.

L'ouverture des équipements de désenfumage doit pouvoir se faire manuellement, y compris dans le cas où il existe une ouverture à commande automatique.

Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.

ARTICLE 7.5.7. PREVENTION

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc....).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils font l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il a nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques incendie.

CHAPITRE 7.6 DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1. RETENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :
- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou en cuve double parois, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

CHAPITRE 7.7 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.7.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

ARTICLE 7.7.2. TRAVAUX

Tous les travaux d'extension, de modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, toxique, et explosible sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.7.3. VERIFICATION PERIODIQUE ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.7.4. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 INCINERATION ET VALORISATION DES DECHETS INDUSTRIELS

ARTICLE 8.1.1. CONCEPTION DE L'INSTALLATION

L'installation doit être conçue afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence, et en tenant compte des caractéristiques particulières de l'environnement d'implantation.

Les installations de co-incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière que, même dans les conditions les plus défavorables, les gaz résultant de la co-incinération des déchets soient portés, d'une façon contrôlée et homogène, à une température minimum de 850°C pendant deux secondes. S'il s'agit de déchets dangereux ayant une teneur en substances organiques halogénées, exprimée en chlore, supérieure à 1 %, la température doit être amenée à 1 100 °C pendant au moins deux secondes

L'exploitant suit le « Guide d'application des arrêtés du 20 septembre 2002 relatifs aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux et non dangereux » édité par la profession et validée par le ministère,

Le pourcentage de l'énergie entrante apportée par l'incinération des déchets est appelé pourcentage de contribution thermique. La part de ce pourcentage liée à l'incinération des déchets dangereux, à l'exception des huiles usagées, doit être au maximum de 40% en moyenne journalière.

ARTICLE 8.1.2. CAPACITE DE L'INSTALLATION

L'installation présente les caractéristiques suivantes :
- puissance thermique nominale (tous combustibles confondus) : 120 MW
- capacité hbraire de production de clinker : 100 t/h
- capacité horaire d'introduction de déchets
  - Huiles usagées: 10 t/h
  - Liquides faiblement énergétiques / G2000 : 2 t/h
  - Résidus combustibles pulvérulents: 6 t/h
  - Résidus combustibles broyables: 4t/h
  - Résidus combustibles non pulvérulents: 8 t/h
  - Farines animales: 6 t/h

Les capacités d'entreposage des déchets sont les suivantes :
- Cuve liquides énergétiques dite « huiles usagées » : 1420 m3
- Cuve liquides faiblement énergétiques dite« G2000 » : 250 m3
- Silo dite « farines animales » : 438 m3
- Trémie d'injection « farines animales » : 23 m3
- Trémie combustibles dite « pulvérulents » : 200 m3
- Résidus combustibles broyables (hall coke) : 1000 m3
- Résidus combustibles non pulvérulents : 1000 m3
- Cases semences : 3000 tonnes

Capacité d'entreposage de fuel de substitution : Cuve fioul : 650 m^3

ARTICLE 8.1.3. CONDITIONS GENERALES D'AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

Les articles 4, 5, 6, et 13 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent, notamment en ce qui concerne les capacités d'entreposage des déchets dangereux produits ou éliminés par l'installation.
Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.
L'installation doit être implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Un plan détaillé reprenant les adaptations réalisées lors des études de détail ou de la mise en service doit être tenu à jour

ARTICLE 8.1.4. CARACTERISTIQUES DES DECHETS ADMIS

Article 8.1.4.1. Déchets interdits

L'incinération ou la valorisation des déchets et produits suivants est interdit :

- Les déchets hospitaliers,
- Les déchets pollués par des germes pathogènes,
- Les ordures ménagères brutes
- Les produits radioactifs ou émettant des rayonnements ionisants,
- Les substances ou produits explosifs,
- Les peroxydes et perchlorates,
- Les cadavres d'animaux ou les déchets issus de laboratoire et des abattoirs autres que les farines animales,
- Les déchets, produits ou matériaux souillés à plus de 50 mg/kg de PCB,
- Les déchets cyanurés,
- Les déchets contenant de l'amiante,
- Tous déchets non identifiés,
- Les déchets alcalins dont le pH est supérieur à 12,
- Les produits lacrymogènes,
- Tous déchets susceptibles de réagir entre eux ou lors de leur combustion pour former des mélanges détonants ou des vapeurs toxiques.

Article 8.1.4.2. Caractéristiques des déchets admis

Les caractéristiques des produits admis doivent être compatibles avec les normes d'émission fixées dans le présent arrêté et en particulier celles fixées à l'article 3.2.4. ci-dessus.

Article 8.1.4.3. Types et caractéristiques des produits admis

A. L'incinération des déchets suivants est autorisée :

- Résidus liquides à haute valeur énergétique,
- Résidus liquides à faible valeur énergétique (G2000),
- Résidus solides énergétiques pulvérulents,
- Résidus solides énergétiques broyables,
- Résidus solides énergétiques non pulvérulents
- Farines animales,

B. En outre sont également admis divers résidus solides en vue de leur valorisation en tant que matière dans la production de ciment :

- par ajout dans le procédé de constitution du cru pour apport de calcium, de fer, d'alumine ou de silice :
- par ajout dans le ciment :
  - laitiers, (non considéré comme des déchets)
  - sulfates de calcium naturels, (non considéré comme des déchets)
  - carbonates de calcium naturels (non considéré comme des déchets)
  - déchets composés principalement de sulfates de calcium
  - déchets composés principalement de carbonate de calcium
  - déchets composés principalement de métakaolin

La nature et les caractéristiques de ces déchets admissibles sont définies ci-dessous :

- RESIDUS LIQUIDES ENERGETIQUES : Huiles minérales et synthétiques usagées
  - chlore < 2 %
  - Br+I+F < 1%
  - Hg <10 mg/kg
  - Cd+Tl+Hg< 100 mg/kg
  - As+Co+Ni+Se+Te+Sb+Cr+Sn+Pb+V < 2 500mg/kg
  - Soufre < 4 %
  - PCB/PCT < 50 ppm

- LIQUIDES FAIBLEMENT ENERGETIQUES (G2000) : Liquides aqueux faiblement énergétiques d'un point éclair supérieur à 55°C
  - Chlore < 2 %
  - Br+I+F< 1 %
  - Hg < 10 mg/kg
  - Cd+Tl+Hg< 100 mg/kg
  - As+Co+Ni+Se+Te+Sb+Cr+Sn+Pb+V< 2 500 mg/kg
  - Soufre < 4 %
  - Point éclair > 55°C

- RESIDUS SOLIDES ENERGETIQUES – RESIDUS PULVERULENTS : Résidus solides énergétiques livrés sous forme pulvérulents et injectés au four
  - Chlore < 2 %
  - Br+I+F< 1 %
  - Hg < 10 mg/kg
  - Cd+Tl+Hg< 100 mg/kg
  - As+Co+Ni+Se+Te+Sb+Cr+Sn+Pb+V< 2 500 mg/kg
  - Soufre < 4 %

- RESIDUS SOLIDES ENERGETIQUES – RESIDUS SOLIDES BROYABLES : Résidus solides énergétiques livrés sous forme grenue et incinérés après broyage , en particulier en co-broyage au niveau de broyeur coke de pétrole
  - Chlore < 2 %
  - Br+I+F< 1 %
  - Hg < 10 mg/kg
  - Cd+Tl+Hg< 100 mg/kg
  - As+Co+Ni+Se+Te+Sb+Cr+Sn+Pb+V< 2 500 mg/kg
  - Soufre < 4 %

- RESIDUS SOLIDES ENERGETIQUES – DECHETS SOLIDES NON PULVERULENTS : Résidus solides énergétiques livrés sous forme de produits déchiquetés, broyés, ou de granulométrie équivalente
  - Chlore < 2 %
  - Br+I+F< 1 %
  - Hg < 10 mg/kg
  - Cd+Tl+Hg< 100 mg/kg
  - As+Co+Ni+Se+Te+Sb+Cr+Sn+Pb+V< 2 500 mg/kg
  - Soufre < 4 %

- RESIDUS SOLIDES ENERGETIQUES – FARINES ANIMALES : Déchets de tissus animaux (farines animales)
  - Chlore<2%
  - Soufre < 4 %

- RESIDUS SOLIDES ADMIS EN TANT QUE CONSTITUANTS SECONDAIRES POUR VALORISATION MATIERE : Résidus admis en valorisation matière contenant principalement de l'alumine, du fer, de la chaux, de la silice et de la magnésie
  - Chlore organique < 1 %
  - Cd+Tl+Hg < 100 mg/kg
  - Hg < 10 mg/kg
  - As+Co+Ni+Se+Te+Sb+Cr+Sn+Pb+V <10 000 ppm
  - Hydrocarbures totaux<5000ppm

- RESIDUS SOLIDES ADMIS EN TANT QUE CONSTITUANTS SECONDAIRES POUR VALORISATION MATIERE
  Résidus composés principalement de : Sulfates de calcium
  Résidus composés principalement de : Carbonates de calcium
  Résidus composés principalement de Metakaolins
  - Cd+Tl+Hg < 100mg/kg
  - Hg < 10 mg/kg
  - As+Co+Ni+Se+Te+St+Cr+Sn+Pb+V <1%

Article 8.1.4.4. Origines des produits admis

L'origine des déchets admis doit être conforme au principe de proximité.

En cas d'importation de déchets en provenant de pays étrangers ou de groupe de pays étrangers, les dispositions des articles L541-40 à L541-42-2 du code de l'environnement et des textes pris en application de ces dispositions sont respectées.

ARTICLE 8.1.5. LIVRAISON ET RECEPTION DES DECHETS

L'exploitant de l'installation d'incinération ou de co-incinération prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

Article 8.1.5.1. Détermination de la masse des déchets

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation. A cette fin, un pont-bascule muni d'une imprimante, ou tout autre dispositif équivalent, doit être installé à l'entrée du site. Sa capacité doit être d'au moins 50 tonnes.

Article 8.1.5.2. Equipements de contrôle des déchets admis

Une aire d'attente intérieure doit être aménagée pour permettre le stationnement des véhicules durant les contrôles d'admission des déchets. Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie sont prises en compte dans l'aménagement de l'installation.

Un équipement de détection de la radioactivité doit permettre le contrôle des déchets admis.

Article 8.1.5.3. Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au producteur de déchets ou, à défaut, au détenteur une information préalable. Cette information préalable précise pour chaque type de déchet dangereux destiné à être incinéré :

- la provenance, et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur ;
- les opérations de traitement préalable éventuellement réalisées sur le déchet ;
- la composition chimique principale du déchet ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à subir le traitement d'incinération prévu ;
- les teneurs en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP et en tout autre substance faisant l'objet d'une valeur limite d'admission dans le présent arrêté préfectoral ;
- les modalités de la collecte et de la livraison ;
- les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation ;
- et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet dont l'admission est sollicitée et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question.

Il peut, le cas échéant, solliciter l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet et réaliser ou faire réaliser, à la charge du producteur ou du détenteur, selon les termes définis avec lui, toute analyse pertinente pour caractériser le déchet.

Article 8.1.5.4. Certificat d'acceptation préalable

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations ainsi communiquées par le producteur ou le détenteur et d'analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à incinérer ou valoriser le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Pour les déchets dangereux, il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet. Outre les analyses relatives aux paramètres faisant l'objet de critères d'admission, les tests suivants sont réalisés :
- la composition chimique principale des déchets solides bruts ;
- la teneur en PCB-PCT, chlore, fluor, soufre, métaux lourds et PCP ;
- le pouvoir calorifique pour les combustibles

Un déchet dangereux ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur d'un certificat d'acceptation préalable. Cette acceptation préalable a une validité d'un an et doit être conservée au moins un an de plus par l'exploitant. L'ensemble des acceptations préalables adressées pour les déchets admis sur un site fait l'objet d'un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

Article 8.1.5.5. Contrôle à l'admission

A l'arrivée sur le site, toute livraison de déchet fait l'objet de la prise d'un échantillon représentatif du déchet et d'une vérification :
- de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable ;
- le cas échéant, de la présence d'un bordereau de suivi établi en application des dispositions de l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ;
- le cas échéant, de la présence des documents exigés aux termes des règlements (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1er février 1993 et 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne ;
- d'une pesée du chargement ;

Pour les combustibles hors semences :
- de la teneur en chlore, fluor, soufre, métaux lourds, PCB-PCT et PCP ;
- du pouvoir calorifique (hors gamme G2000)
- de l'analyse de tout autre paramètre d'admission fixé par le présent arrêté;
- du contrôle de l'absence de radioactivité.

Dans le cas des farines animales livrées en citerne, l'échantillon est pris au chargement pour des raisons de sécurité. Dans le cas des DIB, pour des raisons de sécurité, les opérateurs Lafarge récupèrent un échantillon par camion au niveau de l'installation d'injection, ces échantillons servent à constituer un échantillon moyen hebdomadaire.
Les échantillons sont conservés au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

En cas de non-conformité avec le certificat d'acceptation préalable et les règles d'admission dans l'installation, le chargement doit être refusé. Dans ce cas, l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, un contrôle de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impératif. Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces contrôles.

Dans le cas d'installations accueillant des déchets de nature relativement constante en provenance d'un nombre restreint de producteurs, des contrôles différents peuvent être réalisés, notamment en fonction du mode de production de ces déchets, des paramètres caractéristiques de cette production, de la localisation ou du mode d'acheminement de ces déchets. Ces contrôles doivent être réalisés dans le cadre d'un programme de suivi de la qualité.

Ce programme comprend notamment un engagement du producteur de déchet sur la qualité et la régularité du déchet. A cet effet, le producteur et l'exploitant de l'installation d'incinération établissent en commun un cahier des charges du déchet reprenant les paramètres physico-chimiques du certificat d'acceptation préalable et précisant les plages de variation possible de ces paramètres.

L'exploitant soumet à l'inspection des installations classées les modalités des contrôles qui précisent notamment :
- le nombre maximum de livraisons du déchet concerné pouvant être effectuées entre deux analyses de réception consécutives ;
- la périodicité minimum des analyses de réception.

Cette disposition peut également s'appliquer aux déchets issus de centres de regroupement et de prétraitement dès lors que l'ensemble des analyses et contrôles a été réalisé au départ du chargement du déchet, que celui-ci a fait l'objet de mesures de protection et qu'un programme de suivi de la qualité de ces analyses et de cette protection a été mis en place, tant sur lesdits centres qu'à l'admission dans l'installation.

Les recherches des teneurs en PCB, chlore et eau demeurent obligatoires préalablement à toute livraison d'huiles usagées d'un ramasseur agréé.
Dans le cas particulier des farines animales et des déchets solides broyés, compte tenu de la composition de ces déchets, les contrôles d'admission seront réalisés sur des échantillons composite hebdomadaire (par producteur).

Les résultats de ces prélèvements doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services vétérinaires.

Article 8.1.5.6. Moyens de contrôle et d'analyses

L'exploitant doit disposer de personnel et d'un laboratoire équipé de moyens techniques pour effectuer l'ensemble des analyses d'admission prévues ci-dessus. A défaut l'exploitant doit disposer de contrats avec des laboratoires extérieurs agréés.

Article 8.1.5.7. Registres d'admission et de refus d'admission

Les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement sont appliquées à compter du 1er juillet 2012.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque véhicule apportant des déchets :
- le tonnage et la nature des déchets ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou, à défaut, du détenteur ;
- la date et l'heure de la réception ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- le résultat des contrôles d'admission définis plus haut.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets qu'il n'a pas admis, en précisant les raisons du refus.

L'exploitant reporte également sur le registre d'admission, ou sur un registre complémentaire qui lui est précisément rattaché, les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur son site. L'absence de ces informations, lorsqu'elles sont prévues par le présent arrêté, doit conduire au refus de la livraison.

ARTICLE 8.1.6. CONDITIONS DE STOCKAGE

Article 8.1.6.1. Règles générales

Les dépôts ne doivent pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs), ou d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols. Les stockages de déchets liquides sont associés à des cuvettes de rétention étanches.

Les stockages doivent être conçus et exploités de manière à ce que les mélanges de déchets ne puissent pas être à l'origine de réactions non contrôlés conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

Les stockages de déchets pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits doivent être munies de dispositifs de capotage et/ou d'aspiration permettent de réduire les envols de poussières.
L'exploitant contrôle la variation de ses divers stockages de déchets.
A chaque fin de mois, l'exploitant tient à jour un état récapitulatif faisant apparaître pour chacun des types de stockages :

- l'état des stocks en début et de fin de mois,
- les entrées et les sorties du mois.

Article 8.1.6.2. Implantation

Les stockages de déchets sont situés à plus de 200 m des bâtiments habités ou occupés par des tiers. Ils disposent à leur périphérie, d'aires de circulation largement dimensionnés pour permettre l'intervention d'engins de chantiers et de véhicules de lutte contre l'incendie.

Article 8.1.6.3. Les déchets liquides

Les déchets liquides sont stockés dans des réservoirs compatibles avec les produits contenus et présentant toutes les garanties nécessaires contre la corrosion.

Les réservoirs de stockage de déchets liquides sont équipés des dispositifs suivants :
- mesure de niveau,
- alarme de niveau haut ou tout indicateur de dépassement du niveau de remplissage ainsi qu'un dispositif de coupure rapide de leur chargement,
- dispositif d'évent suffisamment dimensionné pour éviter toute surpression interne ou dépression

Dans le cas où les produits stockés présentent une gêne olfactive, sont volatils ou émettent des vapeurs d'une certaine toxicité, les réservoirs seront fermés ou mis en dépression et les gaz collectés et traités.

Article 8.1.6.4. Déchets combustibles solides ou pâteux en vrac

Les capacités de stockage sont définies dans l'annexe 1 du présent arrêté.
Le stockage est effectué dans des cases dont le sol est étanche à l'intérieur du hall couvert ou dans des silos spécialement construits à cet effet.

Article 8.1.6.5. Stockage des déchets solides utilisés en valorisation matière pour incorporation au cru

Cas des déchets pulvérulents :
- Les déchets livrés sous forme de pulvérulents ne peuvent être stockés que dans le silo prévu à cet effet

Cas des déchets livrés en vrac :
- Les déchets dangereux ne peuvent être stockés que sur l'aire stabilisée étanche et couverte délimitée et aménagée à la carrière. Les déchets inertes peuvent être stockés sur le carreau de la carrière. Les déchets ni dangereux ni inertes sont stockés sur une dalle bétonnée.

Après déchargement, les déchets doivent y être poussés dans les meilleurs délais et au moins une fois par jour en fin de poste.

L'exploitant doit assurer, l'entretien et le curage régulier, du fossé entourant le stockage destiné à collecter et à évacuer les eaux météorites extérieures au stockage et celles recueillies sur le toit du dépôt.

Le dispositif de collecte et de traitement des eaux recueillies sur le stockage et l'aire de déchargement doit également être maintenu en état et régulièrement visité.

Les eaux avant rejet dans le milieu naturel feront l'objet de contrôles réguliers dont la fréquence et le contenu seront définis en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Article 8.1.6.6. Stockage des farines animales

Le stockage à l'air libre sur le site des farines animales est interdit. Les farines animales sont stockées dans un silo équipé d'un système de dépoussiérage et d'un système de désodorisation.

Les livraisons se font généralement par citerne pulvérulente.

Les opérations de déchargement des camions benne de livraison ne peuvent être réalisées que sur l'aire bétonnée couverte spécialement aménagée à cet effet. Dans ce cas, les farines doivent être immédiatement reprises par vis et élévateurs pour être stockées dans le silo de stockage de 438 m3 construit à cet effet.

La mesure de la température à l'intérieur du silo se fait de manière continue et enregistrée en deux endroits : une située en toit du silo, l'autre sur le flanc en partie basse.

Ces sondes de température sont associées à 2 seuils : un seuil d'alarme à 60° et un seuil de déclanchement de l'inertage automatique à 85°.

En cas d'échauffement constaté, les consignes devront être de stopper toutes les livraisons et de consommer le silo le plus rapidement possible dans les fours.

Article 8.1.6.7. Stockage de déchets solides broyés

Les déchets solides broyés sont stockés dans des bennes à fond mouvant dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs). En particulier, la zone sur laquelle les bennes sont stationnées est bétonnée.

La reprise et l'injection de ces déchets est automatique et confinée.

CHAPITRE 8.2 PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en Legionella specie dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2921.

En particulier les prescriptions particulières suivantes sont applicables :

ARTICLE 8.2.1. CONCEPTION

L'installation doit être conçue pour faciliter les opérations de vidange, nettoyage, désinfection et les prélèvements pour analyses microbiologiques et physico-chimiques. Elle doit être conçue de façon à ce qu'en aucun cas, il n'y ait des tronçons de canalisations constituant des bras morts, c'est-à-dire dans lesquels soit l'eau ne circule pas, soit l'eau circule en régime d'écoulement laminaire. L'installation est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.

L'exploitant doit disposer des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.

Les matériaux en contact avec l'eau sont choisis en fonction des conditions de fonctionnement de l'installation afin de ne pas favoriser la formation de biofilm, de faciliter le nettoyage et la désinfection et en prenant en compte la qualité de l'eau ainsi que le traitement mis en œuvre afin de prévenir les phénomènes de corrosion, d'entartrage ou de formation de biofilm.

La tour doit être équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet : le taux d'entraînement vésiculaire attesté par le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires est inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement normales de l'installation.

ARTICLE 8.2.2. PERSONNEL

L'exploitation s'effectue sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant, formée et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des risques qu'elle présente, notamment du risque lié à la présence de légionelles, ainsi que des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation sont désignées et formées en vue d'appréhender selon leurs fonctions le risque légionellose associé à l'installation. L'organisation de la formation, ainsi que l'adéquation du contenu de la formation aux besoins sont explicités et formalisées.

L'ensemble des documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

ARTICLE 8.2.3. ANALYSE METHODIQUE DE RISQUES DE DEVELOPPEMENT DES LEGIONELLES

L'analyse méthodique de risques de développement des légionelles est menée sur l'installation dans ses conditions de fonctionnement normales (conduite, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien) et dans ses conditions de fonctionnement exceptionnelles (changement sur l'installation ou dans son mode d'exploitation).

En particulier, sont examinés quand ils existent :

- les modalités de gestion des installations de refroidissement (et notamment les procédures d'entretien et de maintenance portant sur ces installations) ;
- les résultats des indicateurs de suivi et des analyses en légionelles ;
- les actions menées en application de l'article 5.4 et la fréquence de ces actions ;
- les situations d'exploitation pouvant ou ayant pu conduire à un risque de développement de biofilm dans le circuit de refroidissement, notamment incidents d'entretien, bras mort temporaire lié à l'exploitation, portions à faible vitesse de circulation de l'eau, portions à température plus élevée.

L'analyse de risque prend également en compte les conditions d'implantation et d'aménagement ainsi que la conception de l'installation.

Cet examen s'appuie notamment sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque légionellose, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation.

ARTICLE 8.2.4. PROCEDURES

Des procédures adaptées à l'exploitation de l'installation sont rédigées pour définir et mettre en œuvre :

- la méthodologie d'analyse des risques ;
- les mesures d'entretien préventif de l'installation en fonctionnement pour éviter la prolifération des micro-organismes et en particulier des légionelles ;
- les mesures de vidange, nettoyage et désinfection de l'installation à l'arrêt ;
- les actions correctives en cas de situation anormale (dérive des indicateurs de contrôle, défaillance du traitement préventif...) ;
- l'arrêt immédiat de l'installation dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production.

ARTICLE 8.2.5. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

L'installation est maintenue propre et dans un bon état de surface pendant toute la durée de son fonctionnement.

L'installation de refroidissement est vidangée, nettoyée et désinfectée :

- avant la remise en service de l'installation de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé ;
- et en tout état de cause au moins une fois par an.

Un plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation est défini à partir des conclusions de l'analyse méthodique des risques menée conformément aux dispositions prévues ci-dessus. Ce plan est mis en œuvre sur la base de procédures formalisées.
L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, de ses performances par rapport aux obligations réglementaires et de ses effets sur l'environnement.

La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T90-431 est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Si, pendant une période d'au moins 12 mois continus, les résultats des analyses mensuelles sont inférieurs à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T90-431 peut être au minimum trimestrielle.

Si un résultat d'une analyse en légionelles est supérieur ou égal à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, ou si la présence de flore interférente rend impossible la quantification de Legionella specie, la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T90-431 est de nouveau au minimum bimestrielle.

Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative de celle en circulation dans le circuit et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Ce point de prélèvement, repéré par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant de façon à faciliter les comparaisons entre les résultats de plusieurs analyses successives.

ARTICLE 8.2.6. RESULTATS DE L'ANALYSE DES LEGIONELLES

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les ensemencements dont les résultats font apparaître une concentration en légionelles supérieures à 100 000 UFC/l soient conservés pendant 3 mois par le laboratoire.

ARTICLE 8.2.7. PRELEVEMENTS ET ANALYSES SUPPLEMENTAIRES

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).

L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.

ARTICLE 8.2.8. ACTIONS A MENER SI LA CONCENTRATION MESUREE EN LEGIONELLA SPECIE EST SUPERIEURE OU EGALE A 100 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU SELON LA NORME NF T90-431

a) Si les résultats des analyses en légionelles, selon la norme NF T90-431, réalisées en application de l'ensemble des dispositions qui précèdent, mettent en évidence une concentration en Legionella specie supérieure ou égale à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant arrête, dans les meilleurs délais, l'installation de refroidissement, selon une procédure d'arrêt immédiat qu'il aura préalablement définie, et réalise la vidange, le nettoyage et la désinfection de l'installation de refroidissement. La procédure d'arrêt immédiat prendra en compte le maintien de l'outil et les conditions de sécurité de l'installation, et des installations associées.

Dès réception des résultats selon la norme NF T90-431, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des Installations Classées par télécopie avec la mention :

« urgent et important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau. »

Ce document précise :
- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en légionelles mesurée ;
- la date du prélèvement ;
- les actions prévues et leurs dates de réalisation.

b) Avant la remise en service de l'installation, l'exploitant procède à une analyse méthodique des risques de développement des légionelles dans l'installation, telle que prévue à l'Article 8.2.3. , ou à l'actualisation de l'analyse existante, en prenant notamment en compte la conception de l'installation, sa conduite, son entretien et son suivi. Cette analyse des risques doit permettre de définir les actions correctives visant à réduire les risques de développement des légionelles et de planifier la mise en œuvre des moyens susceptibles de réduire ces risques. Le plan d'actions correctives ainsi que la méthodologie mise en œuvre pour analyser cet incident sont joints au carnet de suivi.

L'exploitant met en place les mesures d'amélioration prévues et définit les moyens susceptibles de réduire le risque. Les modalités de vérification de l'efficacité de ces actions avant et après remise en service de l'installation sont définies par des indicateurs tels que des mesures physico-chimiques ou des analyses microbiologiques.

c) Après remise en service de l'installation, l'exploitant vérifie immédiatement l'efficacité du nettoyage et des autres mesures prises selon les modalités définies précédemment.

Quarante-huit heures après cette remise en service, l'exploitant réalise un prélèvement, pour analyse des légionelles selon la norme NF T90-431.

Dès réception des résultats de ce prélèvement, un rapport global sur l'incident est transmis à l'Inspection des Installations Classées. L'analyse des risques est jointe au rapport d'incident. Le rapport précise l'ensemble des mesures de vidange, nettoyage et désinfection mises en œuvre, ainsi que les actions correctives définies et leur calendrier de mise en œuvre.

d) Les prélèvements et les analyses en Legionella specie selon la norme NF T90-431 sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

En cas de dépassement de la concentration de 10 000 unités formant colonies par litre d'eau sur un des prélèvements prescrits ci-dessus, l'installation est à nouveau arrêtée dans les meilleurs délais et l'ensemble des actions prescrites ci-dessus est renouvelé.

ARTICLE 8.2.9. ARTICLE 8.6.13 ACTIONS A MENER SI LA CONCENTRATION MESUREE EN LEGIONELLA SPECIE EST SUPERIEURE OU EGALE A 1 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ET INFERIEURE A 100 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'ensemble des dispositions qui précèdent mettent en évidence une concentration en Legionella specie selon la norme NF T90-431 supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant prend des dispositions pour nettoyer et désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en Legionella specie inférieure à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.

La vérification de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection est réalisée par un prélèvement selon la norme NF T90-431 dans les deux semaines consécutives à l'action corrective.

Le traitement et la vérification de l'efficacité du traitement sont renouvelés tant que la concentration mesurée en Legionella specie est supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau.

A partir de trois mesures consécutives indiquant des concentrations supérieures à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra procéder à l'actualisation de l'analyse méthodique des risques de développement des légionelles dans l'installation, prévue à l'Article 8.2.3. , en prenant notamment en compte la conception de l'installation, sa conduite, son entretien, son suivi. L'analyse des risques doit permettre de définir les actions correctives visant à réduire le risque de développement des légionelles et de planifier la mise en œuvre des moyens susceptibles de réduire ces risques. Le plan d'actions correctives, ainsi que la méthodologie mise en œuvre pour analyser cet incident sont joints au carnet de suivi.

L'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 8.2.10. ACTIONS A MENER SI LE RESULTAT DE L'ANALYSE SELON LA NORME NF T90-431 REND IMPOSSIBLE LA QUANTIFICATION DE LEGIONELLA SPECIE EN RAISON DE LA PRESENCE D'UNE FLORE INTERFERENTE

Si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 rend impossible la quantification de Legionella specie en raison de la présence d'une flore interférente, l'exploitant prend des dispositions pour nettoyer et désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en Legionella specie inférieure à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.

ARTICLE 8.2.11. TRANSMISSION DES RESULTATS DES ANALYSES

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées sous forme de bilans annuels.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements du seuil de 1000 unités formant colonies par litre d'eau en Legionella specie ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- les effets mesurés des améliorations réalisées.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

ARTICLE 8.2.12. CONTROLE PAR UN ORGANISME TIERS

Dans le mois qui suit la mise en service, puis au minimum tous les deux ans, l'installation fait l'objet d'un contrôle par un organisme agréé au titre de l'article R512-71 du code de l'environnement.
Pour les installations dont un résultat d'analyses présente un dépassement du seuil de concentration en légionelles supérieur ou égal à 100 000 UFC/l d'eau selon la norme NF T90-431, un contrôle est réalisé dans les 12 mois qui suivent.
A l'issue de chaque contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les non-conformités constatées et les points sur lesquels des mesures correctives ou préventives peuvent être mises en œuvre.

L'exploitant tient le rapport à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 8.2.13. PROTECTION DES PERSONNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols, des équipements individuels de protection adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;
- aux produits chimiques.

L'exploitant met en place une signalétique appropriée de la zone susceptible d'être exposée aux émissions d'aérosols.

Un panneau, apposé de manière visible, devra signaler l'obligation du port de masque.

Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement doit être informé des circonstances susceptibles de les exposer aux risques de contamination par les légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.

L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.

ARTICLE 8.2.14. QUALITE DE L'EAU D'APPOINT

L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- Legionella sp < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;
- Numération de germes aérobies revivifiables à 37° C < 1 000 germes/ml ;
- Matières en suspension < 10 mg/l.

Lorsque ces qualités ne sont pas respectées, l'eau d'appoint fera l'objet d'un traitement permettant l'atteinte des objectifs de qualité ci-dessus. Dans ce cas, le suivi de ces paramètres sera réalisé au moins deux fois par an dont une pendant la période estivale.

CHAPITRE 8.3 UTILISATION, DEPOT ET STOCKAGE DE SUBSTANCES RADIOACTIVES SOUS FORME DE SOURCES SCELLEES

Le présent arrêté vaut autorisation au sens de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique, pour les activités nucléaires mentionnées conformément au tableau ci-dessous :

Radio-nucléide	Activité autorisée (mBq)	Type de source[1]	Type d'utilisation[2]	Lieu d'utilisation et / ou d'entreposage[3]
Nickel 63	370mBq	scellée	Mesure Pour détermination PCB	Laboratoire analyse CMS

Les sources visées par le présent article sont réceptionnées, stockées et utilisées dans le ou les locaux décrits dans le tableau précédent.

Lors des opérations de renouvellement des sources scellées périmées, il est admis une détention simultanée de la nouvelle source et de la source périmée sur une période de courte durée, afin de couvrir les délais de livraison et de reprise des sources par le fournisseur.

ARTICLE 8.3.1. REGLEMENTATION GENERALE

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions applicables au titre des autres réglementations (code de la santé notamment les articles R 1333-1 à R1333-54, code du travail notamment les articles R 4451-1 à R 4457-14) et en particulier de celles relatives au transport des matières radioactives et à l'hygiène et la sécurité du travail. En matière d'hygiène et de sécurité du travail, sont en particulier concernées, les dispositions relatives :

- à la formation et aux suivis médical et dosimétrique du personnel
- aux contrôles techniques réglementaires des sources, des appareils en contenant et des locaux
- à l'analyse des postes de travail
- au zonage radiologique de l'installation
- à la personne compétente en radioprotection (ou service compétent)

Les installations objets du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation.

ARTICLE 8.3.2. MODIFICATIONS

Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 8.3.3. CESSATION D'ACTIVITE NUCLEAIRE

La cessation de l'utilisation de radionucléides, produits ou dispositifs en contenant, doit être signalée au Préfet et à l'inspection des installations classées. En accord avec cette dernière, l'exploitant demandeur met en œuvre toutes les mesures pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des risques et nuisances dus à l'exercice de l'activité nucléaire autorisée, dans le respect de l'article L.511-1 du code de l'environnement. De plus ces mesures doivent permettre un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R512-75, R512-76 et R512-77 du code de l'environnement. En particulier, le chef d'établissement doit transmettre au préfet et à l'Institut de Radioprotection et Sûreté Nucléaire (IRSN) l'attestation de reprise des sources radioactives scellées délivrée par le fournisseur.

Les déchets radioactifs issus des opérations de démantèlement de l'installation devront être pris en charge par un organisme régulièrement autorisé pour procéder à leur élimination.

---

1 « Non scellée », « scellée» [conformité au sens de la rubrique 1700 de la nomenclature IC]

2 Indiquer la nature de l'utilisation (jauge de niveau, mesure d'épaisseur, étalonnage...).

3 préciser les deux si nécessaire

ARTICLE 8.3.4. CESSATION DE PAIEMENT

Au cas où l'entreprise devrait se déclarer en cessation de paiement entraînant une phase d'administration judiciaire ou de liquidation judiciaire, l'exploitant informera sous quinze jours le service instructeur de la présente autorisation et le préfet de département.

ARTICLE 8.3.5. GESTION DES SOURCES RADIOACTIVES

Toute cession et acquisition de radionucléides sous forme de sources scellées ou non scellées, de produits ou dispositifs en contenant, doit donner lieu à un enregistrement préalable auprès de l'IRSN, suivant un formulaire délivré par cet organisme.

Afin de prévenir tout risque de perte ou de vol, l'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements de sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus doit notamment permettre à l'exploitant de justifier en permanence de l'origine et de la destination des radionucléides présents dans son établissement.

L'inventaire des sources mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'IRSN.

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, le titulaire effectue périodiquement un inventaire physique des sources au moins une fois par an.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document à jour indiquant notamment pour chaque source :

- ses caractéristiques,
- sa localisation,
- l'appareil contenant cette source,
- les résultats des contrôles prévus aux articles R 4452-12 et R 4452-13du code du travail.

ARTICLE 8.3.6. PERSONNES RESPONSABLES

Dès notification du présent arrêté, et en application de l'article L 1333-4 du Code de la Santé Publique, l'exploitant désigne une personne physique directement responsable de l'activité nucléaire autorisée.

Le changement de celle ci devra être obligatoirement être déclaré au préfet de département, à l'inspection des installations classées et à l'IRSN dans les meilleurs délais.

Cette désignation ne dispense pas l'exploitant de la nomination d'au moins une personne compétente en radioprotection en application de l'article R 4456-1du code du travail, après avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel.

ARTICLE 8.3.7. PROTECTION CONTRE L'EXPOSITION AUX RAYONNEMENTS IONISANTS

L'installation est conçue et exploitée de telle sorte que les expositions résultant de la détention et de l'utilisation de sources radioactives en tout lieu accessible au public soient maintenues aussi basses que raisonnablement possible.

En tout état de cause, la somme des doses efficaces reçues par les personnes du public du fait de l'ensemble des activités nucléaires ne doit pas dépasser 1 mSv/an ou bien une dose équivalente dépassant une des limites fixées à l'article R.1333-8 du code de la santé publique.

Des contrôles de radioprotection sont réalisés par l'exploitant à la mise en service puis au moins une fois par an, afin de s'assurer du respect de la limite précitée.

Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre qui devra être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.3.8. BILAN PERIODIQUE

L'exploitant est tenu de réaliser et de transmettre à l'inspection des installations classées tous les 5 ans un bilan relatif à l'exercice de son activité nucléaire en application de la présente autorisation. Ce bilan comprend a minima :
- l'inventaire des sources radioactives et des appareils contenant des sources détenus dans son établissement ;
- les rapports de contrôle techniques réglementaires prévus aux articles R. 4452-12 du code du travail et R.1333-44 du code de la santé publique;
- les résultats des contrôles prévus à l'article 8.3.7 du présent arrêté.

ARTICLE 8.3.9. SIGNALISATION DES LIEUX DE TRAVAIL ET D'ENTREPOSAGE DES SOURCES RADIOACTIVES

L'exploitant défini les zones réglementées et s'assure que ces zones sont toujours convenablement délimitées, conformément à l'article R4452-1 à R4452-11 du code du travail. L'accès à ces zones doit être soumis à autorisation. Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité (plan du local avec localisation de la source), caractéristiques et risques associés de(s) la source(s)) sont placés d'une façon apparente, à l'entrée des lieux de travail et à proximité immédiate de la source. Ces dispositions doivent permettre d'éviter qu'une personne non autorisée ne puisse pénétrer de façon fortuite à l'intérieur de cette zone.

ARTICLE 8.3.10. PREVENTION CONTRE LE VOL, LA PERTE OU LA DETERIORATION

Les sources radioactives seront conservées et utilisées dans des conditions telles que leur protection contre le vol ou la perte soit convenablement assurée. En dehors de leur utilisation, elles seront notamment stockées dans des locaux, des logements ou des coffres appropriés fermés à clé dans les cas où elles ne sont pas fixées à une structure inamovible. L'accès à ces locaux, logements ou coffres est réglementé.

Tout vol, perte ou détérioration de sources radioactives, tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) devra être déclaré par l'exploitant sans délai au préfet du département ainsi qu'à l'inspection des installations classées et à l'IRSN.

Le rapport d'incident mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, les types et numéros d'identification des sources scellées, le ou les fournisseurs, la date et les circonstances détaillées de l'événement.

Chaque situation anormale doit faire l'objet d'une analyse détaillée par l'exploitant. Cette analyse est ensuite exploitée pour éviter le renouvellement de l'événement. L'analyse de l'événement ainsi que les mesures prises dans le cadre du retour d'expérience font l'objet d'un rapport transmis aux autorités administratives compétentes (sous 15 jours)..

ARTICLE 8.3.11. CONSIGNES DE SECURITE EN CAS D'INCIDENT

L'exploitant identifie les situations anormales (incident ou accident) pouvant être liées à l'utilisation des sources radioactives par le personnel de son établissement. En conséquence, il établit et fait appliquer des procédures en cas d'événements anormaux.
Des consignes écrites, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :
- donner l'alerte en cas d'incident,
- mettre en œuvre les mesures de protection contre les expositions interne et externe,
- déclencher les procédures prévues à cet effet.

Ces consignes sont mises à jour autant que de besoin et révisées au moins une fois par an.

Les services de secours appelés à intervenir sont informés du plan des lieux, des voies d'accès et des emplacements des différentes sources radioactives, des stocks de déchets radioactifs.

L'éventuel plan d'urgence interne, plan d'opération interne ou plan particulier d'intervention applicable à l'établissement prend en compte les incidents ou accidents liés aux sources radioactives ou affectant les lieux où elles sont présentes.
Il doit prévoir l'organisation et les moyens destinés à faire face aux risques d'exposition interne et externe aux rayonnements ionisants de toutes les personnes susceptibles d'être menacées.

ARTICLE 8.3.12. UTILISATION DE SOURCES SCELLEES

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

L'exploitant est tenu de faire reprendre les sources scellées périmées ou en fin d'utilisation, conformément aux dispositions prévues à l'article R 1333-52 du code de la santé publique.

En application de l'article R. 1333-52 du code de la santé publique, une source scellée est considérée périmée au plus tard dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation obtenue auprès de la préfecture de département.

Lors de l'acquisition de sources scellées chez un fournisseur autorisé, l'exploitant veille à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont il conserve un exemplaire.

ARTICLE 8.3.13. DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES INSTALLATIONS A POSTE FIXE ET LES LIEUX DE STOCKAGE DES SOURCES

Une isolation suffisante contre les risques d'incendie d'origine extérieure est exigée.

Les installations ne doivent pas être situées à proximité d'un stockage de produit combustibles (bois, papiers, hydrocarbures...). Il est interdit de constituer à l'intérieur de l'atelier un dépôt de matières combustibles.

Les portes du local s'ouvrent vers l'extérieur et doivent fermer à clef. Une clef est détenue par toute personne responsable en ayant l'utilité (équipe d'intervention incluse).

ARTICLE 8.3.14. APPAREILS CONTENANT DES SOURCES SCELLEES

Les appareils contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères lisibles, l'identification de la présence d'une source, le(s) radionucléide(s), leur activité maximale exprimée en Becquerels, et le numéro d'identification de l'appareil. La gestion des sources, conformément au paragraphe 1.3.1 du présent arrêté, doit associer le couple source et appareil.

Les appareils sont installés et mis en œuvre conformément aux instructions du fabricant. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant et de la réglementation en vigueur. Le conditionnement de la (des) source(s) radioactive(s) doit être tel que son (leur) étanchéité soit assurée et sa (leur) détérioration impossible dans les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

En aucun cas, les sources ne doivent être retirées de leur logement par des personnes non habilitées par le fabricant.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié. La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le registre présente notamment :

- les références de l'appareil concerné
- la date de découverte de la défectuosité
- une description de la défectuosité
- une description des modifications, réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise / organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise / organisme qui l'a vérifié.

CHAPITRE 8.4 STOCKAGE ET EMPLOI DE SOLIDES FACILEMENT INFLAMMABLES

ARTICLE 8.4.1.

Les installations doivent être facilement accessibles par les services de secours. Les voies d'accès aux silos sont aménagées pour que les engins du service incendie puissent évoluer sans difficulté, et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

ARTICLE 8.4.2.

Les trémies de stockage et les installations associées sont conçues de façon à limiter les effets d'une explosion, et, en particulier, éviter les projections à l'extérieur de l'établissement ou sur toute autre installation sensible de l'établissement pouvant provoquer une extension du sinistre.

ARTICLE 8.4.3.

L'ensemble de l'installation est conçue de façon à éviter l'existence de "zones mortes", c'est à dire de zones où le produit peut se déposer et n'est pas régulièrement renouvelé au cours des opérations de soutirage.

ARTICLE 8.4.4.

A cet effet, l'installation doit être munie de dispositifs permettant un nettoyage aisé. Tout secteur de l'installation où est détectée une "zone morte" doit faire l'objet d'une modification dans les meilleurs délais.

ARTICLE 8.4.5.

Toutes dispositions doivent être prises pour que les conditions d'auto-inflammation du produit ne puissent pas être atteintes, pour éviter l'inflammation du produit et la formation d'un coup de poussière.

L'installation de broyage et de stockage du coke de pétrole est équipée pour permettre une mesure en continu des paramètres suivants :

- teneur en oxygène
- teneur en CO dans la trémie de coke moulu
- T° des gaz à l'entrée du broyeur
- T° dans les trémies de stockage du pulvérisé

Une attention particulière doit être portée par l'exploitant aux matériels et installations en contact avec le produit ou situés à proximité de conduites ou réservoirs en contenant, eu égard à la formation de points chauds.

ARTICLE 8.4.6.

Les opérations d'injection de gaz inerte (CO2) dans les trémies doivent pouvoir être déclenchées manuellement depuis des endroits signalés et maintenus accessibles.

- des dispositifs d'alarme doivent être prévus pour signaler l'ouverture d'un clapet de sécurité anti-explosion
- aux fins d'éviter la propagation explosive d'une inflammation, l'installation est munie en divers points de clapets de sécurité anti-explosion.

Le déclenchement automatique ou manuel de l'une des opérations doit être retransmis en salle centrale.

ARTICLE 8.4.7.

Tous les éléments contenant ou véhiculant du coke de pétrole moulu ou de l'air chargé de produit, hormis le circuit d'injection tuyère, sont équipés d'un dispositif d'injection de gaz inerte à commande manuelle.

ARTICLE 8.4.8.

Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité du personnel et à définir une organisation pour les cas d'urgence..
Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite et à la surveillance du dépôt et des installations associées
Des consignes de sécurité doivent fixer :

- les seuils limites pour les paramètres mesurés (teneur en oxygène, en CO, T°)
- la conduite à tenir en cas de dépassement des seuils et de signalement de fonctionnement des clapets de sécurité anti-explosion.

ARTICLE 8.4.9. NETTOYAGES

L'ensemble de l'installation doit être nettoyé régulièrement suivant une fréquence qui est déterminée sous la responsabilité de l'exploitant. Ces opérations permettront également de détecter et de remédier aux "zones mortes" en application de l'article 11.3.

ARTICLE 8.4.10. ARRET PROLONGE

En cas d'arrêt prolongé de l'installation (panne, période de congés, ...), les trémies de stockage et les installations associées seront soient vidangées, soit mises sous atmosphère inerte.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 9.1.1.1. Conditions générales de la surveillance des rejets

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 mars 2010.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Les normes nationales sont indiquées en annexe I-a de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des Etats membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dés lors qu'elles sont équivalentes.

Le fonctionnement des équipements de mesure en continu et semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

Conformément à la norme NF EN 14181, les équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques doivent être certifiés selon la procédure d'assurance qualité QAL 1.

Conformément à la norme NF EN 14181, la procédure d'assurance qualité QAL 2 doit également être mise en en œuvre après toute modification majeure du fonctionnement de l'installation ou des appareils en mesure en continu ou semi-continu des polluants atmosphériques.

Article 9.1.1.2. Principes et objectifs

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. CONSIGNATIONS DES RESULTATS DE LA SURVEILLANCE ET INFORMATION DE L'INSPECTION

Les résultats des analyses sont accompagnés à chaque fois que cela semblera pertinent, par une présentation de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous les commentaires utiles.

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation inopinée ou non de prélèvements et analyses notamment d'effluents gazeux.

CHAPITRE 9.2 MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. SURVEILLANCE DES REJETS ATMOSPHERIQUES

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par le présent arrêté d'autorisation.

Le contrôle du bon fonctionnement des installations de dépoussiérage est réalisé en permanence.

Article 9.2.1.1. Mesures en continu

L'exploitant mesure et enregistre en continu les substances suivantes :
- La température des gaz de combustion des 2 fours,
- poussières totales,
- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT),
- chlorure d'hydrogène,
- fluorure d'hydrogène,
- dioxyde de soufre,
- oxydes d'azote et ammoniac (traitement des oxydes d'azote par injection de réactif azoté),
- monoxyde de carbone,
- oxygène et vapeur d'eau.

La mesure en continu de fluorure d'hydrogène peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.

Les dispositions relatives à la mesure en continu de l'ammoniac ne sont applicables qu'à partir du 1er juillet 2014.

Article 9.2.1.2. Mesure en semi-continu

Si un dépassement de la valeur limite définie à l'article 3.2.4 du présent arrêté est constaté dans le cadre de la surveillance des émissions de dioxines et furannes, l'exploitant devra alors mesurer en semi-continu les dioxines et furannes au plus tard six mois après le constat de dépassement. Les échantillons aux fins d'analyse seront alors constitués selon la fréquence définie à l'annexe I de l'arrêté du 20 septembre 2002 modifié.

Les dispositions relatives à la mesure en semi-continu des dioxines et des furannes ne sont applicables qu'à partir du 1er juillet 2014.

Article 9.2.1.3. Mesures périodiques

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par la Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européennes des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :
- 2 mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ainsi que du débit, dans les émissions gazeuses des conduits n° 1 et 2,
- 2 mesure par an du fluorure d'hydrogène , dans les émissions gazeuses des conduits n° 1 et 2,
- 1 mesure par des poussières ainsi que du débit dans les émissions gazeuses des conduits n° 3,4,5 et 6,

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par la Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européennes des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :

- - 4 mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), des dioxines et furannes, dans les émissions gazeuses des conduits n° 1 et 2.

Les résultats des teneurs en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulaires et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Pour l'ensemble des polluants gazeux, à l'exception des dioxines/furannes et des métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une durée minimale d'une demi-heure ; la période d'échantillonnage est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé, des conditions de fonctionnement de l'installation et du polluant mesuré.

Pour les dioxines/furannes, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures, au minimum, à huit heures au maximum.

Pour les métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

ARTICLE 9.2.2. SURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT AU VOISINAGE DE L'INSTALLATION

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les dioxines, les furannes et les métaux.

Il détermine les retombées dans l'environnement selon une fréquence au moins annuelle.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Les résultats de ce programme de surveillance sont repris dans le rapport prévu à l'article 9.4.3 du présent arrêté et sont communiqués à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.2.3. CONTROLES DANS L'ENVIRONNEMENT

La surveillance des retombées de poussières dans l'environnement de l'installation est assurée en continu par un réseau constituée de 8 jauges OWEN implantées autour de l'établissement.

Les données correspondantes sont transmises annuellement l'inspection des installations classées
La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site ou à la station de Palaminy.

Les enregistrements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.2.4. SURVEILLANCE DES REJETS D'EAUX PLUVIALES

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales.

Température	T
pH	T
MES	T
DCO	T
Hydrocarbures totaux	T
Métaux lourds	A
Cr^{6}+	A
Fluorures	A
CN libres	A
AOX	A

(legende : T = trimestrielle, A = Annuelle)

Les prélèvements d'eau sont réalisés à la sortie du bassin de récupération et de décantation des eaux pluviales visé à l'article 4.3.3 du présent arrêté.
Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées par le présent arrêté, le rejet n'est autorisé que si les valeurs fixées dans le présent arrêté sont respectées.

ARTICLE 9.2.5. SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Indépendamment des contrôles que l'inspection des installations classées pourra demander, l'exploitant devra faire réaliser à ses frais tous les trois ans une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.

Les résultats des mesures des niveaux d'émission sonore seront communiqués à l'inspection des installations classées dès réception.

ARTICLE 9.2.6. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Au moins une fois par semestre, des analyses portant au moins sur les paramètres suivants sont effectuées : pH, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, COT, hauteur du niveau d'eau.

Les méthodes d'analyse utilisées doivent être conformes aux bonnes pratiques en la matière et aux normes en vigueur.

L'inspection des installations classées est immédiatement informée de toute évolution significative d'un paramètre mesuré.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant envoi pour chaque fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au CHAPITRE 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

CHAPITRE 9.4 BILANS PERIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. DECLARATION DES EMISSIONS POLLUANTES

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Ces résultats sont transmis chaque année à l'inspection des installations classées (notamment via le site Internet GEREP : www.declarationpollution.ecologie.gouv.fr/gerep).

ARTICLE 9.4.2. INFORMATION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES SUR LE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Article 9.4.2.1. Information en cas d'accident

L'exploitant informe immédiatement l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indiquera toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Article 9.4.2.2. Consignation des résultats de surveillance et information de l'inspection des installations classées

Le ou les registres d'admission ou de refus d'admission sont conservés pendant cinq ans, de même que les résultats de la mesure en continu de la température obtenue à proximité de la paroi interne des fours ou d'un autre point représentatif et des mesures prévues aux articles 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 du présent arrêté.

Les résultats des mesures prévues aux articles 9.2.1, 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4 du présent arrêté, sont communiqués à l'inspection des installations classées :

- selon une fréquence mensuelle en ce qui concerne les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1.1 et aux mesure en semi-continu prévues à l'article 9.2.1.2 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées,
- dans les meilleurs délais en ce qui concerne les mesures périodiques prévues aux articles 9.2.1.3, 9.2.2, 9.2.3 et 9.2.4,
- dans les meilleurs délais, lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1.I montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission en ce qui concerne les mesures réalisées par un organisme tiers telles que définies à l'article 9.2.1.3 du présent arrêté, en cas de dépassement des valeurs limites en ce qui concerne les mesures prévues aux articles 9.2.3 et 9.2.4 du présent arrêté.

Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles.

En cas de refus d'un chargement tel que rendu obligatoire par l'article 8.1.5.5., l'inspection des installations classées est prévenue sans délai.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de mesures dans l'environnement. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

L'exploitant calcule une fois par an, sur la base de la moyenne annuelle des valeurs mesurées et du tonnage admis dans l'année, les flux moyens annuels de substances faisant l'objet de limite de rejet par tonne de déchets incinérés.

Il communique ce calcul à l'inspection des installations classées et en suit l'évolution.

L'exploitant réalise chaque année une évaluation du pouvoir calorifique inférieur des déchets incinérés et en transmet les résultats à l'inspection des installations classées via GEREP.

ARTICLE 9.4.3. RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux points 9.4.2.1 et 9.4.2.2 de l'article 9.4.1 ci-dessus, ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise le pourcentage de contribution thermique en distinguant déchets dangereux et déchets non dangereux.

Le rapport de d'activité de l'année N-1 est transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

Article 9.4.3.1. Information du public

Conformément au décret n° 93-1410 du 29 décembre 1993 susvisé, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité. Ce document peut être commun avec le rapport annuel d'activité

ARTICLE 9.4.4. BILAN DE FONCTIONNEMENT

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004, l'exploitant élabore et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement.

Le bilan de fonctionnement qui porte sur l'ensemble des installations du site, en prenant comme référence l'étude d'impact, contient :

- une évaluation des principaux effets actuels sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,
- une synthèse des moyens actuels de prévention et de réduction des pollutions et la situation de ces moyens par rapport aux meilleures techniques disponibles,
- les investissements en matière de prévention et de réduction des pollutions au cours de la période décennale passée,
- l'évolution des flux des principaux polluants au cours de la période décennale passée,
- les conditions actuelles de valorisation et d'élimination des déchets,
- un résumé des accidents et incidents au cours de la période décennale passée qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

TITRE 10 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITE-EXECUTION

ARTICLE 10.1.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 10.1.2. PUBLICITE

Un extrait du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de MARTRES TOLOSANE ainsi que dans les mairies de BOUSSENS, MARIGNAC-LASPEYRES, MAURAN, MONTCLAR-DE-COMMINGES et ROQUEFORT-SUR-GARONNE pour y être consultée par tout intéressé.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, le texte des prescriptions. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10.I.3.

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 10.1.4. EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne, le Maire de MARTRES-TOLOSANE, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, inspecteur des installations classées, le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société LAFARGE CIMENTS.

Toulouse, le 9 AVR. 2013

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Thierry BONNIER

Arrêté Préfectoral modificatif du 2 février 2017 - Cimenterie	Document n° 21.231-A1 / 12

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

REÇU
Le 08 FEV. 2017

Direction départementale des territoires

Toulouse, le 06 FEV. 2017

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

Affaire suivie par : Anais MEUNIER
Téléphone : 05 61 10 60 97
Télécopie : 05 61 10 60 95
Courriel : anais.meunier
@haute-garonne.gouv.fr

Recommandé AR
1A 115 421 0192 6

Monsieur le directeur,

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, copie de l'arrêté préfectoral complémentaire qui vient d'être signé, relatif aux installations que vous exploitez à Martres-Tolosane, 77 avenue des Pyrénées.

Conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait de cet arrêté énumérant, notamment, les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement, par vos soins.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
L'adjointe au chef d'unité,

Sylvie REBOULET

Monsieur le directeur
Société LAFARGE CIMENTS
77 avenue des Pyrénées
31 220 MARTRES-TOLOSANE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68/2598

Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation de la cimenterie située sur la commune de Martres-Tolosane exploitée par la société Lafarge Ciments

№ 0 1 2

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution de la Commission du 26 mars 2013 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relatif aux émissions industrielles ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 autorisant la société LAFARGE CIMENTS à exploiter une cimenterie et des installations de valorisation et d'incinération de déchets sur la commune de Martres-Tolosane ;

Vu le courrier du 27 septembre 2013 de la société LAFARGE CIMENTS relatif à la mise à jour du classement des installations autorisées suite à la parution du décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu le dossier de réexamen des conditions d'exploitation fixé par l'article R 515-70 du code de l'environnement présenté par l'exploitant le 14 mars 2014, complété le 13 janvier 2016 ;

Vu la demande de dérogation à la MTD n°18 imposant une valeur limite d'émission de poussière en sortie des refroidisseurs à clinker jointe au dossier de réexamen ;

Vu le rapport de base relatif à la détermination de l'état initial de la qualité de la qualité des sols et des eaux souterraines remis par l'exploitant le 30 août 2016 ;

Vu le courrier déposé le 23 décembre 2013 dans lequel l'exploitant a transmis une proposition de calcul du montant des garanties financières ;

Vu la consultation du public, prévue à l'article L.515-29 et réalisée du 19 septembre 2016 au 18 octobre 2016 ;

Vu les avis des conseils municipaux des communes intéressées ;

Vu le rapport et les propositions en date du 26 novembre 2016 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) dans sa séance du 13 décembre 2016 ;

Considérant que les mesures prises par l'exploitant visant à supprimer ou à réduire au maximum les incidences environnementales résultant du fonctionnement de ses installations sont pertinentes et cohérentes compte tenu des enjeux environnementaux ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 512-I du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant la demande de dérogation au respect de la nouvelle valeurs limite d'émission des poussières en sortie des refroidisseurs imposées par la directive IED (MTD n°18), à savoir 10 mg/Nm^3, nécessitant le remplacement immédiat des filtres à graviers équipant les refroidisseurs à clinker par des filtres à manches occasionnerait un investissement de 8 millions d'euros ;

Considérant que la demande de dérogation vise à maintenir le seuil réglementaire actuel de 100 mg/Nm^3 des émissions de poussières en sortie des refroidisseurs ;

Considérant l'aspect limité dans le temps de cette demande de dérogation compte tenu du projet de modernisation de la cimenterie de Martres-Tolosane ;

Considérant que les résultats de calcul de risque sanitaire chronique liés à l'inhalation des polluants atmosphériques (poussières) émis par les deux refroidisseurs sont acceptables ;

Considérant que le projet de modernisation de la cimenterie, annoncé par l'exploitant, conduira le site à être conforme aux meilleures technologies disponibles, notamment en remplaçant la technologie actuelle des filtres à graviers sur les refroidisseurs par des filtres à manches ;

Considérant que l'application immédiate de la MTD n°18 relative à la limitation des émissions de poussières provenant des effluents gazeux des processus de refroidissement et de broyage entraînerait une hausse des coûts disproportionnée au regard des bénéfices pour l'environnement ;

Considérant que le projet de modernisation de la cimenterie constitue une modification notable et non substantielle ;

Considérant que la modernisation de la cimenterie vise à supprimer les 2 fours actuels et à les remplacer par un four à l'état de l'art et à construire une tour pour utiliser la technologie du « four à tour avec pré-calcinateur » (MTD n°6 de ce secteur d'activité) ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation, tiennent compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée des ressources énergétiques, puisque la nouvelle installation autorisera un emploi de combustibles de substitution aux énergies fossiles à hauteur de 80 % au lieu de 40 % actuellement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de la société LAFARGE CIMENTS le 10 janvier 2017 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

ARRETE :

Article. 1er - L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et Volume autorisé	Régime
3310-a	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium : a) Production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes par jour ou d'autres types de fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour	2500 t/j (de clinker)	A

3510	Élimination ou valorisation de déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs activités suivants :. - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération / régénération des solvants - recyclage / récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisation des huiles - lagunages	256 t/j	A
3520-a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coincinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	26,8 t/h	A
3520-b	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour	240 t/j	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	9 200 t	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivants, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/272/CEE : - traitement biologique - prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coincinération - traitement du laitier et des cendres -traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	1000 t/j	A

1434-2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation	Débit : 50 m³/h	A
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 1. Supérieure ou égale à 500 t	Dépôt de houille et de coke de pétrole : 5000 t	A
1450-1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 1 t	Stockage de coke de pétrole moulu : 25 t	A
2516-1	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents, la capacité de transit étant : 1. Supérieure à 25 000 m³	58 600m³	E
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) Supérieure à 550 kW	Broyage de coke de pétrole : 630kW Concasseur « vif » : 600 kW 2 broyeurs cru : 2 500 kW 4 broyeurs ciments : 9 140 kW Crible arrière : 75 kW Crible cru : 3 kW Crible DSB : 11 kW Total : 12 959 kW	A
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg, mais inférieure à 1 t	400 kg	D
4734-2-b	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines	648 t	E

	étant : 2. Pour les autres stockages : b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total		
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) b. La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	1 tour aérofrigérante : 1895 kW	D
2520	Ciments, chaux, plâtres (fabrication de), la capacité de production étant supérieure à 5 t/j	Volume autorisé : 1050000t/an ou 3800 t/j	A
2790-1	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou mélanges dangereux mentionnée à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2770 et 2793. 1. Déchets destinés à être traités contenant des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	Valorisation matière : -pour incorporation au cru -pour incorporation aux broyeurs ciments 40 000 t/an	A
2770-1b	Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou mélanges dangereux mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2793. 1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou mélanges dangereux mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	34000 t/an de déchets dangereux Valorisation énergétique au niveau des fours	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971.	116000 t /an de déchets non dangereux	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	Valorisation matière : -pour incorporation au cru -pour incorporation aux broyeurs ciments 1000 t/j (60000 t/an)	A

A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration).
L'exploitant n'est pas concerné par l'obligation de constitution de garanties financières définie au 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, pour la mise en sécurité du site de Martres-Tolosane.

Art.2 - L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 est complété par les dispositions ci-dessous :

Au plus tard avant le 1er janvier 2020, l'exploitant remplace les 2 fours longs rotatifs actuels par un four à tour avec pré-calcinateur dont les principaux équipements sont reliés aux conduits suivants et disposent des dispositifs de traitement suivants :

N° de conduit	Installations raccordées	Combustible	Traitement
Conduit n°1	Four, broyeur à cru associé et tour de pré-chauffage	gaz naturel, coke de pétrole, charbon, fiouls, fiouls lourds, brais pétrolier et combustibles de substitution	Filtre à manches et SNCR
Conduit n°2	refroidisseur		Filtre à manches
Conduit n°3-1	Broyeurs ciment 1, 2	/	Filtre à manches
Conduit n°3-2	Broyeurs ciment 3	/	Filtre à manches
Conduit n°3-3	Broyeurs ciment 4	/	Filtre à manches
Conduit n°4	Broyeur coke	/	Filtre à manches
Autres conduits	Silos de stockage	/	Filtre à manches

Art.3 - L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 est complété par les dispositions ci-dessous :

Au plus tard avant le 1er janvier 2020, l'exploitant remplace les 2 fours longs rotatifs actuel par un four à tour avec pré-calcinateur dont les principaux équipements respectent les caractéristiques suivantes :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit maximal en Nm^3/h	Vitesse d'éjection en m/s en marche continue maximale
Conduit n°1	116	2,7	300 000	20 m/s
Conduit n°2	57	1,6	100 000	20 m/s
Conduit n°3-1	14,7	1,1	35 000	
Conduit n°3-2	14,7	1,1	40 000	
Conduit n°3-3	31,87	1,6	50 000	
Conduit n°4	26,5	1,1	17 000	

La hauteur des cheminées des fours est conforme aux articles 52 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé. La vitesse minimale d'éjection si elle n'est pas mentionnée est conforme à article 57 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé

Art.4 - L'article 3.2.4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température et de pression, soit 273 K pour une pression de 101,3 kPa avec :

- une teneur en O_2 de 10 % sur gaz secs pour les rejets des conduits des fours,
- une teneur en O_2 égale à la teneur en O_2 mesurée dans les rejets pour les autres installations.

Jusqu'à la mise en place du nouveau four, l'exploitant est tenu de respecter sur les 2 fours les valeurs limites suivantes. Les numéros de conduits figurant dans le tableau ci-après correspondent à la numérotation stipulée dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 avril 2013.

Concentrations en mg/Nm³	**Conduits 1 et 2**		**Conduits 3 et 4**	**Conduit 5 &6 Autres rejets canalisés**
	Moyenne sur 1/2h en mg/Nm³	**Moyenne journalière en mg/Nm³**		**Sur la durée du contrôle**
Poussières jusqu'au démarrage de la nouvelle ligne de production du ciment et au plus tard au 01/01/2020	90	I0	I00	I0
SO_2	1600	400		
NO_X en équivalent NO_2	1000	500		
COT en eq C	120	60		
NH_3	600	100		
HCl	60	10		
Sur la durée du contrôle				
HF	I			
Cd +TI	0,05			
Hg	0,03			
Sb+As+Pb+Cr+Co +Cu+Mn+Ni+Sn+V	0,5			
Dioxines et furanes	0,1 ng/Nm³			

Au plus tard le I^er janvier 2020, l'exploitant remplace les 2 fours longs rotatifs actuel par un four à tour avec pré-calcinateur et est tenu de respecter les valeurs limites suivantes :

Concentrations en mg/Nm³	**Conduit 1**		**Conduits 2**	**Conduit 3 et 4 Autres rejets canalisés**
	Moyenne sur 1/2h	**Moyenne journalière**	**Sur la durée du contrôle**	
Poussières	30	I0	I0	I0
SO_2	1600	400		

NO_X en équivalent NO_2	900	450		
COT en eq C	120	60		
NH_3	300	50		
HCl	60	10		
Sur la durée du contrôle				
HF	1			
Cd +TI	0,05			
Hg	0,03			
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+Sn+V	0,5			
Dioxines et furanes	0,1 ng/Nm^3			

Pour les métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.
Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.
La concentration en dioxines et furanes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furanes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.
La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Art.5 - L'article 3.2.4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

Jusqu'à la mise en place du nouveau four, l'exploitant est tenu de respecter sur les valeurs limites suivantes en termes de flux. Les numéros de conduits figurant dans le tableau ci-après correspondent à la numérotation stipulée dans l'arrêté préfectoral susvisé du 9 avril 2013.

Flux en kg/jour	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4
Poussières	30	35	216,8	324
SO_2	1200	1400		
NO_X en équivalent NO_2	1500	1750		
COT	180	210		
HCl	30	35		
HF	3	3,5		
Cd +TI	0,15	0,174		
Hg	0,15	0,174		
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+Sn+V	1,5	1,74		
Dioxines et furanes en mg/j	0,3mg	0,348mg		
NH_3	300	350		

Au plus tard avant le 1er janvier 2020, l'exploitant remplace les 2 fours longs rotatifs actuel par un four à tour avec pré-calcinateur et est tenu de respecter les valeurs limites suivantes en termes de flux:

Flux en kg/jour	Conduit n°1	Conduit n°2		
Poussières	75	25		
SO_2	2900			
NO_x en équivalent NO_2	3250			
COT	440			
HCl	75			
HF	7			
Cd +Tl	0,4			
Hg	0,25			
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+ Ni+Sn+V	3,6			
Dioxines et furanes en mg/j	0,72			
NH_3	360			

A défaut, ces flux seront établis sur la base d'un calcul prenant en compte les concentrations mesurées à l'émission, minorées des intervalles de confiance et le débit maximal mesuré lors des essais de qualification des installations.

Art.6 – Le titre 4 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 susvisé est complété par les dispositions ci-dessous :

Avant le 30 juin 2018, l'exploitant, par rapport à son site et aux substances présentes sur le site et leur emplacement:

- réalise une mesure des niveaux d'eau sur une période d'un an incluant une période de hautes eaux et de basse eaux,
- identifie le nombre et le positionnement d'éventuels ouvrages piézométriques complémentaires afin de connaître la qualité des eaux souterraines et les réalise,
- établit une carte des piézomètres,
- trace le sens d'écoulement de la nappe phréatique
- valide le sens d'écoulement de la nappe phréatique,
- identifie et établit une carte piézométrique,
- réalise une analyse des eaux souterraines sur des paramètres pertinents au regard des substances présentes sur le site.

Avant le 31 décembre 2018, l'exploitant met à jour le rapport de base.

Art.7 – Le titre 8 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 est complété par les dispositions ci-dessous :

L'exploitant est autorisé à recevoir, stocker et valoriser par incinération des pneumatiques usagés à raison d'une introduction maximale dans le four de 2,8 t/h.
L'exploitant conserve la traçabilité des consommations des pneumatiques usagés permettant à l'inspection de vérifier que le seuil de 2,8 t/h n'est pas dépassé ou bien seulement de manière exceptionnelle.

L'exploitant n'est pas tenu de réaliser les contrôles à l'admission visés dans cet article pour les pneumatiques usagés et destinés à leur valorisation par incinération.
Les pneumatiques usagés sont stockés en extérieur sur une plate-forme aménagée reliée au bassin de rétention des eaux éventuellement pollués. L'exploitant veille à les stocker sous forme d'îlots, accessible à des engins de secours. La hauteur maximale de stockage ne doit pas dépasser sauf circonstances exceptionnelles 5 m.

les capacités de la nouvelle ligne de cuisson (four + tour de préchauffage), à partir du 1er janvier 2020, sont :
- puissance thermique nominale : 110 MW
- capacité horaire de production clinker : 105 t/h
- capacité horaire d'introduction de déchets:
  - déchets dangereux : 10 t/h
  - déchets non dangereux : 26.8 t/h

Art.8 – L'article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 9 avril 2013 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

« L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par le présent arrêté d'autorisation.
Le contrôle du bon fonctionnement des installations de dépoussiérage est réalisé en permanence.

- ***Article 9.2.1.1Mesures en continu***

L'exploitant mesure et enregistre en continu les substances suivantes :
- La température des gaz de combustion des fours,
- poussières totales,
- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT),
- chlorure d'hydrogène,
- fluorure d'hydrogène,
- dioxyde de soufre,
- oxydes d'azote et ammoniac (traitement des oxydes d'azote par injection de réactif azoté),
- monoxyde de carbone,
- oxygène et vapeur d'eau.

La mesure en continu de fluorure d'hydrogène peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

La mesure de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz de combustion sont séchés avant analyse des émissions.

- ***Article 9.2.1.2 Mesure en semi-continu***

Si un dépassement de la valeur limite définie à l'article 3.2.4 du présent arrêté est constaté dans le cadre de la surveillance des émissions de dioxines et furanes, l'exploitant devra alors mesurer en semi-continu les dioxines et furanes au plus tard six mois après le constat de dépassement. Les échantillons aux fins d'analyse seront alors constitués selon la fréquence définie à l'annexe I de l'arrêté du 20 septembre 2002 modifié.

- ***Article 9.2.1.3 Mesures périodiques***

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par la Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européennes des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :

- 2 mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ainsi que du débit, dans les émissions gazeuses des conduits issus des fours,
- 2 mesure par an du fluorure d'hydrogène, dans les émissions gazeuses des conduits issus des fours,
- 1 mesure par an des poussières ainsi que du débit dans les émissions gazeuses des autres rejets canalisés dont le débit est supérieur à 10000 Nm3/h.

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité par la Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européennes des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :

- 4 mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+Sn+V), des dioxines et furanes, dans les émissions gazeuses des conduits issus des fours

Les résultats des teneurs en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulaires et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Pour l'ensemble des polluants gazeux, à l'exception des dioxines/furanes et des métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une durée minimale d'une demi-heure ; la période d'échantillonnage est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé, des conditions de fonctionnement de l'installation et du polluant mesuré.

Pour les dioxines/furanes, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures, au minimum, à huit heures au maximum.

Pour les métaux, la méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum ».

Art. 10 - A la mise en service du nouveau four, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les plans des installations et des stockages.

Art. 11 – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions administratives et pénales prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

Art. 12 – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de la société LAFARGE CIMENTS.

Art. 13 – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse :
1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.
Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Art. 14 – Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeurera déposée en mairie de Martres-Tolosane ainsi que dans les mairies de Boussens, Marignac-Laspeyres, Mauran, Montclar-de-Comminges, Roquefort-sur-Garonne, Mancioux, Le Frechet, Mazères-sur-Salat, Ausseing, Sana et Mondavezan pour y être consultée par toute personne intéressée.
Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions.
Les maires feront connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.
Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société LAFARGE CIMENTS.
Un avis au public sera inséré, par les soins de la préfecture et aux frais de la société LAFARGE CIMENTS, dans deux journaux diffusés dans tout le département

Art. 15 – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Martres-Tolosane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le - 2 FEV. 2017

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Stéphane DAGUIN

Donné à PàG le 13.02.17

L'Opinion
INDEPENDANTE

TALON A JOINDRE A VOTRE REGLEMENT

N° client	N° facture	Montant
C03832	1713297	188,50 €

Date facture
10/02/2017

LAFARGE CIMENTS

77 AVENUE DES PYRENEES

31220 MARTRES-TOLOSANE

Sur ordre de :
PREFECTURE DE LA HTE GARONNE - DDT

REÇU
Le 13 FEV. 2017

FACTURE

NUMERO	DATE	REFERENCE	CODE CLIENT
1713297	10/02/ 2017		C03832

Référence	Libellé	Parution	Format / Qte	PU HT	Montant HT	TVA
L171161	MM COLONNE / Avis administratifs LAFARGE CIMENTS	10/02/2017	85 / 1	1,81 €	153,85 €	(7)
	Justificatif(s)		1	0,98 €	0,98 €	(3)
	Frais d'expédition		2	1,20 €	2,40 €	(7)

Nos factures sont payables à réception Tout paiement différé de plus de 30 jours entraînera l'application de pénalités de retard calculées sur la base de 1.5 fois le taux d'intérêt légal et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros sera due (article L. 441-6 du Code de Commerce) Tout litige, quel qu'il soit, relatif à la présente vente, sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Toulouse

Total HT	157,23 €
Total TVA	31,27 €
Total TTC	**188,50 €**

TVA (7) 20.00% 31,25 € - (3) 2.10% 0.02 €

Montant réglé	0,00 €
Reste à payer	**188,50 €**

Condition de règlement : Paiement à réception de facture
Echéance : 10/02/2017

1 RUE D'ALSACE LORRAINE - B.P. 11013 - 31010 TOULOUSE CEDEX 6
TÉL. 05 34 31 23 23 - FAX. 05 34 31 23 24
Mail : lopinion@lopinion.com - Site : www.lopinion.com
S.A. au capital de 40.000 € - R.C.S. Toulouse B 345 018 634 - Code APE : 5813 Z - TVA Intracom FR 513 450 186 34

171161

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

Affaire suivie par : Anaïs MEUNIER
Téléphone : 05 61 10 60 97
Télécopie : 05 61 10 60 95
Courriel : anais.meunier
@haute-garonne.gouv.fr

Toulouse, le 06 FEV. 2017

REÇU
Le 13 FEV. 2017

Madame, Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 modifié du code de l'environnement, je vous saurais gré de bien vouloir insérer dans le journal « L'Opinion Indépendante » à la rubrique des annonces légales, l'avis d'insertion ci-joint relatif à la société suivante :

LAFARGE CIMENTS
77 avenue des Pyrénées
31 220 MARTRES-TOLOSANE

Les frais d'insertion sont à la charge de cette entreprise à qui vous adresserez directement la facture.

Je vous demanderais de bien vouloir me faire parvenir un exemplaire du journal contenant l'insertion à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires (DDT)
Service Environnement, Eau et Forêt (SEEF)
Unité procédures environnementales (UPE) à l'attention d'Anaïs MEUNIER
Cité administrative – Bât. E
2, boulevard Armand Duportal - BP 70001 - 31074 TOULOUSE CEDEX 9

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
L'adjointe au chef d'unité,

Sylvie REBOULET

L'OPINION INDEPENDANTE
Service des annonces légales
1, rue d'Alsace-Lorraine
BP 11013
31010 TOULOUSE CEDEX 6

HARMONIE COIFFURE

Société à Responsabilité limitée
au Capital de 7 622 euros
Siège social et de liquidation :
Chemin des Carboyères
31800 ESTANCARBON
RCS TOULOUSE 338 213 697

Par assemblée générale extraordinaire du 4 février 2017, les associés, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont :

- approuvé les comptes de liquidation au 31/12/2016,
- donné quitus au liquidateur et déchargé de son mandat,
- prononcé la clôture des opérations de liquidation en date du 31/12/2016

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse.

Pour avis, le liquidateur.

DAMIEN GOUBEAU DEVELOPPEMENT

Société à Responsabilité Limitée
Unipersonnelle
au capital de 7.500 euros
Siège social : 10, rue du Chapeau Rouge
31 300 TOULOUSE
RCS Toulouse : 494 649 239
EURL en liquidation

L'Associé unique, le 31 décembre 2016, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Damien GOUBEAU de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de son mandat et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de la dite assemblée.

Les comptes définitifs de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de Commerce de TOULOUSE.

Pour avis,
le Liquidateur

PINK ME UP

Société à Responsabilité Limitée
en liquidation
Au capital de 8 000 euros
Siège social : 8 esplanade Compans
Caffarelli Immeuble Atria
31000 TOULOUSE
Siège de liquidation :
43 route de Launaguet,
31200 TOULOUSE
538 970 765 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale réunie le 31/12/2016 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Sylvain LAZARO de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du

INSERTION - CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Maître Olivier DUCROS-BOURDENS , Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle «Marie-Carole DUCROS-BOURDENS épouse POCHON et Olivier DUCROS-BOURDENS, Notaires Associés» à CARBONNE (Haute Garonne), 5 route de Marquefave, le 12 janvier 2017, enregistré au SPFE de TOULOUSE 3ème bureau, le 26 janvier 2017 dossier 2017 04895 référence 2017N00206, a été cédé par :

La Société dénommée SARL CLARMONT, Société à responsabilité limitée au capital de 8.000,00 €, dont le siège est à TOULOUSE (31300), 9 place Roguet, identifiée au SIREN sous le numéro 433882594 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

A

La Société dénommée RM PATRIMOINE, Société par actions simplifiée au capital de 2.000,00 €, dont le siège est à TOULOUSE (31000), 9 boulevard Lazare Carnot, identifiée au SIREN sous le numéro 813466349 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

La Société dénommée FONVIEILLE IMMOBILIER, Société à responsabilité limitée au capital de 1.000,00 €, dont le siège est à TOULOUSE (31000), 24 rue Maurice Fonvieille appartement 701, identifiée au SIREN sous le numéro 793963323 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

La Société dénommée SB INVEST, Société par actions simplifiée au capital de 1.000,00 €, dont le siège est à L UNION (31240), 44 avenue de Gavarnie, identifiée au SIREN sous le numéro 823903794 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Un fonds de commerce de RESTAURATION exploité à TOULOUSE (31300) 9 place Roguet, lui appartenant, connu sous le nom commercial «CHEZ RAYMOND», et pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 433882594.

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature.

La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150 000,00 EUR), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour CENT QUARANTE-QUATRE MILLE SEPT CENT TRENTE-QUATRE EUROS (144 734,00 EUR),
- au matériel pour CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SIX EUROS (5 266,00 EUR).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront re-

OCTEINS AVOCATS

MAITRE FREDERIC CAROL
OCTEINS AVOCATS
8, BOULEVARD D'ARCOLE
31000 TOULOUSE

Par acte SSP à TOULOUSE du 21.11.16, enregistré au Service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Toulouse 3 le 20 12.16, Dossier 2016 24856, réf. 2016 A 02246, la SAS JUM au capital de 2.000 €, dont le siège est à TOULOUSE (31), 15 Place du Président Thomas Wilson, RCS TOULOUSE 802 885 939, a cédé à la SARL ELLA au capital de 1.000 €, dont le siège est à TOULOUSE (31), 15 Place Wilson, RCS TOULOUSE 823 578 877, un fonds de commerce de restauration rapide à consommer sur place ou à emporter, sandwicherie, saladerie, vente de viennoiserie, boissons, confiseries et glaces, exploité à TOULOUSE (31), 15, Place du Président Thomas Wilson, pour lequel la SAS JUM est immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 802 885 939 et le fonds identifié à l'INSEE sous le numéro 802 885 939 00016, comprenant l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés, le droit au bail et les objets mobiliers et matériel servant à son exploitation, moyennant le prix de 60.000 €, s'appliquant aux éléments incorporels pour 46.000 € et aux éléments corporels pour 14.000 €. L'entrée en jouissance du fonds a été fixée au 21.11.16. Les oppositions s'il y a lieu seront reçues au siège du fonds à TOULOUSE (31), 15 Place du Président Thomas Wilson, où domicile a été élu à cet effet dans les dix jours de la dernière en date des publications légales.

Pour insertion.

Suivant acte sous seing privé en date du 02/01/2017 à Toulouse Madame Nathalie BINET, née le 18/06/1964 à Toulouse demeurant 66, chemin de l'église de Montaudran 31400 TOULOUSE, Propriétaire exploitant d'un institut de beauté sous l'enseigne «COCO CANNELLE», SIREN N°528 094 220 sis 286 avenue Saint-Exupéry, 31400 Toulouse

A cédé à : ZZZ...ZAZEN Société à responsabilité limitée au capital de 2.000 € sise 30, rue du Pont Guilhemery Immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 750 481 848 et représentée par Madame Brigitte BOGOSAV, gérante

Un fonds de commerce d'institut de beauté situé 286 avenue de Saint-Exupéry 31400 Toulouse ainsi que le matériel et le mobilier, l'enseigne, les contrats attachés au fonds, cession enregistrée à la Recette des impôts de Toulouse le 05/01/2017, Dossier 2017 00637.

Ladite cession a eu lieu moyennant le

Barreau de Toulouse

CABINET BERKOUK
Société d'Avocats
32, rue Alsace-Lorraine
31000 TOULOUSE

La location gérance consentie par FRANCE QUICK, société par actions simplifiée au capital de 92 225 000 euros, dont le siège social est à LA PLAINE SAINT DENIS (93210) 50 avenue du Président Wilson, Parc des Portes de Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY sous le numéro 950 026 914, à la société MIVAREST, société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros, dont le siège social est à TOULOUSE (31100) 152 rue Nicolas Louis Vauquelin Zone Urbaine Prioritaire du Mirail, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE sous le numéro 408 519 189 suivant acte sous seing privé en date du 10 décembre 2002, du fonds de commerce de restauration rapide «fast food» sous l'enseigne «QUICK» sis à TOULOUSE 531100* 152 rue Nicolas louis Vauquelin, Zone urbaine Prioritaire du Mirail, a pris fin le 30 novembre 2016, la résiliation résultant d'un acte sous seing privé en date du 1er décembre 2016.

Pour avis

RESILIATION LOCATION GERANCE

La location gérance du fonds de commerce de bar situé à TOULOUSE (31000), 17 rue Bayard, consentie aux termes d'un acte reçu par Maître Laure BEN RAHAL, notaire à TOULOUSE, le 28 octobre 2016, par la SARL LAC, SARL au capital de 8 000,00 €, dont le siège social est à TOULOUSE (31000), 17, rue Bayard, identifiée et immatriculée au RCS de TOULOUSE N° 480 770 817 au locataire gérant, la société 'DOUBLE D , SAS au capital de 1000,00 euros dont le siège social est à TOULOUSE (31000) 17 rue de Bayard identifiée et immatriculée au RCS de TOULOUSE n° 823 821 137

A pris fin le 31 décembre 2016, par sa résiliation aux termes d'une convention de rupture sous seing privé en date du 25/01/2017, enregistrée à S.P.F.E TOULOUSE 3 , le 02/02/2017 , dossier 2017 06002 , référence 2017 N 00244

AVIS DE CONVOCATION

CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE CONSTITUTIVE DE L'ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DU LOTISSEMENT

ATELIERS TOULOUSAINS DES MENUISERIES DOUMENC

SARL au capital de 11 600 €
Siège social : 81 rue de chaussas, 31200 TOULOUSE
RCS de TOULOUSE n°753 443 514

AVIS DE CONTINUATION D'ACTIVITE

L'assemblée générale extraordinaire du 30/08/2016 a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social.

Modification au RCS de TOULOUSE

LA GERANCE

AVIS ADMINISTRATIFS

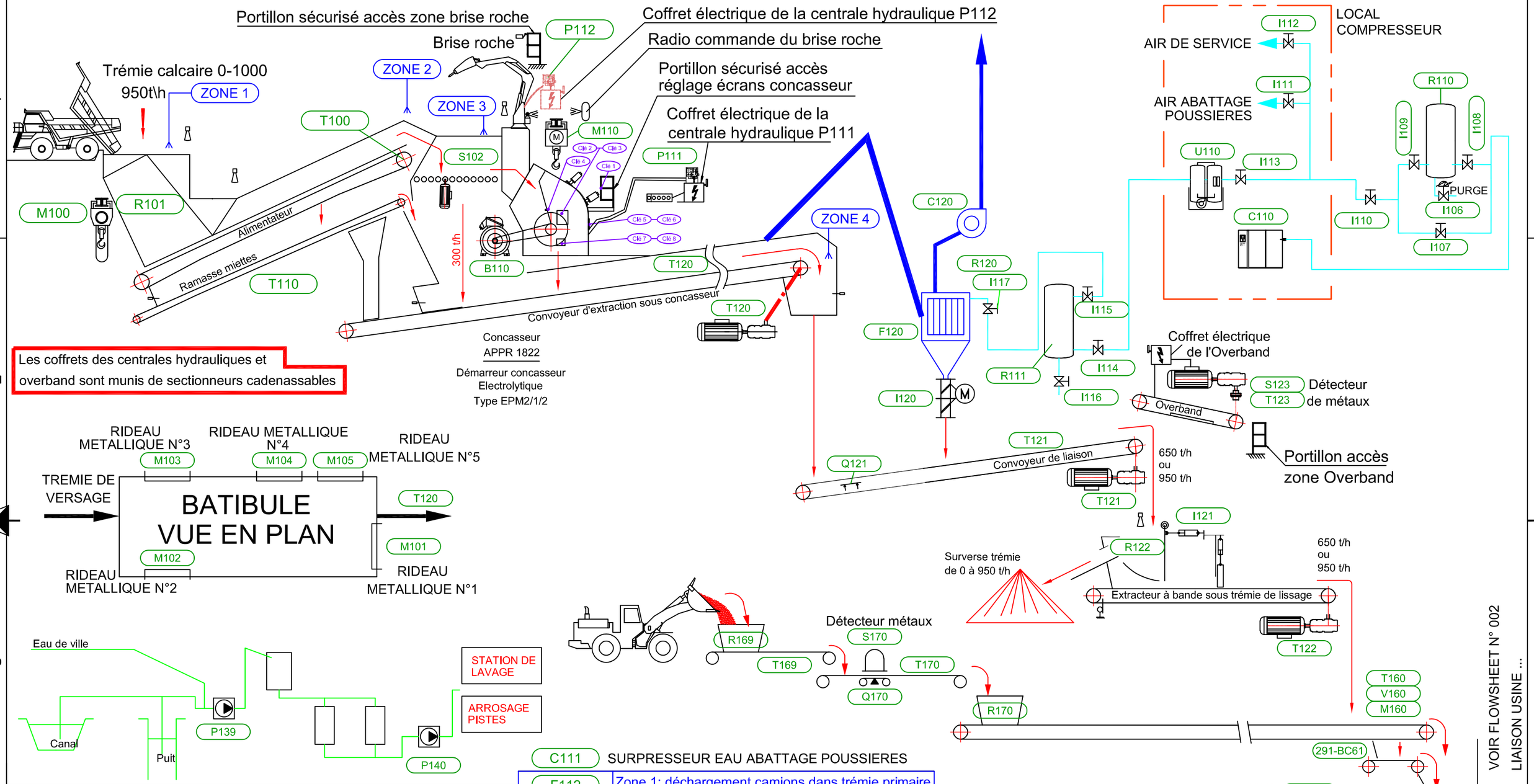
PREFET DE LA HAUTE GARONNE
Direction départementale des territoires
Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

AVIS D'INSERTION DANS LA PRESSE

Par arrêté préfectoral complémentaire en date du 2 février 2017, les conditions d'exploitation de la cimenterie située sur le territoire de la commune de Martres-Tolosane, 77 avenue des Pyrénées et exploitée par la société Lafarge Ciments, ont été modifiées dans le cadre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Une copie de cet arrêté est déposée en mairie de Martres-Tolosane ainsi que dans les mairies de Boussens, Marignac-Laspeyres, Mauran, Montclar-de-Comminges, Roquefort-sur-Garonne, Mancioux, Le Frechet, Mazères-sur-Salat, Ausseing, Sana et de Mondavezan. Elle pourra être consultée sur place, aux heures habituelles d'ouverture de la mairie, par les personnes qui désireront en prendre connaissance.

DEPOT DE CREANCES

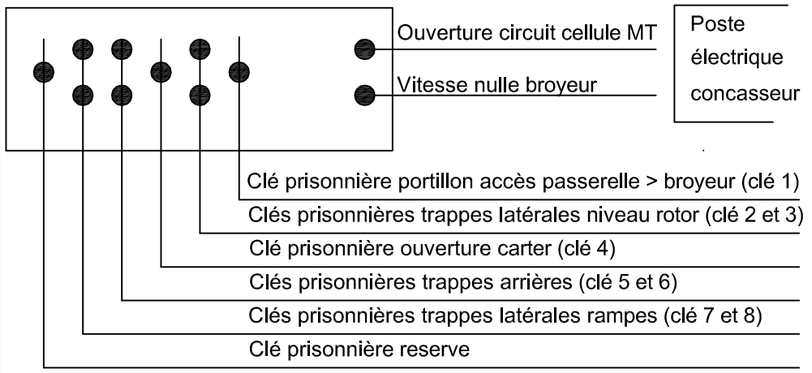
Synoptique des installations	Document n° 21.231-A1 / 13



C111 SURPRESSEUR EAU ABATTAGE POUSSIERES

F112 ABATTAGE DES POUSSIERES	Zone 1: déchargement camions dans trémie primaire Zone 2: à la jetée de l'ATM sur crible à disques Zone 3: à l'entrée du concasseur Zone 4: à la sortie du concasseur

Coffret TMEC: ensemble pour le système d'interverrouillage sur broyeur



Repérage des arrêts d'urgence

Rep.	Désignation
DI-T100-AU1	ATM
DI-T100-AU2	ATM
DI-T120-AU1	Convoyeur d'extraction sous broyeur
DI-T120-AU2	Convoyeur d'extraction sous broyeur
DI-T121-AU1	Convoyeur de liaison
DI-T121-AU2	Convoyeur de liaison
DI-T122-AU2	Convoyeur d'extraction sous trémie de lissage
DI-T122-AU2	Convoyeur d'extraction sous trémie de lissage

REV	MODIFICATIONS	DESSINE	DATE
K	-	-	-
J	-	-	-
I	-	-	-
H	AJOUT RAMASSE MIETTES BC61 SOUS T160	CASSE P.	12/07/21
G	AJOUT M100 ET M110	J.VIGNEAUX	19/09/13
F	AJOUT FILTRE, SECHEUR, RESERVOIR, VANNES	D.CANIVENQ	11/05/12
E	AJOUT CODES FREINS M160 ET M164	D.CANIVENQ	11/10/11
D	AJOUT CODES RIDEAUX METAL. BATIBULE	D.CANIVENQ	05/10/10
C	MISE A JOUR	S.TROTRY	26/03/10
B	AJOUT P164	D.CANIVENQ	03/12/09
A	MISE A JOUR AJOUT R169 A R170	D.CANIVENQ	09/10/09
0	ETABLISSEMENT DU PLAN	D.CANIVENQ	02/02/09

Usine : MARTRES TOLOSANE

CARRIERE CONCASSAGE FLOWSHEET

USINE DE MARTRES
77, Avenue des PYRENEES 31220 MARTRES TOLOSANE
Tel 05 61 97 70 00 Telecopie 05 61 97 70 15

Ce plan propriété de LAFARGE CIMENTS est remis à titre confidentiel. Il ne peut être ni copié ni communiqué à des tiers sans une autorisation écrite de LAFARGE CIMENTS (Loi du 11 mars 1902)

ECHELLE / A3 | REFERENCE ARCHIVES | PLAN N° 001 | REV H

ce circulaire pour le bloc SIGLE

Délibération du conseil municipal	Document n° 21.231-A1 / 22

Envoyé en préfecture le 31/10/2022
Reçu en préfecture le 31/10/2022
Affiché le
ID : 031-213103245-20221027-2022076D-DE

DÉPARTEMENT
HAUTE-GARONNE

ARRONDISSEMENT
MURET

COMMUNE
MARTRES-TOLOSANE

Date convocation
21/10/2022

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 27 OCTOBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-sept Octobre, à vingt heures,
Le Conseil Municipal de la Commune de Martres-Tolosane s'est réuni, salle Azéma, sur convocation régulière, sous la présidence de Monsieur GOJARD Loïc, Maire.

Étaient présents : Vidian ANGLADE, Bernard ARGAIN, Carole DELGA, Christiane FUCHO, Francine GARONE, Loïc GOJARD, Micheline LEMARCHAND, Marie-Claude MALLET, Gilles MARCHE, Vidian SABOULARD, Hugo SLADDEN, Gilbert TARRAUBE, Pascal THEVENOT.
Etaient représentés :
Sylvie ALTHER par Micheline LEMARCHAND
Mady DARNAUD par Vidian ANGLADE
Noémie FOURCADE par Pascal THEVENOT
Eric GARCIA par Gilbert TARRAUBE
Etaient absentes :
Céline FOURCADE,
Elisabeth MAYLIE

Marie-Claude MALLET a été désignée secrétaire de séance.

Délibération n°2022076D

LAFARGE CIMENTS : avis sur le plan de réaménagement de la carrière après la fin de l'exploitation

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que la Sté LAFARGE CIMENTS dispose d'un arrêté d'exploitation jusqu'en 2033.
Le plan de modernisation mené sur l'exploitation grâce à l'installation d'un nouveau four, nécessite la demande de renouvellement de cette autorisation.
Dans cette phase de préparation du dossier, LAFARGE CIMENTS présente un projet de réaménagement du site prenant en compte les contraintes environnementales et de biodiversité : reboisement, zones végétalisées, enherbées, plan d'eau. Des plans sont présentés formalisant ces différents traitements.

Ouï les explications de monsieur le Maire et après délibération ; le Conseil Municipal à l'unanimité

- ✓ Approuve le plan de réaménagement de la carrière en fin d'exploitation présenté par LAFARGE CIMENTS.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Le Maire, Loïc GOJARD

MAIRIE DE MARTRES-TOLOSANE 31220

Plan de remise en état signé	Document n° 21.231-A1 / 23

PLAN DE REMISE EN ÉTAT - 2500e

N

Effet de lisière
Connexion sur ruisseau temporaire
Fronts rocheux
Boisements
Piste
Pelouse sèche
Création d'un lit en cascade pour le ruisseau temporaire
Aménagement du talweg
Plateforme
Connexion sur chemin existant
Pelouse sèche + végétation spontanée
Modelés transition douce
Création d'une piste
Ruisseau temporaire
Pierrier
Belvédère
Coupe 4
Eboulis rocheux
Zone humide
Ripisylve
Coupe 3
Socle minéral
Plan d'eau temporaire
Coupe 2
Coupe 1
Prairie
Raccordement sur chemin existant
Mare existante

50 100 m

Périmètre de demande d'autorisation

LAFARGE CIMENTS

Carrière de calcaire et de marnes - MARTRES-TOLOSANE (31)

Plan de Gestion des Déchets Inertes – Carrière de Martres-Tolosane	Document n° 21.231-A1 / 25

PLAN DE GESTION
DES DECHETS D'EXTRACTION
DE LA CARRIERE
DE
MARTRES TOLOSANE (31)



Application de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié le 25 octobre 2018

- Octobre 2021 -

SOMMAIRE

Table des matières

1. INTRODUCTION 3

1.1. CADRE REGLEMENTAIRE GENERAL 3
1.2. AUTORISATIONS D'EXPLOITER LE SITE - CARRIERE ET INSTALLATIONS DE TRAITEMENT 4

2. INFORMATIONS GEOLOGIQUES SUR LE CONTEXTE DU GISEMENT A EXPLOITER 4

3. FONCTIONNEMENT DE LA CARRIERE 5

3.1. RAPPEL SUR LA FABRICATION DU CIMENT 5

3.2. CONDITIONS D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE 6

3.2.1. DECAPAGE DES TERRAINS STERILES ET DECOUVERTE 6

3.2.2. EXTRACTION DU GISEMENT 7

3.2.3. ACHEMINEMENT DES MATERIAUX 7

3.2.4. LE CONCASSAGE 7

3.2.5. LA REMISE EN ETAT 7

4. DECHETS D'EXTRACTION RESULTANT DU FONCTIONNEMENT DE LA CARRIERE 8

5. TABLEAU DE SYNTHESE DES DECHETS D'EXTRACTION DISPENSES DE CARACTERISATION DU SITE 9

6. GESTION DES DECHETS D'EXTRACTION 10

6.1. FICHES DE SYNTHESE DES STOCKAGES 10
6.2. STABILITE DES STOCKAGES 15
6.3. EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT 15
6.3.1. EAUX SUPERFICIELLES 15
6.3.2. AIR 15
6.3.3. SOL 15
6.3.4. SANTE 15
6.4. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS D'EXTRACTION 15
6.5. ACTIONS DE REDUCTION DES QUANTITES DE DECHETS (VALORISATION – ELIMINATION) 15

1. Introduction

1.1. Cadre réglementaire général

L'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et leurs installations de premier traitement a été modifié par arrêté ministériel du 5 mai 2010 (JORF du 27 août 2010) à titre de transposition de la directive européenne n°2006/21/CE relative aux déchets de l'industrie extractive pour ce qui concerne la gestion des déchets d'extraction inertes. Cet arrêté ministériel a été de nouveau modifié le 30 septembre 2016 en ce qui concerne la terminologie des déchets passant de « terres non polluées et déchets inertes » à « déchets d'extraction inertes » et enfin le 25 octobre 2018.

Ces modifications :

- Donne la définition des déchets d'extraction inertes et fixe les critères de détermination du caractère inerte des déchets d'extraction et de traitement des ressources minérales exploitées ;
- impose à l'exploitant d'établir un plan de gestion des déchets d'extraction inertes;
- établit des prescriptions d'exploitation des installations de stockage de déchets d'extractions inertes en matière d'environnement de sécurité, de contrôle et de surveillance.

L'exigence relative au plan de gestion des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière est établie par un nouvel article 16bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.
Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Enfin, en application de l'article D.181-15-2, I,14°) du code de l'environnement, la demande d'autorisation environnementale doit comprendre le plan de gestion des déchets d'extraction.

Pour la détermination du caractère inerte des déchets, le présent plan de gestion s'appuie sur la note d'instruction du MEDDTL aux DREAL du 22 mars 2011 (réf BSSS/2011-35/TL) qui fixe les principes applicables et établit une liste nationale de déchets inertes dispensés de caractérisation et la circulaire du 22/08/2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Le présent plan de gestion des d'extraction de la carrière LAFARGE CIMENTS de **MARTRES TOLOSANE (31)** est établi pour répondre à ces nouvelles exigences.

1.2. Autorisations d'exploiter le site - carrière et installations de traitement

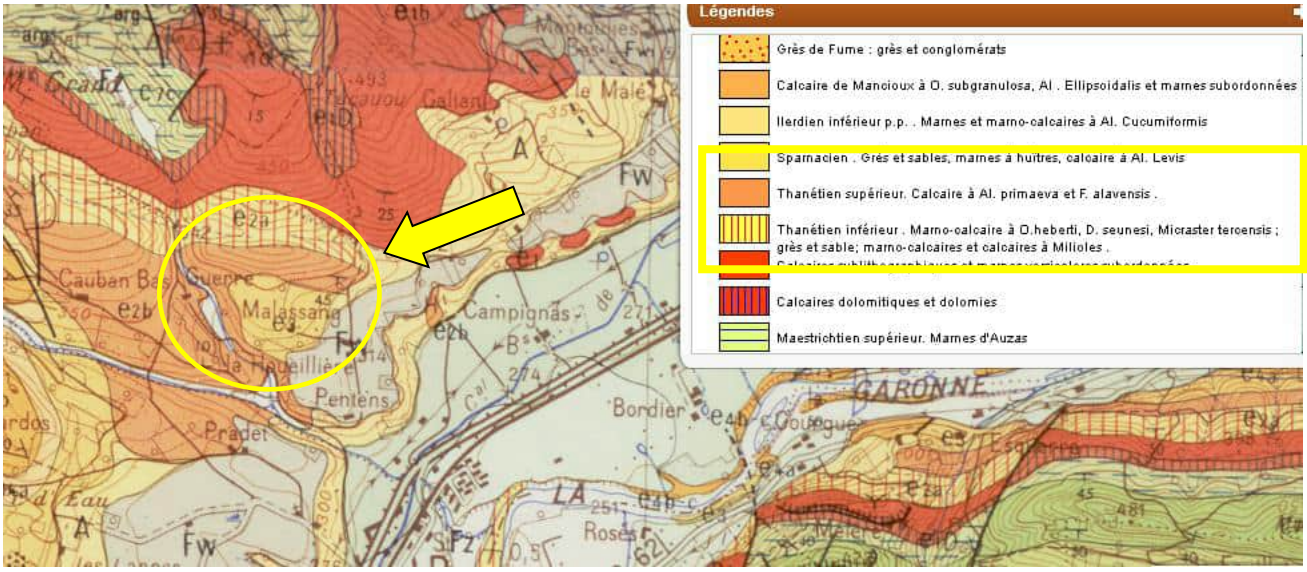
Bénéficiaire de l'autorisation :	**Société LAFARGE CIMENTS**

Commune(s)	Autorisation (n°AP /Date)	Durée d'autorisation	Rubriques ICPE	Roche(s) exploitée(s)
MARTRES TOLOSANE (31)	AP n°26 du 16 mai 2003	30 ans	2510.1 2515.1	Calcaire et marnes
	AP modificatif n°110 du 17 septembre 2015	-	-	-

2. Informations géologiques sur le contexte du gisement à exploiter

Située à 2 kilomètres de la cimenterie, la carrière exploite un gisement de calcaires et de marnes, ressources naturelles indispensables à la fabrication du ciment. La surface en cours d'exploitation est de l'ordre de 56 hectares sur 92 hectares exploitables pour une surface autorisée de 115 hectares. A flanc de colline, la carrière est exploitée en gradins successifs de 7,5m de hauteur, du front 302m NGF au front 350 NGF. La carrière est orientée Ouest-Est

Le gisement exploité sur la carrière de Martres-Tolosane, est constitué par les formations sédimentaires d'âge Eocène. Ces formations sont essentiellement constituées par des calcaires, des marnes et des sables.



D'après l'analyse géologique menée à partir des relevés de fronts et des nombreux sondages de reconnaissance réalisés, on observe du sommet au carreau de la carrière où se trouve le concasseur, la succession lithologique suivante :

- **Les terrains dits stériles (découverte)**

- une couche de terres arables (0 à 0,3 mètres selon les secteurs, 0 à 0,05 m dans les bois et 0,2 à 0,3 mètres dans les champs)
- des limons argileux en partie basse de l'exploitation (de 1 à 10 mètres d'épaisseur)

- **Les terrains utilisables**

Représentés par :

- La couche (**SPARNACIEN**) de calcaires récifaux surmontant des marnes grises
- La couche (**THANETIEN supérieur**) de calcaires lacustres
- La couche (**MONTIEN**) se composant de sables (non exploités) surmontés par des marnes grises localement indurées

3. Fonctionnement de la carrière

3.1. Rappel sur la fabrication du ciment

Le ciment est l'un des principaux matériaux de construction. Plus précisément, c'est un liant hydraulique qui mélangé à l'eau, forme une pâte faisant prise. Le ciment sert principalement à fabriquer du béton. Il est également utilisé pour faire des mortiers, poser et assembler différents matériaux.
La carrière adjacente à l'usine fournit la plus grande partie des matières premières entrant dans la fabrication du ciment, à savoir le calcaire, les marnes et les limons argileux. On peut dans certains cas ajouter de la bauxite, du minerai de fer ou d'autres produits riches en fer, alumine ou silice pour réaliser un mélange chimiquement constant. Le procédé de fabrication du ciment se déroule en 3 étapes successives :

Elaboration du cru :

Les calcaires, les limons argileux et les marnes qui entrent dans la fabrication du ciment sont extraits de la carrière de Martres-Tolosane. Après abattage à l'explosif pour les calcaires et les marnes et extraction à la pelle hydraulique pour les limons, les matériaux sont chargés et transportés par des tombereaux vers la zone de concassage-criblage située en contrebas de la carrière et vont alimenter un concasseur primaire qui les fragmente à une granulométrie de 80mm. Les matériaux ainsi concassés sont acheminés par des bandes transporteuses vers l'usine pour y subir un second concassage avant d'être mis en tas.

La cuisson : fabrication du clinker :

Les matériaux concassés sont stockés dans un hall spécifique appelé hall de préhomogénisation. Ils subissent ensuite un broyage très fin qui permet d'obtenir un mélange homogène. Cette farine crue est introduite au sommet des tours. Par échange à contre courant, elle va monter en température au contact des gaz chauds provenant du four. Une flamme atteignant 2 000 °C dans le four porte la

matière à 1.500 °C avant qu'elle ne soit brutalement refroidie par soufflage d'air. Après cette cuisson, on obtient le clinker, matière de base nécessaire à la fabrication du ciment.

Le broyage du clinker : production du ciment :

La dernière étape de la fabrication du ciment consiste à broyer le clinker très finement avec un peu de gypse pour obtenir un ciment pur. Des constituants secondaires dont le calcaire d'ajout ciment sont également incorporés au mélange en fonction des qualités requises. Les produits sont alors stockés dans des silos avant leur expédition en vrac ou en sacs vers les lieux de consommation.

3.2. Conditions d'exploitation de la carrière

Les opérations d'exploitation comprennent les étapes suivantes :

- le décapage de la découverte et des terrains stériles,
- l'extraction du gisement,
- l'acheminement des matériaux par tombereaux jusqu'au poste de concassage situé au sein de la zone d'extraction
- le concassage-criblage
- la remise en état du site

3.2.1. Décapage des terrains stériles et découverte

Selon les secteurs de la carrière, un ou deux niveaux de décapage sont à considérer :

- Sur l'ensemble de l'exploitation, le décapage superficiel qui consiste à retirer la terre végétale (0 à 30 cm selon les secteurs)

➲ Le décapage superficiel se fait au fur et à mesure des besoins liés à l'avancée de l'exploitation. Il se fait avec des engins mécaniques par campagnes ponctuelles. Il permet de dégager la terre végétale des surfaces à exploiter. La terre végétale décapée est disposée temporairement en merlons de faible hauteur (2 à 4m maximum) et est conservée pour le réaménagement de la carrière. Le gisement contient peu de terre de couverture (10 centimètres)

- Sur la partie basse de l'exploitation,

➲ Le décapage des limons argileux qui peuvent représenter 1 à 10 mètres d'épaisseur. Ces matériaux sont utilisés pour la plus grande partie pour la constitution du cru.

Ces matériaux constituent les déchets d'extraction sur le site de Martres Tolosane issus de la découverte.

Seule la terre végétale est stockée en merlons positionnés sur le carreau du site. Elle servira au réaménagement de la carrière

3.2.2. Extraction du gisement

Les différents fronts de calcaires et de marnes sont exploités par minage à l'explosif. Cette opération est réalisée par les équipes de la carrière, la foration est sous-traitée. On procède tout d'abord à la foration des trous de mines avec une machine fond de trou.

Une fois la foration terminée et vérifiée, et le tir préparé, on procède à l'abattage du front sur une hauteur de 7,5 mètres. Les explosifs et artifices nécessaires sont approvisionnés sur site le jour même et mis en œuvre aussitôt. La carrière procède à plusieurs campagnes de tirs pour abattre les différentes qualités de calcaires et marnes nécessaires à la fabrication du cru pour l'usine.

Toutes ces opérations d'extraction du gisement ne génèrent aucun déchet d'extraction.

3.2.3. Acheminement des matériaux

Le brut d'abattage, calcaires et marnes, est chargé dans des tombereaux de 65 tonnes et acheminé par un réseau de pistes vers la trémie primaire de l'installation de concassage, située dans l'emprise d'extraction. Un tri est réalisé en pied de front pour mettre de côté les plus gros blocs qui seront ensuite fractionnés à l'aide d'un brise roche.

Toutes ces opérations d'acheminement ne génèrent aucun déchet d'extraction

3.2.4. Le concassage

L'installation de concassage criblage consiste :

- Un crible à disque qui va extraire la proportion de matériaux inférieurs à 80 mm.
- Un concasseur primaire à percussion : il va réduire le calcaire approvisionné depuis la carrière d'une granulométrie de 80-1500 mm à une granulométrie de 0-80mm.
- Une série de bandes transporteuses : tous les matériaux sortant du concasseur et le passant au crible à disque sont récupérés en sortie et acheminés par bandes transporteuses vers une installation secondaire située à l'usine pour une seconde réduction à 30mm
- Une mise au tas dans un hall de préhomogénisation.

Aucun produit chimique n'est utilisé dans le traitement physique des matériaux et aucun lavage n'est réalisé. Il n'y a donc pas de déchets de décantation.

Toutes ces opérations de concassage ne génèrent aucun déchet d'extraction. Tous les matériaux introduits dans les installations sont utilisés pour la fabrication du clinker.

3.2.5. La remise en état

La carrière étant en butte puis à l'avenir en partie en fosse, la remise en état final du site ne peut se faire qu'au fur et à mesure de l'exploitation en réaménageant les fronts supérieurs définitifs pour réduire l'impact visuel du site. Les travaux de talutage de ces fronts sont réalisés avec les matériaux exploitables de la carrière. La terre végétale sert pour le reverdissement quoique de nouvelles techniques soient utilisées pour végétaliser directement sur les terrains nus.

4. Déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière

- La **nature**

Comme il a été vu précédemment, l'exploitation de carrière de Martres Tolosane génère des déchets d'extraction : **la terre végétale**.

- Le **caractère inerte**

Tous ces déchets générés par l'exploitation se présentent sous une forme uniquement solide. Selon la liste des déchets inertes dispensés de caractérisation du MEDDTL issue de l'instruction du 22 mars 2011 et de la circulaire du 22/08/2011 , (voir ci-dessous), l'ensemble de ces déchets présents sur le site sont de **caractère inerte**.

Exploitation de Carrières pour la production de CIMENT				
ROCHES CONCERNEES	Roches sédimentaires (massives et meubles)	Carbonatées	Calcaire, craie	
		Silicatées	Argiles, marnes	
01 01 - Déchets provenant de l'extraction des minéraux				
Description du code	Nature du déchet	Traduction METIER	Procédés et/ou activités à l'origine du déchet potentiel	RESTRICTION/PRESCRITPION
01 01 02 Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères*.	Déchets solides ou semi-solides et déchets en suspension dans l'eau, **issus de la découverte (hors terres non polluées) et de l'exploitation du gisement**	Stériles de découverte, de niveaux intermédiaires, intercalaires ou matériaux de scalpage primaire en carrière	1. **L'extraction mécanique** utilisant des pelles mécaniques, des draglines, des chargeuses, des décapeuses, ou autres moyens mécaniques adaptés. 2. L'abattage avec **utilisation d'explosifs** pour fragmenter la roche.	Néant
*Par minéraux non métallifères, on entend tous les gîtes de substances de carrières tels que définis par l'article 4 du Code Minier, autres que celles visées dans la rubrique 01 04 07				
01 04 - Déchets provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères				
Description du code	Nature du déchet	Traduction METIER	Procédés et/ou activités à l'origine du déchet potentiel	RESTRICTION
01 04 08 Déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07	Déchets solides issus de l'extraction, ou d'un traitement mécanique postérieur à celle-ci, incluant des **fragments grossiers des matériaux extraits**	Scalpage primaire des installations de premier traitement	Ces déchets peuvent inclure les rejets de scalpage et les gros blocs, ainsi que les matériaux qui ont chuté des convoyeurs ou lors du transport, ou qui ont été déversés accidentellement dans les installations. Le traitement comprend du criblage en voie sèche ainsi que les procédés de réduction granulométrique incluant le concassage et le broyage.	Néant
01 04 09 Déchets de sable et d'argile	Déchets solides ou semi-solides comprenant des **fragments grossiers sableux ou argileux des matériaux extraits** qui peuvent s'être formés pendant les opérations de traitement	Stériles de découverte, de niveaux intermédiaires ou intercalaires ou matériaux de scalpage, criblage	Ces déchets peuvent inclure des gros fragments d'argile triés après abattage, enlevés sur les convoyeurs, des refus de scalpage issus de l'agglomération de produits fins et argileux, et des matériaux tombés accidentellement lors des opérations de transport ou dans les installations de traitement. Le traitement comprend du criblage en en voie sèche ainsi que les procédés de réduction granulométrique incluant le concassage et le broyage.	Néant
01 04 10 Déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07	Déchets solides très fins **pulvérulents** voire boueux si mélangés à de l'eau	Fines de dépoussiérage	Ils sont issus du procédé de traitement des matériaux lors de la récupération des fines de dépoussiérage avec des cyclones ou des filtres ou des opérations de nettoyage des installations et des sols. Ce sont aussi les résidus des installations de brumisation pour rabattre la poussière ou les matériaux déclassés après traitement pour cause de qualité insuffisante.	**Sous réserve d'un stockage les préservant de l'érosion et du transport par l'eau**

- La **quantité** produite pendant la durée de l'autorisation d'exploiter

La terre végétale est présente sur l'ensemble des terrains. Elle a une épaisseur de 0 à 30 centimètres selon les secteurs. La quantité totale à extraire d'ici la fin de l'autorisation est estimée à 10 centimètres sur les 12 hectares restants à exploiter à l'est soient **12 000 m^3**. Elle sera utilisée au fur et à mesure de l'exploitation pour le réaménagement ou entreposée de manière transitoire en attendant d'être utilisée. A l'heure actuelle, la quantité stockée est de **44 000 m^3.**

- Le **mode de stockage**

Les matériaux de découverte sont extraits au fur et à mesure des besoins et utilisés aussitôt en réaménagement de la carrière ou stockés temporairement en cordons périphériques ou en merlons sur le site.

- La **classification de chaque déchet**

Selon la nomenclature déchets, l'ensemble de déchets inertes générés par l'exploitation se regroupe sous la dénomination **Terre végétale**

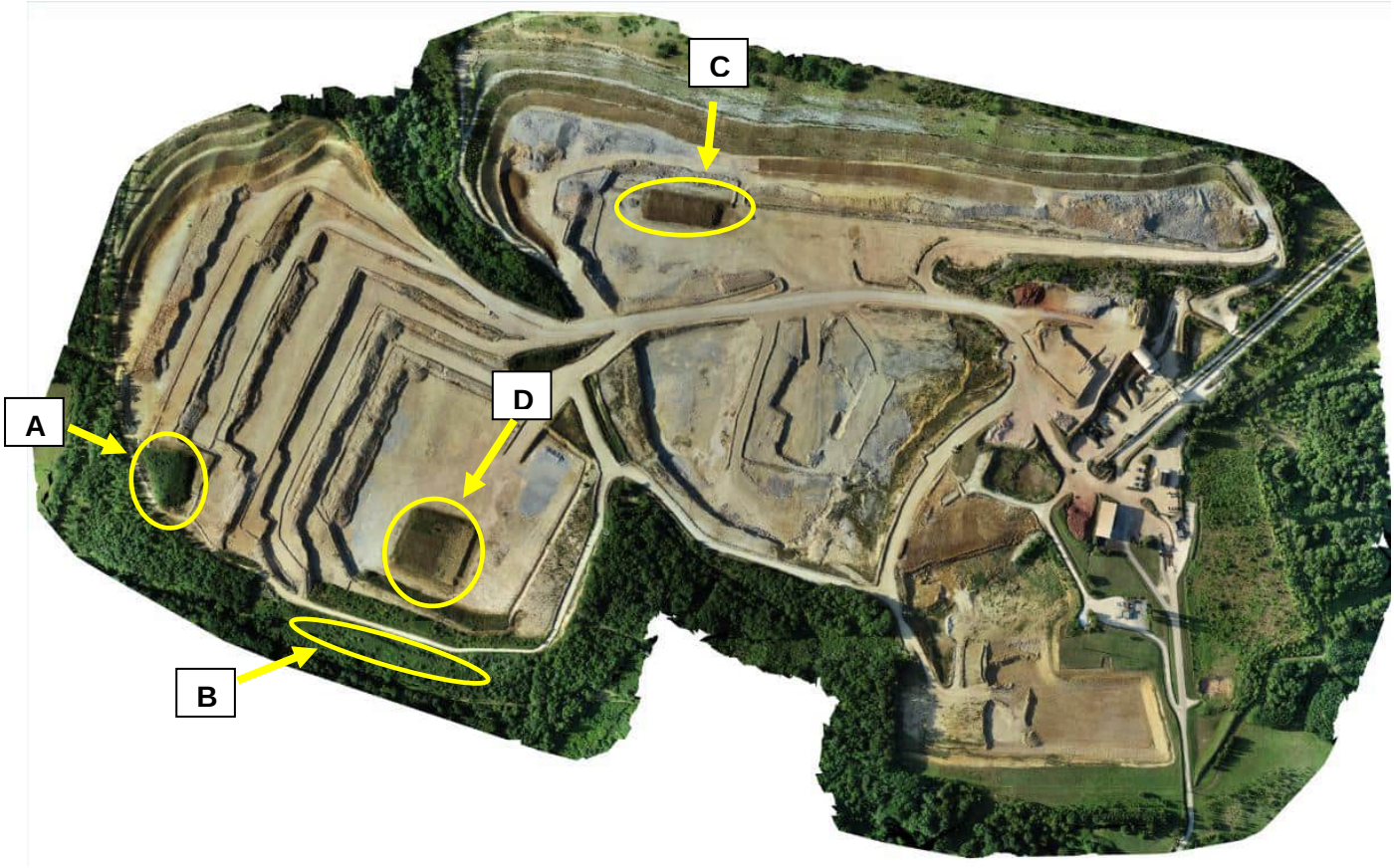
5. Tableau de synthèse des déchets d'extraction dispensés de caractérisation du site

Site : **Martres Tolosane (31)**		***Carrière de calcaires et marnes***		
Activité : Cimenterie		Production de granulats pour le ciment		
Matériaux présents		Découverte	**Terre végétale Limons argileux**	
		Gisement	**Calcaires et marnes**	
Code déchet	Nature (solide, liquide, boueux…)	Origine (découverte, extraction, traitement…)	Quantité totale estimée sur la durée d'exploitation	Identification du stockage (merlons, dépôt de surface, bassins…)
	Terre végétale	**Découverte**	**56 000 m^3**	**Merlons**
01 01 02 Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères	*Néant*	*Découverte*	*Néant*	*Néant*
01 01 02 Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères	*Néant*	*Extraction*	*Néant*	*Néant*
01 04 08 Déchets de graviers et débris de pierres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07*	*Néant*	*Traitement*	*Néant*	*Néant*
01 04 09 Déchets de sable et d'argile	*Néant*	*Traitement*	*Néant*	*Néant*
01 04 10 Déchets de poussières et de poudres autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07*	*Néant*	*Traitement*	*Néant*	*Néant*
01 04 12 Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07* et 01 04 11*	*Néant*	*Traitement*	*Néant*	*Néant*

Code 01 04 07* : déchets contenant des substances dangereuses provenant de la transformation physique et chimique des minéraux non métallifères, classés comme dangereux. Ils ne sont donc pas inertes et ne font pas partie du présent plan de gestion des déchets d'extraction.
Code 01 04 11* : déchets de la transformation de la potasse et des sels minéraux autres que ceux visés à la rubrique 01 04 07* – non concernés également par le présent plan de gestion des déchets d'extraction.

6. Gestion des déchets d'extraction

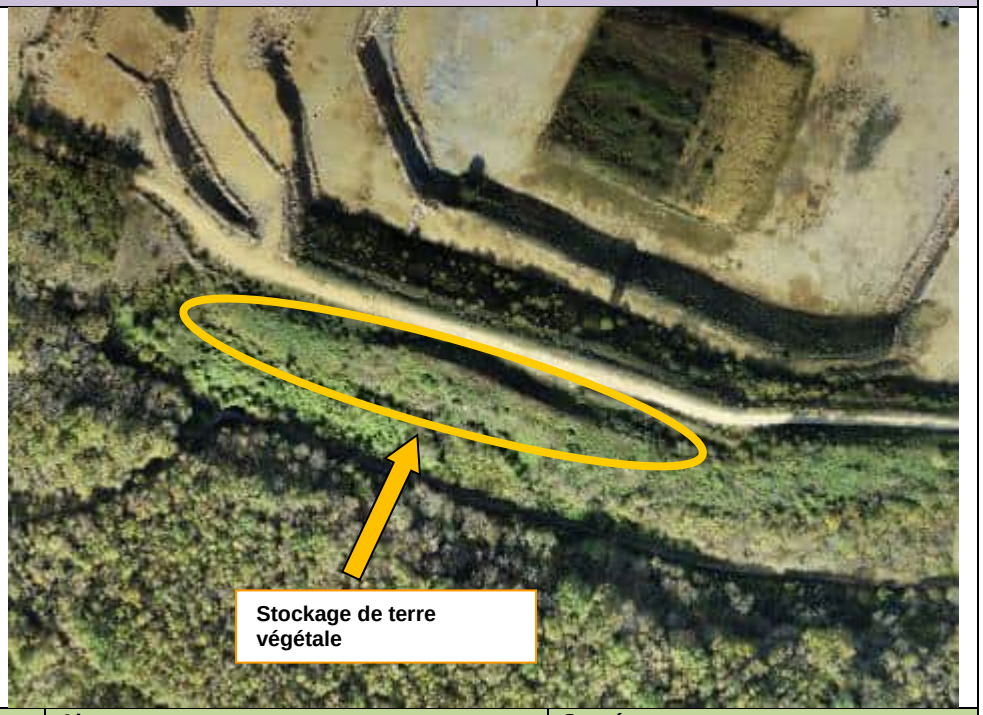
6.1. Fiches de synthèse des stockages



Zone de stockage de déchets d'extraction

STOCKAGE A : Zone de stockage de terre végétale Ouest		Site : Martres Tolosane	Date : Octobre 2021
Stockage	Dépôt de surface de terre végétale		
Code déchet / Désignation nomenclature	**Néant**		
Caractéristiques	Terre végétale extraite sur 30 cm dans les terrains de l'autorisation		
Exploitation générant le déchet	La découverte des terrains superficiels est réalisée à la pelle hydraulique. Les matériaux sont transportés par tombereaux vers le lieu de stockage provisoire en attendant d'être réutilisés dans le réaménagement		
Quantités stockées	Présente : **9 000 m³** A la fin de l'AP : 0 m³		
Durée maximale de stockage	Durée d'autorisation de la carrière suivant AP n°26 du 16 mai 2003		
Traitement ultérieur	Utilisation sur les réaménagements en couverture avant revégétalisation		
Stabilité du stockage	Pas de risque d'instabilité (stockage de faible hauteur)		

ENVIRONNEMENT ET SANTE	**Eau**	**Sol**	**Air**	**Santé**
Impacts potentiels	MES	Aucun	Aucun. Pas d'envol possible de fines en raison de la végétalisation rapide des terrains	Aucun
Moyens de prévention pour réduire les impacts	Stockage en carrière et rétention des eaux dans la fosse	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Procédure de contrôle et de surveillance	Prélèvement et analyse régulière selon AP de la qualité de l'eau située en aval hydraulique de la carrière	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Etude complémentaire	Cf. étude d'impact	Sans objet	Sans objet	Sans objet

STOCKAGE B : Zone de stockage de terre végétale Sud		**Site : Martres Tolosane**	**Date : Octobre 2021**
Stockage	Dépôt de surface de terre végétale		
Code déchet / Désignation nomenclature	**Néant**		
Caractéristiques	Terre végétale extraite sur 30 cm dans les terrains de l'autorisation		
Exploitation générant le déchet	La découverte des terrains superficiels est réalisée à la pelle hydraulique. Les matériaux sont transportés par tombereaux vers le lieu de stockage provisoire en attendant d'être réutilisés dans le réaménagement		
Quantités stockées	Présente : **2 000 m³** A la fin de l'AP : 0 m³		
Durée maximale de stockage	Durée d'autorisation de la carrière suivant AP n°26 du 16 mai 2003		
Traitement ultérieur	Utilisation sur les réaménagements en couverture avant végétalisation		
Stabilité du stockage	Pas de risque d'instabilité (stockage de faible hauteur)		

ENVIRONNEMENT ET SANTE	**Eau**	**Sol**	**Air**	**Santé**
Impacts potentiels	MES	Aucun	Aucun. Pas d'envol possible de fines en raison de la végétalisation rapide des terrains	Aucun
Moyens de prévention pour réduire les impacts	Stockage en carrière et rétention des eaux en bord de fosse	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Procédure de contrôle et de surveillance	Prélèvement et analyse régulière selon AP de la qualité de l'eau située en aval hydraulique de la carrière	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Etude complémentaire	Cf. étude d'impact	Sans objet	Sans objet	Sans objet

STOCKAGE C : Zone de stockage de terre végétale Centre		Site : Martres Tolosane	Date : Octobre 2021
Stockage	Dépôt de surface de terre végétale		
Code déchet / Désignation nomenclature	**Néant**		
Caractéristiques	Terre végétale extraite sur 30 cm dans les terrains de l'autorisation		
Exploitation générant le déchet	La découverte des terrains superficiels est réalisée à la pelle hydraulique. Les matériaux sont transportés par tombereaux vers le lieu de stockage provisoire en attendant d'être réutilisés dans le réaménagement		
Quantités stockées	Présente : **24 000 m³** A la fin de l'AP : 0 m³		
Durée maximale de stockage	Durée d'autorisation de la carrière suivant AP n°26 du 16 mai 2003		
Traitement ultérieur	Utilisation sur les réaménagements en couverture avant revégétalisation		
Stabilité du stockage	Pas de risque d'instabilité (stockage de faible hauteur)		

ENVIRONNEMENT ET SANTE	**Eau**	**Sol**	**Air**	**Santé**
Impacts potentiels	MES	Aucun	Aucun. Pas d'envol possible de fines en raison de la végétalisation rapide des terrains	Aucun
Moyens de prévention pour réduire les impacts	Stockage en carrière et rétention des eaux dans la fosse	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Procédure de contrôle et de surveillance	Prélèvement et analyse régulière selon AP de la qualité de l'eau située en aval hydraulique de la carrière	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Etude complémentaire	Cf. étude d'impact	Sans objet	Sans objet	Sans objet

STOCKAGE D : Stockage de terre végétale Nord		Site : Martres Tolosane	Date : Octobre 2021
Stockage	Dépôt de surface de terre végétale		
Code déchet / Désignation nomenclature	**Néant**		
Caractéristiques	Terre végétale extraite sur 30 cm dans les terrains de l'autorisation		
Exploitation générant le déchet	La découverte des terrains superficiels est réalisée à la pelle hydraulique. Les matériaux sont transportés par tombereaux vers le lieu de stockage provisoire en attendant d'être réutilisés dans le réaménagement		
Quantités stockées	Présente : 9 000 m^3 A la fin de l'AP : 0 m^3		
Durée maximale de stockage	Durée d'autorisation de la carrière suivant AP n°26 du 16 mai 2003		
Traitement ultérieur	Utilisation sur les réaménagements en couverture avant végétalisation		
Stabilité du stockage	Pas de risque d'instabilité (stockage de faible hauteur)		

ENVIRONNEMENT ET SANTE	**Eau**	**Sol**	**Air**	**Santé**
Impacts potentiels	MES	Aucun	Aucun. Pas d'envol possible de fines en raison de la végétalisation rapide des terrains	Aucun
Moyens de prévention pour réduire les impacts	Stockage en carrière et rétention des eaux dans la fosse	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Procédure de contrôle et de surveillance	Prélèvement et analyse régulière selon AP de la qualité de l'eau située en aval hydraulique de la carrière	Sans objet	Sans objet	Sans objet
Etude complémentaire	Cf. étude d'impact	Sans objet	Sans objet	Sans objet

6.2. Stabilité des stockages

Les stockages en carrière sont des stockages de déchets d'extraction de faible surface et de faible volume n'entrainant aucun risque en termes de stabilité

6.3. Effets sur l'environnement

6.3.1. Eaux superficielles

Du fait de leurs volumes, ces stockages n'ont aucun effet sur les eaux superficielles. Les stocks de terre végétale se végétalisent naturellement créant ainsi un frein à l'écoulement des eaux qui limite le ravinement et le départ des matériaux.

6.3.2. Air

La végétalisation du stock empêche par grands vents le départ de poussières

6.3.3. Sol

Du fait du caractère inertes des matériaux et de composition chimique identique au fond géochimique local, il n'y a pas d'impact sur les sols

6.3.4. Santé

Ces faibles stockages n'ont aucun impact sur la santé

6.4. Conditions de remise en état des installations de stockage de déchets d'extraction

Les merlons de déchets d'extraction présents sur le site ont une vocation provisoire. Ces matériaux seront réutilisés en cours d'exploitation pour le réaménagement du site

6.5. Actions de réduction des quantités de déchets (valorisation – élimination)

Il n'y a pas d'alternative de réduction des quantités de déchets car ils sont directement liés à l'exploitation du site.